UNION DES OFFICIERS DE RESERVE DE l'OCÉAN INDIEN
BP 60669 — 97473 SAINT-DENIS CEDEX
(Membre de l'Entente Patriotique de la Réunion : http://www.epr974.re/)

Union Nationale des Officiers de Réserve
Fondée en 1922/Déclarée d'utilité publique par décret du 24 février 1967
Siège social : 12 rue Marie Laurencin 75012 Paris
http://www.unor-reserves.fr/

BULLETIN N°1 en date du 7 janvier 2019

Je ne juge pas… je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont… à chacun de faire son Opinions, les articles n'engagent que leurs auteurs.

Planification des Thèmes & Sujets	
1 – Lois & Décrets	**e) - Service de Santé**
2 – Nécrologies & Mémoires	**f) – Renseignement**
3 – Décorations & Commémorations	**g) – Cybersécurité**
4 – Autorités, Etats-Majors	**h) – Service du commissariat des armées**
5 – Chroniques & Libres propos	**i) – Service des essences des armées**
6 – Actualités internationales	**j) – Forces Prépositionnées**
7 – OPEX	**k) – Réserves**
8 – MISSINT/OPINT	**l) - D.G.A.**
9 – Défense de par le Monde	**11 – France : Armements & Industries**
10 – Nos Forces Armées	**12 – Le Monde : Modernisations & Equipements**
a) – Armée de Terre	**13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)**
b) – Marine Nationale	**14 – Livres & Publications**
c) – Armée de l'Air	**15 – Société**
d) - Gendarmerie Nationale	**16 – Vie de l'UOROI**

Le mot du président de l'UOROI

Chers amis

Le colonel ® Dominique BERTRAND
Président de l'UOROI

Adresse courriel du COL ® Dominique BERTRAND : dfbtd974@orange.fr
GSM : 06 92 05 11 47

Table des matières

1 – Lois et décrets 17
PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE 17
PREMIER MINISTRE 18
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR 18
MINISTÈRE DES ARMÉES 18
2 – Nécrologies & Mémoires 20
Résistance: Georges Loinger, juif et sauveur pendant la Seconde Guerre mondiale, est décédé à l'âge de 108 ans 20
Un grand rôle dans l'affaire de l'Exodus 20
Le dernier survivant de l'Opération Chariot (Saint-Nazaire, 1942) s'est éteint 21
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 01.01.2019 Par Philippe Chapleau 21
Le monument aux morts en Opex de Theix (Morbihan) dégradé 21
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 02.01.2019 Par Philippe Chapleau 21
Seule parmi les poilus : la surprenante découverte de la tombe d'une infirmière 22
3 – Décorations & Commémorations 23
Une agrafe "attentat Strasbourg 2018" pour la médaille de la sécurité intérieure 23
4 – Autorités, États-Majors 24
Ministre 24
Daech : The fight must go on (suite) 24
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 31 décembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 24
France-Jordanie, une relation fructueuse 25
http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 31 décembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 25
Pour la ministre des Armées, « 2019 ne sera pas une année d'accalmie » 25
La France veut poursuivre la lutte contre Daech au Levant 26
Une course contre la montre 27
Mme Parly : « Les jihadistes n'ont jamais eu d'états d'âmes avec nous, nous n'en aurons pas avec eux » 28
CEMA 29
Le chef d'état-major des armées accompagne les autorités politiques en visite au Tchad 29
CEMAT/Armée de Terre 30
Le chef d'état-major de l'armée de Terre place l'année 2019 sous le signe de « l'esprit guerrier » 30
DGGN/Gendarmerie Nationale 31
"Reconstruire, à ceux qui aiment la France", une tribune de l'ancien DGGN Roland Gilles 31
La cohésion de la nation est en jeu 32
"*Casser les casseurs*" 33
Compréhension et autorité 33
5 – Chroniques & Libres propos 33
ÉDITORIAL. Au service de la paix 33
Le chemin de la fraternité 34
Les 3 catastrophes de 2019 34
Tribune libre de Nadia Ramassamy, députée de La Réunion 36
"Les Outre-mer n'appartiennent pas à la France, ils sont la France" 36
6 – Actualités internationale 37
Européennes, Brexit, élections... Les événements de l'actualité internationale de 2019 37

David Lloyd George (Angleterre), Vittorio Orlando (Italie), Georges Clemenceau (France) et Thomas Woodrow Wilson (USA) lors de la signature du Traité de Versailles. Rue des Archives/© Mary Evans/Rue des Archives 40
CARTE. Gilets jaunes : quand le mouvement s'exporte à l'international 40
De Bruxelles à Bassorah 41
Des motifs de contestation variés 41
AFRIQUE 41
BURKINA FASO 41
Burkina Faso : Roch Marc Christian Kaboré décrète l'état d'urgence dans plusieurs provinces 41
Une armée impuissante face aux jihadistes 42
Pouvoirs supplémentaires aux forces de défense 42
Burkina Faso : 13 tués dans une attaque suivie de représailles intercommunautaires 42
Représailles anti-Peuls 43
Plus de 270 morts en trois ans 43
Terrorisme : L'état d'urgence a été décrété dans plusieurs régions du Burkina Faso 43
CAMEROUN 45
Crise anglophone au Cameroun : un militaire tué et mutilé à Bamenda 45
Arrêt des poursuites contre 289 détenus de la crise anglophone 45
CENTRAFRIQUE 46
Les groupes armés centrafricains s'approvisionnent en armes et en munitions au Soudan 46
CONGO 47
Anticipant des troubles à Kinshasa, les États-Unis ont envoyé 80 militaires au Gabon 47
GABON 48
Au Gabon, les préparatifs pour Obangame Express vont bon train 48
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 02.01.2019 Par Philippe Chapleau 48
MALI 49
Mali: 37 morts dans l'attaque d'un village peul 49
"Outre les 37 morts enregistrés, tous des civils, le bilan fait état de plusieurs blessés et de nombreuses habitations incendiées", a indiqué le gouvernement. 49
"Nous condamnons cet acte criminel" 49
Plus de 500 morts en 2018 50
Mali : sept arrestations après le massacre de 37 personnes dans un village peul 50
Sécuriser le centre 51
Mali: Un journaliste enlevé par des djihadistes 51
« Nous sommes très inquiets » 52
MAROC 52
Migrants. Un réseau de passeurs démantelé dans le nord du Maroc 52
68 000 tentatives d'immigration clandestine 53
Attentat au Maroc : un Suisse arrêté en lien avec le meurtre des deux touristes scandinaves 53
18 personnes arrêtées en lien avec le double homicide 53
NIGER 54
280 membres de Boko Haram auraient été "neutralisés" par les Nigériens 54
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.01.2019 Par Philippe Chapleau 54

NIGÉRIA 55
Nigeria: Boko Haram attaque deux bases de l'armée et tue un officier 55
SOMALIE 55
Somalie : l'émissaire de l'ONU prié de quitter le pays pour « ingérence délibérée » 55
Nommé en septembre 2018 56
Trois de manifestations en faveur d'un ancien jihadiste 56
TCHAD 56
Armée : le Tchad va recruter 3 000 soldats 56
Intensité opérationnelle contre le terrorisme, la rébellion et les trafics 57
Tchad : Idriss Déby Itno annonce la tenue d'élections législatives et municipales 57
« Une année charnière » pour structurer l'économie 57
AMÉRIQUES 58
BRÉSIL 58
Le président Bolsonaro se dit ouvert à l'implantation d'une base militaire américaine au Brésil 58
Brésil. Le président d'extrême droite Jair Bolsonaro investi à la tête du pays 59
Une série de réformes devrait rapidement être lancée 60
Une investiture sous très haute sécurité 61
Bolsonaro cible les LGBT dès les 1ères heures de son mandat 61
Le mandat du nouveau président brésilien commence (très) fort. 61
CANADA 62
Treize Canadiens ont été détenus en Chine depuis le 1er décembre 62
Mesure de rétorsion 63
COLOMBIE 64
La Colombie dénonce un projet d'attentat contre son président 64
ÉTATS-UNIS 65
Le Strategic Command met le feu aux voeux de Times Square 65
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 01.01.2019 Par Philippe Chapleau 65
M. Trump reproche à son ex-secrétaire à la Défense le manque de résultats en Afghanistan 65
L'US Army veut recruter dans 22 villes "qui penchent à gauche" 67
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.01.2019 Par Philippe Chapleau 67
Des parcs nationaux aux tribunaux, les conséquences du «shutdown» s'alourdissent 68
● Chômage technique 68
● Données économiques 68
● Parcs nationaux 69
Ultima Thulé: survol réussi de l'objet céleste le plus primitif jamais visité par l'homme 69
«Voir ce qui fait marcher l'univers» 70
Plus d'un an pour récupérer toutes les données 70
Ultima Thulé, un bonhomme de neige de 30 km au-delà de Pluton 71
Figé dans sa forme originelle 72
Donald Trump accuse les démocrates de causer la mort des enfants migrants 73
Donald Trump contredit la famille des victimes 73
Le mur bloque les négociations 74

Etats-Unis: la démocrate Elizabeth Warren annonce sa candidature pour 2020 74
États-Unis: le «shutdown» pourrait se poursuivre un certain temps, prévient Trump 75
Trump ne bouge pas sur le mur : le "shutdown" pourrait se prolonger longtemps 75
L'équipe Trump rejette par avance le plan démocrate 76
Un mur à 5 milliards de dollars 76
Nancy Pelosi fait son retour au Congrès américain en famille 76
Le retour historique de la Démocrate au perchoir marque le début d'une nouvelle ère d'opposition à Donald Trump. 76

..... 76
Un nombre record de femmes au Congrès 77
Des "défis" nombreux pour la démocrate 77
Après les fake news, la menace du «deep fake» prend de l'ampleur sur le web 78
Des technologies avancées 78
Tentatives de réponse 79
ASIE 80
AFGHANISTAN 80
Trump ironise sur une bibliothèque offerte par l'Inde à l'Afghanistan 80
CHINE 80
Hudong commence la construction de la première frégate Type 054A/P pour la marine pakistanaise 80
Type 002 : 4e sortie à la mer pour le 2e porte-avions chinois 81
En 10 ans, la marine chinoise a escorté 6 600 navires dans l'océan Indien 83
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 02.01.2019 Par Philippe Chapleau 83
Un navire militaire chinois armé d'un présumé canon électro-magnétique a été aperçu en haute mer 84
Une version chinoise de la « mère de toutes les bombes » a été testée 85
Chine : l'indice PMI manufacturier sous la barre des 50, un plus-bas depuis 2016 86
Des mesures supplémentaires attendues en 2019 87
La Chine réussit son alunissage sur la face cachée de la Lune 87
Il s'agit du premier alunissage jamais réalisé sur cette face de notre satellite. 87
CORÉES 88
Corée du Nord - États-Unis: les incertitudes d'une négociation sous tension 88
Italie. Le plus haut diplomate nord-coréen s'est enfui et se cache 90
« Il a demandé l'asile » 91
Originaire d'une famille privilégiée 91
Rome affirme ne pas avoir de demande asile 91
JAPON 92
Les ruines de Yonaguni au Japon : cette pyramide engloutie dont l'origine fascine et divise 92
"Atlantis du Japon" ou pyramide d'origine naturelle ? Découverte en 1985, cette surprenante structure sous-marine est loin d'avoir livré tous ses secrets. 92

Façonné par l'homme ? 92
Par la nature seule ? 93
Ou les deux ? 94
"L'Atlantide du Japon" ? 94
La reprise de la chasse à la baleine par le Japon pourrait être une bonne chose selon des ONG 95
Plusieurs associations se sont exprimées après le retrait du Japon de la Commission Baleinière Internationale et l'annonce de son intention de reprendre la chasse à la baleine. Selon elles, cette décision pourrait avoir des conséquences positives pour la protection des baleines. 95
Une décision accueillie favorablement par les associations de protection de la nature 95
La chasse à la baleine : un chemin pavé d'embûches pour le Japon 96
La principale menace pour les baleines n'est pas la chasse 96
TAÏWAN 97
Pour le président chinois, Taïwan n'a pas d'autre choix que de renoncer à son indépendance 97
Fiscalité : les "gilets jaunes" font des petits à Taïwan 98
Un contentieux entre les autorités fiscales et un chef religieux 98
EUROPE 99
Pays-Bas : l'impression 3D au service de la maintenance 99
L'armée hollandaise à la rescousse pour nettoyer les plages souillées par des débris 99
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.01.2019 Par Philippe Chapleau 99
Cinq terroristes présumés arrêtés aux Pays-Bas et en Allemagne 100
Quatre individus ont été arrêtés dans le port de Rotterdam, le dernier en Allemagne. 100
Des perquisitions à leur domicile 100
EUROPE (Union européenne) 101
Brexit : "Nous n'avons pas l'intention de garder la Grande-Bretagne dans l'UE" 101
Aucune majorité en faveur du texte 101
La France et l'Allemagne se disputent le leadership de la défense de l'Europe (2/3) 102
Paris relance la coopération franco-allemande 102
L'Initiative européenne d'intervention de la France 103
L'Allemagne a pris de l'avance 103
L'euro a 20 ans, les grandes dates de la monnaie européenne 104
L'histoire de la Banque centrale européenne (BCE) 104
Monnaie officielle 104
Pièces et billets 104
Nouveaux pays 105
Crise de la dette 105
Draghi sauve l'euro 105
Volatilité, "Grexit" évité 105
La nouvelle série "EUROPE" 105
... et la fin des billets "Ben Laden" de 500 euros 106
L'euro vingtenaire, une réussite imparfaite 106

1. C'est une monnaie populaire 107
2. La stabilité des prix assurée 107
3. La prospérité en mal de convergence 107
4. Une construction incomplète 108
5. Une monnaie pas assez internationale 108
Zone euro : le secteur manufacturier finit l'année en quasi-stagnation et s'inquiète pour 2019 109
> Allemagne : onzième mois de recul du secteur manufacturier 110
> France : contraction du secteur manufacturier en décembre 110
> ROYAUME-UNI : la hausse de l'indice PMI, un trompe-l'œil 110
> ITALIE : troisième mois consécutif de contraction pour l'industrie 111
> ESPAGNE : le PMI manufacturier au plus bas depuis août 2016 111
> PAYS-BAS : le seul pays européen à tirer son épingle du jeu ? 111
> IRLANDE : le champion de la croissance en 2018 finit l'année au ralenti 111
> GRÈCE : un tassement mais la croissance reste solide 112
En froid avec Bruxelles, la Roumanie prend la tête de l'UE 112
Un pays en froid avec Bruxelles 112
Exécutif divisé 113
Une future «Silicon Valley» d'Europe de l'est 113
ALLEMAGNE 114
Un piratage informatique massif secoue le monde politique en Allemagne 114
Branle-bas de combat 114
Sans doute d'une commande» 114
ESPAGNE 115
Le militaire arrêté à la Sagrada Familia de Barcelone avec des munitions est de Castres 115
Un oubli 115
Un soldat qui n'a connu "aucun incident sans sa carrière" 115
L'Espagne prépare l'arrivée du drone Predator-B 116
Deux avions de combat espagnols envoyés à Istres pour se mesurer avec le démonstrateur de drone de combat nEUROn 116
Boeing signe le contrat de modernisation des Chinook espagnols 117
FRANCE 118
Retraite, assurance chômage, fonction publique... ce que prépare le gouvernement pour 2019 118
Ce qui change dans le domaine automobile au 1er janvier 119
Assurance-chômage, retraite, fonction publique : les principales réformes à venir en 2019 120
Comment la France se dirige vers une société «zéro cash» 121
Pourquoi ces petits bateaux en bois s'échouent sur les plages de Vendée 122
Face aux traversées de migrants dans la Manche, Paris et Londres conviennent d'un « plan d'action » 123
Plus de patrouilles de surveillance 123
Phénomène « sans précédent » 124
Une centaine de migrants sauvés en quinze jours 124
Migrants. Lancement d'un « plan d'action » contre les traversées de la Manche 124

Un plan sur cinq axes 125
Des tentatives de traversée qui se multiplient 125
Après Noël, un problème dans l'enceinte 125
http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 2 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 125
Le prélèvement à la source expliqué en neuf questions 126
L'impôt sur le revenu est prélevé directement sur les salaires à partir de ce 1er janvier. Une révolution moins compliquée qu'il n'y paraît. 126
1- Tout le monde est-il concerné ? 126
2- Faudra-t-il faire une déclaration ? 126
3- Vais-je payer plus d'impôts ? 126
4- Est-ce vrai que je vais recevoir un virement le 15 janvier ? 127
5- Mon employeur va-t-il connaître toute ma vie ? 127
6- Comment faire si ma situation change en cours d'année ? 127
7- Deux membres du même couple ont-ils le même taux ? 127
8- C'est quoi cette histoire d'année blanche dont j'ai entendu parler ? 128
9- Que faire si je découvre une erreur ? 128
Des gilets jaunes annoncent un "acte VIII" avec une lettre ouverte à Macron 128
Le groupe "La France en colère", notamment géré par Éric Drouet et Priscillia Ludosky, appelle à manifester samedi 5 janvier. 128
Ils demandent un dialogue avec une "personnalité respectable" 130
Gilets jaunes, grand débat, réformes... le gouvernement "entre dans le dur" 130
Le premier conseil des ministres de 2019 se tient à l'Élysée ce vendredi. 130
De nombreuses réformes sur le feu 131
Des discussions houleuses 131
Le foie gras contient-il des toxines dangereuses ? 132
Alimentation contrôlée 132
Toulouse réceptionne les premières données sur Mars 133
Deux années de collecte de données 133
Cortèges, slogans, heurts... Ce qu'il faut retenir de l'acte VII des Gilets jaunes 134
Moins de manifestants que les semaines précédentes 134
Des Gilets jaunes toujours déterminés 135
Emmanuel Macron et le groupe Mulliez, cibles des manifestants 135
Des heurts avec les forces de l'ordre 136
De l'hostilité envers les médias 136
Des Gilets jaunes au Bénélux 137
Un appel à marcher pour soutenir le Président 137
Après les «gilets jaunes» et les «gyros bleus», les enseignants se constituent «stylos rouges» 137
Jours fériés de 2019 : de longs week-ends en perspective 139
Plusieurs «ponts» possibles 140
Ces initiatives innovantes de 2018 qui façonnent le monde de demain 140
Désenclaver les territoires ruraux 140

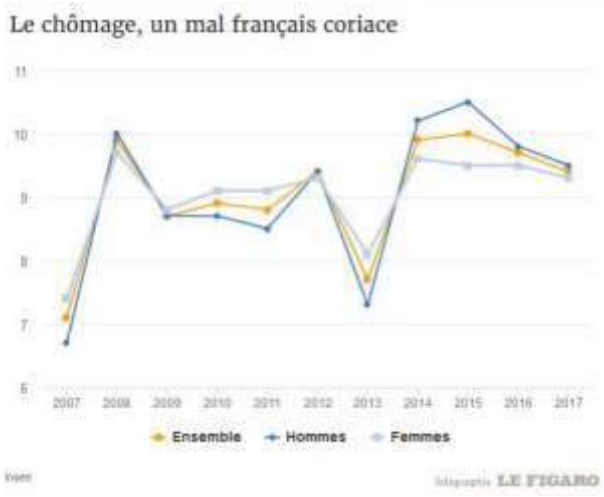
Des solutions pour favoriser l'insertion 141
Le recyclage gagne tous les secteurs 141
De nouvelles méthodes de soin originales 142
Les initiatives pour les personnes handicapées se multiplient 142
Les «stylos rouges» s'inspirent des «gilets jaunes» 143
Effet « gilets jaunes » oblige, les politiques français lâchent le CES de Las Vegas 145
Plus personne pour représenter la French Tech 145
Même Mounir Mahjoubi se dégonfle... mais il pourrait être "virtuellement" présent 146
L'épouse du djihadiste Peter Cherif a été placée en garde en vue 146
GRANDE-BRETAGNE 146
Brexit: les conséquences sur l'économie britannique 146
Brexit. 1 000 policiers prêts à être déployés en Irlande du Nord en cas d'absence d'accord 148
Formation spécifique 148
Un passé douloureux en Irlande du Nord 149
Un test à Douvres lundi 149
Brexit. Les adhérents du parti conservateur contre l'accord négocié par le gouvernement 149
Theresa May sans majorité pour faire voter son accord sur le Brexit 150
L'option du second référendum écartée par la Première ministre 150
Le Brexit toujours programmé le 29 mars 150
Le Royaume-Uni envisage d'établir des bases militaires dans les Caraïbes et en Asie du Sud-Est 150
Espion américain arrêté en Russie : Londres met en garde Moscou contre un « jeu d'échecs diplomatiques » 151
« Il commettait un acte d'espionnage » 152
Londres signe un contrat avec une compagnie de ferry...sans bateaux 152
L'opposition a tancé le gouvernement. 153
Londres impuissant face à l'afflux de migrants iraniens de Calais 153
Christophe Castaner et son homologue britannique cherchent un accord pour renforcer les patrouilles de surveillance dans les ports de la Manche. 153
L'accord du Brexit en toile de fond 154
« Permis à points » 154
La Royal Navy mobilisée pour dissuader les migrants de traverser la Manche 155
[Chronique] Un Ghanéen attaque l'armée britannique pour non-assistance à personne frigorifiée 156
Des séquelles en dessous des 15° C 156
Une sensibilité particulière aux soldats noirs ? 156
ITALIE 157
Italie : le budget 2019 enfin approuvé 157
SUÈDE 158
Premier vol du deuxième GlobalEye de Saab 158
MADAGASCAR 158
A 700 euros le kilo 158
Le premier caviar africain est produit à Madagascar 158
Présidentielle à Madagascar : manifestation pacifique à quelques jours des résultats définitifs 159
Manifestations jusqu'aux délibérations 160
MOYEN-ORIENT 160

ARABIE SAOUDITE 160
Des milliardaires saoudiens achètent 62 passeports européens à Malte 160
650 000 € par passeport 161
Un système au cœur des soupçons de corruption 161
L'UE ne réagit pas 161
L'Arabie Saoudite paye des enfants du Darfour pour combattre au Yémen 162
Des milliers de Soudanais de moins de 18 ans font la guerre pour l'Arabie Saoudite en échange de salaires avantageux. 162
IRAN 163
En Iran, le lac d'Ourmia redevient un spot de biodiversité 163
C'est l'un des grands désastres écologiques du dernier quart de siècle, fruit de la main de l'Homme et du changement climatique. Mais l'assèchement du lac d'Ourmia en Iran semble enrayé, suscitant l'espoir d'une renaissance de ce site exceptionnel. 163
Une réserve de biodiversité 163
Moins de pluies et des tempêtes de sel 164
ISRAËL 164
Israël réceptionne son septième C-130J 164
Le cyber, ça sert aussi à faire la guerre (avec des avions et des missiles) 165
Pour neutraliser les défenses ennemies et mener des raids aériens, Israël a eu recours à des attaques informatiques. Une pratique marginale, qui confirme néanmoins l'intégration du numérique à l'art de la guerre conventionnelle. 165
Moult failles 166
SYRIE 166
Vers une normalisation des relations entre les pays arabes et la Syrie ? 166
En Tunisie, la société civile mobilisée 167
Une position politique floue 167
La Turquie et la Russie vont coordonner leurs actions en Syrie 169
Donald Trump finalement prêt à ralentir le retrait des troupes américaines en Syrie 170
Retrait de 2000 soldats américains 171
« Si nous partons, les Kurdes vont être massacrés » 171
Avec l'armée syrienne aux portes de Manbij, Ankara semble calmer le jeu 171
Syrie : Washington ne veut pas préciser le calendrier du retrait de ses troupes 172
TURQUIE 173
Deux Françaises présumées djihadistes ont été arrêtées en Turquie 173
YÉMEN 174
L'un des « cerveaux » présumés de l'attentat contre l'USS Cole visé par une frappe américaine au Yémen 174
OCÉANIE 175
AUSTRALIE 175
Réchauffement climatique: L'Australie étouffe sous la canicule 175
Une alerte à la pollution à l'ozone lancée 175
Des épisodes de canicule intensifiés avec le réchauffement climatique 175
ORGANISATIONS INTERNATIONALES 176
OIF 176

Louise Mushikiwabo officiellement investie à la tête de la Francophonie 176
« Donner une nouvelle impulsion à l'OIF » 177
UNESCO 177
Les États-Unis et Israël quittent l'Unesco ce lundi soir 177
Aucun statut d'observateur et une dette importante 178
RUSSIE 178
Modernisation des avions radar russes A-50 178
La Russie a terminé sa barrière de séparation entre la Crimée et l'Ukraine 179
Moscou interdit l'importation de plus de produits ukrainiens, coup dur pour Kiev 180
Un Américain soupçonné d'espionnage arrêté à Moscou 180
Plusieurs scandales 181
L'affaire Maria Butina 181
L'administration Trump engluée dans l'enquête russe 181
SANTÉ 182
CANCER 182
Cancer : Bristol-Myers accélère en oncologie en s'emparant de Celgene pour 74 milliards de dollars 182
Bristol chute en Bourse, Celgene au contraire bondit 182
"La fusion rend l'entité combinée beaucoup plus solide" 182
DENGUE 183
L'épidémie continue 183
17 nouveaux cas de dengue en une semaine 183
7 – OPEX 184
L'appui SIC dans les opérations 184
POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS 185
Point de situation des opérations du 28 décembre 2018 au 3 janvier 2019 185
BARKHANE (SAHEL) 188
Une opé à Tongo Tongo (suite) 188
http://lemamouth.blogspot.com/ samedi 29 décembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 188
La force française Barkhane frappe des positions jihadistes au Niger et neutralise une quinzaine de terroristes 188
Français de Barkhane et Nigériens de Dongo neutralisent 15 djihadistes 189
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 30.12.2018 Par Philippe Chapleau 189
BARKHANE : Dans la peau d'un expert de la sécurité sanitaire 190
BARKHANE : Mécanicien au Mali 191
BARKHANE : Mission d'expertise au profit du développement à Ansongo 192
BARKHANE : Sergent-Chef Sébastien, chef du détachement eau à Madama 193
CHAMMAL (IRAK) 194
La BAPJ, une base très rentable 194
http://lemamouth.blogspot.com/ dimanche 30 décembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 194
CHAMMAL : Dans la peau d'un moniteur de sport sur la base aérienne projetée au Levant 194
MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE 195
Les missions et opérations de la PSDC. Budget, personnel, commandement… le point 195
République Centrafricaine 201
Les forces européennes préparent l'installation à Bouar 201

MISSIONS ONU 202
Mali 202
De nouvelles violences intercommunautaires ont fait une trentaine de tués dans le centre du Mali 202
Le Salvador déploie désormais les deux tiers de flotte de MD 500E au Mali 203
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.01.2019 Par Philippe Chapleau 203
8 – MISSINT 203
9 – Défense de par le Monde 204
Plus de F-35 pour les Pays-Bas 204
10 – Nos Forces Armées 204
Cinq immersions de scénaristes en 2018 204
http://lemamouth.blogspot.com/ samedi 29 décembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy 204
Le moral des militaires est « plutôt bon », avec quelques disparités selon les grades et les armées 205
2018 dans la défense: était-ce un grand cru ? 206
Avec tous mes vœux pour 2019 ! 206
A la recherche d'un job ? Voici une ou deux pistes pour des ex-militaires 207
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.01.2019 Par Philippe Chapleau 207
a – Armée de Terre 208
TIM 300 : les 30 ans du magazine 208
Le 3e RPIMa sur tous les fronts en 2018 208
210 paras au chevet des sinistrés lors des inondations 209
Des féminines championnes au cross 209
Projection sur la Nouvelle-Calédonie 210
Contre l'orpaillage illégal 210
4 mois en Côte-d'Ivoire 210
Des chiots pour les cynos 210
b – Marine Nationale 211
Le CEMM à bord du Cassard 211
Quelque part en mer, à bord d'un sous-marin nucléaire 212
L'Aéronautique navale veille 212
Des fêtes de fin d'année loin du port base pour le patrouilleur polaire L'Astrolabe 213
Le porte-avions Charles-de-Gaulle en cinq épisodes sur ouest-france.fr 214
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.01.2019 Par Philippe Chapleau 214
c – Armée de l'Air 215
d – Gendarmerie Nationale 215
Saint Sylvestre : Christophe Castaner et le directeur général de la gendarmerie nationale à la rencontre des forces de sécurité intérieure 215
La Gendarmerie veut doper sa visibilité et défendre ses marques 216
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.01.2019 Par Philippe Chapleau 216
A Rennes, ce maréchal des logis-chef arrête les voitures sur la rocade pour sauver un désespéré (série de Noël) 217
L'EOGN a célébré ses 100 ans! 217
Revalorisation de l'ISSP et de l'AMJG : le conseil supérieur de la fonction militaire préalablement saisi 218
e – Service de Santé 219
Le saviez-vous ? Bien utiliser les médicaments 219
f – Renseignement 220

Un nouveau fichier secret défense a été créé 220
g – Cybersécurité 221
Facebook récupère même les données de ceux qui n'y sont pas inscrits 221
Des hackers fabriquent une main en cire pour tromper un capteur à reconnaissance veineuse 222
Spoiler: ça a marché. 222
Pas un coup d'essai 223
« Name and shame », « spear phishing »... les cybermenaces à craindre en 2019 223
Cyberattaques à visée géopolitique 224
Le "spear phishing", "infection la plus efficace" 224
Asie et Moyen-Orient, terreaux de nouveaux pirates 224
h – Service du commissariat des armées 225
i - Service des essences des armées 225
j - Forces Prépositionnées 225
Forces de Souveraineté 225
Forces de Présence 225
k - Réserves 225
l - D.G.A. 225
Le ministère des Armées notifie le premier lot d'études du projet « Man Machine Teaming » (MMT) 225
Liste des attributaires : 226
4e campagne d'essais du démonstrateur de drone de combat nEUROn 227
11 – France : Armements & Industries 227
Généralités 227
Croissance, pouvoir d'achat, dette : quel bilan pour la France en 2018 ? 227
● Croissance, chômage 228



228
● Dette et déficit public 228

La dette de l'Etat encore détenue principalement par des non-rés
%)

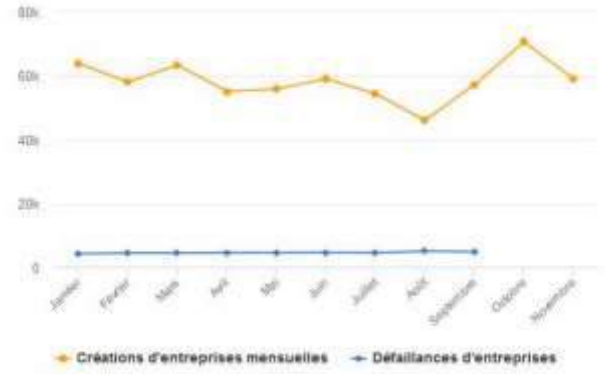
LE FIGARO 229

● Pouvoir d'achat 230

● Balance commerciale 230

● Création d'entreprises 230

Le nombre d'entreprises créées en hausse, les défaillances res
stables



LE FIGARO 230

● Confiance des acteurs économiques 230

● Et pour 2019 ? 231

Commerce 232

Investissements étrangers en France : le dispositif de contrôle élargi depuis le 1er janvier 232

« Ce renforcement ne se fait pas au détriment de l'attractivité de l'économie française » 232

Finances 233

Les dirigeants d'entreprises cotées devront payer leurs impôts en France 233

Aucune crainte de fraude sur le prélèvement à la source 233

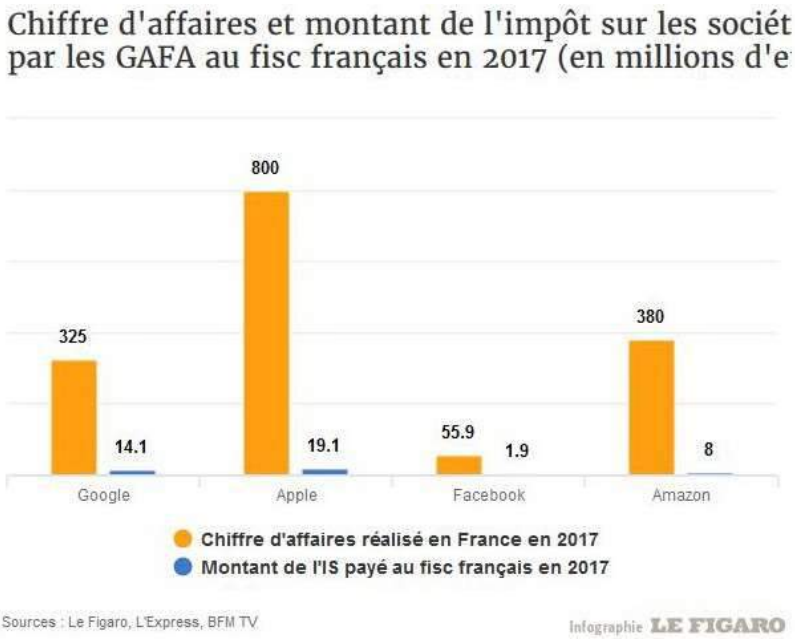
Pour remplacer l'ISF, Terra Nova préconise une hausse des droits de succession 233

Moduler l'abattement en fonction de l'importance du patrimoine 234

Revisiter l'avantage fiscal lié à l'assurance-vie 234

"Gilets jaunes": Elisabeth Borne demande un geste aux sociétés autoroutières 235

Combien d'impôts paient les GAFA en France et comment l'État va-t-il les taxer ? 236



237

L'optimisation fiscale pour minimiser les impôts 237

La taxe française pourrait rapporter environ 500 millions d'euros 237

Une taxe provisoire en attendant un accord européen ou international 238

Industries 238

Auto-entrepreneurs et indépendants, ce qui change au 1er janvier 2019 238

Protection sociale et congé maternité 239

Cotisation foncière des entreprises et formation 239

Airbus a mis plein gaz pour livrer son objectif de 800 avions en 2018 239

127 avions à livrer en décembre 239

Industries d'armement 240

La furtivité du drone nEUROn a l'essai avec des Eurofighter 240

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements 241

Généralités 241

Pourquoi une crise économique américaine en 2019 pourrait signifier la fin du néolibéralisme 241

Le pétrole recule à nouveau avec les inquiétudes sur la demande chinoise 244

Baisse des nouvelles commandes en Chine 245

Recul de l'activité industrielle en Asie 245

Production américaine revue à la hausse 245

Bourse 246

Les entreprises aux Etats-Unis préfèrent racheter leurs actions qu'investir 246

Une stratégie qui peut s'avérer coûteuse 246

General Motors ferme cinq sites américains 246

Les limites d'une telle pratique 247

Bourses : 2018 a été la plus calamiteuse depuis dix ans 247

Année calamiteuse en Chine, douche froide à New York 248

Montagnes russes de décembre 248

Les Bourses mondiales démarrent l'année 2019 dans une ambiance de mini-krach 249

Apple n'est plus que la 4e capitalisation mondiale 250

Wall Street à nouveau dans le rouge 250
Le chômage augmente plus que prévu aux Etats-Unis 250
CAC 40 et Bourses européennes plombées par la tech 250
Industries 251
Très volatil, le pétrole résiste grâce aux promesses de l'Arabie saoudite (et de la Russie) 251
La grande volatilité des cours, signe que l'inquiétude règne 251
En 2019, l'Opep et la Russie réduiront l'offre de 1,2 million de bpj 251
Hyperloop et taxi volant : comment les Américains espèrent se déplacer en 2030 252
Des projections plausibles malgré des cycles de développement lents 252
La batterie, un élément toujours plus central 253
Expériences personnalisées sans partage de données ? 253
Industries d'armement 253
Lockheed Martin souhaite livrer 130 F-35 en 2019 253
Technologie numérique 254
Google a appris à sa nouvelle intelligence artificielle à… surfer sur le Web 254
Surfer, emplir un champ d'information, cliquer sur un bouton. Le tout dans le bon ordre. Plutôt facile pour un humain mais pas pour une IA. Google a donc mis au point de nouvelles méthodes qui permettront à l'avenir aux intelligences artificielles d'apprendre, seules. 254
Naviguer sur la Toile n'est pas si facile 254
Apprendre à décortiquer et apprendre 255
Projet Soli : Google veut nous permettre de contrôler des appareils par des gestes 255
Commander un ordinateur ou une voiture 256
CES Las Vegas 2019 : comment la French Tech tente de monter en gamme 257
Record de 2018 battu pour les startups françaises 257
"What country is Occitanie" ? La France face au défi d'une présence plus cohérente 257
Neuf régions unies sous l'égide du coq de la French Tech 258
Intégrer le CES dans la nouvelle stratégie de la Mission French Tech 258
13 – Rubriques divers (Conférences, etc) 259
Colloques 259
"Gagner à distance(s). Gagner au contact": un colloque le 31 janvier 259
http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.01.2019 Par Philippe Chapleau 259
Prix 260
Un prix Sakharov au coeur d'un conflit européen 260
14 – Livres & Publications 262
15 – Société 262
Sciences 262
Voici ce qui va se passer dans l'espace en 2019 262
Océan Pacifique 264
Une bombe climatique à retardement se cacherait dans le Pacifique 264
Un réservoir qui se tarit 265
Insolite 265
Au Pérou, il existe une mystérieuse rivière dont l'eau bouillonne sans raison apparente 265

Cachée au milieu de la jungle amazonienne, au Pérou, il existe une rivière dont l'eau est en quasi-ébullition. Pourtant, elle est à 700 kilomètres du volcan le plus proche. 265
De la légende à la réalité 265
theboilingriver 266
- theboilingriver 266
theboilingriver 266
- theboilingriver 266
  - divifilio 266
  - pceezs 266
Aussi fascinante que dangereuse 267
theboilingriver 267
- theboilingriver 267
theboilingriver 267
- theboilingriver 268
  - moodyabdulf 268
D'où vient cette chaleur ? 268
16 – Vie de l'UOROI 268

1 – Lois et décrets

PRÉSIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR

Décret du 31 décembre 2018 portant élévation aux dignités de grand'croix et de grand officier
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037909690&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 31 décembre 2018 portant promotion
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037909692&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 31 décembre 2018 portant nomination à titre exceptionnel
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037909694&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 31 décembre 2018 portant promotion et nomination
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037909697&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 31 décembre 2018 portant promotion et nomination
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037909699&dateTexte=&categorieLien=id

PROMOTION SPECIALE DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2018 EN RUSSIE
Décret du 31 décembre 2018 portant promotion et nomination

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037909703&dateTexte=&categorieLien=id

Décret du 3 janvier 2019 relatif à la discipline des membres de la Légion d'honneur (Accès protégé)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037952503&dateTexte=&categorieLien=id

ORDRE NATIONAL DU MERITE

Décret du 3 janvier 2019 relatif à la discipline des membres de l'ordre national du Mérite (Accès protégé)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037952507&dateTexte=&categorieLien=id

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 27 décembre 2018 fixant le contingent d'emplois offerts au titre de l'année 2019 aux officiers candidats à des emplois d'administrateur civil
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037941535&dateTexte=&categorieLien=id

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 21 décembre 2018 fixant la répartition des sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein du comité technique de la gendarmerie nationale
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037952717&dateTexte=&categorieLien=id

MINISTÈRE DES ARMÉES

Décret n° 2018-1320 du 28 décembre 2018 instituant un dispositif d'aide à destination des enfants d'anciens harkis, moghaznis et personnels des diverses formations supplétives de statut civil de droit local et assimilés
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037883036&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 28 décembre 2018 fixant en métropole, dans les départements et régions d'outre-mer les conditions de rémunération des médecins experts et surexperts agréés auprès du service désigné par le ministre chargé des anciens combattants et victimes de guerre en application du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037883049&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 28 décembre 2018 fixant, à compter du 1er janvier 2019, les montants de l'allocation de reconnaissance définie par l'article 6 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037883068&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 28 décembre 2018 fixant, à compter du 1er janvier 2019, le montant de l'allocation viagère définie par l'article 133 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037883080&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 28 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 23 avril 2015 portant délégation des pouvoirs d'ordonnateur du ministre de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037909720&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 24 décembre 2018 portant maintien dans la 1re section et admission dans la 2e section des officiers généraux de la marine par limite d'âge
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037910047&dateTexte=&categorieLien=id

Arrêté du 17 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 6 juin 2018 fixant la liste des postes ouvrant droit à l'indemnité temporaire de mobilité au sein du ministère des armées
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037941579&dateTexte=&categorieLien=id

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2019-2 du 4 janvier 2019 portant simplification des dispositifs de reconversion des militaires et des anciens militaires dans la fonction publique civile
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037952546&dateTexte=&categorieLien=id

Ordonnance n° 2019-2 du 4 janvier 2019 portant simplification des dispositifs de reconversion des militaires et des anciens militaires dans la fonction publique civile
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037952550&dateTexte=&categorieLien=id

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2019-3 du 4 janvier 2019 relative à certaines modalités d'incitation au départ à destination de personnels militaires
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037952557&dateTexte=&categorieLien=id

Ordonnance n° 2019-3 du 4 janvier 2019 relative à certaines modalités d'incitation au départ à destination de personnels militaires
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037952563&dateTexte=&categorieLien=id

Décret n° 2019-4 du 3 janvier 2019 modifiant diverses dispositions du code de la défense
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037952569&dateTexte=&categorieLien=id

Décret n° 2019-5 du 4 janvier 2019 portant application de l'ordonnance n° 2019-2 du 4 janvier 2019 portant simplification des dispositifs de reconversion des militaires et des anciens militaires dans la fonction publique civile
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037952584&dateTexte=&categorieLien=id

2 – Nécrologies & Mémoires

Résistance: Georges Loinger, juif et sauveur pendant la Seconde Guerre mondiale, est décédé à l'âge de 108 ans

Accueil Société20 Minutes avec AFP Publié le 29/12/18 à 18h41 — Mis à jour le 29/12/18 à 18h45

DISPARITION Il avait sauvé des centaines d'enfants juifs pendant l'Occupation en France...

Georges Loinger, grand résistant juif, est décédé. — *AFP*

« Ancien résistant durant la Seconde Guerre mondiale, Georges Loinger nous a quittés vendredi 28 décembre à l'âge de 108 ans. Avec lui s'éteint un homme d'exception dont les combats resteront dans les mémoires », écrit la Fondation pour la mémoire de la Shoah dans un communiqué, publié sur son site. Il avait sauvé des centaines d'enfants juifs pendant l'Occupation en France et a été associé à l'épopée de l'Exodus.

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) a rendu hommage à « ce combattant qui fait figure d'exemple pour le peuple juif et pour la France ». Son président Francis Kalifat a salué dans un tweet ce « combattant de la mémoire, défenseur acharné du peuple Juif et de l'Etat d'Israël ». En 2013, il était reçu à l'âge de 102 ans par le président israélien Shimon Peres.

Un grand rôle dans l'affaire de l'Exodus

En 1940, alors qu'il est prisonnier de guerre en Bavière, Georges Loinger, né à Strasbourg en août 1910 dans une famille juive orthodoxe, reçoit une lettre de son épouse qui dirige une maison abritant 125 enfants juifs allemands, dont les parents avaient été arrêtés en 1938 en Allemagne. Il s'évade et rejoint La Bourboule (Puy-de-Dôme) en zone libre où elle s'est repliée avec les enfants. Comme ils risquent d'être arrêtés, le couple les sauve en les dispersant, d'abord dans des maisons de l'Œuvre de Secours aux Enfants (OSE) puis dans des familles ou institutions chrétiennes ou laïques.

Par la suite, Georges Loinger fera passer quelque 350 enfants juifs en Suisse, via Annemasse. Certains convois connaîtront des fins tragiques. Il fait partie du réseau Garel entre 1942 et 1944. Il choisit avec ses compagnons de résistance le nom d'« Organisation juive de combat » : « Fin 1943, lors d'un parachutage d'armes de Londres, nous avons trouvé dedans un paquet avec un livre qui racontait la révolte du ghetto de Varsovie », avait-il confié à l'AFP.

Après la guerre, il œuvrera pour faciliter le passage des rescapés du nazisme en Palestine et jouera un grand rôle dans l'affaire de l'Exodus lorsqu'il fera escale en France. Celui qui était le doyen de la Résistance juive en France a aussi participé à la création de « la Fraternité d'Abraham » qui prône le rapprochement des trois religions monothéistes.

Il a écrit plusieurs livres racontant son expérience, notamment : *Les Résistances juives pendant l'occupation* ; *L'odyssée d'un résistant : témoignage d'un centenaire, enfant d'Alsace*.

Le dernier survivant de l'Opération Chariot (Saint-Nazaire, 1942) s'est éteint

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 01.01.2019 Par Philippe Chapleau

Le dernier survivant britannique du raid de 1942 contre le port de Saint-Nazaire vient de disparaître. Samedi s'est éteint Bill “Tiger” Watson, âgé de 97 ans.

Il était l'ultime survivant des 622 soldats britanniques qui ont pris part au raid, Stephen Barney étant décédé en septembre 2017 et le général Corran Purdon étant mort le 27 juin dernier.

Sous-lieutenant du Command n°2, Bill Watson a pris part au raid de mars 1942 sur Saint-Nazaire qui avait pour objectif la destruction de la forme de radoub susceptible d'accueillir le cuirassé allemand *Tirpitz*.

Il fut blessé deux fois au cours du raid (une balle dans le bras, une autre dans le postérieur). Capturé, il a passé trois ans dans un camp de prisonniers. Il a été décoré de la Military Cross. Le jeune officier est devenu médecin après la guerre.

A noter qu'un rapport officiel en anglais a été publié en 1947 dans la *London Gazettes* (7 pages à lire ici https://www.thegazette.co.uk/London/issue/38086/supplement/4633).

Le monument aux morts en Opex de Theix (Morbihan) dégradé

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 02.01.2019 Par Philippe Chapleau

Mauvaise surprise ce matin à Theix, dans le Morbihan: le monument aux morts en opérations extérieures et le monument aux morts communal ont été dégradés, probablement au cours de la nuit de mardi à mercredi.

Le tout nouveau monument aux morts en opex a été badigeonné de peinture jaune:

Ce monument a été érigé à Theix, dans le Morbihan, pour honorer les militaires morts depuis 1964 lors d'opex. Il a été créé, financé et réalisé par l'Association nationale des titulaires du titre de reconnaissance de la nation (ANT-TRN) dont le président, Alain Couperie, va déposer plainte.

Son inauguration officielle est prévue pour le printemps 2019. La conception et la réalisation de ce monument commémoratif ont été confiées à Jean-Claude Champion, d'Elven (56).

Seule parmi les poilus : la surprenante découverte de la tombe d'une infirmière

France 24 2 janvier 2019

Il aura fallu attendre la fin du centenaire de la Première Guerre mondiale pour que la tombe d'une infirmière française soit découverte dans le cimetière de Bitola, en Macédoine. Jusqu'à présent, elle n'apparaissait sur aucun registre.

Des milliers de tombes à perte de vue. Des rangées de croix impeccablement alignées. Le cimetière militaire français de Bitola, en Macédoine, rassemble les sépultures de plus de 13 000 soldats morts lors de la Première Guerre mondiale. Laurence Auer a parcouru ces allées en long, en large et en travers à l'occasion de nombreuses cérémonies commémoratives. Ancienne ambassadrice de France dans le pays, de 2013 à 2016, elle pensait presque tout savoir sur ce lieu de mémoire. Mais en novembre dernier, une découverte a tout changé.

"Je suis revenue à Bitola pour découvrir le Mémorial, un projet de musée sur lequel j'ai travaillé plusieurs années", raconte Laurence Auer, aujourd'hui directrice de la culture au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. "En nous rendant, avec le maire d'Épinal Michel Heinrich, au fond du cimetière déposer une gerbe sur la tombe de René Argant, poilu originaire de la ville, je vois en passant une tombe avec un prénom féminin. J'appelle la consule Kaliopa Stilinovic qui vérifie dans son registre : il n'y a pas de femme inscrite. Le numéro de la tombe 2976 ne correspond à aucune identité".

"Une femme est enterrée au milieu des 13 262 sépultures"

La diplomate n'a pourtant pas rêvé. Sur une des croix du cimetière, elle a bien lu le nom d'une femme, celui de Degoutiere Marthe : "Le cimetière, nous l'avons quadrillé pendant quatre ans avec mes équipes, pendant les célébrations du Centenaire. Jamais nous n'avions imaginé qu'une femme pouvait s'y trouver. Une seule femme est répertoriée dans les cimetières de Macédoine, une infirmière anglaise, à Skopje". Sur le coup, elle ne voit que deux explications : "Il s'agit soit d'une erreur, un homme enterré avec un nom mal retranscrit, soit un élément totalement nouveau, que nous n'avions jamais cru possible : une femme est enterrée au milieu des 13 262 sépultures".

La deuxième hypothèse se révèle être la bonne. En quelques clics sur Internet, elle retrouve la trace d'une infirmière française : Marthe de Goutière, morte le 3 juillet 1918 à Koritsa, en Albanie, à une centaine de kilomètres de Bitola. Informée de sa découverte, je décide de l'aider en essayant de retrouver la famille de cette femme. Sur un site de généalogie, je découvre que son nom est mentionné sur le monument aux morts de Saint-Servan-sur-Mer, près de Saint-Malo, en Ille-et-Vilaine.

"Zèle, exactitude, compétence, dévouement"

C'est l'une de ses arrière-petites-nièces, Marguerite Onraët, qui a publié ces informations. "Marthe de Goutière était la sœur cadette de mon arrière-grand-mère, Anne-Marie-Willemine", m'explique-t-elle, tout en levant le voile sur son parcours. Née en avril 1864 au sein d'une famille aisée implantée depuis trois générations en Inde, Marthe a vécu une grande partie de sa vie en Asie. Ce

n’est qu’en 1899 qu’elle s’installe en Bretagne avec sa sœur devenue veuve. Lorsque la guerre éclate, elle est déjà infirmière au Maroc au sein de la société de secours aux blessés militaire à l’hôpital de Fès. En décembre 1914, elle rejoint le front en France et est affectée à une ambulance à Saint-Menehould dans la Marne.

Un an plus tard, elle se retrouve sur le front d’Orient, à Salonique en Grèce. Aux côtés des poilus, elle fait preuve d’une abnégation hors du commun, comme le prouve son carnet d’infirmière conservé par Jean Onraët, le frère de Marguerite. "Il n'y a que des éloges à son sujet : zèle, exactitude, compétence, dévouement. Elle semblait très appréciée", décrit son arrière-petit-neveu. Nommée à la tête d’un groupe d’infirmières, elle obtient même une citation à l’ordre de la 122^{e} division d’infanterie : "Lors des dernières opérations entreprises par la Division a donné dans le traitement d'un grand nombre de blessés traités et reçus dans l'ambulance de colonne mobile, l'exemple de la plus magnifique valeur professionnelle, en se surmenant, jour et nuit, sans repos, dans l'exercice délicat de ses fonctions".

En 1918, Marthe est envoyée à Koritsa, en Albanie, en qualité d’infirmière major d’une ambulance. C’est là qu’elle contracte une broncho-pneumonie en juin et qu’elle meurt quelques semaines plus tard à l’âge de 54 ans. À son décès, le médecin-chef de son ambulance lui rend hommage dans ses écrits : "Elle est tombée au champ d’honneur du dévouement, usant jusqu’à ses dernières forces, luttant jusqu’au dernier moment pour arracher à la mort le soldat de France auquel, depuis des années, elle avait consacré sa vie .

Un futur pèlerinage familial ?

Le souvenir de cette arrière-grand-tante au parcours peu banal s’est transmis de génération en génération dans la famille Onraët, mais la découverte récente de sa tombe a suscité un nouvel intérêt. Tous savaient qu’elle avait perdu la vie sur le Front d’Orient, "mais personne à ma connaissance n’y est jamais allé", souligne Marguerite. "Il n’est pas impossible que je m’y rende du fait que maintenant je connais le lieu de sa sépulture", ajoute son frère Jean, ravi de cette soudaine mise en lumière.

Au-delà de ce pèlerinage familial, l’histoire de Marthe de Goutière pourrait aussi trouver sa place dans le Mémorial du cimetière de Bitola. Impressionnée par le courage de l’infirmière, l’ancienne ambassadrice Laurence Auer compte bien lui rendre hommage. Même si le centenaire de la Première Guerre mondiale vient de se conclure, la diplomate ne veut pas tourner la page. Pour elle, le front d’Orient n’a pas livré tous ses secrets. "Il reste à recenser les parcours de nombreux poilus. C’est souvent très difficile voire impossible lorsqu’ils sont issus des colonies et enterrés avec des surnoms", souligne-t-elle. "Au cimetière de Bitola, il y a également 128 tombes non identifiées. L’ambassade de France à Skopje et mon successeur, Christian Thimonier, ainsi que la consule honoraire, Kaliopa Stilinovic, poursuivent sans relâche ce travail de mémoire".

3 – Décorations & Commémorations

Une agrafe “attentat Strasbourg 2018” pour la médaille de la sécurité intérieure

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 31 décembre 2018 A la une, Brèves, L'actualité Grand Est, Société

Médaille de sécurité intérieure échelon or avec agrafe attentats 2016

Une nouvelle agrafe consécutive à l’attentat de Strasbourg a été créée pour la médaille de la sécurité intérieure.

La décision a été publiée au journal officiel du 30 décembre.

Elle s'appelle "Attentat Strasbourg 2018 ".

Des agrafes avaient déjà été créées pour les attentats de Paris et Nice et Trèbes et Carcassonne.

JORF n°0302 du 30 décembre 2018 texte n° 97

Arrêté du 28 décembre 2018 pris pour l'application des articles D. 141-2 à D. 141-10 du code de la sécurité intérieure

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article D. 141-6,

Arrête :

Article 1 En savoir plus sur cet article…

Pour l'application de l'article D. 141-6 du code de la sécurité intérieure susvisé est créée l'agrafe suivante : "Attentat Strasbourg 2018 ".

Article 2

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 28 décembre 2018.

Christophe Castaner

4 – Autorités, États-Majors

Ministre

Daech : The fight must go on (suite)

http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 31 décembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Dans l'A310 de l'escadron de transport **Estérel** qui l'amène en Jordanie, **Florence Parly** a redit ce matin son intention d'aller jusqu'au bout dans la mission de combat contre Daech. "Achever ce travail est de la plus haute importance" a-t-elle martelé face à la dizaine de média qui l'accompagnent, avec autant de parlementaires dont le président de la commission de la défense de l'assemblée. "Je n'ai pas choisi la Jordanie par hasard car l'annonce importance sur le retrait américain (de Syrie, NDLR) pose énormément d'interrogations. La France est engagée depuis longtemps dans la lutte contre Daech, mas nous ne partageons pas tout à fait" la vision du président américain a-t-elle ajouté en disant vouloir assurer les militaires français de la base de toute sa confiance.

A ce stade, la minarm dit ne pas avoir décidé de renforcer le dispositif français, notamment celui présent sur la base aérienne projetée de Jordanie où elle réveillonne ce lundi soir. C'est une décision qui sera prise au vu de l'évolution de la situation, mais aussi, après des concertations au sein de la coalition.

En tout état de cause, sans le soutien américain, les survols de la Syrie deviendront plus risqués, puisque ce sont des moyens américains qui assurent le sauvetage de pilotes éjectés (qui n'ont pas eu à servir depuis 2014). A ce stade, il est par contre plus difficile de mesurer l'effet de cette première décision américaine, qui pourrait être suivie d'autres, dans d'autres domaines cruciaux, comme le renseignement ou le ravitaillement en vol.

Pour renforcer ces pôles, la France pourrait puiser dans ses réserves (donc commencer l'année en alourdissant son surcoût opex là où son CEMA avait annoncé vouloir l'alléger dès l'automne). Ou devoir prendre des moyens au Sahel, là où elle combat aussi le terrorisme, mais assez seule pour les actions cinétiques. Le porte-avions, qui doit appareiller en mars peut aussi avoir un rôle à jouer. En tout état de cause, la menace de Daech est loin d'avoir disparu, elle est depuis plusieurs

mois en train de se disséminer. Bref, pas le moment de baisser la garder, une des exressions favorites de Florence Parly.

France-Jordanie, une relation fructueuse

http://lemamouth.blogspot.com/ lundi 31 décembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

L'incarnation la plus évidente de la relation franco-jordanienne est la base aérienne projetée, sur laquelle les Mirage 2000 se sont installés fin 2014. **Florence Parly** doit l'évoquer avec tous les autres, lors d'un entretien bilatéral avec le Premier ministre jordanien, cet après-midi. Les forces spéciales jordaniennes ont une relation historique avec les Françaises et ont même en quelque sorte montré la voie technologique, en s'intéressant... il y a dix ans à des véhicules de patrouille spéciale sur chassis Toyota, une solution qui doit prochainement arriver en dotation au COS.

Les Français ont aussi réalisé des formations au profit des troupes de montagne jordaniennes, réalisées par la **27e BIM**.

Il y a aussi des partenariats anciens dans les domaines du renseignement et de l'aviation, le roi lui-même est pilote. Florence Parly évoquait ce matin également une coopération dans le domaine de la surveillance des frontières, sur lequel aucun autre détail n'a été donné.

Un SOFA -initié dès 2011- avait aussi été signé à Amman dès 2015, mais seulement ratifié à Paris en 2017.

Cette année-là, 100 militaires devaient venir se former en France. Le cœur de la coopération militaire reposait sur l'interopérabilité entre les forces spéciales, sur l'échange d'informations opérationnelles et sur l'accompagnement au renforcement des capacités jordaniennes d'appui à la projection des forces et de conduite des opérations. Le programme comprenait 70 actions, dont 33 menées en France, principalement dans les forces spéciales, les opérations aériennes et le combat en montagne.

Cette coopération restera-t-elle aussi active après la fin des opérations contre Daech ? Paris semble le croire, et plusieurs de ses unités trouvent bien des avantages à la relation franco-jordanienne. Peu de risque, donc, qu'elle s'appauvrisse.

Pour la ministre des Armées, « 2019 ne sera pas une année d'accalmie »

http://www.opex360.com/ Posté dans Politique de défense par Laurent Lagneau Le 31-12-2018

Dans une tribune publiée dans les colonnes du quotidien Le Parisien, la ministre des Armées, Florence Parly, l'a de nouveau assuré : il ne sera pas question de ponctionner les crédits de la mission Défense, annoncés en forte augmentation dans le cadre de la Loi de programmation militaire [LPM] 2019-25, seront préservés.

« Disponibles et volontaires, nos militaires sont toujours présents. Ils donnent tout pour notre pays et nous devons, nous aussi, tout donner pour eux. C'est pourquoi une augmentation exceptionnelle des moyens de nos armées a été décidée. C'est pourquoi le président de la République a rappelé fermement que le budget de la défense était sanctuarisé, que chaque euro serait au rendez-vous », a d'abord rappelé Mme Parly.

Et d'insister : « J'en prends donc l'engagement : les moyens des armées ne serviront pas de variable d'ajustement, comme cela avait été le cas trop de fois dans le passé. »

Cela étant, cette hausse des crédits inscrite dans la LPM, qui prévoit d'allouer 198 milliards d'euros à la mission Défense entre 2019 et 2023, vise aussi [et surtout] à permettre aux Armées de répondre aux crises actuelles ainsi qu'à celles qui ne manqueront pas d'éclater.

« 2019, je le crains, ne sera pas une année d'accalmie. L'islamisme radical se nourrit des inégalités, de la peur et de la pauvreté. Les rapports de force remplacent peu à peu le dialogue. Les menaces se multiplient », a ainsi souligné Mme Parly.

En effet, la situation dans la bande sahélo-saharienne [BSS], en dépit des succès de la force française Barkhane, demeure délicate, avec des tensions intercommunautaires que cherchent à exploiter – quand ils n'en sont pas à l'origine – les jihadistes ou encore avec le Burkina Faso, qui connaît une recrudescence d'attaques terroristes. Tout comme, d'ailleurs, le Nigéria avec Boko Haram et l'ISWAP. En outre, la Libye n'est toujours pas sur la voie de la stabilité, ce dont profitent trafiquants et groupes terroristes.

Au Levant, l'État islamique [EI ou Daesh], s'il a perdu la quasi-totalité de son « califat physique », a renoué avec la clandestinité et la guérilla et les conditions qui favorisèrent son émergence n'ont pas disparu. En Afghanistan, les forces de sécurité locales sont souvent mises en difficulté par les taliban et leurs alliés, sur fond de dégradation sécuritaire.

En outre, il faut désormais composer avec le retour de la menace dite de la force, comme le montrent par exemple l'Ukraine et les visées chinoises à l'égard de Taïwan. Sans oublier la remise en cause de traités que l'on croyait gravés dans le marbre, comme celui sur les Forces nucléaires intermédiaires, dont la dénonciation risque de faire replonger l'Europe dans la crise des Euromissiles.

Bref, les crises aux portes de l'Europe se multiplient tandis que les déséquilibres commerciaux risquent de provoquer des guerres économiques. Et, comme l'a récemment souligné Jean-Yves Le Drian, le ministre des Affaires étrangères, « à ces crises sur la scène internationale, s'ajoute une crise de la scène internationale », laquelle « pose autant de défis portés à l'idée même de diplomatie. »

La France veut poursuivre la lutte contre Daech au Levant

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Alain Barluet Mis à jour le 01/01/2019 à 17:26 Publié le 01/01/2019 à 08:44

Florence Parly, ministre des Armées, lors d'une visite sur une base militaire en Jordanie le 31 décembre. DAPHNE BENOIT/AFP

Malgré l'annonce du retrait américain de Syrie, la ministre des Armées a insisté sur la nécessité de terminer la mission.

De notre envoyé spécial sur la base aérienne projetée en Jordanie

Deux avions Rafale chargés chacun de quatre bombes AASM à guidage GPS décollent de la base aérienne projetée (BAP) en Jordanie, appelée H5. Direction: la Syrie et la moyenne vallée de l'Euphrate, à 40 minutes de vol (1). Les deux avions - la base en compte quatre - effectueront une mission de cinq heures (avec trois ravitaillements en vol) pour soutenir les Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde. L'activité aérienne a été forte en décembre avec l'offensive des FDS autour de Hadjine, dans le nord-est de la Syrie, l'une des dernières emprises territoriales de Daech.

«La France continuera le combat contre le djihadisme. Elle fera tout ce qui est en son pouvoir, avec ses partenaires, pour détruire les dernières poches de Daech» Florence Parly, ministre des Armées

«La France continuera le combat contre le djihadisme. Elle fera tout ce qui est en son pouvoir, avec ses partenaires, pour détruire les dernières poches de Daech», a déclaré Florence Parly aux militaires français de l'opération «Chammal» avec lesquels elle a réveillonné lundi soir, sur la BAP. Initialement, la ministre des Armées n'avait pas prévu de se rendre au Proche-Orient. Ce n'est qu'après l'annonce par Donald Trump, le 18 décembre, du retrait militaire américain de Syrie qu'elle a choisi de venir sur H5. Avec l'intention évidente d'opposer un message simple à l'initiative du président américain: «Le mandat de détruire Daech n'a pas changé. Nous avons une mission à terminer», a souligné Mme Parly avant de partager, en plein désert, un repas de réveillon avec les quelque 270 militaires de la base, opérationnelle depuis décembre 2014.

La ministre a déploré une décision américaine jugée «brutale et unilatérale». «Les autorités françaises ont fait savoir leur divergence», a-t-elle ajouté. C'est une annonce «qui prête à conséquence», a enchaîné la ministre, en expliquant qu'elle «place nos partenaires des FDS dans une situation de vulnérabilité».

Une course contre la montre

Depuis quatre ans, H5 est en pointe dans la lutte contre l'État islamique au Levant. C'est d'ici, à proximité immédiate de la Syrie, que décollent quotidiennement les avions de chasse qui partent frapper les positions de Daech ou appuyer les forces de la coalition sur le terrain. Depuis fin 2014, 25.000 heures de vol ont été réalisées, 2500 missions menées et 2000 bombes utilisées. «Il reste encore beaucoup de travail à accomplir avant de reconquérir la moyenne vallée de l'Euphrate», estime le capitaine Guillaume. Aux commandes de son Rafale, il a effectué mardi la première mission de 2019.

«Ce serait une erreur de crier victoire trop tôt», a dit Florence Parly, en notant que, «même s'il ne reste presque plus de territoire contrôlé par Daech», ce dernier continue de se battre. «Vous avez remporté des succès contre le pseudo-califat», a déclaré la ministre des Armées aux militaires français. «Il faut transformer l'essai, leur a-t-elle dit aussi, et permettre à nos partenaires de franchir sur le terrain les derniers kilomètres qui les séparent de la victoire.»

Donald Trump a précisé lundi dans un tweet que le retrait américain se ferait «lentement», sans autre détail. Dans l'entourage de Mme Parly, on souligne la nécessité de dissiper l'incertitude qui prévaut sur les modalités et le calendrier du départ des soldats américains de Syrie. «Nous discutons (avec les Américains, NDLR) pour que leur départ précipité ne frustre pas les partenaires de la coalition de leur succès militaire», a déclaré Mme Parly, sans préciser quelle pourrait être la nature de l'engagement militaire français dans le nouveau contexte ouvert par le choix de Donald Trump. La ministre des Armées n'a pas écarté l'envoi dans la région du porte-avions *Charles-de-Gaulle*, à nouveau opérationnel, et qui est attendu dans l'océan Indien en juin. La fermeture de la base H5 se profile-t-elle à terme ? Sur les évolutions du dispositif français, «toutes les options sont sur la table», répond la ministre.

Côté français, on ne cache pas qu'en l'absence des Américains, qui réalisent 90 % des frappes - sans parler de leur apport en matière de renseignement

Côté français, on ne cache pas qu'en l'absence des Américains, qui réalisent 90% des frappes - sans parler de leur apport en matière de renseignement, de ravitaillement aérien et de guidage des bombardements -, la mission risque de devenir bien compliquée, voire quasi impossible. «Sans eux cela risque de n'être ni évident, ni réaliste, ni efficace», a concédé Florence Parly. D'où cette priorité, répétée par la ministre: la nécessité d'aller vite. «Il faut utiliser au mieux le laps de temps qui nous sépare d'un retrait effectif des Américains pour achever le travail…» Faire coïncider le départ des Américains, s'il se matérialise, avec la défaite complète des djihadistes serait évidemment un scénario idéal. Mais cette course contre la montre recèle bien des impondérables. Et même au-delà, «la défaite de Daech n'est pas la paix», a prévenu Florence Parly, pour évoquer les nombreuses inconnues qui continueront de planer sur l'équation syrienne.

(1) Le Rafale est fabriqué par Dassault Aviation, filiale du Groupe Dassault qui est propriétaire du «Figaro».

Mme Parly : « Les jihadistes n'ont jamais eu d'états d'âmes avec nous, nous n'en aurons pas avec eux »

http://www.opex360.com/ Posté dans Moyen-Orient, Opérations, Terrorisme par Laurent Lagneau Le 01-01-2019

« Gardez donc foi dans notre pays et tenez bon, aux côtés de nos alliés, unis face à nos ennemis », a lancé James Mattis aux militaires américains, au moment de quitter le Pentagone après avoir démissionné de ses fonctions de secrétaire à la Défense pour marquer son désaccord avec la décision du président Trump de se retirer de Syrie, alors que le combat contre l'État islamique [EI ou Daesh] n'est pas terminé.

Le même jour, M. Trump a donné l'impression de « temporiser » sur le dossier syrien. « L'EI a pratiquement disparu, nous renvoyons lentement nos troupes à la maison afin qu'elles retrouvent leurs familles, tout en combattant ce qu'il reste de l'EI », a-t-il dit, via Twitter. Mais il a aussi affirmé : « Maintenant que je commence à me retirer, les médias 'Fake News', ou des généraux ratés incapables de faire le travail avant mon arrivée, aiment à se plaindre de moi et de mes tactiques ». Ce qui n'est pas très délicat à l'endroit des chefs militaires américains, surtout de la part d'un président qui, selon les comptes du Washington Post, a lancé près de 7.600 mensonges et contre-vérités depuis qu'il est à la Maison Blanche.

Quoi qu'il en soit, lors de son discours prononcé devant les militaires de la force Chammal affectés à la base aérienne projetée en Jordanie [H5], la ministre des Armées, Florence Parly, a évoqué le retrait américain de Syrie.

« J'ai appris tout comme vous la décision des États-Unis de se retirer de Syrie. Lorsque la rumeur m'est parvenue, avant son annonce par le président américain, j'ai immédiatement appelée dans la nuit mon homologue Jim Mattis, qui me l'a confirmée. Depuis, il a démissionnée », a raconté Mme Parly.

« C'est une décision brutale, unilatérale. C'est une décision qui prête à conséquences, à des conséquences que nous ne pouvons ignorer. Pour la lutte contre Daesh, bien sût. Mais aussi parce qu'elle place nos partenaires des Forces démocratiques syriennes dans une situation de vulnérabilité », a ensuite développé la ministre française.

Pour rappel, les Forces démocratiques syriennes [FDS] comptent dans leurs rangs les milices kurdes syriennes [YPG], lesquelles sont considérées comme terroristes par la Turquie. Alors qu'elles sont « au contact » de Daesh dans le secteur de Hajine, avec l'appui de la coalition [et donc de la force française Chammal, ndlr], elles sont sous la menace d'une offensive turque, que laisse entrevoir le retrait américain.

Aussi, a indiqué Mme Parly, les « autorités françaises ont fait valoir leur divervenge d'analyse ». Et d'ajouter : « Nous dialoguons en permanence avec les États-Unis. Nous faisons tout pour qu'un départ précipité n'aboutisse pas à frustrer la coalition d'un plein succès militaire. Nous réfléchissons à l'étape d'après, nous le faisons aussi avec eux ».

Cependant, a admis la ministre, la décision de M. Trump oblige Paris à adapter ses plans à cette nouvelle donne. Mais, a-t-elle assuré, « notre ambition reste intacte […] : la France continue le combat contre le jihadisme » et « fera tout ce qui est en son pouvoir pour détruire, avec l'aide de ses partenaires, les derniers réduits de Daesh ».

« Dès demain, je compte sur vous pour poursuivre la tâche, car en 2019, elle n'est pas moins urgente qu'en 2018 », a ensuite dit Mme Parly aux militaires français de la force Chammal. « Vous avez engagé une activité opérationnelle intense, difficile, exigeante, pour prendre la poche d'Hajine. Vous avez été un appui essentiel aux Forces démocratiques syriennes, dans les moments difficiles comme dans les victoires récentes. Il faut maintenant transformer l'essai », a-t-elle continué en filant la métaphore rugbystique.

Pour les forces françaises, a-t-elle détaillé, cela signifie que, dans l'immédiat, il leur faudra « permettre à nos partenaires sur le terrain de franchir les derniers kilomètres qui séparent de la victoire ». Ensuite, il s'agira de « gagner la paix ». Or, « nous en sommes encore loin », a souligné Mme Parly.

« La défaire de l'ennemi, ce n'est malheureusement pas encore la paix. La Syrie est un palais ouvert à tous les vents, livré à la cohue, à tous les appétits. Après tant de souffrance et de sang versé, il faudra bien longtemps avant qu'elle ne trouve une gouvernance acceptable et qu'elle ne se réconcilie avec elle-même. Pour nous, il faut en tout cas miser sur l'accès humanitaire, la stabilisation et, demain, su les conditions le permettent, la reconstruction et le développement », a expliqué la ministre des Armées. Or, a-t-elle déploré, « cela n'est que demain, voire après demain », avant d'estimer qu'un même travail est aussi nécessaire en Irak.

« Gagner la paix y imposera patience et persévérance. Il faudra pour cela un État solide, capable de fédérer toutes les communautés et assez robuste pour faire face au risque d'une résurgence de Daesh », a-t-elle dit.

Quant à 2019, Mme Parly a estimé qu'elle serait une « année décisive pour nos armées », mais aussi « pour la France » et la « liberté ». C'est « l'année où nous devons continuer notre effort contre le terrorisme, ne jamais baisser les bras, tout faire pour l'emporter ». Ce qui vaut évidemment aussi pour la force Barkhane, au Sahel.

« Les jihadistes n'ont jamais eu d'états d'âmes avec nous, nous n'en aurons pas avec eux », a lancé la ministre. « En 2019, que Daesh n'espère ni sursis ni repos », a-t-elle conclu. Le ton est donné!

CEMA

Le chef d'état-major des armées accompagne les autorités politiques en visite au Tchad

Mise à jour : 04/01/2019

Les 22 et 23 décembre 2018, le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées (CEMA), accompagnait le président de la République, M. Emmanuel Macron, et la ministre des Armées, Mme Florence Parly en visite officielle à N'Djemena, au Tchad. Un peu plus d'un mois après le forum de Dakar, cette visite a permis de rappeler le rôle actif du Tchad et des quatre (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger) autres partenaires du G5 Sahel dans la lutte contre les groupes armés terroristes au Sahel.

Lors de son entretien avec le CEMGA tchadien, le général Seid Mahamat, le CEMA a rappelé que les forces tchadiennes contribuent activement à combattre menace terroriste dans la région, que ce soit dans le cadre la Force Conjointe G5 (FCG5) Sahel, de la force multinationale mixte ou de

la MINUSMA Le Tchad héberge notamment le PC du fuseau Est de la FCG5 Sahel et le général Bikimo exerce la fonction d'adjoint de force.

Cette visite a également été l'occasion de célébrer les liens opérationnels qui unissent la France et le Tchad. Le CEMA a ainsi souligné le partenariat étroit et ancien entre les forces françaises et tchadiennes qui se traduit aujourd'hui par une coopération opérationnelle soutenue et des cessions de matériel régulières. En 2018, les Eléments Français au Gabon ont réalisé 23 détachements d'instruction opérationnels ou techniques au profit des FADS (soit 550 stagiaires formés), et cédé de nombreux matériels de soutien logistique (santé, carburant, etc.), complété d'équipements (10 mortiers 81mm, 200 casques et GPB, 50 jumelles de vision nocturne, matériel génie de lutte contre-IED).

A la veille de Noël, ce déplacement a également été l'occasion de rendre hommage aux militaires français de l'opération Barkhane déployés au Sahel et d'aller à la rencontre des unités présentes au poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT) de l'opération, basé à N'Djamena. Le CEMA a notamment assisté à un point de situation en présence du président de la République et de la ministre des armées avant de s'entretenir avec ses partenaires européens engagés au Sahel (Royaume-Uni, Estonie, Allemagne, Espagne).

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CEMAT/Armée de Terre

Le chef d'état-major de l'armée de Terre place l'année 2019 sous le signe de « l'esprit guerrier »

http://www.opex360.com/ Posté dans Forces terrestres par Laurent Lagneau Le 02-01-2019

Lors de ses vœux pour l'année 2018, le général Jean-Pierre Bosser, le chef d'état-major de l'armée de Terre [CEMAT], avait insisté sur la modernisation des équipements ainsi que sur l'innovation, qui, l'an passé, aura été l'une des priorités du ministère des Armées, avec la mise en place de nouvelles structures, comme l'Agence de l' Innovation de Défense [AID].

Au niveau de l'armée de Terre, cette priorité donnée à l'innovation technologique s'est traduite par plusieurs annonces, dont celles relatives à la création d'un « Battle Lab Terre », afin de fédérer et d'encourager les initiatives, et à la mise en place de référents « innovation » au sein de chaque unité.

De l'innovation, il en été encore beaucoup question lors des vœux du CEMAT pour 2019. « La révolution technologique de l'armée de Terre est engagée », s'est-il félicité, images à l'appui. Et, a-t-il ajouté, elle est à la fois « indispensable » puisqu'elle doit permettre de garder, voire de prendre, l'ascendant sur l'adversaire, et « inéluctable » car, chaque soldat « souhaite avoir accès à l'information au quotidien. »

« Cette révolution technologique se fera avec vous car l'homme a besoin de la haute technologie et la haute technologie doit conserver une part d'humanité », a ensuite continué le général Bosser.

Quant à la nouvelle année, elle sera placée « sous le signe de l'esprit guerrier », a enchaîné le CEMAT. Ce qui n'est pas une surprise étant donné qu'il a abordé ce thème à plusieurs reprises au cours de ces derniers mois.

« Du caporal au général, par tous et pour tous, [c'est] une action qui vise à combiner à la fois rusticité, dit autrement, 'aguerrissement', haute technologie et traditions militaires », a résumé le général Bosser lors de sa courte intervention.

Cet « esprit guerrier » que le CEMAT entend promouvoir en 2019 est le « supplément d'âme » nécessaire pour dominer l'adversaire, étant donné que la technologie ne suffit pas, à elle-seule, pour l'emporter sur le terrain. Comme il l'a déjà expliqué, il s'agit ainsi de « développer chez chacun l'intelligence de situation, l'audace, la rusticité, la détermination nécessaire pour comprendre plus vite, agir plus fort et durer plus longtemps. »

Dans la dernière livraison de la lettre mensuelle « Brennus » [*], le général Pascal Facon, le directeur du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement [CDEC] explique que cet « esprit guerrier » repose notamment sur « quatre qualités incontournables », qui sont « l'audace, indispensable à la prise de décision », le « pragmatisme », qui « permet d'intégrer le milieu, la contingence, la prise de risques et de prendre l'ascendant sur l'adversaire », la « résilience face aux pertes et à l'incertitude », et la « rusticité, pour évoluer et combattre dans un milieu hostile et évolutif, hors de sa zone de confort ».

« L'esprit guerrier est donc consubstantiel à la combativité et au désir de vaincre animant nos chefs et nos soldats. Il n'est pas que cela. Il est également, aujourd'hui et plus que jamais, la conjonction de la maîtrise de la haute technologie et le respect des traditions militaires fondant l'esprit de corps. La pugnacité, l'innovation, le sens de l'adaptation, la lucidité, l'éthique et les forces morales nourrissent ainsi l'esprit guerrier d'une démocratie qui sait vaincre sans perdre son âme », a ajouté le général Facon.

[*] À lire, notamment, l'article « La furia francese : représentations, limites et réalités ou pourquoi l'armée française conserve une baïonnette sur le HK416 », par le colonel Fabrice Clée

DGGN/Gendarmerie Nationale

"Reconstruire, à ceux qui aiment la France", une tribune de l'ancien DGGN Roland Gilles

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 4 janvier 2019 A la une, Société

Le général Roland Gilles lors du congrès 2018 de l'UNPRG à Agde (Photo D.C /L'Essor)

La crise des Gilets jaunes révèle une double fracture, sociale et républicaine, dans notre pays, analyse le général d'armée (2s) Roland Gilles. Si la question sociale doit se résoudre par le dialogue, l'Etat doit répondre par l'éducation et l'autorité à la fracture républicaine, assure l'ancien directeur général de la Gendarmerie.

D'abord publiée par Les Echos, voici la version originale de sa tribune qu'il nous a communiquée.

Le général Roland Gilles, ancien directeur général de la Gendarmerie. (Crédit/M. GUYOT/ESSOR).

Décembre 2018 aura cristallisé les diverses fractures qui mettent à mal l'unité du pays. Le sentiment d'injustice et d'abandon, le déferlement de revendications de tous ordres dans l'hystérie médiatique, la violence des manifestations révèlent une fracture sociale majeure, une partie de notre population s'estimant exclue de l'accès à un bien vivre minimal.

Au-delà, les entraves à la liberté première de circuler et de travailler, le saccage et le pillage répétés des lieux publics et biens privés, l'action concertée de casseurs défiant systématiquement l'autorité établie témoignent d'une fracture républicaine qui s'aggrave dans le pays, sans même parler du crime terroriste né et opéré sur notre terre française.

La cohésion de la nation est en jeu

Ces fractures font émerger la question désormais prioritaire de l'unité nationale derrière les valeurs et principes de la République. C'est la cohésion même de la nation qui est en jeu et qui appelle plusieurs actions.

Affrontement entre des gilets jaunes et les forces de l'ordre le 1er décembre à l'Arc de Triomphe (Ph: Olivier Ortelpa/Creative Commons)

La **fracture sociale** appelle une réponse politique. Le désir légitime d'un mieux vivre matériel exprimé par une partie conséquente de la population ouvre de nombreux dossiers dont ceux de la justice fiscale, de la vraie rétribution du travail, de la juste attribution de l'assistance. Au-delà des mesures financières d'application immédiate prises, le Président de la République et le gouvernement ont invité chacun, à court terme, à participer à la réflexion pour prolonger l'action. C'est maintenant la priorité, après les manifestations de rue qui, pour plusieurs raisons, n'ont plus vocation à perdurer. Trop mobilisatrices de forces de l'ordre, elles sont de surcroit souvent prises en otage par casseurs et pilleurs. De même, il serait préjudiciable de fragiliser plus encore l'activité économique du pays, celle-là même qui crée la richesse à redistribuer. L'entreprise, le commerçant, l'artisan, l'employé ont besoin de travailler.

La **fracture républicaine** interpelle à la fois le citoyen et l'Etat. L'intérêt collectif est progressivement dépassé par l'intérêt particulier ; le "*droit à !* " l'emporte sur l'obligation et les devoirs à l'égard de la communauté. Un pacte social restauré nécessite de chacun le respect des libertés fondamentales d'autrui ; le droit collectif à manifester ne peut entraver gravement la liberté individuelle de circuler, de travailler, d'entreprendre.

Le fonctionnement démocratique du pays est fragilisé. Notre démocratie représentative, issue d'un long cheminement historique pavé d'expériences multiples, se voit opposer une démocratie de la rue abondamment relayée par les chaînes d'information continue et amplifiée par l'écho dévastateur des réseaux sociaux. L'émotion l'emporte sur la réflexion et libère une expression hétéroclite d'injonctions, de la plus recevable à la plus irréfléchie, la plus irréalisable. Si le champ du referendum peut encore être amendé, le principe de la délégation de responsabilité à l'élu par le vote – et de la sanction par le même vote à l'échéance – est irremplaçable. L'hyper – démocratie ne doit pas tuer la démocratie.

L'Etat quant à lui, porte la responsabilité première du respect des valeurs et principes de la République. A la fracture républicaine, il doit répondre par l'éducation et par l'autorité.

Inculquer à chacun et exiger de chacun le respect de ces et principes s'impose. La liberté, l'égalité (l'équité), la fraternité (la solidarité) sont l'héritage de notre histoire passée. Notre histoire plus récente nécessite d'adjoindre et d'affirmer le principe de laïcité. Il y a là priorité éducative.

"*Casser les casseurs"*

Illustration (MG/ESSOR)

L'image insupportable des saccages et pillages répétés appelle la plus grande fermeté. Il faut aujourd'hui casser les casseurs ! Au-delà, les défis lancés à l'Etat sur son propre territoire sapent la confiance du plus grand nombre des Français dans l'avenir même du pays. Un principe intangible est que les lois de la République ont une valeur supérieure, en tous lieux, en tout temps, à celle de toute philosophie, croyance religieuse ou dogme autres.

Le communautarisme assis sur la promotion de règles différentes de celles de la République est un défi à la cohésion nationale qu'il faut aujourd'hui aborder directement, avec pédagogie à certains égards, avec fermeté et sans concession assurément. Pour cela et sans qu'ils soient bien sûr exclusifs, les outils de l'action régalienne, incluant la politique pénale, ont besoin d'être renforcés. Nos polices et gendarmerie, nos armées, notre justice méritent la plus grande attention.

Compréhension et autorité

Les Français observent l'avenir avec interrogation. La restauration de la confiance et de l'unité nationale passe par la compréhension et l'autorité. L'enjeu de l'unité est d'autant plus important que se profile le débat prochain sur la place, la dimension et le rôle de l'indispensable Union européenne.

Général d'armée (2S) Roland GILLES
Ancien directeur général de la Gendarmerie nationale
Ancien ambassadeur de France à Sarajevo
Président d'honneur de l'UNPRG

5 – Chroniques & Libres propos

ÉDITORIAL. Au service de la paix

Accueil Réflexion Editorial https://www.ouest-france.fr/ Jeanne Emmanuelle HUTIN Modifié le 29/12/2018 à 07h45 Publié le 29/12/2018 à 07h42

Comme les autres pays fondateurs de l'Europe, la France a la responsabilité de promouvoir la concorde entre les Européens. | CRÉDIT : LEON NEAL / AFP

Une année mouvementée s'achève. Au lieu de s'unir pour affronter les défis qui menacent la paix de l'humanité, les nations se divisent.

Des lueurs d'espoir ont brillé, comme le rapprochement de la Corée du Sud et du Nord. Mais les guerres ravagent encore de nombreux pays. La menace terroriste reste présente sur tous les continents, malgré la défaite militaire de Daech. L'exode de peuples pauvres se poursuit tandis que se détériorent les ressources et l'équilibre climatique de la Terre. Aux périls anciens s'ajoutent de nouvelles sources de déstabilisation.

L'heure est donc au branle-bas de combat pour **« maintenir la paix et la sécurité internationales »**. Mais au sein même des Nations unies dont c'est le but, le chacun pour soi domine.

De grandes puissances, membres du Conseil de sécurité, contournent de plus en plus l'Onu pour privilégier leurs intérêts. Les pays non-démocratiques comme la Russie et la Chine sont expertes en la matière. Mais la plus grande puissance démocratique, les États-Unis, tourne elle aussi le dos à l'esprit de coopération, affaiblissant le camp des démocraties. Ils se sont retirés des accords sur le climat et le nucléaire iranien. Ils annoncent leur départ de Syrie, au risque de déstabiliser davantage la région.

Dans cet éclatement, la course aux armements repart de plus belle. **« Le monde est au bord d'une nouvelle confrontation,** alerte Mikhaïl Gorbatchev, prix Nobel de la paix et artisan du désarmement des années 1990. **Aujourd'hui, seuls des efforts communs peuvent éviter […] la menace d'une guerre dévastatrice, rétablissant ainsi la perspective d'un nouvel ordre mondial, plus sûr, plus juste, plus humain. »** (1)

Le chemin de la fraternité

Une Europe unie politiquement et économiquement forte est nécessaire pour que les Européens puissent jouer ce rôle historique au service de la paix. Mais le spectacle de nos divisions, joint à l'affaiblissement démographique, démocratique et économique de nombreux pays d'Europe, nous marginalise ! C'est à cela qu'il faudra penser lors des élections du Parlement européen. Si elles servaient d'exutoire aux colères intérieures, alors l'affaiblissement des Européens sur la scène mondiale s'accélérerait.

Comme les autres pays fondateurs de l'Europe, la France a la responsabilité de promouvoir la concorde entre les Européens. Mais cela exige des Français qu'ils se rassemblent pour surmonter leurs propres divisions, en recherchant le Bien Commun dans le respect de la démocratie. C'est possible si l'on retrouve les chemins de la fraternité. Ce vœu, le pape François l'a adressé, à Noël, à l'humanité : **« Fraternité entre les personnes de chaque nation et de chaque culture. Fraternité entre les personnes d'idées différentes mais capables de se respecter et d'écouter l'autre. Fraternité entre les personnes de religions différentes. »** La reine d'Angleterre Elizabeth II a aussi rappelé que le respect était le premier pas vers la compréhension de l'autre.

En ces temps dangereux où les pays autoritaires étendent leur influence, il faut se rappeler que la force des démocraties vient de leur idéal de paix dans la justice et la liberté. Elle dépend donc de la volonté de leurs peuples de servir cet idéal en se dépassant pour construire un monde meilleur. Cela exige courage et lucidité, éclairés par l'espérance. C'est le vœu que nous formons à l'approche de cette année nouvelle.

(1) The Time, 17/12/18.

Les 3 catastrophes de 2019

Opinions Tribunes https://www.latribune.fr/ Par Olivier Passet, Xerfi | 01/01/2019, 8:43

La Tribune publie chaque jour des extraits issus des analyses diffusées sur Xerfi Canal. Aujourd'hui, les trois catastrophes de 2019.

Quels pourraient être les ou l'évènement majeur de 2019. Un évènement, au sens commun, ça a plusieurs attributs, c'est daté, c'est localisé, et ça a un pouvoir de transformation des choses et de l'histoire. Autant dire que le risque d'imposture intellectuelle est grand. 2019, aura probablement ses Fukushima, ses catastrophes climatiques, ses attentats.... Et nul ne se risquerait à émettre une prophétie en la matière, même si, pour reprendre Galbraith, "La seule fonction de la prévision économique, c'est de rendre l'astrologie respectable ".

Mais, il y a heureusement, des professions plus sérieuses, qui nous aident à penser la notion de « bifurcation », en tant qu'objet mathématique : une bifurcation intervient lorsqu'un petit changement d'un paramètre physique produit un changement majeur dans l'organisation du système. Un grand évènement, c'est souvent une petite chose, qui dans un contexte donné, va provoquer un phénomène catastrophique, dont l'onde de choc est considérable. Le maitre en la matière, c'est le mathématicien René Tom selon qui, « l'essence de la théorie des catastrophes c'est de ramener les discontinuités apparentes à la manifestation d'une évolution lente » sous-jacente.

Et cette évolution lente, sous-jacente, celle qui fait l'histoire avec un grand H, nous sommes déjà plongés dedans. Tellement plongés, que parfois nous peinons à la voir. Nous sommes depuis une décennie plongés dans un grand virage de la mondialisation. Une mondialisation, qui a force d'avoir fait trop de perdants, déclassé trop de compétences à vitesse accélérée, a dilapidé tout le crédit des chantres de la mondialisation heureuse. Et dans cette histoire a déflagrations successives, montée des nationalismes en Europe, crise des migrants, Brexit, bascule politique, des États-Unis, de l'Italie, du Brésil etc... il y a à mes yeux trois dates, apparemment sans lien, qui pourraient faire évènement en 2019, et participer toute de façon décisive à l'évolution lente sous-jacente qui change le cours de la mondialisation libéral.

Il y a d'abord, début mars, la fin de la trêve dans la guerre commerciale Chine US, qui sonne comme un ultimatum. C'est moment, où l'on peut basculer dans le conflit dur, ouvert, avec la Chine, avec toutes les conséquences en chaine. Car ce conflit dur, ne sera qu'un jalon dans la course au leadership mondial, notamment technologique, entre les deux superpuissances, avec de gros risques d'escalade et de très fortes pressions sur l'Europe, pour qu'elle prenne une part active dans l'endiguement commercial de la Chine.

Il y a ensuite les élections en Algérie, à haut risque dans un pays au pouvoir opaque, dont l'immobilisme clientéliste est à l'agonie. Une élection, qui fait ressurgir la grande peur, d'un acte II ou III de la crise des réfugiés en Europe, avec la France en première ligne. Nul besoin d'épiloguer. On sait sur quel terrain propagateur, et de paralysie institutionnelle, une telle crise viendrait impacter l'Europe.

Il y a enfin les élections européennes en mai, qui pourraient marquer un nouvel acte de la déconfiture des démocraties libérales et une nouvelle étape de la structuration politique, du rejet de la mondialisation et des compromis politiques soft de l'après-guerre. Autrement dit une nouvelle victoire de ce qu'il conviendrait d'appeler l'internationale populiste. Avec à la manœuvre, Steve Bannon, et derrière Steve Bannon, le milliardaire Robert Mercer, qui cherchent ouvertement à fédérer les populismes d'Europe et à porter l'estocade au projet européen. Avec aussi en arrière-plan, la puissance des réseaux sociaux, qui désarme les partis politiques établis. L'arme de la viralité, de l'infotoxicité fédère, agglomère aujourd'hui les mécontentements. Les démocraties libérales les avaient contenues dans la marge. Les réseaux, les ramènent au centre du jeu politique. Et la grande internationale populiste, avec Trump en figure de proue, fait le pari que le fruit européen est mure.

Guerre commerciale, crise des migrants, déstabilisation politique des démocraties libérales... voici trois évènements, qui pourraient jalonner une bifurcation de l'histoire, qui n'a pas attendu 2019 pour s'enclencher, et qui ne s'arrêtera pas à 2019.

Tribune libre de Nadia Ramassamy, députée de La Réunion

"Les Outre-mer n'appartiennent pas à la France, ils sont la France"

http://www.ipreunion.com/ Publié il y a 23 heures / Actualisé il y a 23 heures

L'année qui commence sera pleine de défis pour la métropole et les territoires ultramarins. En raison des derniers mois de 2018 qu'a connu La Réunion, une partie de notre avenir se décide en 2019.

En effet, la fin d'année 2018 a été marquée à la Réunion par le mouvement des "Gilets jaunes" avec des actions menées sur l'Île pendant plus de deux semaines. Report des examens universitaires, fermeture des écoles, discontinuité des services administratifs, perturbation du trafic aérien, portuaire et routier, rayons des supermarchés vides...L'Île fut à l'arrêt.

En marge des " Gilets jaunes ", des violences ont secoué La Réunion, des pillages aux incendies en passant par des dégradations. Le Préfet a même dû instaurer pendant quelques jours un couvre-feu.
Les violences sont inacceptables et les attaques délibérées contre les pompiers et les forces de sécurité, tout autant.

Loin des plages paradisiaques, d'une biodiversité foisonnante et des éruptions volcaniques, La Réunion a connu sa plus grande crise sociale depuis le début des années 1990. Des " Gilets jaunes " du jour aux " Gilets noirs " la nuit tombée, ce sont deux expressions d'un seul et même sentiment de colère et d'abandon qui ont frappé les Réunionnais.

La ministre des Outre-mer est venue annoncer une baisse des prix des carburants, une baisse des prix des biens de consommation et la définition d'un nouveau modèle de contrats aidés, mais ces annonces relevaient de la gestion de crise et non d'un traitement politique de la situation réunionnaise.

Le constat est connu et il est rappelé régulièrement, 40 % des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté, plus de la moitié des moins de 25 ans sont au chômage et la nourriture est 40 % plus chère qu'en France métropolitaine.

Après la Guadeloupe en 2009, la Guyane en 2017 et Mayotte en début d'année, c'est fut le tour de La Réunion de s'embraser et de susciter l'incompréhension d'une métropole qui aurait tort de lire ces mouvements comme des simples émotions postcoloniales.

La Métropole a toujours éprouvé un sentiment mêlé de fascination et de langueur à l'égard des territoires ultramarins, lointains et divers. Autrefois chantre d'un discours universaliste et fière d'assumer son dessein de puissance mondiale, la France se recroqueville sur elle-même. Pour preuve, seulement 40 % des Français savaient qu'un référendum sur la pleine souveraineté et l'indépendance de la Nouvelle- Calédonie allait avoir lieu en octobre dernier et la disparition de France O ne semble pas susciter une grande émotion.

Or les Outre-mer, n'appartiennent pas à la France, ils sont la France. Une France présente sur les cinq continents, aux frontières maritimes et terrestres avec d'innombrables États et riche d'une multitude de cultures. Implantée aux quatre coins du monde, la France n'est pas uniquement européenne, elle est caribéenne, pacifique, atlantique et de l'Océan Indien. Cette position lui permet de côtoyer de près les principales puissances régionales et mondiales. La Chine, les États-Unis, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde, l'Australie...

Présente dans l'ensemble des bassins océaniques du monde, la France dispose d'un trésor de biodiversité, des ressources énergétiques offshore exceptionnelles et la deuxième Zone économique exclusive du monde. Avec son espace maritime, la France est le sixième plus grand pays au monde, pour une population représentant seulement 1 % de la population mondiale.

Si la France métropolitaine s'est historiquement construite sur un modèle hérité de Colbert et des Jacobins, la globalisation contemporaine valorise les réseaux, les échanges, les mobilités, les flux et les diasporas. L'hexagone et les territoires ultramarins donnent à la France une stature archipélagique, lui permettant d'être un véritable acteur de la mondialisation et non de la subir. Suite au Brexit, la France sera d'ailleurs le seul État européen présent dans l'hémisphère sud.

Les outre-mer c'est 97% de notre espace maritime, c'est la fusée Ariane, ce sont des bases militaires navales aux abords des carrefours stratégiques, c'est 80 % de la biodiversité française, c'est de l'or, du nickel, du cobalt, du pétrole, des environnements idéals pour le développement des énergies renouvelables, pour la recherche médicale des maladies émergentes ainsi qu'une jeunesse nombreuse, formée et avide de s'engager, comme en témoigne le succès du Service militaire adapté.

Loin d'être les " reliquats " de l'Empire, ils sont à l'avant-garde des grands défis de demain auxquels la France devra composer et méritent mieux que le trio subventions, dérogations, défiscalisations.

A l'heure où l'expansionnisme chinois se renforce dans le Pacifique, où la Russie plante son drapeau au fond de l'Arctique, où le Canada réagit vivement aux demandes d'extension du plateau continental de Saint-Pierre-et-Miquelon, où Maurice revendique l'île Tromelin, où Madagascar revendique les îles Eparses, où le Brésil lorgne sur l'or guyanais, certains devraient s'interroger sur l'apport inqualifiable des Outre-mer à la métropole au lieu de véhiculer un discours mélangeant relents coloniaux et égoïsme financier.

Inestimable, voilà la valeur des territoires ultramarins. Ils apportent à la France les biens les plus précieux pour une Nation et un État : le rayonnement, l'indépendance, et la souveraineté. En un mot, la liberté.

Nadia Ramassamy, députée de La Réunion

6 – Actualités internationale

Européennes, Brexit, élections... Les événements de l'actualité internationale de 2019

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Laura Andrieu Alexandre Guitton Publié le 29/12/2018 à 07:00

Le Brexit sera l'un des événements majeurs de l'année 2019. Delphine Poggianti/Delphotostock - stock.adobe.com

Entre le Brexit et les multiples élections présidentielles, l'actualité sera bien remplie lors des mois à venir. Focus sur les événements majeurs de 2019.

L'année 2019 débute dans peu de temps et son actualité s'annonce déjà riche. De l'Amérique du Sud à l'Europe en passant par l'Afrique, petit tour d'horizon de l'actualité qui va ponctuer les prochains mois.

● **Brexit, le Royaume-Uni dit au revoir à l'UE**

Le divorce approche à grands pas. Le 29 mars, les Britanniques ne feront plus partie de l'Union européenne. Si les députés votent en faveur de l'accord sur le **Brexit** négocié par Theresa May avec les 27 membres de l'UE, la sortie se fera en douceur. Une période de transition, durant laquelle le Royaume-Uni continuera d'appliquer les règles européennes, est prévue jusqu'au 31 décembre. La forte opposition entre les députés eurosceptiques et pro-UE pourrait faire capoter le projet de sortie. Theresa May a reporté le vote à janvier, espérant recueillir plus de soutiens. Si elle n'y parvient pas, la possibilité de sortie sans accord, appelée *hard Brexit* (littéralement «le Brexit dur»), deviendrait de plus en plus tangible.

Theresa May exclut l'organisation d'un second référendum

● L'extrême droite en embuscade pour les élections européennes

Marine Le Pen espère de nouveau remporter les élections européennes. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

Après une année 2018 sans scrutin national, les Français retrouveront les urnes en 2019. À la fin du mois de mai, avec les 27 autres membres de l'UE, ils voteront pour les **élections européennes** afin d'élire les députés qui siégeront pour une durée de 5 ans au Parlement européen. En 2014, le FN était arrivé premier avec près de 25% des voix. D'après un récent sondage, le RN, nouveau nom du parti de Marine Le Pen, arriverait en tête au mois de mai prochain avec 24% des voix devant LaREM (18%) et Les Républicains (11%). Une élection où la montée des extrêmes risque d'être l'enjeu majeur partout en Europe.

● Des élections présidentielles importantes en Amérique latine

La Constitution bolivarienne a été modifiée pour permettre à Morales de briguer un quatrième mandat. HANDOUT/REUTERS

Plusieurs pays d'Amérique du Sud vont être concernés par des élections présidentielles, à commencer par la **Bolivie**. En fonction depuis 2006, Evo Morales a déjà annoncé qu'il tenterait de briguer un quatrième mandat pour garantir la «stabilité» de son pays. Les **Argentins** seront également amenés à se rendre aux urnes au mois d'octobre. Le président actuel Mauricio Macri, qui se dit prêt à se représenter, a vu sa cote de popularité baisser ces derniers mois. **L'Uruguay** élira également le successeur de Tabarez lors de la prochaine année.

● Des centaines de millions d'Africains dans les urnes

Pays le plus peuplé d'Afrique et première économie du continent, le **Nigeria** (191 millions d'habitants) renouvelle en février son président et son Parlement. Le président Muhammadu Buhari, au pouvoir depuis 2015, va tenter de se faire réélire. Il avait dû démentir en décembre dernier des rumeurs répandues sur les réseaux sociaux, insinuant qu'il était mort et qu'il avait été

remplacé par un clone. Au **Sénégal,** c'est Macky Sall, l'actuel président, qui va également tenter de prolonger son mandat à la tête de l'État en février. Face à lui, un nouveau venu, Ousmane Sonko, figure montante de la politique sénégalaise. Les principaux adversaires de Macky Sall, Khalifa Sall et Karim Wade, risquent de ne pas pouvoir concourir en raison de leurs ennuis avec la justice. **L'Algérie,** enfin, devrait élire son nouveau président en avril prochain. Des doutes subsistent sur l'état de santé d'Abdelaziz Bouteflika, victime d'un Accident vasculaire cérébral (AVC) en 2013. L'hypothèse d'un report des élections a été évoquée en décembre.

Algérie : le président Bouteflika apparaît à la télévision

Abdelaziz Bouteflika, qui vient d'avoir 80 ans, est apparu à la télévision algérienne. On ne l'avait pas vu publiquement depuis l'annulation d'une visite de la chancelière allemande Angela Merkel.

● Des élections également attendues en Europe

L'Ukraine doit élire son nouveau président en mars. Petro Porochenko, actuel chef de l'État, est candidat à sa propre succession et devrait affronter plusieurs opposants. Parmi eux, Michel Terestchenko, un Français de 64 ans, descendant d'une famille de la noblesse impériale russe. C'est d'ailleurs Porochenko qui a accordé à l'homme d'affaires la nationalité ukrainienne en 2015.

Des élections régionales sont également prévues en **Allemagne**, dans le Brandebourg, la Saxe et la Thuringe. Trois régions où l'image de la chancelière Angela Merkel a pris un coup, favorisant l'expansion de l'AfD, un parti d'extrême droite. Le nouveau président du groupe parlementaire CDU, parti de la chancelière, en Saxe, n'a d'ailleurs pas exclu une alliance avec l'AfD après ces élections. «Vous n'obtiendrez pas de moi un non formel», a-t-il assuré sur les ondes de la radio locale, MDR Sachsen, en septembre.

● Des événements historiques à Cuba et au Japon

Akihito est l'empereur du Japon depuis 1989. TOSHIFUMI KITAMURA/AFP

Le 30 avril 2019 sera un jour historique pour le **Japon.** L'empereur Akihito renoncera au pouvoir. Une première depuis plus de deux siècles et l'abdication de Kokaku en 1817. Akihito avait annoncé sa décision de quitter le trône en août 2016. «Je suis aujourd'hui en bonne santé. Cependant, quand je vois ma forme décliner progressivement, je m'inquiète de la difficulté à remplir mes fonctions en tant que symbole de l'État», avait indiqué l'homme aujourd'hui âgé de 85 ans. C'est son fils Naruhito qui lui succédera au lendemain de son départ, après 30 ans à la tête du Japon.

Le 24 février, les **Cubains** se prononceront sur le projet de nouvelle Constitution via un référendum organisé par le gouvernement. Quatre grands changements sont proposés: la reconnaissance de la propriété privée et de l'économie de marché, la création des postes de

premier ministre et de président - auparavant, le chef de l'État était le président du Conseil d'État - avec un mandat présidentiel de 5 ans, renouvelable une seule fois, et, enfin, l'abandon de la référence à la «société communiste». Le mariage homosexuel devait être inscrit dans la nouvelle constitution mais a finalement été retiré en décembre, face à l'opposition d'une majorité de citoyens consultés à ce sujet.

● **Un anniversaire symbole de la paix**

Enfin, l'année 2019 marquera les 100 ans du traité de **Versailles** . C'est au sein du Palais des Glaces que l'Allemagne a signé un traité de paix avec les Alliés, le 28 juin 1919, scellant la fin de la Première Guerre mondiale. À l'issue de ce traité l'Allemagne a perdu certains de ses territoires, dont l'Alsace et la Moselle. La célébration de cet anniversaire marquera la fin des commémorations de la Grande guerre commencée en 2014, avec les 100 ans du début du conflit.

David Lloyd George (Angleterre), Vittorio Orlando (Italie), Georges Clemenceau (France) et Thomas Woodrow Wilson (USA) lors de la signature du Traité de Versailles. Rue des Archives/© Mary Evans/Rue des Archives

CARTE. Gilets jaunes : quand le mouvement s'exporte à l'international

Accueil Société Gilets jaunes https://www.ouest-france.fr/ Erwan ALIX Publié le 03/01/2019 à 18h36

Des Gilets jaunes manifestent à Taïwan le 1er janvier 2019. Mais ils utilisent ce symbole depuis 2015. | PHOTO SAM YEH/AFP

Depuis la première mobilisation en France le 17 novembre dernier, le mouvement des Gilets jaunes a inspiré des manifestants dans plusieurs pays. Si certains ont en commun des revendications proches comme les taxes ou le prix du carburant, dans d'autres pays les motifs d'enfiler un gilet jaune sont différents.

Depuis le mois de novembre, les Gilets jaunes maintiennent la pression sur le gouvernement français. Né d'une protestation contre la hausse du prix du carburant, le mouvement s'est amplifié et recouvre désormais différentes revendications. Très médiatisé, notamment lors des violences survenues à Paris, il a été vu à l'étranger, où le symbole du gilet jaune semble bien s'exporter.

Le 1er janvier 2019, à Taïwan, des manifestants portant des gilets jaunes se sont rassemblés devant le palais présidentiel, à Taïpei, pour protester contre l'entrée en vigueur d'une loi sur les impôts. Eux ne s'inspirent pas des Gilets jaunes français, mais les ont devancés. Les opposants taïwanais manifestent en effet depuis 2015 avec des chasubles fluorescentes.

Les Gilets jaunes français ont cependant bien influencé d'autres luttes, en Europe et au Proche-Orient.

De Bruxelles à Bassorah

Le mouvement a très rapidement essaimé en Belgique, où des manifestations ont commencé dès novembre avec des revendications proches, ainsi qu'aux Pays-Bas où les gilets jaunes locaux protestaient en particulier contre les prix des carburants. C'est pour ce même motif qu'un député s'est présenté en gilet jaune au parlement de Serbie le 4 décembre.

En Espagne, ce sont les retraités qui ont repris le gilet jaune comme symbole pour réclamer de meilleures pensions de retraite. Au Portugal, une tentative de lancer un mouvement le 21 décembre a eu de la peine à prendre.

Mi-décembre, des manifestations ont eu lieu au Liban et en Israël contre le coût de la vie, avec des gilets jaunes portés par plusieurs personnes. En Irak, le 28 décembre, des manifestants en gilet jaune ont défilé à Bassorah, la deuxième ville du pays, protestant contre la faiblesse des services publics et la corruption qui sévit dans le pays.

Des motifs de contestation variés

Dans d'autres pays, le gilet jaune est utilisé mais pour des causes différentes. En Angleterre, les partisans du Brexit l'ont repris pour soutenir la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne.

Au Montenegro, c'est le symbole choisi par les opposants pro-russes au gouvernement pour protester contre les poursuites judiciaires visant deux de leurs leaders.

En Pologne, le 12 décembre, des éleveurs porcins ont repris le gilet, et les méthodes, en bloquant une autoroute menant à Varsovie. Ils demandaient de meilleurs aides pour faire face à une épidémie de peste porcine.

AFRIQUE

BURKINA FASO

Sécurité

Burkina Faso : Roch Marc Christian Kaboré décrète l'état d'urgence dans plusieurs provinces

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 31 décembre 2018 à 17h21 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 31 décembre 2018 à 17h27

Roch Marc Christian Kaboré. © Vincent Fournier pour JA

L'état d'urgence a été décrété ce lundi 31 décembre dans plusieurs provinces du Burkina Faso en proie à des attaques jihadistes récurrentes, a annoncé le ministre burkinabè de la Communication Remis Fulgence Dandjinou.

Roch Marc Christian Kaboré, « le président du Faso a décidé de déclarer l'état d'urgence dans certaines provinces du Burkina Faso. Il a également donné des instructions pour des dispositions sécuritaires particulières sur toute l'étendue du territoire », a déclaré Fulgence Dandjinou, à la sortie d'un Conseil des ministres extraordinaire sur la « situation sécuritaire ».

Ces mesures font suite à une rencontre avec la hiérarchie militaire, convoquée au lendemain de la mort de dix gendarmes, tués jeudi 27 décembre dans une embuscade à Toeni, une localité située au nord-ouest de Ouagadougou.

Une armée impuissante face aux jihadistes

Le Burkina Faso est confronté depuis trois ans à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières. D'abord concentrées dans le nord du pays, ces attaques se sont ensuite étendues à d'autres régions dont celle de l'Est, frontalière du Togo et du Bénin, qui est désormais une deuxième grande zone d'insécurité.

Pour le moment, les forces burkinabè semblent incapables d'enrayer le mouvement et les jihadistes étendent leur influence sur des étendues de plus en plus grandes. De nombreux observateurs craignent que d'autres régions suivent.

« Ces dispositions (…) ont pour objectif d'assurer avec sérénité et efficacité la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso et de ramener la quiétude au sein des populations »

L'état d'urgence concerne « plusieurs provinces » à l'intérieur de sept régions (sur les 13 que compte le pays), a indiqué Fulgence Dandjinou, citant les régions des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-est, de l'Est, du Nord et du Sahel. Les détails sur les provinces concernées seront précisés dans un décret présidentiel, a-t-il souligné.

Pouvoirs supplémentaires aux forces de défense

« Ces dispositions (…) ont pour objectif d'assurer avec sérénité et efficacité la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso et de ramener la quiétude au sein des populations », a-t-il justifié.

L'état d'urgence accorde notamment des pouvoirs supplémentaires aux forces de défense et de sécurité dont celui d'ordonner des perquisitions à domicile de jour et de nuit. Certaines libertés fondamentales peuvent être restreintes, comme la liberté de circulation.

« Le conseil a échangé sur les nouvelles mesures visant à accélérer la réorganisation opérationnelle des forces de défense et de sécurité, l'amélioration du maillage du territoire, le renforcement de la vigilance et la protection de la population et des infrastructures », a précisé le ministre.

Burkina Faso : 13 tués dans une attaque suivie de représailles intercommunautaires

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 02 janvier 2019 à 17h49 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 03 janvier 2019 à 09h46

Une unité de l'armée burkinabè lors de l'attaque de l'état-major, à Ouagadougou, le 2 mars 2018. © Ludivine Laniepce/AP/SIPA

Une attaque d'hommes armés dans le village de Yirgou (centre-nord), suivie de représailles contre la communauté peule, a fait une dizaine de morts mardi 1er janvier.

« Des individus armés non identifiés ont attaqué mardi matin le village de Yirgou et tué six personnes, dont le chef du village », a déclaré une source sécuritaire sous couvert d'anonymat. Cette attaque, au cours de laquelle au moins 13 personnes ont été tuées, a été suivie de représailles intercommunautaires à Yirgou, un village de la commune de Barsalogo, dans le centre-nord du Burkina.

« Selon des témoins, les hommes armés sont arrivés à bord de motocyclettes en tirant des coups de feu en l'air. Certains se sont rendus au domicile du chef de village, qu'ils ont abattu avec un de ses fils avant de repartir », poursuit l'informateur.

Représailles anti-Peuls

Un habitant de Barsalogo, joint depuis Ouagadougou, a raconté à l'AFP qu'après le départ des assaillants, « des groupes de Mossis proches du chef de village ont attaqué un campement de Peuls, accusés d'être complices des terroristes ». « Sept éleveurs peuls ont été lynchés à mort » par ces groupes qui ont également incendié leurs cases, confirme une source sécuritaire, précisant qu'un dispositif de sécurité a été déployé sur les lieux.

Les Mossis dénoncent l'assimilation des Peuls aux groupes jihadistes de la région, qu'ont rejoint certains membres de leur communauté

Les Mossis constituent l'ethnie majoritaire au Burkina. Ils dénoncent l'assimilation des Peuls, éleveurs nomades présents dans toute l'Afrique de l'Ouest, aux groupes jihadistes de la région, qu'ont rejoint certains membres de leur communauté.

Les représailles contre les Peuls se multiplient dans la région. Au Mali voisin, 37 civils ont été tués mardi 1er janvier – par des hommes armés habillés en tenue de chasseur traditionnel dozo – dans le village peul de Koulogon, situé dans la région de Mopti (centre du Mali).

Plus de 270 morts en trois ans

Lundi, le président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré a décrété l'état d'urgence dans plusieurs régions du pays, afin de contrer la menace terroriste des islamistes armés. Cela fait suite à la mort de dix gendarmes, tués jeudi 27 décembre dans une embuscade à Toeni, une localité située au nord-ouest de Ouagadougou.

Le Burkina Faso est confronté depuis trois ans à des attaques de plus en plus fréquentes et meurtrières. D'abord concentrées dans le nord du pays, elles se sont ensuite étendues à d'autres régions dont celle de l'Est, frontalière du Togo et du Bénin. Les opérations, attribuées notamment aux groupes jihadistes Ansaroul Islam et Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), ont fait plus de 270 morts depuis 2015. Ouagadougou, la capitale, a été frappée à trois reprises.

Terrorisme

Terrorisme : L'état d'urgence a été décrété dans plusieurs régions du Burkina Faso

http://www.opex360.com/ Posté dans Afrique, Opérations, Terrorisme par Laurent Lagneau Le 31-12-2018

Ces derniers temps, les groupes jihadistes présents dans la bande sahélo-saharienne [BSS] ont intensifié le rythme de leurs attaques au Burkina Faso, pays qui passe pour être le « maillon faible » du G5 Sahel dans le combat contre le terrorisme.

Depuis 2015, ces attaques, attribuées à Ansaroul Islam, au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) ainsi qu'à d'autres organisations jihadistes, ont fait plus de 270 morts. En outre, la capitale, Ouagadougou, a déjà été visée à trois reprises, dont en mars dernier.

Et encore, la semaine passée, 10 gendarmes burkinabè ont été tués dans une embuscade tendue dans les environs de Toeni, une localité située au nord-ouest de Ouagadougou, près de la frontière malienne.

Dans un premier temps, ces attaques jihadistes se limitaient au nord du pays, précisément dans la province de Soum, où s'était implanté le groupe Ansarul Islam, le chef de ce dernier, le prédicateur Malam Dicko, mort depuis après un raid de la force Barkhane, ayant trouvé un terrain favorable à son discours prônant l'égalité entre les classes sociales et la remise en cause des chefferies coutumières.

Puis, peu à peu, ces attaques se sont étendues à d'autres régions du pays, notamment celles de l'Est, frontalières avec le Togo et le Bénin. Pour les jihadistes, il s'agit de s'assurer du contrôle des couloirs de trafics y transitant tout en se gardant la possibilité d'ouvrir un nouveau front en Afrique de l'Ouest.

D'où la décision prise ce 31 décembre par Roch Marc Christian Kaboré, le président du Burkina Faso.

« Le président a décidé de déclarer l'état d'urgence dans certaines provinces du Burkina Faso. Il a également donné des instructions pour des dispositions sécuritaires particulières sur toute l'étendue du territoire », a ainsi indiqué Remis Fulgance Dandjinou, le ministre burkinabè de la Communication, à l'issue d'un Conseil des ministres « extraordinaire ».

Ainsi, l'état d'urgence concernera « plusieurs provinces » à l'intérieur de 7 des 13 régions que compte le Burkina Faso, dont celles des Hauts Bassins, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-est, de l'Est, du Nord et du Sahel.

« Les détails sur les provinces concernées seront précisés dans un décret présidentiel », a ajouté M. Dandjinou. « Ces dispositions […] ont pour objectif d'assurer avec sérénité et efficacité la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso et de ramener la quiétude au sein des populations », a-t-il fait valoir.

Concrètement, les forces de sécurités et les militaires auront désormais des pouvoirs supplémentaires dans les régions concernées et certaines libertés – comme celle de circuler – pourront être restreintes.

« Le conseil a échangé sur les nouvelles mesures visant à accélérer la réorganisation opérationnelle des forces de défense et de sécurité, l'amélioration du maillage du territoire, le renforcement de la vigilance et la protection de la population et des infrastructures », a encore fait savoir le ministre burkinabè.

À noter que, début décembre, le Niger a également instauré l'état d'urgence dans trois de ses départements, frontaliers avec le Burkina Faso, en raison, justement, de la recrudescence des attaques jihadistes.

Pour rappel, la France et le Burkina Faso ont convenu, le 17 décembre, de renforcer leur coopération militaire. « La France intervient en soutien du Burkina Faso dans ses efforts de lutte contre le terrorisme, y compris par un appui direct de la force Barkhane », avait alors rappelé Florence Parly, la ministre des Armées.

CAMEROUN

Rébellions

Crise anglophone au Cameroun : un militaire tué et mutilé à Bamenda

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 30 décembre 2018 à 11h07 | Par AFP

La ville de Bamenda, dans le nord-ouest du Cameroun. © Wikimedia Commons

Un caporal de l'armée camerounaise a été enlevé et tué dans la nuit de vendredi à samedi à Bamenda, chef-lieu du Nord-Ouest, l'une des deux régions anglophones du Cameroun confrontées à un conflit armé depuis plus d'un an, ont annoncé les autorités.

« Une vidéo d'une extrême barbarie circule en ce moment dans les réseaux sociaux. On y voit clairement un soldat de l'armée camerounaise torturé, puis exécuté de la manière la plus bestiale et sauvage », a écrit sur les réseaux sociaux le colonel Didier Badjeck, porte-parole de l'armée camerounaise.

Depuis vendredi soir, des coups de feu ont été entendus à Bamenda. Selon un témoin, il s'agissait d'échanges des tirs en l'air sporadiques. « Nous espérons que tous ceux qui agitent la confusion en exposant de manière calomnieuse de prétendues exactions commises par l'armée camerounaise, auront le courage de dénoncer cet acte abject et ignoble », a ajouté le colonel Badjeck.

Arrêt des poursuites contre 289 détenus de la crise anglophone

Dans un souci d'apaisement, le président camerounais Paul Biya a décidé il y a plus de dix jours d'arrêter les poursuites engagées contre 289 détenus de la crise anglophone, mais pour de nombreux observateurs cette mesure ne suffira pas à mettre fin au conflit. Dans le Nord-Ouest, le couvre-feu en vigueur depuis plusieurs semaines a été suspendu jusqu'au 3 janvier à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Dans les régions anglophones, les combats entre l'armée camerounaise et des combattants séparatistes anglophones sont réguliers. Les deux parties ont été pointées du doigt pour des entraves aux droits humains.

Depuis plus d'un an, des séparatistes ont pris les armes dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest anglophones du Cameroun pour en finir avec ce qu'ils estiment être « la marginalisation » de la minorité anglophone du pays.

Plus de 200 membres des forces de défense et de sécurité camerounaises ont perdu la vie dans ce conflit ainsi que plus de 500 civils, selon le groupe d'analyse International Crisis Group. Le nombre de séparatistes tués est inconnu. Ce conflit, qui n'a cessé de prendre de l'ampleur, a déjà forcé plus de 437.000 personnes à fuir leur domicile dans ces régions, selon l'ONU.

CENTRAFRIQUE

Rébellions

Les groupes armés centrafricains s'approvisionnent en armes et en munitions au Soudan

http://www.opex360.com/ Posté dans Afrique par Laurent Lagneau Le 03-01-2019

Lors d'un déplacement à Bangui, en décembre, la ministre française des Armées, Florence Parly, avait déclaré que Paris ne voyait « aucun obstacle de principe » pour lever définitivement l'embargo sur les armes décrété par les Nations unies. « Ce qui est important c'est que ces armes, dès lors qu'elles seront livrées aux forces armées centrafricaines, puissent être identifiées, stockées et tracées », avait-elle souligné.

En effet, la question d'une levée de cet embargo se pose étant donné que les différents groupes armés centrafricains, issus pour l'essentiel de l'ex-coalition rebelle de la Séléka, n'ont apparemment aucune difficulté pour se procurer des armes.

En outre, s'ils affirment, la main sur le cœur, qu'ils sont prêts à négocier un accord de paix avec le gouvernement centrafricain, ces mêmes groupes se gardent de mettre en œuvre la « moindre mesure concrète sur la voie du désarmement », souligne ainsi le dernier rapport du groupe d'experts des Nations unies sur la Centrafrique.

« Les chefs de l'ex-Séléka manifestent une opposition de plus en plus farouche au Gouvernement dans le contexte du redéploiement des Forces armées centrafricaines (FACA) dans leurs zones d'influence. Ils estiment que le redéploiement dans ces zones ne devrait avoir lieu qu'après signature d'un accord global », est-il expliqué dans le document.

En effet, ces groupes armés, qui continuent de semer le chaos et la désolation, n'ont nullement l'intention de voir leurs « intérêts économiques contrariés de quelque manière que ce soit » et de se retirer de régions où ils peuvent profiter de la manne que constitue l'exploitation des ressources naturelles.

Aussi, avance le rapport, « soucieux de consolider leur position militaire en prélude au dialogue et de se préparer à d'éventuels affrontements avec les forces nationales de défense et de sécurité, les groupes de l'ex-Séléka ont continué de se procurer des armes. »

Pour cela, ces groupes armés ne manquent pas de moyens. La production de pierres précieuses en est un exemple. Entre janvier et septembre 2018, la Centrafrique a exporté 9.228 carats de diamants bruts provenant de cinq sous-préfectures déclarées conformes dans le cadre du Processus de Kimberley [mis en place en 2003 pour mettre un terme au commerce international des « diamants du sang », ndlr]. Or, selon une étude réalisée en 2017, la production annuelle du pays est évaluée à 330.00 carats… Il n'est guère difficile de comprendre où va la différence…

Ainsi, parmi les groupes issus de l'ex-Séléka, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique [FPRC, du chef de guerre Nourredine Adam] et l'Union pour la Paix en Centrafrique [UPC, dirigé par Ali Darrass] vont se fournir en armes au Soudan.

« Devant l'intensification de l'entraînement, du réarmement et du déploiement des FACA et des forces de sécurité intérieures, et faute d'un accord politique déterminant les conditions de l'intégration des groupes armés aux forces de défense et de sécurité nationales, l'ex-Séléka

considère qu'elle doit continuer de renforcer ses propres moyens militaires », explique le rapport des experts de l'ONU.

Et ces derniers ont donc constaté un « afflux d'armes en provenance du Soudan ». Et, depuis janvier 2018, « il est de plus en plus fréquent de voir des combattants de l'UPC et du FPRC armés de pistolets et de fusils d'assaut de type AK, ainsi que de lance-roquettes et de mitrailleuses montés sur leurs véhicules », avancent-ils.

Cadre militaire du FPRC, Abdoulaye Hissène, par ailleurs jugé par contumace à Bangui en juillet dernier, joue un rôle essentiel dans cet approvisionnement en armes, lesquelles viennent du Darfour.

« Les trafiquants soudanais ont profité de la campagne de collecte d'armes du Gouvernement soudanais au Darfour pour amasser les armes et les munitions de combattants soudanais et les revendre à l'ex-Séléka. Le Groupe d'experts a appris qu'en avril 2018, l'UPC avait, à travers Abdoulaye Hissène, conclu un marché pour se procurer des armes soudanaises, dont 200 fusils d'assaut de type AK, six mitrailleuses et 25.000 cartouches », lit-on dans le rapport.

Pour des mitrailleuses [le nombre n'est pas précisé, ndlr] et cinq camionnettes à plateau armées, l'UPC aurait ainsi déboursé une avance de 77.500 dollars et lui resterait encore 87.000 dollars à verser.

Dans un précédent rapport, le Groupe d'experts avait évoqué le rôle tenu par un certain Moussa Assimeh pour le recrutement et l'entrée en Centrafrique de combattants et d'armes en provenance du Soudan, pour le compte du FPRC. Or, ce même Moussa Assimeh « se serait trouvé à Bambari en avril 2018 pour livrer le matériel et recevoir le règlement de son marché avec l'UPC », indique le document, lequel cite aussi le nom de « Musa Hilal », un chef de milice arabe « notoire » au Darfour qui serait « des principaux fournisseurs d'armes en provenance du Soudan ».

L'ironie de cette affaire est que la capitale soudanaise, Khartoum, a accueilli des pourparlers de paix entre certains groupes armés et le gouvernement centrafricain, dans le cadre d'une médiation russe…

CONGO

Diplomatie

Anticipant des troubles à Kinshasa, les États-Unis ont envoyé 80 militaires au Gabon

http://www.opex360.com/ Posté dans Afrique, Forces terrestres par Laurent Lagneau Le 05-01-2019

Qui succédera à Joseph Kabila, l'actuel président de la République démocratique du Congo [RDC], en fonction depuis 2001? On devrait bientôt le savoir, les résultats des élections présidentielles et législatives organisées le 30 décembre devant être théoriquement connus le 6 janvier.

Reporté à plusieurs reprises depuis 2016, ce scrutin présidentiel pourrait permettre une alternance démocratique à la tête de la RDC. Une première depuis 1960. Mais à la condition, toutefois, que ses résultats ne soient pas contestés. Or, rien n'est moins sûr… Depuis la tenue de ces élections, Internet a été coupé durant le dépouillement, de même que l'accès à certains médias.

A priori, et d'après la Conférence épiscopale congolaise [Cenco], le candidat de la coalition Lamyuka [opposition], Martin Fayulu, ferait la course en tête. Ce que conteste le Front commun pour le Congo [FCC], qui soutient Emmanuel Ramazani Shadary, considéré comme étant le « dauphin » de M. Kabila.

« Ces élections ont permis l'expression de la volonté souveraine du peuple congolais. Les résultats qui seront proclamés devront être conformes au vote du peuple congolais », a ainsi prévenu François Delattre, le représentant de la France auprès des Nations unis, lors d'une réunion du Conseil de sécurité dédiée à la RDC.

Aussi, étant donné que des troubles post-électoraux ne sont pas à exclure, le président Trump a pris les devants en décidant l'envoi de 80 militaires à Libreville, au Gabon. •Équipés du « matériel de combat approprié » et bénéficiant d'une soutien aérien, leur mission sera de se tenir prêts à intervenir pour protéger les emprises diplomatiques et les ressortissants américaine à Kinshasa dans le cas où il y aurait une flambée de violences à l'issue de la publication des résultats de ces élections, est-il expliqué dans la lettre envoyée par le chef de la Maison Blanche au Congrès.

La présence de ce contingent américain, dont il n'est pas exclu qu'il puisse être renforcé en cas de besoin, devrait « jusqu'à ce que la situation en matière de sécurité en République démocratique du Congo devienne telle qu'elle ne sera plus nécessaire », a précisé M. Trump.

Les militaires américains ne sont pas en territoire inconnu au Gabon étant donné que, au cours de ces dernières années, ils y ont mené plusieurs exercices et actions de formation au profit des forces gabonaises, via l'US AFRICOM.

La France a déjà une présence militaire au Gabon, avec le 6e Bataillon d'Infanterie de Marine [BIMa] et les éléments Air 470 [EA 470]. La mission des Éléments français au Gabon [EFG], qui comptent 350 militaires, est d'assurer la défense des intérêts et des citoyens français, d'appuyer les déploiements opérationnels et de contribuer à la coopération militaire régionale.

GABON

Défense

Au Gabon, les préparatifs pour Obangame Express vont bon train

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 02.01.2019 Par Philippe Chapleau

Dans la base navale de Port-Gentil, au Gabon, des *Seabees* du *Naval Mobile Construction Battalion* (NMCB) n°1 et des sapeurs gabonais, construisent depuis novembre un Centre d'opérations maritimes (MOC). Le NMCB-1, créé en 1942, intervient dans l'AoR de la 6e Flotte.

La construction de ce MOC s'inscrit dans le cadre des préparatifs de l'exercise *Obangame Express* qui aura lieu en mars prochain . *Obangame Express* (un terme Fang qui signifie "ensemble") est organisé par les US Naval Forces Africa (NAVAF), au profit d'une vingtaine de pays du golfe de Guinée (photos US Navy Andrew Ruehl). Plusieurs pays occidentaux dont la France et le Canada participent aussi à ce type d'entraînement.

Une partie de l'exercice aura lieu au large de Lagos (Nigeria) du 8 au 20 mars. A cet effet, le Sealift Command a lancé le 20 décembre, un appel d'offres pour louer un navire de 60 de long (max). Ce navire servira lors des exercices d'arraisonnement et de contrôle.

MALI

Attentats

Mali: 37 morts dans l'attaque d'un village peul

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 02/01/2019 00:46 CET | Actualisé il y a 9 heures Le HuffPost avec AFP

"Outre les 37 morts enregistrés, tous des civils, le bilan fait état de plusieurs blessés et de nombreuses habitations incendiées", a indiqué le gouvernement.

MICHELE CATTANI via Getty Images Manifestation du Mouvement Peul et alliés pour la paix à Bamako en juin 2018.

INTERNATIONAL - Triste réveillon. Le Mali a entamé l'année 2019 avec une attaque meurtrière dans le centre, où 37 habitants d'un village peul ont été tués mardi 1er janvier dans une attaque de chasseurs traditionnels, alors que les autorités ont engagé un dialogue intercommunautaire pour renforcer la paix et la sécurité dans la région.

Le gouvernement "informe l'opinion nationale et internationale d'une attaque ayant fait 37 morts sur le village peul de Koulogon, commune de Koulogon Habé, dans le cercle de Bankass (région de Mopti, centre)", dans un communiqué officiel mardi soir.

Des "hommes armés habillés en tenue de chasseurs traditionnels dozos" ont mené cette attaque. "Outre les 37 morts enregistrés, tous des civils, le bilan fait état de plusieurs blessés et de nombreuses habitations incendiées", selon ce communiqué.

Un précédent bilan établi par Karim Keïta, fils du chef de l'Etat malien Ibrahima Boubacar Keïta, également député et président de la commission Défense de l'Assemblée nationale, et une source de sécurité avait fait état de 33 Peuls tués lors de cette attaque.

L'assaut avait également été attribué à des chasseurs de la communauté Dogon par la même source de sécurité et un témoin. Les chasseurs traditionnels, dits "dozos", reconnaissables à leur tenue et à leurs fétiches, prétendent protéger les Dogons contre les Peuls, alors que le conflit entre les deux communautés s'est exacerbé, dans le contexte de la lutte contre les jihadistes.

"C'est une milice dozo qui nous a attaqués tôt ce matin. Ils étaient tous armés, habillés en tenue dozo. Notre chef de village Moussa Diallo a trouvé la mort dans cette attaque, ainsi que des membres de sa famille, dont une fillette et des vieilles femmes", a témoigné à l'AFP Allaye Yattara, un éleveur peul du village.

"Nous condamnons cet acte criminel"

"Nous avons eu la vie sauve parce que nous étions sortis très tôt pour conduire les animaux. Ce sont les coups de feu qui nous ont fait rebrousser chemin", a-t-il ajouté. Dans son communiqué, le gouvernement a assuré que "les auteurs des crimes seront punis avec toute la rigueur de la loi" et il a appelé "l'ensemble des communautés de la zone centre au calme".

D'après le gouvernement, cette attaque survient "alors que les plus hautes autorités du Mali ont entrepris de créer les conditions d'un dialogue intercommunautaire fécond, dans le but d'instaurer durablement la cohésion et la paix" dans la région.

Elle intervient aussi après la visite les 21 et 22 décembre du Premier ministre malien Soumeylou Boubeye Maïga à Mopti. Ce dernier avait ensuite annoncé que le gouvernement allait "renforcer les capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité dans la région".

"Seule l'enquête nous permettra de connaître les raisons (de cette attaque). Nous condamnons cet acte criminel", avait souligné Karim Keïta, qui a précisé avoir rendu visite mardi à des blessés dans un hôpital de Mopti, ville où il avait passé le réveillon en compagnie de militaires maliens. "C'est vraiment consternant de débuter l'année par une telle attaque. Nous sommes venus nous réjouir aux côtés de nos forces de défense et de sécurité et voilà que cet événement tragique survient ce matin", a dénoncé Karim Keïta.

Plus de 500 morts en 2018

Depuis l'apparition il y a quatre ans dans le centre du Mali du groupe jihadiste du prédicateur peul Amadou Koufa, les violences se multiplient entre les Peuls, traditionnellement éleveurs, et les ethnies bambara et dogon, pratiquant majoritairement l'agriculture. Ces violences intercommunautaires ont fait plus de 500 morts civils en 2018, selon l'ONU.

Les Peuls dénoncent des exactions de la part de groupes de chasseurs, tolérées voire encouragées selon eux au nom de la lutte contre les jihadistes, par les autorités ou l'armée, ce que dément le gouvernement.

Amadou Koufa a été tué fin novembre dans une opération militaire française soutenue par l'armée malienne, selon Paris et Bamako. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, à la faveur de la déroute de l'armée face à la rébellion à dominante touareg, d'abord alliée à ces groupes qui l'ont ensuite évincée.

Les jihadistes ont été en grande partie chassés du nord du Mali ou dispersés à la suite du lancement en janvier 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire, qui se poursuit actuellement.

Cependant, les violences jihadistes ont non seulement persisté, mais se sont propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits intercommunautaires.

Justice

Mali : sept arrestations après le massacre de 37 personnes dans un village peul

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 02 janvier 2019 à 21h32 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 03 janvier 2019 à 08h25

Des Casques bleus tchadiens à Aguelhoc, dans le nord-est du Mali, en janvier 2014. © REUTERS/Stringer

Le gouvernement malien a annoncé mercredi soir l'arrestation de sept "suspects" au lendemain du massacre de 37 habitants d'un village peul et promis des "opérations de grande envergure", alors que Paris appelait Bamako à une "réaction forte".

« Suite au massacre du 1er janvier 2019 dans le village de Koulogon, dans le cercle de Bankass (centre), une mission des Forces armées maliennes (Famas) a été dépêchée sur les lieux. Elle y a

interpellé sept suspects », a indiqué dans un communiqué le ministère de la Sécurité et de la Protection civile.

Mercredi matin, la même mission s'est rendue dans le village de Bobosso, proche de la frontière avec le Burkina Faso, où des « individus armés ont brûlé des cases », selon la même source.

Un « assaillant » a été tué et 24 personnes interpellées lors de cette seconde opération, précise le ministère, selon qui des « opérations de grande envergure » sont en préparation avec le ministère de la Défense afin de « mettre hors d'état de nuire tous les fauteurs de trouble » dans cette région où le conflit entre les communautés dogons et peules s'est exacerbé dans un contexte de lutte contre les jihadistes.

Sécuriser le centre

L'attaque du jour à Koulogon a été attribuée par les autorités à des « hommes armés habillés en tenue de chasseurs traditionnels dozos », reconnaissables à leur tenue et à leurs fétiches, qui prétendent protéger les Dogons contre les Peuls.

Le Premier ministre, Soumeylou Boubeye Maïga, qui a fait de la sécurisation du centre l'une de ses priorités, a fait part de sa « consternation » sur Twitter. « Nous traquerons les auteurs de ces actes ignobles », a-t-il promis.

« La France est préoccupée par l'augmentation des meurtres et violences graves à l'encontre des civils dans le centre du Mali depuis quelques mois, qui a connu un nouveau pic hier (mardi) avec plusieurs dizaines de morts », a fait savoir mercredi le ministère français des Affaires étrangères.

Paris « appelle à une réaction forte des autorités maliennes pour que ces crimes fassent l'objet sans délai d'enquêtes et que leurs auteurs soient poursuivis et sanctionnés », a ajouté le quai d'Orsay, en prônant une « approche associant action judiciaire, prévention de nouvelles violations des droits de l'Homme et désarmement de toutes les milices, comme le gouvernement s'y est engagé ».

Dans un communiqué, le groupe d'autodéfense affilié aux chasseurs dozo Dan Nan Ambassagou a « condamné cet acte barbare » mercredi et affirmé que ses combattants n'étaient « ni de loin, ni de près impliqués » dans l'attaque contre le village de Koulogon.

Terrorisme

Mali: Un journaliste enlevé par des djihadistes

Accueil Monde 20 Minutes avec AFP Publié le 29/12/18 à 13h24 — Mis à jour le 29/12/18 à 13h25

RAPT Un journaliste malien a été enlevé par des djihadistes présumés, une première depuis le début de la crise dans le nord du pays en 2012…

Un soldat patrouille au Mali. — *SIPA*

Introuvable. « Issiaka Tamboura, directeur de publication de l'hebdomadaire *Soft*, a été enlevé jeudi par des djihadistes armés entre les localités de Boni et de Nokara et conduit vers une destination inconnue », a déclaré un membre de sa famille, contacté par téléphone.

Salif Diarrah @salifdiarrah

Selon le gouverneur, après l'enquête préliminaire la thèse de l'enlèvement est confirmée. C'est donc officiel, Issiaka Tamboura a été enlevé.#Mali #Freepress

4

15:55 - 29 déc. 2018

Le journaliste conduisait une voiture, était seul et détenait sa carte de presse au moment de son rapt, selon la même source. Il faisait souvent état des « exactions » des djihadistes dans le centre du Mali, a indiqué un autre membre de sa famille.

Le véhicule à bord duquel le journaliste a été enlevé aurait été retrouvé samedi au pied d'une colline dans le centre du Mali mais aucun des trois téléphones qui étaient en sa possession ne répondait, a affirmé une source de sécurité malienne.

« Nous sommes très inquiets »

L'enlèvement d'Issiaka Tamboura par « des hommes armés » a été confirmé par la Maison de la presse de Bamako, qui regroupe plusieurs associations de journalistes maliens.

« Nous sommes très inquiets. Depuis le début de la crise malienne, des journalistes maliens ont été molestés, intimidés mais c'est la première fois qu'un journaliste malien est enlevé. Nous demandons sa libération immédiate », a déclaré à l'AFP Alexis Kalembry, un responsable de la Maison de la presse.

Le Mali occupe la 115e place dans le classement mondial de la liberté de presse 2018 établi par l'ONG Reporters Sans Frontières.

MAROC

Immigration

Migrants. Un réseau de passeurs démantelé dans le nord du Maroc

Accueil Monde Migrants https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 03/01/2019 à 14h00

Sur cette photo prise le 26 juillet 2018, des migrants attendent d'être transférés à leur arrivée au port de Tarifa après le sauvetage de leur bateau pneumatique par les garde-côtes (illustration). | JORGE GUERRERO, AFP.

Avec plus de 56 000 arrivées sur les côtes espagnoles cette année, la route migratoire maritime entre le Maroc et l'Espagne est à présent « la plus fréquentée », d'après l'Organisation internationale des migrations (OIM).

La police marocaine a annoncé ce jeudi le démantèlement, dans la région de Tanger (nord), d'un **« réseau criminel impliqué dans l'organisation d'opérations d'émigration clandestine »** vers l'Espagne.

Les investigations ont conduit à l'arrestation de quatre personnes dont le **« propriétaire d'une maison dans laquelle se trouvaient 17 candidats (à l'émigration), parmi lesquels 14 Algériens »**, selon un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Des passeports, des gilets de sauvetage, des sommes d'argent en devise nationale et européenne ainsi que deux voitures ont été saisis, a précisé la police marocaine.

68 000 tentatives d'immigration clandestine

Cette opération intervient au lendemain de la mise en échec, dans la région de Salé (ouest), d'une **« tentative d'émigration illégale »** impliquant 89 candidats marocains, et de l'arrestation de trois passeurs présumés, selon la DGSN.

Le Maroc a stoppé 68 000 tentatives d'immigration clandestine et démantelé 122 **« réseaux criminels actifs »** entre janvier et fin septembre, selon un bilan officiel.

Terrorisme

Attentat au Maroc : un Suisse arrêté en lien avec le meurtre des deux touristes scandinaves

Sécurité https://www.jeuneafrique.com/ 30 décembre 2018 à 10h24 | Par AFP

Un homme du Bureau central des investigations judiciaires (BCIJ), le «FBI marocain », en octobre 2017 à Rabat. © DR / Image mise à disposition par le BCIJ

Un Suisse installé au Maroc a été arrêté samedi à Marrakech (centre) pour son lien présumé avec certains suspects dans le récent meurtre de deux jeunes randonneuses scandinaves dans le sud du Maroc, a annoncé le Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ).

L'homme, « imprégné de l'idéologie extrémiste » et portant également la nationalité espagnole, est « soupçonné d'avoir appris à certaines personnes interpellées dans cette affaire les outils de communication issus des nouvelles technologies et de les avoir entraînées au tir », a ajouté le BCIJ dans un communiqué.

L'enquête révèle son « adhésion à des opérations de recrutement et d'embrigadement de citoyens marocains et subsahariens pour exécuter des plans terroristes au Maroc », a précisé l'unité en charge de la lutte antiterroriste dans le royaume.

Louisa Vesterager Jespersen, une étudiante danoise de 24 ans, et son amie Maren Ueland, une Norvégienne de 28 ans, ont été tuées dans la nuit du 16 au 17 décembre dans le sud du Maroc, où elles passaient des vacances.

Leurs corps ont été découverts sur un site isolé du Haut-Atlas, dans un secteur prisé des amateurs de marche. Les deux victimes ont été décapitées.

18 personnes arrêtées en lien avec le double homicide

Les autorités marocaines ont déjà arrêté 18 personnes pour leurs liens présumés avec ce double homicide qualifié de « terroriste » par Rabat.

Les quatre principaux auteurs présumés, interpellés à Marrakech les jours suivant le double meurtre, appartenaient à une cellule inspirée par l'idéologie du groupe État islamique (EI) mais

« sans contact » avec ses cadres en Syrie ou en Irak, avait déclaré lundi à l'AFP le chef de l'antiterrorisme marocain Abdelhak Khiam.

L'un d'eux, Abdessamad Ejjoud, un marchand ambulant de 25 ans, est soupçonné par les enquêteurs d'être le chef de cette « cellule terroriste ».

C'est lui que l'on voit parler dans une vidéo tournée une semaine avant le meurtre, dans laquelle les quatre principaux suspects prêtent allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi, le chef de l'EI.

L'affaire a suscité une vive émotion en Norvège, au Danemark mais aussi au Maroc, où une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, montrant l'exécution d'une des deux victimes, a mis le pays en émoi. La vidéo est considérée comme authentique par les autorités marocaines, selon une source proche de l'enquête.

Épargné jusqu'ici par les attentats de l'EI, le royaume – qui revendique une politique très active en matière de lutte antiterroriste – avait été meurtri par des attaques à Casablanca (33 morts en 2003) et à Marrakech (17 morts en 2011).

NIGER

Opérations

280 membres de Boko Haram auraient été "neutralisés" par les Nigériens

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.01.2019 Par Philippe Chapleau

Un bilan à confirmer, tout comme une éventuelle aide des alliés du Niger (Tchad, France ?):

Dans un communiqué de mercredi soir, le ministère de la Défense du Niger a annoncé que "plus de 200 terroristes (ont été) mis hors d'état de nuire, 87 neutralisés et une importante quantité de matériel récupéré par les FAN"

Selon ce communiqué, les opérations ont été lancées le 28 décembre "dans le cadre de la lutte contre le groupe terroriste Boko haram". Elles se sont déroulées le long de la rivière Komadougou et sur les iles du Lac Tchad.

Le ministère a communiqué un bilan qui fait état "d'actions combinées des troupes au sol et de l'aviation".

A la date du 2 janvier 2019 le bilan serait le suivant :

"- Côté ennemi :
• Plus de 200 terroristes mis hors d'état de nuire suite aux frappes aériennes ;
• 87 terroristes neutralisés par les troupes au sol ;
• 8 pirogues détruites ;
• Une importante quantité de matériel et produits divers récupérés à savoir : - 3 véhicules dont celui de la société FORACO enlevé à Toumour le 22 novembre 2018 ; - 2 mitrailleuses, 2 lance-roquettes RPG7, plusieurs armes individuelles de type AK47; - plus de 2000 cartouches de tous calibres; - 8 téléphones portables; - Et des lots de produits pharmaceutiques dont des psychotropes ;

- Côté amis :
• aucune perte, ni en vie humaine ni en matériel n'est à déplorer".

Crash au Nigeria.

Les forces du Nigeria sont aussi engagées dans des combats contre Boko Haram dans la région de Baga, près du Lac Tchad. Cette ville a été capturé la semaine dernière par Boko Haram qui a aussi pris le contrôle de trois autres bourgades en début de semaine. Selon des sources locales, les assaillants seraient des combattants du groupe de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), une faction de Boko Haram.

Par ailleurs, on a appris que les forces armées du Nigeria ont perdu un hélicoptère dans la nuit de mercredi à jeudi alors qu'il menait une opération de soutien au 145e bataillon déployé à Damasak dans l'Etat de Borno, à une trentaine de kilomètres au sud de la ville de Diffa (Niger).

NIGÉRIA

Terrorisme

Nigeria: Boko Haram attaque deux bases de l'armée et tue un officier

RFI 28 décembre 2018

Nigeria: Boko Haram attaque deux bases de l'armée et tue un officier

Une attaque du groupe terroriste Boko Haram dans le nord-est du Nigeria a causé la mort d'un officier de la marine dans la nuit de mercredi à jeudi. Cette offensive s'est déroulée seulement deux jours après une attaque qui avait causé la mort d'au moins 13 soldats de l'armée nigériane dans cet Etat du Borno.

C'est à Baga, à la frontière avec le Tchad, que les combattants jihadistes de Boko Haram ont, pendant des heures, tenté de prendre d'assaut un poste du MNJTF, la Force multinationale mixte composée de soldats Camerounais, Tchadiens, Nigériens, et Nigérians.

Les assaillants se sont emparés de « *camions militaires, de munitions et de nombreux lance-roquettes de la base* », indique une source citée par l'AFP, avant de retourner en brousse.

En parallèle, une base navale de l'armée nigériane était attaquée à quelques kilomètres de là. Un officier nigérian est décédé lors de cette attaque, a révélé le porte-parole de l'armée.

Dans l'Etat du Borno, la menace terroriste continue de prendre de l'ampleur et l'armée nigériane est régulièrement la cible du groupe jihadiste. Mercredi dernier, une dizaine de soldats avaient péri lors d'une embuscade dans cette même province.

En 2015 déjà, la ville de Baga avait été envahie par Boko Haram et plusieurs centaines de personnes avaient perdu la vie et des milliers d'autres avaient fui.

SOMALIE

Diplomatie

Somalie : l'émissaire de l'ONU prié de quitter le pays pour « ingérence délibérée »

Diplomatie https://www.jeuneafrique.com/ 02 janvier 2019 à 08h53 | Par Jeune Afrique Mis à jour le 02 janvier 2019 à 08h58

L'ancien Premier ministre portugais et candidat à la succession de Ban Ki-moon, Antonio Guterres, lors de son audition par États membres de l'ONU, le 12 avril 2016. © Richard Drew/AP/SIPA

Le gouvernement somalien a ordonné à Nicholas Haysom, l'émissaire des Nations unies pour ce pays de quitter le territoire, en l'accusant d'«ingérence délibérée» dans sa «souveraineté».

Cette décision survient quelques jours après que ce responsable, Nicholas Haysom, eut exprimé son inquiétude face aux actions des services de sécurité somaliens, soutenus par l'ONU, dans des violences récentes qui ont fait plusieurs morts.

« Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour la Somalie, Nicholas Haysom, n'est plus le bienvenu en Somalie et ne peut plus travailler dans le pays », a déclaré mardi soir le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Nommé en septembre 2018

La mission de l'ONU en Somalie n'a pas réagi dans l'immédiat à cette décision. Nicholas Haysom, un avocat sud-africain et diplomate expérimenté, a été nommé à ce poste en septembre 2018. Il était auparavant émissaire des Nations unies pour le Soudan et le Soudan du Sud.

Les forces de sécurité somaliennes ont été utilisées pour mettre fin à trois jours de manifestations dans la ville de Baïdoa (sud-ouest), du 13 au 15 décembre, au cours desquelles quinze personnes sont été tuées et quelque 300 autres arrêtées, selon l'ONU.

Trois de manifestations en faveur d'un ancien jihadiste

Les manifestants protestaient contre l'arrestation d'un ancien jihadiste briguant la présidence de leur région, Muktar Robow, accusé par le gouvernement d'avoir « organisé une milice » à Baïdoa afin d'y « saper la stabilité » et de n'avoir « jamais renoncé à ses idéologies extrémistes ».

La mission onusienne en Somalie est chargée de soutenir les efforts de paix et de renforcer les institutions gouvernementales dans ce pays ravagé par des décennies de guerre civile. A ce titre, les Nations unies aident les forces de police, notamment en finançant leur logistique, leurs uniformes, leur entraînement ou encore sous forme de soutien salarial. Cette mission doit faire face à des attaques fréquentes.

TCHAD

Défense

Armée : le Tchad va recruter 3 000 soldats

Politique Politique publique Par La Tribune Afrique | 29/12/2018, 12:53

(Crédits : Reuters)

Le processus de recrutement sera lancé dès le 1er janvier 2019. Quelques 3.000 soldats devraient venir grossir les rangs de l'armée tchadienne que l'Etat a décidé de renforcer. Essentiellement des agents administratifs, ces nouveaux effectifs devraient permettre de prendre en considération l'intense activité opérationnelle notamment face au terrorisme mais aussi pour contrer à la rébellion dans le Tibesti, dans l'extrême nord du pays

La mesure a été glissée dans le projet de budget 2019 adopté ce vendredi 28 décembre 2018. Après l'adoption par l'Assemblée nationale, Allali Mahamat Abaka, le ministre tchadien des Finances et du Budget, a annoncé que le nouveau budget autorise un nouveau recrutement de 3.000 soldats pour rejoindre les effectifs de l''Armée nationale tchadienne.

Dans le détail, les nouvelles ressources humaines seront essentiellement affectées à des missions administratives, techniques ou de coordination. Sans aller jusqu'à expliquer les raisons,

ce nouveau recrutement, qui sera lancé dès le 1er janvier 2019, envisage d'enrôler, un effectif de 2 521 agents au ministère en charge de la Défense nationale et de 445 agents au ministère en charge de la Sécurité publique pour le compte de la Garde nationale.

Les nouvelles recrues viendront grossir les rangs d'une armée qui compte un peu plus de 30.000 hommes actifs, selon l'indice du Global Fire Power 2018 qui classe le Tchad au 94ème rang mondial. Alors que le pays fait face à une crise économique qui avait nécessité cette année, le rabotage de l'administration et des salaires des fonctionnaires, ce nouveau recrutement, même léger risque d'alourdir la masse salariale d'autant que l'armée aspire 4% du PIB.

Intensité opérationnelle contre le terrorisme, la rébellion et les trafics

Ce nouveau recrutement dans l'armée pourrait aussi trouver sa justification dans la volonté de l'Etat tchadien de renforcer l'intense activité opérationnelle. Les 135,5 millions de dollars octroyés par les Etats-Unis aux forces de sécurité nationales entre 2015 et 2017, les promesses de soutien de la France lors de la visite de Macron à Noël et même le rapprochement sécuritaire avec Israël entre dans cet objectif.

Active au Sahel et dans la lutte contre Boko Haram aux frontières Nigeria et du Cameroun, l'armée tchadienne est engagée sur tous les fronts. Sur le front intérieur, elle doit également se frotter à des rebelles tchadiens venus de Libye et des insurgés dans les régions de l'extrême-nord du Tchad, le Borkou-Ennedi-Tibesti, les fiefs de l'ethnie Toubou. Sans compter que les forces nationales tchadiennes doivent également faire face à des trafics en tout genre entre le Tchad, le Soudan, le Niger et la Libye

Politique

Tchad : Idriss Déby Itno annonce la tenue d'élections législatives et municipales

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 01 janvier 2019 à 14h21 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 02 janvier 2019 à 09h58

Le président tchadien Idriss Deby Itno lors d'une conférence de presse avec la chancelière allemande Angela Merkel à Berlin, le 12 octobre 2016. © Markus Schreiber/AP/SIPA

Le président tchadien Idriss Déby Itno a annoncé lundi 31 décembre que des élections législatives et municipales, plusieurs fois repoussées depuis deux ans, auraient lieu « avant la fin du premier semestre » 2019.

"L'année 2019 sera marquée par la tenue des élections législatives et communales", a déclaré le président tchadien Idriss Déby Itno lors de ses voeux de Nouvel An. Les dernières législatives ont eu lieu en 2011. La troisième législature à l'Assemblée aurait dû se terminer le 21 juin 2015, mais une loi constitutionnelle l'a prolongée.

"Il n'appartient pas au président de la République du Tchad de fixer les dates des élections. C'est la Commission électorale nationale indépendante (CENI) – qui doit dans le meilleur des cas être mise en place mi-janvier – qui pourra dire la date des élections, conformément au code électoral", a réagi l'opposant Saleh Kebzabo.

Le 23 décembre, lors de sa visite au Tchad, le président français Emmanuel Macron avait promis d'aider financièrement le pays à organiser les scrutins. Idriss Déby espère obtenir 30 milliards de francs CFA (plus de 45 millions d'euros) auprès de la communauté internationale pour ces élections.

« Une année charnière » pour structurer l'économie

Idriss Déby espère également une sortie de crise de l'économie tchadienne, toujours marquée par la chute du prix du baril de pétrole en 2014 et les mesures d'austérité prises par le gouvernement tchadien en 2016.

"L'année qui commence sera une année charnière pour la bataille de la transformation structurelle de notre économie", selon le président tchadien, qui fait référence au plan de diversification de l'économie reposant "sur l'agriculture et l'élevage".

Le président tchadien a aussi promis que l'accord avec les travailleurs du secteur public, qui a mis fin à cinq mois de grève, "sera respecté". Signé fin octobre, l'accord prévoit de maintenir à 65% de leur niveau le montant des primes et indemnités de salaires des fonctionnaires. Elles auraient dû être réduites de 50% après des mesures d'austérité.

"D'autres actions visant à améliorer davantage les conditions de vie et de travail seront envisagées au fur et à mesure que s'estomperont les effets de la conjoncture", a ajouté Idriss Déby. "Le discours brille par son manque de chiffre, au niveau des données économiques. Le pays s'enfonce plutôt dans la misère", a estimé Saleh Kebzabo.

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Défense

Le président Bolsonaro se dit ouvert à l'implantation d'une base militaire américaine au Brésil

http://www.opex360.com/ Posté dans Amériques, Diplomatie par Laurent Lagneau Le 04-01-2019

Quand il était encore le chef du Pentagone, James Mattis avait estimé que l'influence grandissante de la Chine et de la Russie en Amérique du Sud était de nature à troubler la stabilité régionale. D'où son intérêt pour cette partie du monde. Intérêt qui se traduisit par une série de déplacements au Chili, au Brésil, en Argentine et en Colombie, afin de plaider pour un renforcement des liens militaires avec les États-Unis.

Signe de cet intérêt, l'US Air Force ne lésina pas sur les moyens en envoyant, en avril dernier, à Santiago du Chili où était organisé le 20e salon de l'aéronautique et de l'espace, des F-22A Raptor, deux F-35 Ligthning II, un B-52 Stratofortress ainsi qu'un C-17 Globemaster III. Par ailleurs, en juillet, la force aérienne colombienne participa à l'exercice Red Flag et des F-16 américains furent envoyés au Brésil pour les manœuvres aériennes Cruzex 18 [voir photo ci-dessus]. Enfin, le navire hôpital USNS Comfort fut envoyé en Colombie au titre d'une aide humanitaire apportée aux migrants vénézuéliens.

« Nous considérons l'Amérique latine comme notre voisin. Certaines personnes disent que nous n'y prêtons pas beaucoup attention. Ce n'est certainement pas le cas dans l'armée », avait affirmé M. Mattis. Même si ce dernier a depuis quitté ses fonctions, la politique qu'il a menée devrait se poursuivre.

Du moins, l'intérêt de Washington pour le continent sud-américain ne devrait pas être démenti. Ainsi, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, et le nouveau ministre brésilien des Affaires étrangères, ont parlé de la « nécessité de rétablir la démocratie au Venezuela, à Cuba et

au Nicaragua dans le cadre d'un effort conjoint contre les régimes autoritaires en Amérique latine. »

« Tout ce que nous pouvons faire dans le cadre de la loi, de la démocratie, contre ces pays [Cuba et le Venezuela, ndlr], nous le ferons », a en outre affirmé Jair Bolsonaro, le nouveau président brésilien, surnommé le « Trump des tropiques ». Durant la campagne électorale, il s'en était pris au premier partenaire commercial de son pays, à savoir la Chine, en l'accusant de vouloir « acheter le Brésil ». De quoi plaire au chef de la Maison Blanche.

Aussi, les États-Unis pourront s'appuyer sur le Brésil dans les années à venir. Y compris sur le plan militaire. Le 3 janvier, M. Bolsonaro s'est en effet dit prêt à discuter « à l'avenir » de l'implantation d'une base américaine au Brésil. « Selon ce qui pourrait se passer dans le monde, qui sait si nous aurons à discuter de cette question à l'avenir », a-t-il affirmé, dans un entretien donné à la chaîne SBT.

En outre, M. Bolsonaro a également fait part de sa « préoccupation » après les récentes manœuvres effectuées par le Venezuela et la Russie. Pour rappel, les forces aérospatiales russes avaient envoyé à Caracas deux bombardiers stratégiques Tu-160 « Blackjack ». Et il est prêté au gouvernement vénézuélien l'intention de permettre à Moscou de disposer d'une base militaire sur l'île de La Orchila, située à 2.000 kilomètres des États-Unis.

« Comme c'était prévu, la Russie a fait une manœuvre au Venezuela, nous savons quelle est l'intention du gouvernement de Maduro [le président vénézuélien, ndlr]. Le Brésil doit s'inquiéter à ce sujet », a commenté M. Bolsonaro. « Mon rapprochement avec les États-Unis est économique, mais il peut aussi être militaire », a-t-il ajouté.

Enfin, le nouveau président brésilien, qui est un ancien officier d'artillerie, a déploré l'état des forces armées brésiliennes, « abandonnées en raison d'une question politique », car « elles sont le dernier obstacle au socialisme ».

Cependant, ces dernières années, plusieurs programmes ont été lancés, que ce soit au niveau des sous-marins [avec Naval Group] et de l'aviation de combat [avec le suédois Saab]. Mais il est aussi vrai que les contraintes budgétaires [sans parler des affaires de corruption] n'ont pas aidé à accélérer la modernisation des forces brésiliennes.

Politique

Brésil. Le président d'extrême droite Jair Bolsonaro investi à la tête du pays

Accueil Monde Brésil https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 01/01/2019 à 22h11 Publié le 01/01/2019 à 18h29

Le président brésilien sortant, Michel Temer, remet l'écharpe présidentielle au nouveau président brésilien, Jair Bolsonaro, au Palais Planalto à Brasilia. | EVARISTO SA / AFP

Jair Bolsonaro a été investi président du Brésil, ce mardi 1er janvier. L'investiture a commencé sous très haute sécurité. Le candidat d'extrême droite, 63 ans, s'est fait élire avec 55 % des suffrages le 28 octobre.

Jair Bolsonaro a été intronisé ce mardi président du Brésil lors d'une cérémonie officielle à Brasilia, plus de deux mois après avoir remporté l'élection avec un programme d'extrême droite face à la gauche, à l'issue d'une campagne qui a divisé les Brésiliens.

Dans son premier discours de président, il a appelé à un **« pacte national »** pour **« libérer définitivement »** le Brésil **« du joug de la corruption, de la criminalité, de l'irresponsabilité économique et du carcan idéologique »**. Il a aussi préconisé **« un vrai pacte national entre la société et les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire »** lors de ce bref discours devant le Congrès à Brasilia, où il est devenu officiellement le 38e président de la première puissance d'Amérique Latine.

Le Président élu du Brésil, Jair Bolsonaro, fait signe au Congrès avant de prendre sa fonction de nouveau président du Brésil, à Brasilia, ce mardi 1er janvier. | NELSON ALMEIDA / AFP

L'ancien capitaine de l'armée a promis une rupture radicale avec des décennies de politique de gauche et de centre droit dans la première puissance d'Amérique latine, se présentant comme l'homme fort capable d'éradiquer la violence et la corruption endémiques au Brésil et de redresser l'économie.

Une série de réformes devrait rapidement être lancée

Avant de signer un registre officiel à la Chambre des Députés lors d'une cérémonie boycottée par la gauche, le président Bolsonaro a prêté serment, s'engageant à **« défendre et appliquer la Constitution »** tout en œuvrant pour **« l'Union, l'intégrité et l'indépendance du Brésil »**. Le vice-président, le général Hamilton Mourao, lui aussi investi mardi, a prêté le même serment.

Le nouveau président s'est ensuite rendu au Palais du Planalto, où il a reçu des mains de son prédécesseur Michel Temer l'écharpe présidentielle, une pièce de soie jaune et verte, sertie d'or et de diamants puis a prononcé un deuxième discours, devant le peuple. **« Aujourd'hui est un jour où le peuple commence à se libérer du socialisme et du politiquement correct »**. **« Ceci est notre bannière »**, a-t-il dit en agitant un drapeau brésilien, et **« elle ne sera jamais rouge »**, a ajouté Jair Bolsonaro, élu notamment grâce à un fort rejet du Parti des travailleurs (PT) de gauche qui a régné 13 ans. **« Nous allons rétablir l'ordre dans ce pays »**.

Le président brésilien sortant, Michel Temer, remet l'écharpe présidentielle au nouveau président brésilien, Jair Bolsonaro, au Palais Planalto à Brasilia. | EVARISTO SA / AFP

Jair Bolsonaro, dont la carrière politique se limite à 27 ans de députation sans autre relief que ses outrances verbales, n'a pas fait mystère de sa volonté de renverser la table pour sortir le Brésil de ses crises multiples. Lundi, il a déclaré à la chaîne Record TV qu'il allait **« mettre en place une politique totalement différente de ce qui a amené le Brésil à la corruption et à l'inefficacité »**. **« Nous avons l'intention de changer le destin de notre Brésil »**, a-t-il tweeté juste avant la cérémonie mardi, demandant au peuple **« son soutien indispensable »**.

Jair M. Bolsonaro

✔ @jairbolsonaro

- Palavras antes da posse!

- Um forte abraço a todos!

86,3 k

20:04 - 1 janv. 2019

Le capitaine de réserve devrait lancer au pas de course une série de réformes pour inaugurer son mandat de quatre ans à la tête de la première puissance d'Amérique latine, en remplacement du conservateur Michel Temer.

Premier chef d'État d'extrême droite jamais arrivé au pouvoir au Brésil par les urnes, Jair Bolsonaro a suscité énormément d'attentes avec ses promesses de redresser une économie atone et de mater la corruption et la violence qui désespèrent les 208 millions de Brésiliens.

Mais son arrivée à la tête du pays suscite aussi de nombreuses inquiétudes, notamment en matière de respect des valeurs démocratiques, des minorités, des alliances avec les partenaires traditionnels du Brésil et de protection de l'environnement.

Une investiture sous très haute sécurité

Son investiture a commencé sous très haute sécurité à Brasilia, où même les parapluies ont été interdits. L'impressionnant dispositif comprend outre de nombreux check-points pour la foule, un système antimissile, 20 avions de chasse mobilisés et la fermeture de l'espace aérien. **« Pour votre sécurité, des tireurs d'élite ont été placés à des endroits stratégiques, ainsi que des agents spécialisés en défense chimique, radiologique ou nucléaire »**, avertissaient des haut-parleurs placés sur des jeeps militaires circulant dans Brasilia.

Jair Bolsonaro a frôlé la mort lors d'un attentat à l'arme blanche en plein bain de foule le 6 septembre 2018 et a depuis limité les sorties publiques. Au moins 250 000 personnes venues de tout le pays étaient attendues sur l'Esplanade des ministères, un lieu emblématique où sont concentrés tous les pouvoirs de Brasilia, au cœur de la capitale futuriste sortie de l'imagination de l'architecte Oscar Niemeyer et de l'urbaniste Lucio Costa au début des années 1960.

Bolsonaro cible les LGBT dès les 1ères heures de son mandat

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 03/01/2019 01:38 CET | Actualisé il y a 1 heure Rédaction Le HuffPost avec AFP

Le mandat du nouveau président brésilien commence (très) fort.

ASSOCIATED PRESS Jair Bolsonaro lors de sa cérémonie d'investiture.

INTERNATIONAL - Il n'aura pas perdu de temps... Dès les premiers heures de son mandat, le nouveau président brésilien, Jair Bolsonaro, a signé deux décisions polémiques, l'une visant les LGBT et l'autre les territoires indigènes.

Dans une ordonnance publiée mardi 2 janvier au Journal officiel, le chef d'État a exclu des prérogatives de son nouveau ministère des Droits de l'homme les préoccupations liées aux personnes LGBT. Une disposition qui fait directement écho à son discours de la veille, au cours

duquel il a promis de se battre contre "l'idéologie de genre". Auprès d'Associated Press, l'activiste Symmy Larrat a indiqué qu'elle ne voyait "aucun signe indiquant qu'une structure gouvernementale s'occupera des questions relatives aux personnes LGBT".

Autre décision polémique, la démarcation de terres indigènes confiée au ministère de l'Agriculture. Le ministère aura sous sa responsabilité "la réforme agraire, la régularisation de la propriété dans les zones rurales (...) et les terres indigènes", indique l'ordonnance publiée au Journal Officiel.

Auparavant, l'attribution de ces territoires réservés aux peuples autochtones était régulée par la Fondation de l'Indien (Funai), organisme publique chapeauté jusqu'à présent par le ministère de la Justice.

Jair Bolsonaro a confié le portefeuille de l'Agriculture à Tereza Cristina da Costa, leader du groupe parlementaire "ruraliste", qui défend les intérêts de l'agrobusiness, soutien important du président lors de sa campagne. Pour les défenseurs de la cause indienne, ce transfert de compétences dans la démarcation des terres revient à livrer les territoires ancestraux à l'appétit vorace de l'agrobusiness.

"Vous avez vu? Le démantèlement a débuté. La Funai n'est plus responsable de l'identification, de la délimitation et de la démarcation des terres indigènes", a déploré sur Twitter la leader indienne Sonia Guajajara, candidate à la vice-présidence sur le ticket de Guilherme Boulos (extrême gauche).

Sonia Guajajara

✔ @GuajajaraSonia

Já viram? O desmanche já começou. A Funai não é mais responsável pela identificação, delimitação , Demarcação e registro de Terras Indígenas. Saiu hoje no Diário oficial da União. Alguém ainda tem dűvidas das promessas de exclusão da campanha ??

16,6 k

04:40 - 2 janv. 2019

Jair Bolsonaro avait également l'intention de fusionner les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, mais a fait machine arrière en raison du tollé provoqué par cette perspective.

Des représentants du lobby de l'agrobusiness ont eux-mêmes manifesté leur inquiétude, craignant des sanctions commerciales sur les produits agricoles brésiliens de la part de pays soucieux de la préservation de l'environnement. "Dès la campagne, nous avons toujours eu l'idée de placer tout ce qui tourne autour de l'agrobusiness, qui aujourd'hui porte à bout de bras l'économie brésilienne, sous le giron du ministère de l'Agriculture", a affirmé mercredi à des journalistes Onyx Lorenzoni, chef du gouvernement Bolsonaro.

"L'Environnement aurait aussi dû y être réuni (sous tutelle de l'Agriculture). Nous n'avons pas pu faire certaines choses, mais, avec le temps, tout finit par fonctionner".

CANADA

Diplomatie

Treize Canadiens ont été détenus en Chine depuis le 1er décembre

Accueil Monde Chine https://www.ouest-france.fr/ Publié le 04/01/2019 à 03h52

Parmi les Canadiens détenus figure l'ex-diplomate Michael Kovrig arrêté le 10 décembre par les autorités chinoises, officiellement pour activités « menaçant la sécurité nationale », | JULIE DAVID DE LOSSY / CRISIGROUP / AFP

Depuis l'arrestation au Canada d'une dirigeante du géant Huawei, treize Canadiens ont été détenus à leur tour, en Chine, depuis le 1er décembre.

Treize Canadiens ont été détenus en Chine depuis l'arrestation le 1er décembre au Canada d'une dirigeante du géant chinois Huawei, dont 8 qui ont été remis en liberté, a indiqué jeudi un porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères.

« Les Affaires étrangères sont au courant que 13 citoyens canadiens ont été détenus en Chine, hors Hong Kong, depuis le 1er décembre 2018. Nous pouvons confirmer qu'au moins huit d'entre eux ont été relâchés », a déclaré à l'AFP Guillaume Bérubé, porte-parole du ministère.

Parmi les Canadiens détenus figurent l'ex-diplomate Michael Kovrig et le consultant Michael Spavor, arrêtés le 10 décembre par les autorités chinoises, officiellement pour activités **« menaçant la sécurité nationale »**, ainsi que l'enseignante Sarah McIver, libérée et rentrée depuis au Canada, a précisé un responsable gouvernemental ayant requis l'anonymat.

Il s'est refusé à donner plus de précision, notamment sur l'identité des autres Canadiens détenus, conformément à la législation sur la protection de la vie privée. Par ailleurs, environ 200 Canadiens ont actuellement des démêlés avec la justice chinoise pour des infractions présumées de nature diverse, dont **« plusieurs »** sont en liberté sous conditions, a souligné ce responsable.

Mesure de rétorsion

Ce nombre est resté relativement stable, il n'y a pas eu d'augmentation marquée ni de diminution au cours des années récentes, selon lui. A titre de comparaison, près de 900 Canadiens font face en ce moment à la justice aux Etats-Unis, a noté ce responsable.

De nombreux observateurs jugent que la détention de Michael Kovrig, employé par l'organisme de réflexion International Crisis Group, et Michael Spavor, un consultant fréquemment en relation avec la Corée du Nord, constitue une mesure de rétorsion après l'interpellation début décembre à Vancouver de la directrice financière du géant chinois des télécommunications Huawei, Meng Wanzhou, à la demande de la justice américaine.

Washington la soupçonne de complicité de fraude pour contourner les sanctions américaines contre l'Iran. Elle a été libérée sous conditions. La chef de la diplomatie canadienne Chrystia Freeland, soutenue par les Etats-Unis et plusieurs pays européens, a de son côté appelé à plusieurs reprises à la libération immédiate de MM. Kovrig et Spavor, détenus selon Ottawa pour des raisons arbitraires. La Chine a fait part de son **« opposition catégorique »** à une telle remise en liberté.

COLOMBIE

Société

La Colombie dénonce un projet d'attentat contre son président

Actualité International http://www.lefigaro.fr Par Patrick Bèle Mis à jour le 30/12/2018 à 17:46 Publié le 30/12/2018 à 13:43

La Colombie dénonce un complot contre son président

Le ministre colombien des Affaires étrangères a condamné le 29 décembre 2018 un complot présumé contre le président Ivan Duque et assure que trois citoyens vénézuéliens ont été arrêtés en possession «d'armes de guerre».

Bogota accuse le pouvoir vénézuélien de préparer depuis plusieurs mois un attentat contre le président Ivan Duque. Les relations entre les deux pays sont tendues en raison de l'exode massif des Vénézuéliens vers la Colombie.

Les autorités colombiennes ont accusé ce samedi 29 décembre le pouvoir vénézuélien de vouloir attenter à la vie du président Ivan Duque. Le ministre colombien des Affaires étrangères, Carlos Holmes Trujillo a expliqué que «depuis plusieurs mois, nous enquêtons sur de possibles attentats contre le président». Ces derniers jours, trois ressortissants vénézuéliens ont été arrêtés: le 21 décembre à Valledupar, José Vicente Gomez, 22 ans, originaire de San Felipe et Pedro José Acosta, 22 ans, originaire de Ojeda, ont été interceptés à bord d'un bus public alors qu'ils étaient en possession de deux fusils de calibre 5,56 de marque Tactical Machining, de trois chargeurs et d'une lunette de visée. Le troisième a été arrêté le 26 décembre à Baranquilla en possession d'un mini-Uzi 9 millimètres.

Selon les services de renseignements colombiens, «les autorités essaient de voir s'il existe un lien entre les informations recueillies depuis trois mois et les personnes arrêtées». Selon ces sources, des éléments concordants laissent penser qu'il existe un projet d'attentat contre le président Ivan Duque dans les prochains jours lors d'une manifestation publique.

Le président colombien a été investi en août dernier. Appuyé par l'ancien président Alvaro Uribe, il est considéré comme appartenant à la droite dure. Il accuse le président vénézuélien Nicolas Maduro d'être un dictateur. «Il n'y a plus de démocratie au Venezuela. C'est une tyrannie. Un régime de satrapes» expliquait-il dans un entretien accordé au *Figaro* en novembre dernier.

«Il n'y a plus de démocratie au Venezuela. C'est une tyrannie» Le président colombien Ivan Duque

Au-delà des divergences politiques entre les deux gouvernements, le problème des réfugiés vénézuéliens complique les relations entre les deux pays. Arrivés récemment, plus d'un million de Vénézuéliens vivent actuellement en Colombie dans des conditions précaires sans compter les 200.000 Colombiens qui sont rentrés dans leur pays, fuyant les conditions de vie très difficiles que connaissent actuellement les Vénézuéliens.

D'habitude, les accusations d'attentats viennent plutôt du président vénézuélien Nicolas Maduro depuis son accession au pouvoir en 2013. Le 13 décembre dernier, il a accusé John Bolton, conseiller à la sécurité de la Maison Blanche: «John Bolton parle d'un plan qui est en préparation pour m'assassiner. John Bolton est le chef du Plan Venezuela qui prépare divers lieux où s'entraînent des mercenaires et des paramilitaires». Le 2 août dernier, deux drones ont explosé à

Caracas lors d'un défilé militaire en présence de Nicolas Maduro. «Ils ont tenté de m'assassiner» a clamé le président Maduro, accusant les autorités colombiennes.

ÉTATS-UNIS

Le Strategic Command met le feu aux voeux de Times Square

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 01.01.2019 Par Philippe Chapleau

Le commandement stratégique américain (le Stratcom qui supervise l'arsenal nucléaire des Etats-Unis), a présenté ses excuses pour un message envoyé sur Twitter disant qu'il était prêt si nécessaire de larguer "quelque chose de beaucoup, beaucoup plus gros" que la traditionnelle boule de cristal de Times Square, qui marque le passage à la nouvelle année (une tradition qui remonte à 1907).

Le tweet du 31 décembre s'accompagnait du clip d'un avion larguant des bombes.

L'US Strategic Command, dont le slogan est "La paix est notre métier", s'est ensuite fendu d'un nouveau tweet pour s'excuser. Le commandement américain des forces stratégiques s'est excusé de cette blague de "mauvais goût":

M. Trump reproche à son ex-secrétaire à la Défense le manque de résultats en Afghanistan

http://www.opex360.com/ Posté dans Afghanistan, Opérations par Laurent Lagneau Le 03-01-2019

Pour l'Afghanistan, 2018 aura été une année noire, malgré la nouvelle stratégie américaine dévoilée par le président Trump en août 2017 et l'engagement continu de l'Otan avec la mission Resolute Support, qui vise à former et à conseiller les forces de sécurité afghanes.

Le 1er janvier, au moins 21 soldats et policiers afghans ont été tués lors d'une attaque lancée par le mouvement taleb contre la capitale provinciale de Sar-é Pol, dans le nord du pays. Le lendemain, les insurgés ont détruit, à l'explosif, un avant-poste des forces afghanes situé dans le

district de district de Maiwand [province de Kandahar, au sud] tandis que l'on apprenait qu'un projet d'attentat contre des instructeurs militaires italiens déployés à Herat [ouest] venait d'être déjoué in extremis.

Signe de la dégradation de la situation : l'an passé, l'activité de l'aviation militaire américaine a retrouvé le niveau d'intensité qui était le sien en 2011, au cours de laquelle plus de 5.400 munitions avaient été « consommées » dans des missions d'appui aux troupes terrestres au contact avec les insurgés.

Sur le terrain diplomatique, le mouvement taleb afghan a accepté de discuter avec des représentants américains et participé à une conférence organisée à Moscou pour « discuter de la paix ». Plus récemment, il y a envoyé une délégation à Téhéran afin de « relancer le processus de paix en Afghanistan. »

Ces derniers développements ne sont pas du goût de M. Trump, qui a évoqué l'idée de retirer la moitié des troupes américaines présentes en Afghanistan, après les avoir renforcées en août 2017, conformément à une option défendue par James Mattis, alors chef du Pentagone. Un second scenario, présenté par Erik Prince, un proche du chef de la Maison Blanche et fondateur de Blackwater, se résumait à un retrait pur et simple [à l'exception des forces spéciales] tout en ayant recours aux sociétés militaires privées [SMP].

Visiblement, M. Trump regrette d'avoir écouté son ancien secrétaire à la Défense [M. Mattis, surnommé le « moine guerrier », a démissionné suite à l'annonce du retrait américain de Syrie, ndlr].

« Je lui souhaite le meilleur. J'espère que cela se passera bien pour lui. Mais comme vous le savez, le président Obama l'avait limogé et, au fond, j'ai fait la même chose », a ainsi déclaré M. Trump à l'endroit de l'ex-général de l'US Marine Corps. Puis, évoquant le dossier afghan, il a dit « vouloir des résultats ».

« Qu'a-t-il fait pour moi ? », a ensuite demandé M. Trump, toujours au sujet de James Mattis. « Je ne suis pas satisfait de ce qu'il a fait en Afghanistan », a-t-il ajouté.

Le successeur, par intérim, de M. Mattis, Patrick Shanahan, aura-t-il l'échine plus souple ? En attendant, les SMP se préparent, comme en témoigne cette publicité montrant le logo de Blackwater avec la légende « Nous arrivons », diffusée peu après la démission du « moine guerrier » alors qu'elle devait être publiée dans l'édition de janvier/février 2019 du magazine « Recoil ».

Par ailleurs, M. Trump s'en aussi pris à l'Inspection générale pour la reconstruction de l'Afghanistan [SIGAR], qui, depuis 2008, publie des rapports jamais complaisants sur la politique afghane menée par Washington. Or, pour le chef de la Maison Blanche, il est « insensé » que le travail de cet organisme puisse faire l'objet d'une diffusion publique car « l'ennemi lit ses rapports et en étudient chaque ligne », a-t-il fait valoir.

« Laissez-les faire des rapports, mais ce devrait être des rapports privés. Si un membre du Congrès veut les voir, il peut y aller et le lire », a ajouté M. Trump.

Cela étant, les rapports du SIGAR ne dévoilent pas de secrets compromettants pour les opérations en cours. Ils viennent généralement tempérer l'optimisme affiché par certains chefs militaires américains et responsables de l'Otan. En outre, l'Inspecteur général, John F. Sopko, se

plaint d'une classification croissante des données, comme celles concernant les pertes subies par les forces afghanes.

Reste que la loi fédérale américaine prévoit la désignation d'un inspecteur général quand un opération militaire conduite à l'étranger dure plus de 60 jours. Ce dernier doit remettre des rapports trimestriels au Congrès et les rendre disponibles pour le public, via un site Internet.

L'US Army veut recruter dans 22 villes "qui penchent à gauche"

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.01.2019 Par Philippe Chapleau

A court de recrues (il lui manquait 6 500 soldats en septembre. Voir mon post **ici**), l'US Army a lancé une grande campagne de recrutement en octobre (voir mon post **ici**).

"Warrior wanted", dit-elle, avec force affiches du genre: "Eclatez-vous cette année":

Toujours prête à relever le défi (elle est bien obligée, en fait), l'US Army a, selon le *New York Times*, décidé d'aller à la rencontre des jeunes Américains/Américaines qui vivent dans des villes libérales, ces villes "qui penchent à gauche" selon le NYT. La décision a été prise dès octobre par le général Stephen Townsend, qui dirige le *Training and Doctrine Command* de l'US Army (TRADOC).

Comme l'expliquait plus récemment le Major General Frank Muth, le patron de *l'Army Recruiting Command*, "il y a là un grand nombre de jeunes qui ne connaissent rien à l'armée".

Voici la liste de ces villes "de gauche" :
• Chicago • Boston • New York City • Baltimore • Minneapolis
• Dallas • Pittsburgh • Miami • Kansas City • Atlanta • Orlando
• Sacramento • Houston • Seattle • Philadelphia
• Oklahoma City • Cleveland • Denver • San Francisco
• Shreveport • Los Angeles • Phoenix • St. Louis

"A gauche", peut-être ? Mais ce sont surtout des villes où il y a du travail, de la recherche et du développement..., et donc de la concurrence. Ce qui fait que les recruteurs ne sont guère en position de force à Denver, Seattle, Boston etc, quand il faut parler de la solde et de la perspective de passer quelques années en uniforme.

Il y a bien des primes d'engagement... Mais les candidats ne se précipitent guère vers les bureaux de recrutement de l'US Army.

Economie

Des parcs nationaux aux tribunaux, les conséquences du «shutdown» s'alourdissent

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par Wladimir Garcin-Berson Mis à jour le 04/01/2019 à 08:19 Publié le 04/01/2019 à 06:00

Entamé le 22 décembre dernier, le «shutdown» affecte de plus en plus la vie des citoyens américains, comme ici, à Washington. ANDREW CABALLERO-REYNOLDS/AFP

Au 13ème jour du «shutdown», et alors que la nouvelle majorité démocrate a pris jeudi possession de la Chambre des représentants, la vie quotidienne des Américains est de plus en plus touchée par l'arrêt partiel du gouvernement fédéral.

La Chambre des représentants, où les démocrates sont désormais majoritaires, a approuvé jeudi soir un texte visant à sortir du «shutdown», la fermeture partielle des administrations fédérales aux Etats-Unis, sans inclure les fonds pour la construction du mur voulu par Donald Trump à la frontière avec le Mexique. Pour rappel, les démocrates refusent de céder aux demandes de l'occupant du bureau ovale, qui réclame 5,6 milliards de dollars pour financer la construction de son mur à la frontière mexicaine.

Ce plan de financement, voté au premier jour de la prise de contrôle de la Chambre basse par les démocrates, ne devrait cependant pas permettre de sortir de l'impasse budgétaire qui dure depuis 13 jours. Entamé le 22 décembre dernier, le «shutdown» affecte de plus en plus la vie des citoyens américains. La situation pourrait aller de mal en pis: Donald Trump a prévenu que le fonctionnement limité du gouvernement pourrait durer «longtemps». Tour d'horizon des effets de l'interruption partielle du fonctionnement de l'État fédéral dans la vie des Américains.

● Chômage technique

Le «shutdown», qui entame son 13ème jour, touche plus de 800.000 fonctionnaires fédéraux, dont 380.000 personnes au chômage technique, comme la majorité du personnel de la Nasa. Certains agents de l'État, jugés «essentiels», continuent de travailler et ne seront pas payés avant la fin du gel budgétaire. Les agences sont plus ou moins touchées: par exemple, le département de l'Intérieur, principalement chargé des parcs nationaux, est davantage touché que le FBI, la CIA ou la police des frontières et les agents chargés de lutter contre le trafic de drogue (DEA). À l'heure actuelle, le département du Travail a toutefois estimé que le «shutdown» n'avait pas encore un effet sensible sur le chômage.

● Données économiques

Au sein du département du Commerce, le Bureau des analyses économiques (BEA) et plusieurs autres instances chargées de publier des données économiques, comme le U.S Census bureau ne fonctionnent plus. Dès lors, plusieurs indicateurs qui devraient être rendus publics ces jours-ci pourraient ne pas l'être, comme les statistiques sur les revenus, l'inflation, les dépenses ou le commerce. Les analystes s'inquiètent des conséquences d'une telle absence de données vitales pour l'attractivité du pays et pour le bon fonctionnement des entreprises comme des marchés.

États-Unis : qu’est-ce que le «Shutdown» ?

Qu'est-ce que le «Shutdow», ce classique de la vie politique américaine depuis 1976.

● **Parcs nationaux**

Gérés par le département de l'Intérieur, les parcs nationaux américains sont particulièrement affectés. Comme le rapporte le *New York Times*, la plupart d'entre eux ne fermera pas totalement durant cet épisode, grâce à une série d'accords budgétaires conclus avec des organisations privées et des états comme l'Arizona ou l'Utah. Au total, 40 accords ont été conclus entre le National park service et les institutions locales, dont les gouvernements et les partenaires financiers, pour garder ces domaines ouverts et fonctionnels. Le gouverneur de l'Utah, Gary R. Herbert, a ainsi annoncé que son état financerait les parcs nationaux sur son territoire pour les garder ouverts aussi longtemps que possible, et ce afin d'éviter une fermeture dommageable en cette fin d'année essentielle pour le tourisme. Les administrations locales devront donc payer une facture importante: la ville de New York prévoit ainsi 65.000 dollars par jour pour garder la statue de la Liberté et Ellis Island ouverts, tandis que l'État d'Arizona mettra de côté 9200 dollars chaque jour pour atténuer les effets du «shutdown» au sein du parc du Grand canyon.

Espace

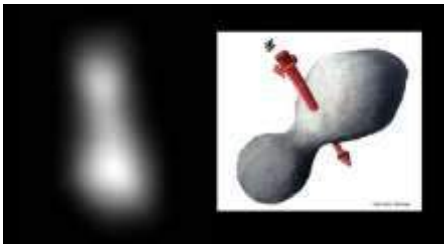
Ultima Thulé: survol réussi de l'objet céleste le plus primitif jamais visité par l'homme

Actualité Sciences & Environnement http://www.lefigaro.fr/ Par Soline Roy Mis à jour le 02/01/2019 à 08:06 Publié le 01/01/2019 à 17:22

Alan Stern (au centre), investigateur principale de New Horizons, célébrant au Johns Hopkins University Applied Physics Laboratory (Maryland) le moment où la sonde a survolé au plus près l'astéroïde Ultima Thulé, cette nuit. NASA/BILL INGALLS/AFP

Le survol de l'astéroïde, lointain objet situé à 6,5 milliards de kilomètres de la Terre et témoin des premiers âges du système solaire, s'est bien passé et la sonde New Horizons a commencé à envoyer les premières données.

Quelques secondes au cours d'un voyage vers l'infini, comme une silhouette que l'on apercevrait depuis la fenêtre d'un train trop rapide: tel a dû apparaître Ultima Thulé à la sonde américaine New Horizons, dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier. Quelques secondes, pour tenter en 900 photos de voir de plus près cet astéroïde de la ceinture de Kuiper, aux confins du système solaire. Rien de moins que l'objet le plus éloigné jamais visité par l'homme, et l'un des témoins glacés de la naissance du système solaire...



À gauche, composite de deux images prises par l'imageur de reconnaissance à longue portée (LORRI) à haute résolution de New Horizons. A droite, impresssion d'artiste basée sur l'image de gauche (les flèches indiquent l'axe de rotation). NASA/JHUAPL/SwRI; sketch courtesy of James Tuttle Keane

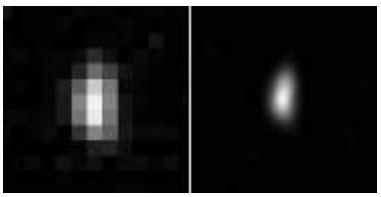
Vers 16h30 (heure française), en ce mardi 1er janvier, des cris de joie et des applaudissements retentissaient lors du «live» diffusé par la Nasa: les premières données envoyées par New Horizons arrivaient sur Terre. L'un après l'autre, tous les critères de bonne santé de la sonde s'annonçaient sur les écrans de la Nasa, tandis que les sourires s'élargissaient dans la salle des opérations. «Les voyants sont au vert», a dit Alice Bowman, une responsable du projet New Horizons. «Nous avons une sonde en bonne santé. Nous sommes prêts pour la transmission de la science Ultima Thulé - de la science pour nous aider à comprendre les origines de notre système solaire.»

Les toutes premières images transmises mardi en fin de journée suggèrent que l'astéroïde a une forme de quille de bowling, et mesure environ 32 kilomètres de long sur 16 kilomètres de large. «Une autre possibilité est qu'Ultima pourrait être deux objets en orbite l'un autour de l'autre», précise un communiqué de la Nasa. «Les données que nous avons sont fantastiques et nous en apprenons déjà beaucoup sur Ultima. À partir de maintenant, les données seront de mieux en mieux!», s'est enthousiasmé Alan Stern, directeur scientifique de la mission.

«Allez New Horizons ! Ultima Thulé ! Partez à l'exploration - pour toujours !» Thomas Zurbuchen, administrateur associé de la Direction des missions scientifiques de la NASA

«Voir ce qui fait marcher l'univers»

«Go New Horizons!», lançait lundi soir Alan Stern, tandis que des acclamations retentissaient dans le laboratoire de physique appliquée John Hopkins (Maryland), au moment programmé pour le survol d'Ultima Thulé (à 6h33, heure française). La diffusion «en direct» de l'exploit n'était pourtant que virtuelle: la sonde est tellement éloignée (6,5 milliards de kilomètres) que les données qu'elle envoie mettent 6 heures à nous arriver. Un peu plus tôt était diffusée une musique spécialement composée pour l'occasion par Brian May, ex-guitariste du groupe Queen et également astrophysicien. «Cette mission parle de la curiosité humaine, a-t-il expliqué. Du besoin de l'humanité d'explorer et de voir ce qui fait marcher l'univers. Ma chanson est un hymne à l'effort humain.»



Première photo d'Ultima Thulé, envoyées par New Horizons 24 heures avant le survol de l'astéroïde. NASA/Johns Hopkins University Applied Physics Laboratory/Southwest Research Institute

Plus d'un an pour récupérer toutes les données

Le suspense est donc resté complet plusieurs heures durant: la sonde avait-elle seulement survécu au survol? «A la vitesse de 14 km/seconde, frapper une particule de poussière même aussi petite qu'un carré de sucre pourrait être extrêmement destructif pour la sonde», notait Carey Lisse, astronome au John Hopkins applied physics laboratory, qui répondait sur Twitter aux questions du public. Avait-elle pu prendre des clichés permettant aux équipes scientifiques de mener leur exploration du plus lointain objet céleste jamais visité par l'homme? «Nous aurons les premières bonnes images le 2 janvier, et des images de la surface de meilleure résolution le 3 et le 4», détaillait Carey Lisse. «Mais le jeu complet de données mettra plus d'un an à nous parvenir.»

«Nous n'espérons pas trouver de la vie sur ces corps très froids, mais ils pourraient avoir apporté les graines chimiques de la vie sur la Terre et Mars, et aidé la vie à démarrer» Carey Lisse, astronome au John Hopkins applied physics laboratory

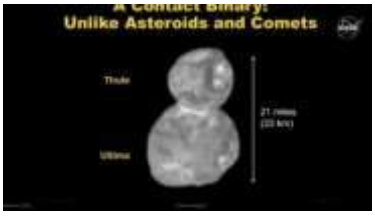
«Nous n'espérons pas trouver de la vie sur ces corps très froids (-200°C, ndlr), mais ils pourraient avoir apporté les graines chimiques de la vie sur la Terre et Mars, et aidé la vie à démarrer», précisait le spécialiste de la formation du système solaire. Or à ces distances du Soleil où ce dernier n'est plus qu'un tout petit point de lumière, la composition des objets célestes peut être très proche de ce qu'elle était lors de la formation du système solaire. «Ultima Thulé est un objet

formé dans la plus lointaine, la plus calme et la plus froide partie du système solaire, et représente l'objet le plus primitif jamais observé», se délectait Carey Lisse.

Lancée le 19 janvier 2006 pour aller observer Pluton, la sonde New Horizons, 465 kilogrammes (carburant inclus), affichait lors de son passage à proximité de cette première cible, en juillet 2015, une puissance de 190 watts. Elle «a travaillé à la perfection en utilisant moins d'électricité et de mémoire que votre ordinateur personnel», souriait Carey Lisse. Ce qui n'empêchera pas la sonde de continuer son voyage à travers les immensités glacées de la ceinture de Kuiper, à la recherche peut-être d'un autre objet céleste qui reste à définir, comme Ultima Thulé avait été un objectif secondaire choisi (et même découvert) bien après le lancement. «New Horizons a plus de 10 ans de réserve d'énergie», notait l'astronome. Refroidissant pourtant les espoirs d'un internaute, qui lui demandait si la prochaine cible pourrait être... une étoile. «C'est un TRÈS, très long voyage pour rejoindre la plus proche étoile: plus de 100.000 années de distance»…

Ultima Thulé, un bonhomme de neige de 30 km au-delà de Pluton

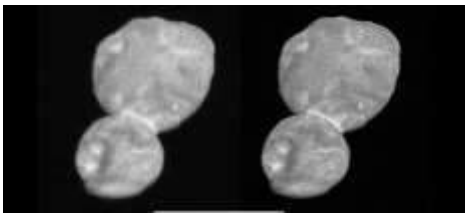
Actualité Sciences & Environnement http://www.lefigaro.fr/ Par Tristan Vey Mis à jour le 02/01/2019 à 21:41 Publié le 02/01/2019 à 21:13



Premières images d'Ultima Thulé, prises à 6,5 milliards de kilomètres de la Terre. NASA/AP

La sonde de la Nasa a survécu au survol rapproché de ce caillou glacé, situé aux confins du Système solaire. Les scientifiques reçoivent désormais au compte-gouttes les données scientifiques rassemblées à cette occasion.

Ce n'est peut-être pas la plus belle image que vous ayez vue de votre vie, mais soyez indulgents: ce cliché a été pris à plus de 6,5 milliards de kilomètres de la Terre par une petite sonde dont les appareils photo sont moins performants que celui de votre téléphone. Il s'agit d'un premier portrait, un peu flou mais en couleurs, d'Ultima Thulé, un astéroïde devenu le 1er janvier le plus lointain objet visité par l'homme. Rassurez-vous, nous en saurons bientôt plus: ce n'est que le premier cliché d'une longue série à venir.



Johns Hopkins APL

✔ @JHUAPL

THIS is #UltimaThule.

The image taken by @NASANewHorizons - shown in its original version (left) & sharpened version (on right) - is the most detailed image of the farthest object ever explored by a spacecraft. http://bit.ly/ultima-thule1 @NASA

9 017

23:49 - 2 janv. 2019

Son chargement n'a déjà pas été une mince affaire. Compte tenu des opérations scientifiques qu'elle avait à réaliser pendant les quelques heures cruciales qui encadraient son rendez-vous mardi matin à 3 500 km de distance, New Horizons n'avait pas eu beaucoup de temps à consacrer à la transmission de données le 1er janvier. Elle s'était ainsi contentée d'envoyer un signal de bonne santé, précisant que ses disques durs étaient remplis de données.

Ultima Thulé, astre le plus éloigné à avoir été approché par l'homme

La sonde New Horizons, lancée en 2006, a atteint dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier l'astre Ultima Thulé, à 6,5 milliards de kilomètres de la terre. Une raison de plus, pour la Nasa, de fêter la nouvelle année.

Figé dans sa forme originelle

Ce premier cliché nous donne 24 heures plus tard une idée un peu plus précise de la forme de ce caillou gelé de 32 km de long et 16 km de large. Les scientifiques ne savaient pas trop s'il s'agissait d'un objet bilobé ou de deux objets qui tournaient l'un autour de l'autre. Il s'avère que c'est un peu entre les deux: il s'agit vraisemblablement d'une «binaire de contact» formée de deux objets «collés» ensemble. Ils ont été baptisés sans originalité mais non sans humour «Ultima» et «Thulé». Ils forment une sorte de bonhomme de neige de couleur orangée.

Capture d'écran Nasa

Les données vont se multiplier dans les jours qui viennent. Des images stéréo et de meilleure qualité sont attendues dès jeudi. Il faut bien avoir à l'esprit qu'envoyer des images depuis les confins du Système solaire, et les recevoir sur Terre, n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Il faudra ainsi 20 mois à temps plein pour télécharger les six petits gigaoctets de données récoltées pendant ce survol (l'équivalent d'un film en très haute définition).

Chaque journée devrait ainsi apporter son lot de nouvelles images, New Horizons ayant en principe réalisé 900 prises de vue. Les images les mieux définies ne sont pas attendues avant février. Difficile d'imaginer les secrets qu'elles pourront révéler, mais il est raisonnable d'être optimiste: les premières images de Pluton, survolée en 2015 par la sonde dont c'était l'objectif principal, n'étaient pas si différentes.

«Tout ce que nous allons apprendre sur Ultima nous renseignera sur les conditions de formation des objets du Système solaire» Alan Stern, directeur scientifique de la mission

Quelques jours plus tard, on découvrait un nouveau monde dont la richesse géologique insoupçonnée avait laissé les planétologues bouche bée. Quelques semaines plus tard, ce sont des dizaines et des dizaines d'images haute définition qui dévoilaient des montagnes gigantesques, des plaines fracturées et autres merveilles inconnues de l'ex-neuvième planète du Système solaire, déchue de son titre en 2006. Si Ultima Thulé est cent fois plus petit, New Horizons est aussi passé trois fois plus près. Cela promet quelques belles surprises, à condition que les instruments aient réussi à faire le point correctement en passant à 50 000 km/h au-dessus de sa surface.

Si le record de distance qui vient d'être établi est extrêmement symbolique, il est presque anecdotique au regard des questions que se posent les astrophysiciens. Ultima Thulé se situe en effet dans une zone très particulière du Système solaire, baptisée ceinture de Kuiper. Située au-

delà de Neptune, elle concentre de très nombreux objets, de tailles très variables, préservés des ravages du rayonnement solaire dans cette zone froide et reculée. Comme si on les avait placés pendant 5 milliards d'années au congélateur. «Cet objet est tellement glacé qu'il est conservé dans sa forme originelle», a souligné le directeur scientifique de la mission, Alan Stern. «Tout ce que nous allons apprendre sur Ultima - sa composition, sa géologie, comment il s'est formé, s'il a des satellites ou de l'atmosphère - nous renseignera sur les conditions de formation des objets du Système solaire.»

Immigration

Donald Trump accuse les démocrates de causer la mort des enfants migrants

Accueil Monde États-Unis Donald Trump https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 29/12/2018 à 21h11

Donald Trump à la Maison Blanche, le 25 décembre 2018. | ZACH GIBSON / EPA/MAXPPP

Dans une série de tweets, le président des États-Unis a reproché à ses adversaires politiques d'être à l'origine des décès d'enfants qui tentent de passer la frontière. Une nouvelle attaque sur fond de blocage de l'administration.

Le président américain Donald Trump a imputé ce samedi aux démocrates la **« stricte »** responsabilité de la mort d'enfants migrants en rétention aux États-Unis, après le décès de deux petits Guatémaltèques et en plein bras de fer politique sur le *shutdown*.

« Toute mort d'enfants ou d'autres à la Frontière est strictement de la faute des démocrates et de leur politique migratoire pathétique qui permet aux gens de faire la longue traversée en pensant qu'ils peuvent entrer illégalement dans notre pays. Ils ne peuvent pas. Si nous avions un Mur, ils n'essaieraient même pas ! », a-t-il tweeté.

Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

Any deaths of children or others at the Border are strictly the fault of the Democrats and their pathetic immigration policies that allow people to make the long trek thinking they can enter our country illegally. They can't. If we had a Wall, they wouldn't even try! The two.....

95,2 k

22:30 - 29 déc. 2018

La mort en rétention de deux petits Guatémaltèques, une fillette de 7 ans et un garçon de 8 ans, après leur entrée sur le territoire américain a provoqué indignation et émotion dans le pays et au-delà.

Le Guatemala a demandé **« aux autorités américaines une enquête transparente et sérieuse sur cette affaire »**.

Donald Trump contredit la famille des victimes

Toujours sur Twitter, Donald Trump a assuré que les deux enfants **« étaient très malades avant d'être remis aux garde-frontières »**. Il a également soutenu que le père de la fillette **« ne lui**

avait pas donné d'eau depuis des jours », alors que plusieurs médias citant sa famille ont dit le contraire.

« Les garde-frontières ont besoin du Mur et tout ça va se terminer. Ils travaillent tellement dur et n'ont que peu de reconnaissance en échange ! », a ajouté le président des États-Unis.

Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

...children in question were very sick before they were given over to Border Patrol. The father of the young girl said it was not their fault, he hadn't given her water in days. Border Patrol needs the Wall and it will all end. They are working so hard & getting so little credit!

101 k

22:36 - 29 déc. 2018

Le mur bloque les négociations

Donald Trump avait plus tôt appelé les démocrates à parvenir à un accord sur le *shutdown*, paralysie partielle des administrations fédérales qui entre dans sa deuxième semaine.

Le mur promis par le président américain à la frontière avec le Mexique est au cœur de cette impasse budgétaire. Donald Trump exige que la loi de finances prévoit 5 milliards pour sa construction, ce que les démocrates refusent.

Politique

Etats-Unis: la démocrate Elizabeth Warren annonce sa candidature pour 2020

RFI 1 janvier 2019 *Avec notre correspondante à Washington,* **Anne Corpet**

Etats-Unis: la démocrate Elizabeth Warren annonce sa candidature pour 2020

Un premier pas vers la course à la Maison Blanche dans le camp démocrate : la sénatrice Elizabeth Warren a annoncé lundi 31 décembre le lancement d'un comité de soutien destiné à rassembler des fonds en vue d'une éventuelle candidature à la présidence.

Donald T**rump** l'a surnommée « *Pocahontas* » pour moquer les origines indiennes qu'elle revendique et en a fait une de ses cibles favorites. Ancrée à la gauche du parti démocrate, la sénatrice du Massachusetts riposte régulièrement et avec véhémence au président. Dans la vidéo qui annonce le lancement de son comité de soutien, elle vise directement le public qui a porté Donald Trump à la Maison Blanche : une classe moyenne attaquée selon elle par la politique menée depuis deux ans.

« Nous pouvons faire fonctionner notre économie pour le bénéfice de tous, nous pouvons reconstruire la classe moyenne américaine, mais cette fois, nous devons le faire pour tout le monde, lance-t-elle dans la vidéo. *Quel que soit le lieu où vous vivez aux États-Unis et quel que soit l'endroit dans le monde d'où vient votre famille, vous méritez nos meilleures opportunités et c'est pourquoi je lance aujourd'hui un comité exploratoire pour la présidence.* »

Elisabeth Warren est la première démocrate à préparer officiellement sa candidature à la Maison Blanche, mais elle ne sera pas la seule en lice : plus de trente sénateurs, gouverneurs, maires ou même chefs d'entreprises ont fait savoir qu'ils envisageaient de se lancer dans la course au nom de l'opposition.

États-Unis: le «shutdown» pourrait se poursuivre un certain temps, prévient Trump

Économie Flash Eco Par Le Figaro.fr avec Reuters Mis à jour le 03/01/2019 à 10:44 Publié le 03/01/2019 à 07:12

La fermeture partielle des administrations américaines pourrait se prolonger "un certain temps" encore, a prévenu hier le président américain Donald Trump, qui cherche toujours à obtenir du Congrès qu'il prévoit les fonds pour la construction d'un mur à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.

Les dirigeants démocrates et républicains du Congrès étaient conviés dans la journée à la Maison blanche pour une réunion à huis clos avec Donald Trump et des responsables du département de la Sécurité intérieure. Ils devraient de nouveau s'entretenir vendredi avec le président américain.

En exposant les mesures envisagées pour assurer la sécurité à la frontière mexicaine, la Maison blanche espérait lors de cette réunion convaincre les démocrates de l'importance de la construction d'un mur, mais ceux-ci ont interrompu l'exposé de la secrétaire à la Sécurité intérieure Kirstjen Nielsen.

"Ce n'était pas un exposé crédible", a déclaré le sénateur démocrate Dick Durbin.

Le chef de file de la minorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer, et Nancy Pelosi, qui devrait être élue jeudi à la présidence de la Chambre des représentants, ont insisté pour que la réunion soit centrée sur le "shutdown", a-t-il ajouté.

Les démocrates, qui seront à partir de jeudi majoritaires à la Chambre des représentants, ont dit qu'ils commenceraient leur travail en examinant un plan de financement de l'administration en deux parties pour tenter de mettre fin au "shutdown", sans prévoir le financement du mur voulu par Trump.

Trump ne bouge pas sur le mur : le "shutdown" pourrait se prolonger longtemps

Économie International Par latribune.fr avec AFP et Reuters | 03/01/2019, 9:42

(Crédits : Reuters)

La fermeture partielle des administrations américaines pourrait se prolonger "un certain temps" encore, a prévenu le président américain Donald Trump, qui cherche toujours à obtenir du Congrès qu'il prévoit les fonds pour la construction d'un mur à la frontière entre les États-Unis et le Mexique.

La fin du "shutdown", qui paralyse 25% des administrations fédérales de la première puissance mondiale depuis le 22 décembre, n'est pas en vue. À l'issue d'une réunion qui s'est tenue à la Maison Blanche mercredi, Donald Trump s'est montré inflexible sur le mur qu'il veut édifier à la frontière avec le Mexique, ses adversaires démocrates ont réaffirmé leur refus catégorique de le financer.

« Cela pourrait durer longtemps », a ainsi lancé le président américain en évoquant la paralysie partielle de l'administration fédérale. Il a convié les responsables des deux bords à une nouvelle rencontre vendredi.

L'équipe Trump rejette par avance le plan démocrate

En exposant les mesures envisagées pour assurer la sécurité à la frontière mexicaine, la Maison Blanche espérait lors de cette réunion convaincre les démocrates de l'importance de la construction d'un mur, mais ceux-ci ont interrompu l'exposé de la secrétaire à la Sécurité intérieure Kirstjen Nielsen. Le chef de file de la minorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a quant à lui déploré que le président et les élus républicains prennent les Américains "en otage".

Les démocrates, qui seront à partir de jeudi majoritaires à la Chambre des représentants - sauf immense surprise, Nancy Pelosi devrait prendre le perchoir -, ont indiqué qu'ils présenteront jeudi un plan de financement de l'administration en deux parties, mais sans prévoir le financement du mur voulu par Trump.

Le texte propose d'adopter les budgets de la plupart des administrations jusqu'au 30 septembre tout en ne finançant que jusqu'au 8 février le budget sensible du département de la Sécurité intérieure, aux niveaux actuels. Il alloue 1,3 milliard de dollars pour la clôture des frontières et 300 millions de dollars pour d'autres éléments de la sécurité frontalière, par exemple pour les caméras de surveillance.

Mais l'équipe Trump a par avance rejeté cette démarche, estimant qu'elle "ne garantit pas la sécurité aux frontières". Le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, a décrit cette initiative comme une mise en scène politique.

Un mur à 5 milliards de dollars

Donald Trump continue à défendre bec et ongles le bien-fondé de sa promesse emblématique de campagne. Il réclame plus de 5 milliards de dollars pour édifier son mur afin de lutter contre l'immigration clandestine. Ses adversaires politiques s'y opposent, jugeant que le "magnifique mur" vanté par le magnat de l'immobilier n'est en aucun cas une réponse adaptée au débat complexe sur l'immigration.

Si les démocrates se sont redits favorables à une sécurité "forte" aux frontières, ils jugent le mur "coûteux" et "inefficace".

Nancy Pelosi fait son retour au Congrès américain en famille

https://www.huffingtonpost.fr/ INTERNATIONAL 03/01/2019 22:06 CET | Actualisé il y a 7 heures Par Lucie Hennequin

Le retour historique de la Démocrate au perchoir marque le début d'une nouvelle ère d'opposition à Donald Trump.

ÉTATS-UNIS - C'est en famille que Nancy Pelosi a repris la tête de la Chambre des représentants jeudi 3 janvier. Entourée de ses enfants et surtout petits-enfants, la démocrate a été réélue au poste de présidente, qu'elle connaît déjà.

Elle a en effet occupé le perchoir de "Speaker" entre 2007 et 2010, devenant alors la première femme de l'histoire américaine à accéder à ce poste crucial. Nancy Pelosi, 78 ans, a prêté serment après avoir été élue par 220 voix.

Elle a souhaité vivre cet événement en famille, entourée notamment de quelques-uns de ses petits-enfants, dont une petite-fille qui semblait particulièrement fière de sa grand-mère, ***comme vous pouvez le voir dans la vidéo en tête d'article***. Au moment de prêter serment devant le 116e Congrès américain, Nancy Pelosi les a appelés à la rejoindre ainsi que tous les enfants présents.

Un nombre record de femmes au Congrès

Appelant au "respect" dans une Amérique divisée, son retour historique au perchoir marquant le début d'une nouvelle ère d'opposition au président républicain Donald Trump qui affronte une fin de mandat difficile. En ce début 2019, le Congrès compte 435 nouveaux élus à la Chambre des représentants, désormais contrôlée par les démocrates, et 100 sénateurs au Sénat, qui reste sous contrôle républicain.

"Nous ne nous faisons pas d'illusions, notre travail ne sera pas facile, a déclaré Nancy Pelosi après avoir repris le marteau de "Speaker". Mais promettons que lorsque nous ne serons pas d'accord, nous nous respecterons et nous respecterons la vérité", a-t-elle ajouté, alors que Donald Trump est régulièrement accusé de mentir.

Nombre record de femmes et d'élus issus de minorités: devant une nouvelle Chambre qui multiplie les "premières", elle a salué l'arrivée de nouveaux membres dont "l'optimisme, l'idéalisme" vont "renforcer" la démocratie. Elle a également rappelé que son élection intervient alors que les États-Unis fêtent le centenaire de l'octroi du droit de vote aux femmes.

Des "défis" nombreux pour la démocrate

Affirmant reprendre ce poste avec "grand espoir et confiance en l'avenir", Nancy Pelosi a reconnu les "défis" qui l'attendent. Elle a dit vouloir protéger la classe moyenne, alors que Donald Trump avait su, en 2016, séduire certains des déçus du "rêve américain".

Mais elle a aussi eu un message d'ouverture envers les migrants, disant vouloir protéger les "Dreamers", arrivés sans-papiers aux États-Unis lorsqu'ils étaient mineurs. Sur l'environnement, Nancy Pelosi a eu des mots très forts alors que Donald Trump a retiré les Etats-Unis de l'accord de Paris. "Nous devons aussi adresser la menace existentielle de notre époque: la crise climatique", a déclaré la démocrate.

Si elle a affirmé vouloir rassembler au-delà des lignes partisanes, c'est avec un défi à Donald Trump que Nancy Pelosi reprend le perchoir. Elle soumettra à un vote, dès la fin de journée, des mesures budgétaires temporaires qui permettraient de débloquer les administrations américaines, partiellement paralysées depuis le 22 décembre.

La Maison Blanche a par avance rejeté ces projets de loi, car ils n'incluent pas cinq milliards de dollars pour financer le mur voulu par le président à la frontière avec le Mexique afin de lutter contre l'immigration clandestine. Donald Trump a convié les chefs du Congrès à une nouvelle réunion vendredi.

Technologie

Après les fake news, la menace du «deep fake» prend de l'ampleur sur le web

Tech & Web http://www.lefigaro.fr/ Par Harold Grand Publié le 02/01/2019 à 17:59

Une vidéo «deep fake» reproduisant le visage de Barack Obama. Capture d'écran YouTube

Cette technologie consistant à remplacer le visage et la voix d'une personnalité dans une vidéo s'améliore de jour en jour. Aux États-Unis, certains élus la considèrent comme une «menace contre la sécurité nationale».

L'actrice la mieux payée d'Hollywood, Scarlett Johansson, vient d'ajouter son nom à la liste des personnalités qui s'engagent contre le phénomène des «deep fake» - ces vidéos ultraréalistes dans lesquelles les visages et les voix de ceux qui apparaissent à l'écran sont modifiés. Dans une interview accordée au quotidien The Washington Post, l'actrice dont la tête a été utilisée dans des dizaines de vidéos pornographiques s'inquiète de la montée en puissance de ces technologies: «Les personnes vulnérables comme les femmes, les enfants, et les personnes âgées doivent prendre des précautions supplémentaires pour protéger leur identité et leur contenu personnel» déclare-t-elle.

La technologie «deep fake» s'est véritablement fait connaître sur le réseau social Reddit. En début d'année, un sujet thématique sur la plateforme dédiée à l'utilisation d'intelligence artificielle dans les films pornographiques a réuni jusqu'à 90.000 membres. Cette discussion faisait également l'éloge d'une application gratuite, simple d'utilisation baptisée «FakeApp» qui permettait à n'importe qui de s'essayer au «deep fake» sans avoir de formation préalable en informatique. Plusieurs internautes s'en sont ainsi servis pour créer des vidéos à caractère pornographique en y incrustant les visages de célébrités comme ceux de Jessica Alba ou de Daisy Ridley. En février, la plateforme avait décidé de sévir et de fermer cette discussion au motif qu'elle ne respectait pas ses règles internes en faisant la promotion de la «pornographie forcée».

Des technologies avancées

Au-delà des différentes polémiques liées aux contenus pornographiques, la technologie «deep fake» peut aussi être utilisée pour désinformer. Selon la professeur émérite en éthique Deborah Johnson, interrogée par Vice, «Nous arrivons au point où nous ne pouvons plus distinguer ce qui est réel de ce qui ne l'est pas (...) tout ce business de la confiance et de la faisabilité est mis à mal par cette technologie». Contactée par Le Figaro, Solange Ghernaouti, experte internationale en cybersécurité et cyberdéfense, souligne que le numérique entraîne une «dissociation entre le contenu et le support sur lequel il est diffusé. On est face à une information immatérielle, non palpable, qui peut être consultée à la fois sur smartphone ou dans le cloud par exemple. Chaque son, image ou vidéo peut ainsi être plus facilement manipulé» explique-t-elle.

Pour dénoncer ces potentiels dangers, le média BuzzFeed avait fait beaucoup de bruit en avril dernier en partageant une vidéo de Barack Obama traitant Donald Trump «d'idiot total et absolu». À l'aide d'une intelligence artificielle spécialisée, le cinéaste Jordan Peele, à l'origine de la vidéo, avait alors été capable de créer un faux Barack Obama capable de dire ce qu'on lui demande de dire. De leur côté, des chercheurs de l'entreprise Nvidia, à la base spécialisée dans la puissance de calcul, ont construit leur propre outil de fabrication de «deep fake». Grâce à la technique des «réseaux adversatifs générateurs» (GAN), ils sont capables de mettre en concurrence deux algorithmes pour obtenir la meilleure imitation possible. L'un étant chargé de copier le style d'une vidéo en y ajoutant un visage tandis que l'autre juge si cette copie est crédible et si la réponse est

non, tente de l'améliorer. D'autres technologies peuvent être utilisées dans l'amélioration des «deep fake». L'application Lyrebird développe par exemple son propre outil de clonage des voix alors que des travaux sont en cours sur le «Facial Reenactment», soit la capacité de reproduire à l'identique des expressions faciales. Des chercheurs de l'université de Berkeley ont aussi récemment partagé le fruit de leurs travaux sur le «motion transfer». Une technologie permettant de dupliquer les mouvements d'un corps sur un autre.

Grâce à l'ensemble de ces outils, le risque que la production de vidéos «deep fake» ne devienne une véritable industrie - comme l'ont été les fake news lors de la campagne présidentielle américaine de 2016 ou du référendum sur le Brexit - est réel. «On savait qu'on ne pouvait pas croire ce qu'on lisait. Maintenant, il ne faut pas croire ce qu'on entend et même ce qu'on voit de nos propres yeux» expliquait en août dernier sur les ondes de Radio Canada la spécialiste des transformations numériques Catalina Briceño. En septembre dernier, trois élus américains ont décidé de s'emparer de ce sujet pour en prévenir les effets néfastes à l'approche des élections de mi-mandat aux États-Unis. Ils ont voulu inscrire le «deep fake» sur la liste des menaces contre «la sécurité nationale». En France, le problème est aussi devenu un objet d'inquiétude. Un rapport sur la désinformation publié en septembre pointait le fait que ces vidéos «deep fake» pouvaient participer dans les prochaines années à une «atomisation extrême de l'information, avec la disparition ou la fragilisation des acteurs pouvant servir de tiers de confiance».

Tentatives de réponse

Pour contrer ces manipulations d'un nouveau genre, plusieurs institutions ont décidé de mettre en place leur propre outil de vérification. C'est notamment le cas du chercheur Vincent Nozick, membre du laboratoire d'informatique Gaspard-Monge qui a développé un programme: le «Mesonet» dont la mission est de repérer les «deep fake» en s'appuyant notamment sur le mouvement des paupières. Aux États-Unis, l'agence de recherche américaine de défense liée au Pentagone, la DARPA, a financé à hauteur de 68 millions de dollars des projets technologiques luttant contre les «deep fake». Les médias font aussi partie de ce combat pour détecter de potentiels faussaires. L'AFP est par exemple partenaire du projet européen InVid (pour In Video Veritas, NDLR) lancé en janvier 2016. Destiné aux journalistes, ce plug-in qui peut être téléchargé sur n'importe quel navigateur internet est censé les aider à repérer les vidéos truquées souvent partagées en masse sur les réseaux sociaux. Il permet notamment de savoir si une vidéo a été manipulée techniquement avant d'être mise en ligne. Mais des progrès peuvent encore être faits. Pour Solange Ghernaouti, l'idéal à terme serait d'avoir des images ou des vidéos numériques dotées de «tatouages électroniques», ce qui permettrait de vérifier «plus simplement et plus rapidement l'origine d'un contenu».

ASIE

AFGHANISTAN

Diplomatie

Trump ironise sur une bibliothèque offerte par l'Inde à l'Afghanistan

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 02/01/2019 à 22:20 Publié le 02/01/2019 à 22:17

Donald Trump s'est ouvertement moqué aujourd'hui du premier ministre indien Narendra Modi, qui se vante selon lui d'avoir financé une bibliothèque en Afghanistan, peu utile à ses yeux dans ce pays en guerre. "Je pense que l'Inde devrait s'impliquer en Afghanistan", a lancé le président des Etats-Unis devant la presse au cours d'une réunion de son gouvernement.

Très remonté contre les pays de la région qui, estime-t-il, laissent l'essentiel du fardeau sur les épaules de Washington après 17 ans de conflit, il a ironisé sur les alliés qui envoient "une centaine de soldats" et affirment ensuite être "engagés en Afghanistan". "Alors que nous, ça nous coûte des milliards et des milliards de dollars", a-t-il pesté. Ainsi, le premier ministre indien, avec lequel "je m'entends bien", "me dit constamment qu'il a construit une bibliothèque en Afghanistan", a rapporté le milliardaire républicain, peu connu pour son goût pour la lecture. "Et on est censé répondre: 'Oh, merci pour la bibliothèque'. Je ne sais même pas qui s'en sert en Afghanistan", a-t-il ajouté, soulignant qu'il s'agissait d'une aide infime par rapport aux dépenses américaines dans ce pays où les Etats-Unis sont entrés en guerre après les attentats du 11 septembre 2001. Donald Trump n'a pas clairement expliqué à quelle bibliothèque il faisait référence.

L'Inde a fourni une aide de trois milliards de dollars à l'Afghanistan depuis la chute des talibans au début du conflit. Parmi les projets figure la reconstruction d'un établissement scolaire d'excellence à Kaboul.

CHINE

Défense

Hudong commence la construction de la première frégate Type 054A/P pour la marine pakistanaise

http://www.eastpendulum.com/ Mer By Henri KENHMANN 2018-12-30

Annoncé officiellement par la marine pakistanaise (PN) **en début Juin cette année**, l'acquisition des quatre frégates appelées précédemment F22P Batch II, désormais Type 054A/P, passe une étape majeure mercredi dernier avec la découpe de la première tôle au chantier naval Hudong Zhonghua à Shanghai.

En présence du vice-amiral Kaleem Shaukat de la PN et QIAN Jian Ping (钱建平), directeur général adjoint du groupe naval chinois CSSC, ainsi qu'une petite centaine de hauts responsables militaires et industriels chinois, la cérémonie a eu lieu le 19 Décembre dans ce chantier naval où la moitié des 30 frégates Type 054A pour la marine chinoise a été construite.

Le discours de QIAN lors de la cérémonie souligne le fait que le Type 054A/P est le plus grand navire de guerre (~4 000t, NDLR) jamais exporté par la Chine, et aussi le plus avancé sur le plan technologique.

Pour la marine pakistanaise, le Type 054A/P va lui permettre de renforcer ses capacités à « maintenir une équilibre des forces dans l'océan Indien », et de sécuriser le trafic maritime dans la région.

Bien qu'aucun détail technique n'a été communiqué par les deux parties, mais ce que l'on peut tirer des éléments rendus publique sur la frégate montrent que le navire reprend sensiblement le même design que le Type 054A de la marine chinoise, à ceci près que le radar de surveillance est remplacé par le SR2410C de balayage électronique 3D à bande S – le même qui équipe déjà les deux dernières corvettes C13B pour le Bangladesh et qui est conçu par l'Académie n°8 du groupe CSIC – et il y a fort à parier que les 4 missiles anti-navires soient le nouveau CM-302 du missilier chinois CASIC, **la version d'export du YJ-12A supersonique**.

Le missile anti-navire supersonique CM-302, version d'export du YJ-12A

Maquette du radar de surveillance 3D à balayage électronique SR2410C

Deux jours après le début de construction du premier Type 054A/P, une délégation de la marine pakistanaise a été reçu à Pékin par CSIC, un autre grand groupe naval chinois, qui s'est chargé de la conception du navire.

Les deux parties ont échangé sur des projets clés en cours, dont très probablement **le projet des 8 sous-marins diesels d'attaque**, et sont parvenues à un consensus sur l'élargissement de la coopération à l'avenir.

Type 002 : 4e sortie à la mer pour le 2e porte-avions chinois

http://www.eastpendulum.com/ Mer By Henri KENHMANN 2018-12-31

Un peu plus de 7 semaines après la fin de son dernier essai à la mer, qui a eu lieu récemment du 28 Octobre au 6 Novembre dans une zone située à 100 km au sud de Dalian, le 2e porte-avions chinois a de nouveau levé l'ancre jeudi dernier pour une nouvelle campagne de tests.

C'est donc la 4e fois que le quasi-sistership du « *Liaoning* » prend le large depuis sa mise à l'eau en fin Avril 2017. L'entrée en service du nouveau porte-avions chinois est toujours donnée pour Q3 2019 selon notre estimation.

Par rapport à sa dernière sortie, le navire déplaçant 60 000 tonnes environ se distingue cette fois-ci par la présence des 4 brins d'arrêt, désormais installés sur le pont d'envol. Mais rien ne permet de supposer si des tests d'appontage auront lieu à bord.

En revanche, les trois maquettes grandeur nature déjà présentes la dernière fois, à savoir un J-15 version guerre électronique, un hélicoptère Z-8 et un hélicoptère léger Z-9, ont été perçues sur le pont du porte-avions lors de son départ. On peut alors supposer que les équipements de support aéronautique à bord vont continuer à être testé et ajusté.

Deux jours avant le départ, les brins d'arrêt sont bien visibles sur le pont d'envol.

Départ du 2e porte-avions pour sa 4e sortie à la mer (Photos : 香港文匯報)

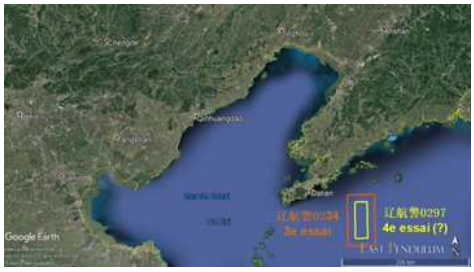
Tout comme pour sa dernière sortie, le porte-avions Type 002 devrait évoluer cette fois encore au sud de Dalian, mais dans une zone plus petite que la précédente.

L'alerte de navigation LN-297, émise par le Bureau de sécurité maritime de la province de Liaoning, interdit l'accès à tous les navires non autorisés dans un périmètre de 149 km – soit 1 048 km² – en raison des « opérations militaires », et ce allant du 26 Décembre à 08h00 au 30 Décembre à 18h00 heure de Pékin.

On notera que cette zone se situe en réalité à l'intérieur de celles des trois premières sorties, qui sont pratiquement identiques.

辽航警0297
黄海北部，自12月26日0800时至30日1800时，在
1. 38°45′00″N 122°23′00″E
2. 38°45′00″N 122°36′00″E
3. 38°15′00″N 122°36′00″E
4. 38°15′00″N 122°23′00″E

诸点连线范围内执行军事任务。禁止驶入。



East Pendulum @HenriKenhmann

Le 2e porte-avions de la marine chinoise pourrait mener son 4e essai à la mer avant la fin d'année, du 26 au 30 Décembre précisément, mais c'est à confirmer. Les dernières photos de la presse chinoise Wen Hui Bao (文汇报) montrent que le bâtiment est prêt à partir.

31

14:48 - 26 déc. 2018

Si la durée du 26 au 30 Décembre – 5 jours en tout – peut paraître courte en comparaison des sorties précédentes, surtout que le porte-avions n'est parti que le 27 finalement, il n'est pas exclu que les essais vont se prolonger dans un autre endroit en baie de Bohai si l'on croit à une deuxième notification des autorités chinoises.

En effet, une autre zone interdite d'accès a été signalée par l'alerte de navigation LN-0301. Cette zone d'un périmètre de 92,7 km se trouve près de plusieurs installations d'essais et militaires de la marine chinoise, notamment le centre de formation des pilotes aéronavals de Xingcheng.

Il est donc possible que les pilotes chinois et leurs J-15, ou avec des avions d'entraînement avancé JL-9G, fassent des survols et des ronds autour du nouveau porte-avions pour vérifier les différents équipements de suivi et de guidage aéronautiques, avant que les tests de pontée ne soient réalisés plus tard lors des prochaines sorties en mer du navire.

辽航警0301
渤海，自2018年12月29日0800时至2019年1月11日1800时，在
1. 39°43′00″N 120°07′00″E
2. 39°43′00″N 120°20′00″E
3. 39°28′00″N 120°20′00″E
4. 39°28′00″N 120°07′00″E
诸点连线范围内执行军事任务。禁止驶入。

Les deux zones possibles pour le 4e essai à la mer du porte-avions Type 002 (Image : East Pendulum)

Ce dernier n'est bien entendu qu'une supposition de travail. Nous suivons de près la date officielle du retour au chantier du porte-avions et les communications institutionnelles pour confirmer, ou infirmer, ceci.

En 10 ans, la marine chinoise a escorté 6 600 navires dans l'océan Indien

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 02.01.2019 Par Philippe Chapleau

Lors du point presse du 27 décembre, le colonel Wu Qian, le directeur général de la communication du ministère chinois de la Défense, est revenu sur 10 ans d'opérations de la marine chinoise au large de la Somalie, dans le cadre des activités de sécurisation des voies de transit maritime menacées par la piraterie.

Il a rappelé que la première flottille (une NETG, pour "*navy escort task group*") avait quitté la Chine le 26 décembre 2008 en direction du golfe d'Aden. En dix ans, 30 flottilles ont patrouillé, escortant quelque 6 600 navires et venant au secours de 70 d'entre eux.

La 31e NETG est arrivée au large de la Somalie le 24 décembre (lire **ici**). Elle est composée d'un navire amphibie, le *Kunlunshan* (998), de la frégate *Xuchang* (536) et du ravitailleur *Luomahu* (964).

Un navire militaire chinois armé d'un présumé canon électro-magnétique a été aperçu en haute mer

http://www.opex360.com/ Posté dans Asie-Pacifique, Forces navales, Technologie par Laurent Lagneau Le 03-01-2019

Photo : Le Haiyang Shan et son canon électromagnétique photographié en haute mer [via Twitter]

Presque 50 ans après les premiers pas de Neil Armstrong et de Buzz Aldrin sur la Lune, la Chine vient de réaliser une première mondiale, ce 3 janvier, en faisant alunir, sur la face cachée de ce satellite de la Terre, le module d'exploration Chang'e-4. Ce dernier communique avec un satellite relais qui, appelé Quequiao, avait été lancé en mai dernier pour être placé sur une orbite de Halo autour du point de Lagrange L2 du système Terre-Lune.

La Chine a fait de l'espace une priorité. D'où ses investissements dédiés à son programme spatial, lequel a donné à un premier vol habité en 2003. Elle dispose de son propre système de géolocalisation [le « Beidou »] et compte s'attaquer à l'exploration de Mars. Espérant envoyer des « taïkonautes » sur la Lune, elle a également l'ambition de lancer sa propre station spatiale, qui devrait s'appeler « Palais Céleste ».

Comme on le voit, la Chine a donc accompli d'énormes progrès dans le domaine spatial pendant que d'autres puissances doivent jongler avec les impératifs budgétaires, quitte à revoir leurs ambitions à la baisse, voire à les abandonner.

En outre, Pékin investit également pour développer des capacités militaires spatiales. La destruction du satellite Feng-Yun 1C par un missile SC-19, en janvier 2007, en témoigne. Mais s'agissant de la mise au point de nouvelles armes, les annonces chinoises sont souvent accueillies avec prudence.

Ainsi, le missile balistique DF-21 « tueur de porte-avions » suscite du scepticisme, voire de l'incrédulité, comme l'a récemment expliqué l'amiral Christophe Prazuck, le chef d'état-major de la marine française. L'avion de combat J-20, présenté comme étant furtif, donne aussi lieu à son lot d'interrogations.

Cependant, s'il y a un domaine où la Chine aurait pris une avance considérable, c'est sans doute celui des armes électromagnétiques. Cela fait maintenant des années que l'US Navy planche sur de tels systèmes sans pour autant être parvenue, pour le moment, à en équiper l'un de ses navires. La France et l'Allemagne, via l'Institut de recherches de Saint-Louis [ISL], mènent également des travaux dans ce sens.

Un canon électromagnétique [ou « railgun »]présente plusieurs avantages. En effet, pouvant d'envoyer un projectile à une distance d'environ 200 km à la vitesse de Mach 5, son emploi est économique étant donné que le coût d'un tir est au moins dix fois moins élevé que celui d'un missile tout en étant très sûr dans la mesure où il ne serait plus besoin de garder des explosifs sur

un navire. En revanche, il lui faut disposer d'énormément d'énergie électrique, ce qui est un frein à sa miniaturisation.

Si le principe d'une telle arme est relativement simple [faire circuler un courant électrique très intense entre deux rails conducteurs d'électricité parallèles en misant sur la force de Laplace pour donner une accélération – et donc une vitesse – très forte à un projectile], il reste quelques difficultés à surmonter, notamment dans le domaine des matériaux, ces derniers étant soumis à de fortes contraintes physiques, et donc à une usure prématurée.

Les ingénieurs chinois auraient-ils réussi là où d'autres cherchent encore la bonne formule ? En tout cas, en février 2018, il a été rapporté que le navire d'assaut amphibie Haiyang Shan était doté d'un canon électromagnétique, ce qui en aurait fait le premier bâtiment à en être armé. Du moins, des photographies, prises alors qu'il quittait le chantier naval de Wuhan et diffusées via les réseaux sociaux à l'époque, le suggéraient.

En effet, l'on voyait voir sur ces clichés que les deux canons pièces d'artillerie jumelées de 37 mm avaient été remplacées par ce qui ressemblait à un canon électromagnétique [car ressemblant à celui développé par BAE Systems pour l'US Navy]. En outre, l'on pouvait aussi remarquer la présence de trois conteneurs devant probablement abriter des générateurs électriques.

Depuis, CNBC a rapporté que le renseignement américain était au courant de l'existence des projets chinois en matière de canon électromagnétique depuis 2011. Cette arme aurait fait l'objet de tests en 2014. Et, entre 2015 et 2017, elle aurait été « calibrée pour frapper plus loin » et « augmenter sa létalité ».

Visiblement, la mise au point de ce canon électromagnétique chinois vient de franchir une nouvelle étape. Là encore, sur des photographies ayant opportunément « fuité » sur les réseaux sociaux, l'on voit le navire d'assaut amphibie Haiyang Shan naviguer en haute-mer, au large de Shanghai, ce qui laisse supposer qu'il s'apprête à tester sa nouvelle arme dans les conditions opérationnelles.

Selon les confidences faites à CNBC, le renseignement américain estime que la marine chinoise disposera de destroyers [ceux de type 055?] dotés de canons électromagnétiques opérationnels d'ici 2025. À moins que la mise au point de ces derniers ait progressé plus vite que prévu… Quoi qu'il en soit, ce nouveau type d'arme pourrait être un « game changer », sans doute beaucoup plus « dangereux » pour les porte-avions que ne peut l'être le missile DF-21.

Une version chinoise de la « mère de toutes les bombes » a été testée

http://www.opex360.com/ Posté dans Asie-Pacifique, Forces aériennes par Laurent Lagneau Le 04-01-2019

Le 13 avril 2017, un avion MC-130H de l'Air Force Special Operations Command larguait une GBU-43/B sur un réseau de grottes et de tunnels utilisés par la branche afghano-pakistanaise de l'État islamique [EI-K] dans la province afghane de Nangarhar. Et il s'agissait alors du premier raid aérien mené avec cette munition, appelée MOAB [Massive Ordnance Air Blast Bomb ou « Mother of all Bombs].

Cette GBU-43/B, avec ses 10,3 tonnes, est en effet surnommée la « mère de toutes les bombes » car elle la munition conventionnelle la plus puissante de l'arsenal américain. Développée par l'Air Force Research Laboratory, elle combine des effets thermiques, d'onde de choc et de dépression.

Le chef des forces américaines en Afghanistan et de la mission Resolute Support [de l'Otan], avait expliqué que la GBU-43/B était la « bonne munition » pour venir à bout des jihadistes retranchés dans les grottes de la province de Nangarhar. Seulement, les effets de cette MOAB, tant opérationnels que psychologiques, furent discutables… En tout cas, l'EI-K ne fut pas éradiqué pour autant et l'organisation a, depuis, revendiqué plusieurs attentats meurtriers et subi des revers contre le mouvement taleb…

Cela étant, la Chine n'a pas souhaité être en reste. Ainsi, une vidéo, diffusée par le groupe public d'armement chinois Norinco, montre l'explosion d'une bombe aux effets similaires à ceux produits par la MOAB américaine.

Selon les médias d'État chinois, cette bombe serait donc la version chinoise de la GBU-43/B. D'une longueur de 5 à 6 mètres et d'une masse a priori inférieure à la MOAB américaine, cette munition, dont « la puissance n'est inférieure qu'à celle des armes nucléaires », aurait été larguée par un bombardier stratégique Xi'an H-6K [la version chinoise des Tu-16 soviétiques, ndlr]. Cependant, on ignore quand et où son essai a eu lieu.

Toutefois, on notera que les médias chinois ont évoqué l'existence de cette nouvelle bombe quasiment au même moment où le président Xi Jinping adressait un nouvel avertissement à Taïwan, en formulant des menaces de recours à la force à peine voilées.

Cette version chinoise de la « mère de toutes les bombes peut détruire facilement et complètement des cibles au sol fortifiées telles que des bâtiments renforcés, des bastions et des abris de défense », a commenté Wei Dongxu, un analyste militaire, dans les colonnes du quotidien Global Times. Elle « peut également être utilisée pour dégager une zone de débarquement […] qui « serait recouverte d'obstacles », a-t-il ajouté.

Par le passé, les forces américaines eurent recours à la BLU-82, qui fut la bombe non nucléaire la plus puissante de leur arsenal avant l'entrée en service de la GBU-43/B. Ce fut le cas au Vietnam [22 furent larguées lors de l'opération Lam Son 719, qui se solda par une victoire nord-vietnamienne, ndlr], durant la guerre du Golfe [à des fins psychologiques] et lors de la bataille de Tora Bora, en Afghanistan.

Economie

Chine : l'indice PMI manufacturier sous la barre des 50, un plus-bas depuis 2016

Économie International Par latribune.fr Avec Reuters | 31/12/2018, 15:05

L'activité dans le secteur manufacturier chinois s'est contractée en décembre pour la première fois depuis plus de deux ans, du fait d'un ralentissement de la demande qui souligne les difficultés que rencontre l'économie chinoise dans le contexte de guerre commerciale avec les États-Unis. (Crédits : Reuters)

Ces nouveaux chiffres viennent confirmer les premiers signes de ralentissement de l'activité économique chinoise tels ceux des baisses successives des prix à la production et des prix à la consommation. En pleine guerre commerciale avec les États-Unis, les

premières mesures de soutien à l'économie engagées cette année par Pékin semblent sans effet.

L'activité dans le secteur manufacturier chinois s'est contractée en décembre pour la première fois depuis plus de deux ans, du fait d'un ralentissement de la demande qui souligne les difficultés que rencontre l'économie chinoise dans le contexte de guerre commerciale avec les États-Unis.

L'indice PMI manufacturier officiel, élaboré par la société d'information économique IHS Markit (*), est tombé à 49,4 en décembre, sous le seuil qui sépare contraction et expansion de l'activité, montrent les résultats publiés lundi des enquêtes réalisées par les pouvoirs publics chinois auprès des directeurs d'achats.

Il s'agit de sa première contraction depuis juillet 2016 et le PMI le plus faible depuis février 2016 (49). Les analystes interrogés par Reuters anticipaient une contraction mais attendaient un indice PMI de 49,9.

Des mesures supplémentaires attendues en 2019

Ces statistiques suggèrent qu'une série de mesures de soutien à l'économie engagées cette année par Pékin n'ont pas encore porté leurs fruits. Des mesures supplémentaires sont attendues en 2019.

Près d'un mois jour pour jour après que le président américain Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping ont convenu d'une trêve commerciale de 90 jours, des incertitudes demeurent quant à la faculté des Etats-Unis et de la Chine à parvenir à un accord commercial avant le 1er mars.

D'après les données du **Bureau national chinois de la statistique,** l'indice des **commandes à l'exportation** a été ramené à 46,6 contre 47,0 en novembre, reflétant une baisse de la demande extérieure pour le septième mois consécutif.

Pour le **secteur des services**, qui représente plus de la moitié de l'économie chinoise, l'indice officiel PMI a rebondi en décembre, pour s'établir à 53,8 contre 53,4 le mois précédent.

Espace

La Chine réussit son alunissage sur la face cachée de la Lune

https://www.huffingtonpost.fr/ C'EST DEMAIN 03/01/2019 05:26 CET | Actualisé il y a 5 heures Le HuffPost avec AFP

Il s'agit du premier alunissage jamais réalisé sur cette face de notre satellite.

CNSA La sonde chinoise Chang'e 4 qui s'est posée sur la face cachée de la Lune.

ESPACE - C'est historique. La sonde Chang'e 4, lancée par la Chine le 7 décembre, s'est posée sur la face cachée de la Lune ce jeudi 3 janvier. Une grande première qui pourrait nous en apprendre beaucoup sur l'astre de nuit, mais aussi sur l'espace en général.

Le module d'exploration s'est posé sans encombre à 10h26 heure de Pékin a rapporté l'agence Chine nouvelle. L'engin doit notamment mener des études portant sur les basses fréquences radio, les ressources en minéraux et la culture des tomates et d'autres plantes.

Global Times

✔ @globaltimesnews

More than 100 spacecraft and probes have been launched onto the moon since the 1950's but none have made a soft landing on the moon's dark side. #Change4's landing made a historic achievement. http://bit.ly/2CL4q8H

44

08:23 - 3 janv. 2019

L'engin a envoyé une photo de la surface lunaire au satellite Queqiao, en orbite autour de la Lune, a précisé la télévision publique CCTV. Contrairement à la face de la Lune la plus proche de la Terre, qui est toujours tournée vers notre planète, aucune sonde ni aucun module d'exploration n'avait encore jamais touché le sol de l'autre côté.

La face cachée est montagneuse et accidentée, parsemée de cratères, alors que la face visible offre de nombreuses surfaces planes pour se poser. Un des défis majeurs est de parvenir à communiquer avec le robot lunaire: la face cachée étant toujours orientée dans le sens opposé à la Terre, il n'y a pas de "ligne de mire" directe pour transmettre les signaux, sauf à installer un relais.

C'est la deuxième fois que la Chine envoie un engin explorer la surface lunaire après le Yutu (Lapin de jade) en 2013, qui est resté actif pendant 31 mois. Pékin prévoit déjà de lancer l'an prochain un Chang'e-5 pour recueillir des échantillons et les ramener sur Terre.

La Chine investit des milliards dans son programme spatial, piloté par l'armée. Elle place des satellites en orbite, pour son compte (observation de la Terre, télécommunications, système de géolocalisation Beidou) ou pour d'autres pays. Elle espère également envoyer un robot sur Mars et des humains sur la Lune.

CORÉES

Corée du Nord

Diplomatie

Corée du Nord - États-Unis: les incertitudes d'une négociation sous tension

Actualité International http://www.lefigaro.fr/ Par Sébastien Falletti Mis à jour le 03/01/2019 à 10:21 Publié le 02/01/2019 à 19:44

KCNA is KNS/AP

Un an après leur rapprochement historique, l'idylle entre Kim et Trump est menacée par le maintien des sanctions américaines.

À Shanghai

Kim Jong-un manie la carotte mais menace d'user du bâton pour amadouer Donald Trump. Costume-cravate sombre, lunettes studieuses, le leader suprême nord-coréen a enfilé la panoplie du dirigeant «responsable», à l'occasion de son allocution traditionnelle du Nouvel An, pour mieux convaincre le président américain de lâcher du lest sur le front nucléaire. Installé dans un fauteuil en cuir, devant une cheminée rappelant étrangement le Bureau ovale de la Maison-Blanche, le jeune dictateur a réaffirmé son engagement à ne pas «produire» ni «multiplier» des armes atomiques, mais il a posé ses conditions à tout pas supplémentaire en vue du démantèlement de son arsenal, menaçant de reprendre sa stratégie d'affrontement.

«Je suis toujours prêt à m'asseoir avec le président américain à tout moment et à faire des efforts pour produire un résultat qui satisfera la communauté internationale» Kim Jong-un, le leader suprême nord-coréen

«Je suis toujours prêt à m'asseoir avec le président américain à tout moment et à faire des efforts pour produire un résultat qui satisfera la communauté internationale», a déclaré, rassurant, le dirigeant de l'État paria, appelant à la tenue d'un second sommet avec Trump, après la poignée de main historique du 12 juin, à Singapour.

Un an après avoir lancé le spectaculaire rapprochement diplomatique avec Washington, et Séoul, à l'occasion de son adresse du 1er janvier 2018, Kim veut transformer l'essai en arrachant un allègement des sanctions internationales qui étranglent sa fragile économie et ses ressources en devises étrangères. Après une année 2017 sous haute tension, le dirigeant trentenaire a mené l'an passé une offensive de charme réussie, brisant son isolement grâce à la suspension de ses essais atomiques et balistiques et à l'engagement de travailler à la «dénucléarisation de la péninsule». «Nous sommes tombés amoureux», a même affirmé Trump à l'endroit de l'héritier de la seule dynastie «communiste» de la planète.

Donald Trump et Kim Jong-un se serrent la main, moment historique

La poignée de main a eu lieu entre Kim Jong-un et Donald Trump. Ils se sont serré la main une dizaine de secondes, avant de se tenir côte-à-côte pendant quelques secondes, sous le feu des objectifs des photographes.

Mais, en 2019, la lune de miel pourrait tourner court, alors que le couple doit passer du stade des belles intentions aux engagements concrets. Si les deux leaders bénéficient à court terme de cette proximité affichée, les stratèges des deux camps comptent engranger des résultats tangibles cette année, sous peine d'enclencher un nouveau cycle de tensions. «C'est un jeu de poker aveugle», juge François Godement, directeur au European Council on Foreign Relations (ECFR).

«Nous pourrions n'avoir d'autre choix que de prendre une nouvelle voie si les États-Unis ne tiennent pas leur promesse et cherchent à forcer les choses de façon unilatérales» Kim Jong-un

Trump a rapidement salué d'un tweet l'adresse de Pyongyang et indiqué mercredi avoir reçu une «formidable»lettre du leader nord-coréen, assurant sa volonté de tenir bientôt un second sommet avec Kim. Mais le report régulier de la rencontre depuis l'automne, comme celui de la visite du dictateur à Séoul, illustre les divergences en coulisse.

L'impatience gagne Kim, après plusieurs mois d'impasse et l'annulation abrupte le 7 novembre de la rencontre entre le négociateur Kim Yong-chol et Mike Pompeo, le secrétaire d'État américain.

Le dictateur lance la balle dans le jardin de la Maison-Blanche, agitant la menace d'un changement de pied brutal. «Nous pourrions n'avoir d'autre choix que de prendre une nouvelle voie si les États-Unis ne tiennent pas leur promesse, jaugent mal notre patience et cherchent à forcer les choses de façon unilatérale, en s'accrochant aux sanctions et aux pressions», prévient Kim.

En clair, Pyongyang menace de relancer l'escalade si Trump n'allège pas les lourdes sanctions de l'ONU, imposées à la suite de son cavalier seul nucléaire. Le dirigeant va plus loin, exigeant la fin «complète» des exercices militaires américains en Corée du Sud, pour le moment seulement «suspendus» par Trump. Le retrait des troupes américaines en Syrie décrétée par le président peut nourrir les espoirs de Pyongyang de voir les 28.500 GI posté au sud de la DMZ (zone coréenne démilitarisée) faire leurs bagages.

Les belles intentions de Singapour, visant à la dénucléarisation de la péninsule, se fracassent sur la réalité des négociations. Ce concept englobe «le retrait de toute source de menace nucléaire non seulement au Sud et au Nord, mais aussi dans les régions voisines de la péninsule», a précisé l'agence officielle KCNA, le 20 décembre. Les bases américaines au Japon, ou à Guam, garantes du «parapluie nucléaire» américain sur Séoul, sont donc sur la table des négociations, selon cette vision maximaliste. Des exigences inacceptables pour le Pentagone, dont le chef démissionnaire James Mattis était perçu comme un garde-fou dans la région.

Le compte à rebours est lancé. «Les Nord-Coréens aimeraient obtenir quelque chose pour l'anniversaire de Kim Il-sung, le 15 avril. Mais l'attitude de Trump sera guidée par la politique intérieure, et il utilisera la carte nord-coréenne lorsqu'il en aura besoin», juge Jean Lee, experte au Wilson Center, à Washington. Avec pour ambition de décrocher un trophée, pacifique ou belliqueux, en vue de la prochaine campagne présidentielle.

Italie. Le plus haut diplomate nord-coréen s’est enfui et se cache

Accueil Monde Corée du Nord https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 03/01/2019 à 16h26 Publié le 03/01/2019 à 10h11

L'ambassadeur de Corée du Nord en Italie, Jo Song Gil, s'est enfui du complexe diplomatique début novembre avec sa femme et se cache désormais. | KIM HONG-JI / REUTERS

C’est une importante défection pour le régime de Pyongyang. L’ambassadeur de Corée du Nord en Italie, Jo Song Gil, s’est enfui du complexe diplomatique début novembre avec sa femme et se cache désormais. De son côté, Rome affirme ne pas avoir reçu de demande d'asile.

Le plus haut diplomate de Corée du Nord en poste en Italie s’est enfui et se cache, a déclaré ce jeudi un député sud-coréen après une réunion à huis clos avec des responsables des services de renseignement sud-coréens.

« La mission de l’ambassadeur par intérim Jo Song Gil devait se terminer fin novembre dernier et il s’est enfui du complexe diplomatique début novembre » avec sa femme, a déclaré aux journalistes Kim Min-ki.

« Il a demandé l'asile »

Cette réunion entre les services de renseignements sud-coréens et des députés est intervenue après que le quotidien sud-coréen *JoongAng Ilbo* eut rapporté que Jo Song Gil avait demandé l'asile avec sa famille dans un pays occidental, ce qui constitue une importante défection pour le régime de Pyongyang.

« Il a demandé l'asile au début du mois dernier », affirme une source diplomatique citée par le quotidien.

Son cas constitue selon cette source un casse-tête pour les autorités italiennes qui, néanmoins, **« le protègent dans un endroit sûr »**.

Il s'agirait le cas échéant d'une défection très importante qui ne serait pas sans rappeler celle en 2016 de l'ancien numéro deux de l'ambassade de Corée du Nord en Grande-Bretagne, Thae Yong-Ho, l'un des plus hauts diplomates de Corée du Nord à avoir fait défection ces dernières années.

Originaire d'une famille privilégiée

Jo Song Gil, 48 ans, assurait l'intérim depuis octobre 2017, quand l'Italie avait demandé à l'ambassadeur désigné de Corée du Nord, Mun Jong-Nam, qui n'était pas encore totalement accrédité, de quitter le pays, en protestation contre les lancements de missiles et les essais nucléaires menés par Pyongyang.

L'Italie est une des missions importantes du réseau diplomatique nord-coréen puisqu'elle s'occupe notamment des relations entre Pyongyang et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), basée à Rome. La Corée du Nord est régulièrement confrontée à de graves pénuries alimentaires.

Jo Song Gil est **« connu comme étant le fils, ou un gendre d'un des plus hauts responsables du régime de Pyongyang »**, précise le JoongAng en citant un expert non identifié.

La plupart des diplomates nord-coréens doivent généralement laisser au pays des membres de leur famille, souvent des enfants, pour les décourager de faire défection une fois en poste à l'étranger.

Jo Song Gil était cependant arrivé à Rome en mai 2015 avec sa femme et ses enfants, ce qui laisse penser qu'il pourrait être originaire d'une famille privilégiée, indique le quotidien, en relevant que les raisons précises de sa défection ne sont pas connues.

Au moment de sa défection, Thae Yong-Ho l'avait en partie justifiée par sa volonté d'offrir un meilleur avenir à ses trois enfants, alors qu'il venait d'être rappelé en Corée du Nord.

Rome affirme ne pas avoir de demande asile

De son côté, l'Italie n'est pas au courant d'une demande d'asile de la part d'un haut-diplomate nord-coréen. C'est ce qu'a affirmé ce jeudi matin une source proche du ministère des Affaires étrangères.

« Nous n'avons pas connaissance » d'une telle demande d'asile, a indiqué cette source, précisant que le ministère avait seulement reçu une demande de **« remplacement »** de ce diplomate nord-coréen en poste à Rome.

JAPON

Culture

Les ruines de Yonaguni au Japon : cette pyramide engloutie dont l'origine fascine et divise

A La Une Sud-Ouest Éco Sciences Et Technologie https://www.sudouest.fr/ Publié le 27/12/2018 à 8h19. Mis à jour le 03/01/2019 par Alexandra Tauziac.

Les vestiges sous-marins de Yonaguni fascinent depuis leur découverte, en 1985. Wikimedia cc-by Vincent Lou

"Atlantis du Japon" ou pyramide d'origine naturelle ? Découverte en 1985, cette surprenante structure sous-marine est loin d'avoir livré tous ses secrets.

En 1985, alors qu'il effectuait un repérage pour un voyagiste, Kihachiro Aratake, organisateur de plongées touristiques, tombe sur **vaste structure en grès très régulière, inconnue jusque-là**. Elle se trouve dans l'océan Pacifique, à une centaine de kilomètres à l'est de Taiwan. Plus précisément à l'extrémité sud de l'île Yonaguni, dans l'archipel japonais Ryūkyū, dans une zone où les courants sont forts, sur le chemin migratoire des requins marteaux..

Sur Google Maps, le repère qui indique son emplacement décrit ce "Yonaguni Monument", comme un ensemble de "mystérieuses constructions sous-marines".

Crédit photo : Google Maps

La structure principale mesure environ 50 mètres de large pour 20 mètres de long et 25 mètres de haut. Elle ressemble à une sorte de pyramide constituée de marches et de terrasses, dont la base repose à quelque 30 mètres de profondeur et dont le sommet se trouve à 5 mètres sous la surface. Son origine fait débat. Certains chercheurs estiment qu'il s'agit d'un monument façonné par l'homme, tandis que d'autres sont convaincus qu'il s'agit d'une formation rocheuse naturelle.

Façonné par l'homme ?

Masaaki Kimura, professeur à l'université des îles Ryūkyū, spécialisé en géologie marine, est l'un des premiers à s'y être intéressé, dans les années 1990. Sceptique au début, il fait partie, depuis sa première plongée sur place, de ceux qui voient dans cette structure les ruines d'une construction humaine engloutie par les eaux il y a plusieurs millénaires, probablement à la suite d'un tremblement de terre.

Après avoir longuement travaillé à mesurer et cartographier le site, outre la pyramide principale, il explique avoir identifié une dizaine d'autres structures au large des diverses petites îles de

l’archipel Ryūkyū, et d’autres, plus éloignées, au large d’Okinawa. Selon lui, la plus grande structure ressemble aux "gusuku", les châteaux ou forteresses d’Okinawa. Et **autour de ce "château", s’organisent les autres éléments**, parmi lesquels un arc de triomphe, cinq temples et au moins un stade, reliés entre eux par des routes et des canaux. Le tout est entouré par une sorte de muret d’enceinte.

Voici une maquette de la structure. Crédit photo : Flickr cc-by Liangtai Lin

Au cours des diverses plongées effectuées avec son équipe, il a également découvert ce qu’il interprète comme "de nombreuses preuves d’une influence humaine". Il évoque notamment des trous dans la structure qui auraient servi à accueillir des pieux, des "caractères rudimentaires gravés" sur certaines pierres et les restes de "**sculptures en forme d’animaux**".

"Les personnages et animaux découverts dans l’eau et que j’ai pu partiellement reconstituer dans mon laboratoire présentent les caractéristiques d’une culture issue du continent asiatique"

Si Masaaki Kimura et son équipe sont convaincus que le site regorge de "traces" d’une occupation humaine, "la poterie et le bois ne peuvent pas se conserver au fond de l’océan". Il n’a donc pu mettre la main sur aucune preuve directe. Mais ils restent convaincus que si le site a été façonné par la main de l’homme.

Par la nature seule ?

Un avis que ne partagent pas tous les chercheurs, à commencer par Robert Schoch, professeur de Sciences Naturelles à l’université de Boston, aux États-Unis. Lui aussi s’est rendu sur le site, notamment avec Masaaki Kimura. Mais contrairement à ce dernier, lui est convaincu que le site est d’origine naturelle, notamment car la structure elle-même est constituée d’un seul bloc et non de "blocs de roche sculptés et arrangés" qui "auraient indiqué sans conteste une origine humaine". Il estime également que les "divers organismes (algues, coraux, éponges et autres)" qui la recouvrent en **font apparaître la surface "plus régulière et homogène qu’elle ne l’est** en réalité".

Pour Robert Schoch les "algues, coraux, éponges et autres" qui recouvrent la structure la font paraître plus régulière et homogène qu’elle ne l’est. Crédit photo : Wikimedia cc-by Vincent Lou

Il interprète aussi "les trous de poteaux" comme des dépressions naturelles dues à **l’érosion**. De même que les marches et terrasses, qu’il estime façonnées par **l’action des vagues** et des marées lorsque la "pyramide" était émergée. Quant aux sculptures représentant des personnages ou des animaux identifiées par le professeur Masaaki Kimura, Robert Schoch les qualifie "de griffures naturelles sur la pierre", elles aussi dues à l’érosion. Conclusion, selon lui, "le Yonaguni Monument est le résultat de processus géologiques et géomorphologiques naturels".

Fin de l’histoire ? Pas tout à fait. "Je ne pense en aucune manière qu’il s’agisse d’une affaire totalement close", ajoute le chercheur.

La question de la genèse de la structure- artificielle ou naturelle – pourrait ne pas être une question avec une réponse absolue"

Ou les deux ?

Car si Robert Schoch insiste sur le fait qu'il n'a pu "trouver aucun élément tel que des marques d'outils sur les roches ou des blocs taillés qui auraient étayé l'hypothèse d'une structure artificielle" créée par l'homme, "**cela ne veut pas dire qu'il n'en existe pas**".

Et même s'il s'agit au départ d'une structure naturelle, elle peut avoir été "utilisée, améliorée, et modifiée par les hommes en des temps reculés", admet-il. D'autant qu'il "semble qu'il y ait sur l'île de Yonaguni et ailleurs dans la région d'Okinawa une tradition ancienne de modification, amélioration et extension de la nature", souligne-t-il.

"Sur Yonaguni ont été trouvés des outils de pierre superbement taillés qui auraient pu être utilisés pour tailler certains des vaisseaux de pierre et d'autres objets, ainsi que pour modifier le Monument de Yonaguni aujourd'hui trouvé sous les eaux"

Masaaki Kimura ayant de son côté reconsidéré la proportion dans laquelle la structure a pu être façonnée par l'homme, les théories des deux chercheurs semblent finalement se rejoindre sur un point : le Yonaguni Monument pourrait être "**terraformé", un terme emprunté à la science-fiction** qui signifie que "ses caractéristiques géologiques auraient été manipulées ou modifiées par la main de l'homme". Si cela est vraiment le cas, reste tout de même à savoir, quand, par qui et pour faire quoi.

"L'Atlantide du Japon" ?

Car de là à imaginer que les ruines de Yonaguni sont les vestiges d'une civilisation engloutie par les flots il y a plusieurs millénaires, une sorte "d'Atlantide du Japon", comme l'a déjà qualifiée Masaaki Kimura, il n'y a qu'un pas que certains ont franchi. Mais si la tentation de voir dans ces vestiges une preuve de l'existence de la mythique Mu, équivalent dans le Pacifique de l'Atlantide, ou de la Lémurie dans l'océan indien, le parallèle est difficile.

Outre le fait qu'aucune trace de ces civilisations n'a jamais été découverte, dans l'imaginaire, celle de Mu serait encore plus ancienne que l'Atlantide, détruite il y a quelque 12 000 ans, selon Platon. Or des datations au carbone-14 et au béryllium-10 ont montré que le socle de grès de la structure de Yonaguni était à l'air libre il y a un peu plus de 2 000 ans. Quant à Masaaki Kimura, il estime que le site aurait environ 5 000 ans. Dans tous les cas l**a chronologie ne colle pas avec le mythe du continent de Mu.**

Moins romanesque, Robert Schoch pense que si action humaine il y a eu, le site pourrait avoir été "**une carrière** dans laquelle des blocs furent taillés puis enlevés en exploitant les lits, jointures, et fractures naturelles de la roche". Autre hypothèse : la structure, bien que naturelle, "pourrait avoir été retaillée et avoir servi de **fondation à des bâtiments** de pierre, de rondins ou de terre détruits depuis". À moins qu'elle ait servi "**de port**". Bref, l'énigme de Yonaguni reste entière.

Environnement

La reprise de la chasse à la baleine par le Japon pourrait être une bonne chose selon des ONG

Sciences et Avenir Animaux Animaux marins https://www.sciencesetavenir.fr/ Par Sciences et Avenir avec AFP le 31.12.2018 à 11h36

Plusieurs associations se sont exprimées après le retrait du Japon de la Commission Baleinière Internationale et l'annonce de son intention de reprendre la chasse à la baleine. Selon elles, cette décision pourrait avoir des conséquences positives pour la protection des baleines.

Le navire Bob Barker de Sea Shepherd intervient auprès d'un baleinier japonais, le 25 février 2013. © Institute of Cetacean Research / AFP

Le Japon, comme il menaçait de le faire depuis des années, a annoncé le 26 décembre 2018 son retrait de la Commission baleinière internationale (CBI) dans le but de reprendre la chasse commerciale, mais cette décision pourrait paradoxalement apaiser les tensions sur le sujet. Considérant la chasse à la baleine comme un héritage culturel, le Japon ne l'a jamais tout à fait abandonnée : il utilise en effet une faille du moratoire mis en place en 1986 par la CBI, qui autorise la pratique pour des recherches scientifiques. Une provocation aux yeux de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, indignées par les expéditions nippones annuelles dans l'Antarctique dont les eaux constituent pour ces deux pays et pour les défenseurs des animaux un sanctuaire pour cétacés.

Une décision accueillie favorablement par les associations de protection de la nature

En charge de la conservation du milieu marin au sein du Fonds international pour la protection des animaux (IFAW), Patrick Ramage voit dans l'annonce du 26 décembre 2018 (le retrait du Japon de la Commission Baleinière Internationale ou CBI), qui peut être perçue au premier abord comme un acte de défiance, une "*solution élégamment japonaise*" à cette hypocrisie. "*Cela offre une porte de sortie acceptable à la chasse à la baleine en haute mer*", estime-t-il. "*Il est difficile d'y voir autre chose qu'une bonne nouvelle pour les baleines et la commission établie pour les suivre et les protéger*". Tokyo a assuré qu'il s'abstiendrait d'aller chasser "*dans les eaux de l'Antarctique ou dans l'hémisphère Sud*", limitant sa pêche "*aux eaux territoriales et à la zone économique exclusive*", en accord avec les quotas de la CBI, "*afin de ne pas épuiser les ressources*". Pour M. Ramage, la Commission - au sein de laquelle le Japon n'aura plus qu'un statut d'observateur - pourra ainsi "*aller au-delà d'un débat disproportionné et déformé sur la chasse à la baleine*" et mieux se concentrer sur d'autres menaces, comme le changement climatique, la pollution plastique des océans ou les collisions avec les bateaux. L'ONG Sea Shepherd, habituée à traquer les baleiniers, a elle aussi crié victoire après l'annonce japonaise, "*ravie de voir la chasse prendre fin dans le sanctuaire baleinier antarctique*".

Sea Shepherd France

✔ @SeaShepherdFran

Sea Shepherd a mené 11 campagnes contre les baleiniers japonais, sauvant ainsi la vie à plus de 6000 baleines. Le Japon vient d'annoncer l'arrêt de la chasse en Antarctique. Aucun de ces succès n'aurait été possible sans votre incroyable générosité ! #ConservationEnAction

1 812

20:53 - 28 déc. 2018

"*L'astuce consistant à se faire passer pour des chercheurs va désormais être abandonnée et cela signifie qu'il n'y aura plus aucune justification pour chasser les baleines dans un sanctuaire baleinier international. Nous assistons à la dernière campagne de chasse japonaise dans en Antarctique*", explique l'ONG dans un communiqué. *"L'objectif de Sea Shepherd de mettre un terme à la chasse dans le sanctuaire baleinier antarctique a été atteint*", s'enthousiasme-t-elle. Elle espère également que le retrait du Japon permettra à la CBI de voter une motion pour établir un sanctuaire dans l'Atlantique Sud protégeant ainsi tout l'hémisphère sud.

La chasse à la baleine : un chemin pavé d'embûches pour le Japon

La chasse à la baleine constitue pour Tokyo un rare point de contentieux avec ses habituels alliés occidentaux. Bien que la viande de baleine soit très peu consommée de nos jours dans le pays, le Japon y voit une question de principe pour la puissante industrie de la pêche et les villes portuaires comme Shimonoseki, d'où vient le Premier ministre conservateur Shinzo Abe. Mais les baleiniers nippons doivent faire face, en plus de ceux posés par la CBI, à de sérieux obstacles. Le Nisshin Maru, seul navire-usine baleinier encore en activité dans le monde, a 31 ans et doit être remplacé. Le Japon a perdu en 2014 devant la Cour internationale de justice un procès intenté par l'Australie, qui rejette le caractère scientifique de ses expéditions. Et la Convention internationale sur le commerce d'espèces sauvages menacées d'extinction (Cites) lui a adressé en octobre 2018 un avertissement pour ses cargaisons de rorquals boréals, attrapés en haute mer. En ne chassant plus qu'au large de ses côtes à partir de juillet 2019, le pays du Soleil levant devrait privilégier les petites baleines de Minke, parmi les rares cétacés à ne pas être considérés en danger d'extinction.

La principale menace pour les baleines n'est pas la chasse

Basée à Cambridge (Royaume-Uni), la CBI a vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin d'assurer un approvisionnement en nourriture à un Japon affamé, et, avec moins de succès, de contenir la prolifique et dévastatrice chasse à la baleine menée par l'Union soviétique. A la suite du vote du moratoire de 1986 interdisant la pratique, Tokyo a tenté de s'entourer d'alliés au sein de la Commission --souvent des petits pays en voie de développement sans tradition baleinière-- mais a constamment échoué à fédérer la majorité des deux-tiers dont il avait besoin. Enseignant à l'Institut universitaire technologique de l'Ontario, Peter Stoett a écrit un livre sur la CBI, l'un des premiers exemples de diplomatie environnementale internationale. Le retrait du Japon marque inévitablement, selon lui, un coup d'arrêt pour l'organisation - au sein de laquelle siègent toujours la Norvège et l'Islande, autres pays baleiniers -, mais il considère qu'il pourrait lui permettre de réorienter ses priorités. "*Aussi triste que cela puisse sembler, la principale menace posée aujourd'hui aux cétacés ne vient pas des harpons*", souligne-t-il. "*Leur extinction pourrait se produire, mais parce que les océans seront trop chauds pour maintenir l'écosystème dont ils ont besoin*".

TAÏWAN

Diplomatie

Pour le président chinois, Taïwan n'a pas d'autre choix que de renoncer à son indépendance

http://www.opex360.com/ Posté dans Asie-Pacifique par Laurent Lagneau Le 02-01-2019

En 2018, la République populaire de Chine a accentué ses pressions Taïwan, qu'elle considère comme étant une « province rebelle ». Au niveau diplomatique d'abord, en s'attachant à réduire le nombre de pays alliés sur lesquels Taipeh pouvait alors compter, le plus souvent grâce à des promesses d'investissements. Puis ensuite sur le plan militaire, avec un rythme de plus en plus élevé de patrouilles aériennes et navales dans les environs de l'île, ainsi qu'avec des manœuvres à « tirs réels ». Et le tout sur fond de discours ne souffrant aucune ambiguïté sur les intentions de Pékin.

En outre, Taipeh a également accusé Pékin d'avoir cherché à influencer, via de fausses informations, les élections locales organisées en novembre dernier, par ailleurs perdues par le Parti progressiste démocratique [PPD], dont est issue Tsai Ing-wen, la présidente taïwanaise. Selon les observateurs, cette dernière aurait « payé » dans les urnes la détérioration des relations avec la Chine.

Quoi qu'il en soit, et au regard des propos tenus ce 2 janvier par Xi Jinping, le président chinois, cette nouvelle année qui commence devrait ressembler à la précédente… « L'indépendance de Taïwan ne pourra conduire qu'à une impasse », a-t-il en effet affirmé. Et d'insister : « La Chine doit être réunifiée et elle le sera ».

Et pour cela, a dit M. Xi, « nous ne promettons pas de renoncer au recours à la force et nous nous réservons le droit de prendre toutes les mesures nécessaires », notamment à l'encontre des « forces extérieures » [dont les États-Unis, qui soutiennent Taipeh, ndlr] et des actions indépendantistes et séparatistes, c'est à celle conduites par le PPD de Tsai Ing-wen.

Pour le numéro un chinois, « s'écarter du principe de la Chine unique conduirait à la tension et au chaos dans les relations inter-détroit et nuirait aux intérêts vitaux des compatriotes de Taïwan. » Aussi, a-t-il ajouté, « nous ne laisserons jamais aucune place aux actions séparatistes en faveur de l'indépendance de Taïwan. »

Or, justement, M. Xi fait du principe de « Chine unique » un préalable à tout « consensus » autour de la « réunification », lequel serait obtenu par un dialogue entre tous les couches de la société. « La Chine n'attaquera pas le peuple chinois. Nous sommes disposés […] à oeuvrer à une réunification pacifique », a-t-il dit.

« La question de Taïwan est une conséquence de la faiblesse et du chaos dans lesquels se trouvait la nation chinoise. Elle sera certainement résolue par la renaissance nationale », a encore assuré le président Xi.

La « grande renaissance nationale » avait été évoquée par M. Xi lors de son premier discours en tant que président, en mars 2013. « Pour réaliser le rêve chinois, il faut promouvoir l'esprit chinois. C'est-à-dire l'esprit national centré autour du patriotisme, de la réforme et de l'innovation », avait-il expliqué, à l'époque. « Tous les soldats et officiers de l'Armée populaire et de la police militaire chinoises doivent, guidés par le Parti [communiste], être capables de remporter des combats et avoir l'objectif d'une armée forte et disciplinée », avait-il aussi avancé.

Ce projet de « renaissance nationale », dont les « nouvelles routes de la soie » font partie, compte plusieurs phases : mobilisation, planification et mise en œuvre. La première s'est achevée en 2016 et la seconde doit se terminer en 2021. Quant à la dernière, elle commencera dans la foulée pour continuer au moins jusqu'en 2049. À ce moment-là, la Chine devrait être une « nation socialiste riche et puissante en 2050 ». Ce qui laisse un peu de répit à Taïwan.

Politique

Fiscalité : les "gilets jaunes" font des petits à Taïwan

Économie International Par latribune.fr avec AFP | 01/01/2019, 13:58

Des manifestants taïwanais habillés en jaune et demandant une réforme fiscale ont interrompu ce 1er janvier 2019 une cérémonie du Nouvel an à laquelle assistait la présidente Tsaï Ing-wen.

La mobilisation taïwanaise est certes née il y a trois ans mais les manifestants ont été galvanisés par le fait que, pour tenter d'éteindre l'incendie allumé en France par les "gilets jaunes", le gouvernement ait renoncé en décembre 2017 à augmenter les taxes sur les carburants, en plus d'un paquet d'autres mesures pour doper le pouvoir d'achat.

Depuis, les protestataires taïwanais ont intensifié la fréquence de leurs rassemblements, optant en outre pour une stratégie beaucoup plus frontale. C'est pourquoi ce mardi une centaine d'entre eux s'est introduit à la cérémonie traditionnelle du 1er janvier de levée du drapeau devant le palais présidentiel, en présence de la présidente.

Une fois le drapeau levé, ils ont enlevé leurs manteaux pour arborer leurs gilets jaunes ainsi que des banderoles tout en scandant des slogans, provoquant de brèves échauffourées avec les forces de l'ordre.

"Le président Macron a répondu positivement au mouvement des gilets jaunes en France et lancé des réformes", a déclaré à l'AFP Jacklyn Chang, une étudiante. "Nous espérons aussi que la présidente Tsaï nous écoutera."

Un contentieux entre les autorités fiscales et un chef religieux

Le mouvement taïwanais découle d'un contentieux entre les autorités fiscales et Tai Ji Men, une organisation religieuse dont le chef avait été arrêté et poursuivi pour fraudes et évasion fiscale en 1996. Bien que les tribunaux aient abandonné les poursuites pour fraude, Tai Ji Men demeure accusé de devoir des millions de dollars d'arriérés d'impôts.

La première manifestation de masse des "gilets jaunes" taïwanais espérait une amnistie dans les procédures pour évasion fiscale. Le 19 décembre, les manifestants ont commencé à demander lors d'un rassemblement de 20.000 personnes à Taipei une réforme fiscale générale pour alléger notamment les impôts des ménages les moins aisés.

"Notre principal objectif est que les services fiscaux en finissent avec les campagnes d'intimidation", a déclaré Chen Tze-lung, un professeur à la retraite qui est un des initiateurs du mouvement.

S'ils citent de plus en plus en exemple le mouvement français, les différences entre les deux sont énormes. Le mouvement taïwanais est notamment toujours demeuré pacifique et organisé derrière une hiérarchie avec des leaders clairement identifiés.

EUROPE

Défense

Pays-Bas : l'impression 3D au service de la maintenance

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Avions de transport Actualité Défense Actualité Hélicoptères militaires Actualité Maintenance Actualité MCO 31 déc. 2018 | Par Justine BOQUET

La Royal Netherlands Air Force s'appuie sur la fabrication additive pour la maintenance de ses aéronefs. © Royal Netherlands Air Force

Les techniciens de la Royal Netherlands Air Force s'appuient sur la fabrication additive afin de procéder à la maintenance des aéronefs militaires.

L'entreprise Ultimaker a annoncé, le 17 décembre, collaborer avec la Royal Netherlands Air Force pour le MCO des aéronefs militaires. « Les outils classiques de maintenance et de réparation ne sont pas toujours adaptés à ces appareils de pointe. Pour répondre à ce défi, nous avons fait appel à l'impression 3D afin de réaliser des pièces customisées conformes à nos besoins spécifiques de maintenance. Pour ce faire nous avons décidé de nous tourner vers Ultimaker, un acteur clé du secteur, reconnu pour la fiabilité et l'accessibilité de ses imprimantes. Grâce à cette nouvelle collaboration, nous avons pu fabriquer rapidement et facilement des outils sur-mesure au sein de notre base militaire et garantir un contrôle technique infaillible », explique Bas Janssen, de la Royal Netherlands Air Force (RNAF).

La fabrication additive permet de créer des outils parfaitement adaptés à la maintenance mais également d'imprimer des pièces pouvant être intégrées dans les aéronefs, qu'il s'agisse d'hélicoptères, d'avions de combat ou d'avions cargo. Le recours à l'impression 3D permet dès lors de réduire les délais de maintenance ainsi que les coûts, et de ce fait d'accroître la disponibilité des appareils.

Depuis 2016, les machines d'Ultimaker sont employées sur la base militaire de Woensdrecht, mais l'ambition à terme est bien évidemment de généraliser ce procédé et d'équiper l'ensemble des sites de maintenance de la RNAF d'imprimantes 3D.

L'armée hollandaise à la rescousse pour nettoyer les plages souillées par des débris

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.01.2019 Par Philippe Chapleau

Au moins 270 conteneurs du porte-conteneurs *MSC Zoe*, touché par une tempête, sont tombés à l'eau dans la nuit de mardi à mercredi à proximité de l'île allemande de Borkum (photos AFP et MAXPPP).

Une trentaine d'entre eux se sont pour l'instant retrouvés en Allemagne et aux Pays-Bas. Eventrés, ces conteneurs ont déversé leur contenu sur les plages où des actions de nettoyage étaient en cours vendredi avec l'aide de l'armée.

Une centaine de militaires ont débarqué à l'aube sur l'île de Schiermonnikoog, une des plus touchées de l'archipel des Wadden, dans le nord des Pays-Bas, pour aider la population locale et les nombreuses autres personnes présentes à nettoyer les côtes.

Trois conteneurs tombés du *MSC Zoe*, qui n'ont pas encore été localisés, contiennent des substances toxiques, ont dit les gardes-côtes néerlandais, selon lesquels il est fort probable qu'ils aient coulé. Un sac contenant du peroxyde organique, une substance extrêmement inflammable qui peut être source d'irritations et de brûlures, a été retrouvé jeudi sur une plage de l'île de Schiermonnikoog.

Terrorisme

Cinq terroristes présumés arrêtés aux Pays-Bas et en Allemagne

https://www.bfmtv.com/ avec AFP BFMTV International 29/12/2018 à 14h08

Image d'illustration - Bart Maat - AFP

Quatre individus ont été arrêtés dans le port de Rotterdam, le dernier en Allemagne.

Les forces de sécurité néerlandaises ont arrêté dans le port de Rotterdam quatre personnes soupçonnées de préparer un "acte terroriste". "Ils sont suspectés d'être impliqués dans la préparation d'un acte terroriste", selon une brève déclaration de police, qui ajoute que "les investigations vont continuer ces prochains jours et l'accent sera particulièrement mis sur la nature et l'échelle de la menace terroriste".

La police n'a pas donné pour le moment plus de détails sur le profil des suspects ou l'attaque terroriste qu'ils sont soupçonnés d'organiser. Les Pays-Bas ont été relativement épargnés par la menace d'attentats qui a frappé ses plus proches voisins européens ces dernières années, mais a récemment connu quelques frayeurs.

Des perquisitions à leur domicile

En juin, deux suspects avaient été arrêtés peu de temps avant de perpétrer plusieurs attaques, visant notamment le célèbre pont de Rotterdam et un autre lieu non précisé en France, selon les procureurs néerlandais. Un jeune Afghan de 19 ans, avec un permis de séjour allemand, avait poignardé et blessé deux touristes américains en août, au coeur de la gare centrale d'Amsterdam, avant d'être blessé par des tirs. En septembre, la police néerlandaise avait arrêté sept hommes soupçonnés de vouloir perpétrer un "attentat terroriste majeur" au cours d'"un grand événement" aux Pays-Bas à l'aide de ceintures explosives et de fusils d'assaut de type AK-47.

Au cours des perquisitions effectuées au domicile des suspects, la police avait trouvé une grande quantité de matériel nécessaire à la fabrication de bombes, dont 100 kg d'engrais susceptibles d'être utilisés dans une voiture piégée.

EUROPE (Union européenne)

BREXIT

Brexit : "Nous n'avons pas l'intention de garder la Grande-Bretagne dans l'UE"

Économie Union européenne Par latribune.fr avec AFP | 30/12/2018, 14:36

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. (Crédits : Reuters)

A 100 jours de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a indiqué dans la presse allemande qu'il respectait "le résultat du référendum", et attendait de connaître si Londres sortira avec l'accord négocié par Theresa May, qui ne recueille aucune majorité parlementaire, ou sans accord.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a appelé la Grande-Bretagne à *"se reprendre"* sur la question du Brexit, rejetant les accusations d'un agenda caché de l'Union européenne sur un le maintien du Royaume-Uni dans l'UE. *"Je trouve déraisonnable qu'une partie de l'opinion publique en Grande-Bretagne semble penser qu'il est entièrement du devoir de l'UE de trouver une solution à tous les problèmes futurs de ce pays"*, a déclaré Jean-Claude Juncker au journal allemand Welt am Sonntag.

"Je (vous) demande: reprenez-vous et dites-nous ce que vous voulez. Nos propositions sont sur la table (des négociations) depuis des mois", a-t-il indiqué.

Il y en a certains qui *"insinuent que notre objectif est de garder par tous les moyens la Grande-Bretagne au sein de l'UE. Mais ce n'est pas là notre intention"*, a poursuivi le président de la Commission. *"Nous voulons seulement clarifier l'avenir de notre relation et nous respectons le résultat du référendum"*, a-t-il souligné. A moins de cent jours du Brexit, le Parlement britannique est en pleine pause pour les fêtes de fin d'année et n'est toujours pas parvenu à valider un accord de sortie de l'Union européenne.

Aucune majorité en faveur du texte

La Première ministre conservatrice Theresa May devrait tenter en janvier de faire voter par le Parlement l'accord négocié avec Bruxelles mais rien ne dit qu'elle y parviendra compte tenu des divisions au sein de son propre camp. Aucune majorité ne semble se dessiner en faveur du texte. L'accord déçoit tant les plus fervents "Brexiters", qui craignent un amarrage permanent du Royaume-Uni à l'UE, que les europhiles espérant encore pouvoir faire marche arrière. Un premier vote prévu le 11 décembre avait été annulé à la dernière minute par Theresa May pour éviter une défaite annoncée. Il a été repoussé à la troisième semaine de janvier.

Le parti travailliste, principale force d'opposition, a accusé Theresa May de *"jouer la montre"*, afin de forcer les élus à voter pour l'accord négocié, plutôt que de prendre le risque que le Royaume-Uni quitte l'UE sans accord. *"J'ai l'impression que la majorité des parlementaires britanniques se méfient autant de l'UE que de Mme May"*, a affirmé Jean-Claude Juncker.

Défense

La France et l'Allemagne se disputent le leadership de la défense de l'Europe (2/3)

Entreprises & Finance Industrie Aéronautique & Défense Par Michel Cabirol | 06/11/2018, 6:56

La stratégie de l'Allemagne pour dominer l'Europe en matière de défense est cohérente et efficace (Crédits : Reuters)

Europe de la défense ou défense de l'Europe ? Alors que l'Europe de la défense peine à émerger, la défense de l'Europe trace son sillon chez la plupart des pays européens. Et la France s'époumone à tenter de suivre l'Allemagne.

En dépit de l'entente cordiale affichée entre les deux pays, la France et l'Allemagne se livrent à une véritable guerre souterraine pour prendre le leadership de l'Europe de la défense. Si Paris joue à fond cette carte (la mauvaise?), Berlin mise avant tout par tradition, pragmatisme, voire opportunisme, sur l'OTAN et pourquoi pas de temps en temps sur l'Europe de la défense. La ministre de la Défense allemande a été très claire début septembre lors de sa visite à Paris dans le cadre de la 16ème Université d'été de la défense consacrée à l'autonomie stratégique de l'Europe. Tout en félicitant la France de son projet d'Initiative européenne d'intervention (IEI), Ursula von der Leyen avait rappelé qu'une *"analyse objective de la situation stratégique conduit également à la conclusion que l'OTAN reste indispensable pour la défense collective et la sécurité de l'Europe"*. L'Allemagne a pleinement saisi le concept de nation-cadre (''*Framework Nation Concept''- FNC)* élaboré par l'OTAN à partir de 2012.

Tout est dit. L'Europe de la défense reste l'affaire de l'OTAN, donc indirectement de Washington. Tout comme l'Allemagne, qui n'a pas encore de culture d'autonomie stratégique, de nombreux pays qu'ils soient au sud, au nord ou à l'est de l'Europe, n'ont aucun état d'âme ni de regret à sous-traiter leur sécurité aux Etats-Unis. A l'Europe de la défense, ils préfèrent la défense de l'Europe, via l'OTAN. Résultats, les choix sur des programmes majeurs de souveraineté nationale en Belgique, aux Pays-Bas, au Danemark, en Italie et au Royaume Uni en faveur du F-35 ainsi qu'en Suède, en Pologne et en Roumanie pour le système de défense aérien Patriot sont bien là pour rappeler la triste réalité d'une Europe de la défense marginalisée. Voire méprisée. Ainsi, la Suède est capable en l'espace d'une semaine d'acquérir le Patriot au détriment d'une offre européenne (France et Italie) moins chère, puis de signer une notification conjointe sur la coopération structurée permanente (CSP) en matière de défense de l'Europe. Pour la Suède, c'est le beurre et l'argent du beurre...

Paris relance la coopération franco-allemande

L'Europe de la défense reste donc une chimère poursuivie par la France principalement. Ce qui ne doit pas l'empêcher de continuer à ancrer cette vision chez ses voisins et au-delà mais en restant réaliste, c'est-à-dire en protégeant ses intérêts technologiques, industriels et politiques (dissuasion). Comme le fait d'ailleurs l'Allemagne avec beaucoup de succès. *"Par principe autant que par souci d'économies"*, a estimé le député LREM du Finistère Jean-Charles Larsonneur, la loi de programmation militaire (LPM) prévoit que de nombreux programmes seront conduits en coopération avec certains des partenaires européens de la France, notamment avec l'Allemagne : système de combat aérien futur (SCAF), programme du char du futur, le Main Ground Combat System (MGCS), drone MALE européen, avions de patrouille maritime PATMAR du futur... Avec le Royaume-Uni, la France poursuit le système de lutte anti-mines futur (SLAMF) et le futur programmes de missiles FMAN et FMC (missiles de croisière).

La France, qui tente de profiter de Donald Trump à la tête des Etats-Unis pour faire avancer l'idée d'Europe de la défense, doit absolument profiter de cette double fenêtre pour avancer avec l'Allemagne tout en préservant ses intérêts. En dépit de son tropisme transatlantique, Berlin a donné son accord pour rejoindre Paris sur ces programmes. Par opportunisme ou pragmatisme ? *"L'autonomie stratégique ne signifie pas se détourner de quelque chose, mais être libre de se tourner vers quelque chose : vers l'Union européenne de défense*, a expliqué Ursula von der Leyen. *L'Union européenne de défense constitue le bon choix pour renforcer la capacité d'action de l'Europe"*. A suivre.

L'Initiative européenne d'intervention de la France

Au vu des résultats peu probants de la France, sa vision de l'Europe de la défense a semble-t-il fait long feu pour contrer l'Allemagne, qui profite à plein du concept de nation-cadre de l'OTAN (FNC*)*. Emmanuel Macron a tenté de casser la dynamique en lançant en septembre 2017 l'Initiative européenne d'intervention. L'IEI vise à favoriser l'émergence d'une culture stratégique européenne et à développer des coopérations opérationnelles pragmatiques, pour faciliter la mise en place d'une réponse coordonnée et rapide aux menaces et défis sécuritaires auxquels l'Europe est confrontée. L'IEI est *"un forum indépendant de tout cadre institutionnel, tout en contribuant aux efforts de l'Union Européenne et de l'OTAN visant à renforcer la défense européenne"*, a expliqué Paris. Entre la défense européenne et l'Europe de la défense, la France a-t-elle déjà capitulé?

La ministre des Armées, Florence Parly, recevra mercredi pour la première fois depuis le lancement de l'IEI le 25 juin 2018, les ministres de la défense et des représentants des États participants. Cette première réunion ministérielle réunira les 9 pays membres - Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, France, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni. Elle sera suivie dès le 9 novembre par les premières discussions militaires de l'IEI, les Military European Strategic Talks (MEST), qui se tiendront entre les États-majors des Armées concernées. Cette initiative tardive lancée par la France pourra-t-elle concurrencer le concept otanien du FNC, véritable cheval de Troie pour l'industrie d'armement allemande? Pas sûr...

L'Allemagne a pris de l'avance

L'Allemagne a déjà pris de l'avance pour fédérer les pays européens de l'OTAN autour d'elle en mutualisant des capacités (logistiques, amphibies, sol-air, navales, etc) et en suscitant des feuilles de route très ciblées : drone, centres de commandement et de contrôle Air (C2), etc... Une stratégie cohérente et efficace qui débouche souvent en Europe sur des ventes de matériels allemands, des partenariats industriels et des développements communs. Une stratégie qui est d'ailleurs vitale pour l'Allemagne qui s'impose des contraintes à l'exportation vers des pays tels que l'Arabie Saoudite, le Qatar.... Cette stratégie porte déjà ses fruits. C'est le cas en Norvège (sous-marins), aux Pays-Bas, en Lituanie et en Slovénie (Boxer) ou encore en Pologne (en gestation). Ainsi, la Brigade d'infanterie mécanisée "Iron Wolf" des forces armées lituaniennes, qui a été équipées de Boxer, a rejoint une division de l'armée allemande.

"Les États partenaires de l'Allemagne ont souscrit l'engagement de porter au standard le plus élevé leurs capacités des chars de combat, ce qui constitue une « *formidable opportunité pour KMW* », a démontré Jean-Charles Larsonneur dans son rapport sur l'Equipement des forces et de la dissuasion. Cette opportunité est par nature d'autant plus grande que l'intégration des capacités militaires concernées est poussée ; or l'armée de terre néerlandaise ne pourrait désormais plus être déployée sans la *Bundeswehr*, tant leur intégration capacitaire est profonde. L'Allemagne, dans ce schéma, tient un rôle d'intégrateur des capacités européennes.

Dans ce contexte peu favorable pour la France, très souvent inexistante en matière d'exportations en Europe à l'exception du contrat de blindés en Belgique, le lancement en novembre 2017 d'une Coopération Structurée Permanente (CSP) pourrait être l'occasion d'un rééquilibrage des positionnements entre la France et l'Allemagne en Europe. Ce cadre permanent de coopération en matière de défense permettra aux États membres qui le souhaitent et qui le peuvent de développer conjointement des capacités de défense, d'investir dans des projets communs ou de

renforcer l'état de préparation opérationnelle et la contribution de leurs forces armées. A la France de convaincre...

Economie

L'euro a 20 ans, les grandes dates de la monnaie européenne

Économie Union européenne Par latribune.fr | 01/01/2019, 11:00

(Crédits : DR)

Voici les grandes dates de l'euro, lancé il y a 20 ans, d'abord sous forme scripturale, en attendant les pièces et les billets en 2002.

Le 31 décembre 1998, à la veille du lancement de l'euro, prévu par le traité de Maastricht, les taux de conversion définitifs sont dévoilés en grande pompe à Bruxelles: il faudra 1,95583 deutschemarks allemand, 6,55957 francs français ou encore 1.936,27 lires italiennes pour un euro.

`Des dizaines de milliers de personnes se mobilisent dans les banques et les Bourses européennes pour que tout soit opérationnel à la réouverture des marchés le 4 janvier, comme dans les magasins pour un double affichage des prix.

L'histoire de la Banque centrale européenne (BCE)

(source BCE)

Monnaie officielle

Le 1er janvier 1999 l'euro devient la monnaie officielle dans onze des quinze pays de l'Union: Finlande, Allemagne, France, Italie, Espagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Autriche, Portugal et Irlande (291 millions d'habitants). Il peut être utilisé pour des opérations bancaires dématérialisées, ainsi que pour des paiements par chèque, chèque de voyage ou carte bancaire.

L'euro, qui a débuté avec un cours de 1,1789 dollar, fait son baptême sur les principales places financières le 4 janvier. Mais le 27 janvier, il tombe sous un dollar et fin octobre il atteint son plus bas historique à 0,8230 dollar. Le 1er janvier 2001, la Grèce intègre la zone euro.

Pièces et billets

Le 1er janvier 2002, l'euro devient "un petit bout d'Europe entre nos mains", selon la formule du président de la Commission européenne Romano Prodi. Près de 15 milliards de billets et plus de 50 milliards de pièces sont introduits, chamboulant la vie quotidienne de 304 millions d'Européens. Le temps de s'y habituer, beaucoup vérifieront calculette en main des conversions plus ou moins aisées.

Le kit "Starter" à 15,24 euros

Les billets, affichant ponts et fenêtres, ne comportent aucun symbole national, contrairement aux pièces qui arborent par exemple la semeuse pour la France ou Mozart pour l'Autriche. S'ouvre une période de double circulation, avec un retrait progressif des devises nationales jusqu'au 1er mars 2002. Le 15 juillet, l'euro retrouve la parité avec le dollar.

Nouveaux pays

En 2003, la Suède décide de ne pas rejoindre l'euro, comme avant elle le Danemark et la Grande-Bretagne. De nouveaux membres de l'UE rejoignent au contraire l'euro: Slovénie en 2007, Chypre et Malte en 2008, Slovaquie en 2009, Estonie en 2011, Lettonie en 2014, Lituanie en 2015.

Crise de la dette

Le 15 juillet 2008, l'euro grimpe à 1,6038 dollar, son plus haut historique, face à un dollar plombé par la crise des "subprime". La zone euro entre en novembre dans une récession qui dure un an.

En 2010 l'UE est confrontée à la crise de la dette: en mai, la zone euro et le FMI volent au secours de la Grèce avec 110 milliards d'euros d'aide, moyennant un sévère plan d'austérité. En juin, l'euro chute sous 1,20 dollar. En novembre, l'Irlande, dont les banques sont criblées de dettes, obtient un plan de sauvetage de 85 milliards d'euros.

En 2011, le Portugal obtient une aide de 78 milliards d'euros.

Draghi sauve l'euro

Le 25 juillet 2012, le taux à long terme espagnol flambe au-dessus de 7,6%, laissant craindre un éclatement de la zone euro. Le 26, le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, déclare que l'institution est "prête à faire tout ce qui sera nécessaire pour préserver l'euro", rassurant les marchés. En août, la BCE rachète pour 22 milliards d'euros d'obligations européennes en une semaine pour soutenir l'Italie et l'Espagne. En octobre, l'Eurogroupe accepte d'effacer d'une partie de la dette grecque, combiné à de nouveaux prêts.

Volatilité, "Grexit" évité

En mai 2014, la monnaie unique frôle 1,40 dollar, un "euro fort" qui pénalise les exportations. Dix mois plus tard, il s'approche de 1,05 dollar, une dégringolade notamment liée à des achats d'actifs par la BCE pour soutenir l'économie. En juillet 2015, un troisième plan d'aide à la Grèce est conclu, pour éviter in extrémis un "Grexit" ou sortie du pays de l'union monétaire.

La nouvelle série "EUROPE"...

En 2013, la BCE avait commencé à émettre de nouvelles coupures pour remplacer celles de 2002. Cette modification vise à compliquer la tâche des contrefacteurs. La banque centrale a

lancer une nouvelle série «plus sûre» de billets de 5 euros dès janvier 2013. Les nouveaux billets en euros font partie d'une série qui a été baptisée «Europe», car ils comportent un portrait de la princesse Europe, personnage de la mythologie grecque, qui apporte une touche humaine et a donné son nom à notre continent.

(source BCE)

L'ensemble des billets seront changés en mai 2019 avec les billets de 100 et 200 euros.

... et la fin des billets "Ben Laden" de 500 euros

En 2016, la BCE décide d'arrêter fin 2018 la production de billets de 500 euros, surnommés "Ben Laden", car accusés de faire le jeu des trafiquants : un million d'euros en coupures de 500 euros ne pèse que 2,2 kg.

L'euro vingtenaire, une réussite imparfaite

Entreprises & Finance Banques / Finance https://www.latribune.fr/ Par Delphine Cuny | 01/01/2019, 10:00

(Crédits : BCE)

La monnaie unique, créée officiellement le 1er janvier 1999, a joué son rôle de bouclier anti-crise monétaire et de stabilisation des prix. Mais la convergence insuffisante des économies de la zone révèle la fragilité d'une construction incomplète : manquent notamment un budget de la zone euro et une véritable union bancaire et des marchés de capitaux.

L'euro a vingt ans et c'est un survivant. On lui a prédit maintes fois sa perte, son échec, son explosion, à la naissance, lors de la crise financière, puis de la crise de la dette souveraine. « ***L'euro passera-t-il 2012 ?*** » se demandait il y a sept ans notre spécialiste des changes, Isabelle Croizard. À l'occasion des dix ans de l'euro fiduciaire, celui des pièces et des billets mis en circulation, elle relevait que la monnaie unique avait remarquablement joué son rôle de « ***bouclier en acier trempé contre la crise financière*** », épargnant « *aux protagonistes de la zone euro des tempêtes monétaires dévastatrices dont ils avaient été coutumiers avant sa création* ».

Stabilité et prospérité sont les deux avantages mis en avant par la Banque centrale européenne (BCE) qui célèbre ce 1er janvier 2019 les 20 ans de l'euro financier, la fixation des taux de change des onze États ayant participé à sa création. Si la stabilité est rarement contestée, la prospérité créée par l'euro n'est pas toujours perçue par les populations.

1. C'est une monnaie populaire

La monnaie commune a grandi, elle est utilisée quotidiennement par 340 millions d'Européens dans 19 pays, et malgré les critiques de souverainistes, elle est incroyablement populaire : selon les résultats du **sondage Eurobaromètre** réalisé en octobre 2018 et publié en novembre, 74% des habitants de la zone euro estiment que la monnaie unique est une bonne chose pour l'Europe, le plus haut niveau enregistré depuis 2004. Ils sont 64% à considérer que l'euro est bon pour leur pays, un record historique, et 25% à penser au contraire qu'il joue un rôle négatif. En France, le pourcentage est un peu plus bas, à 59%, et a reculé par rapport à l'an dernier. C'est l'un des pays, avec l'Italie, où certains l'accusent des difficultés économiques, bien plus souvent liées au manque de compétitivité industrielle. C'est en Irlande (85% pensent que l'euro est bon pour leur pays), au Luxembourg (80%) et en Autriche (76%) que le soutien à l'euro est le plus fort.

2. La stabilité des prix assurée

En dépit de la perception d'une hausse des prix provoquée par l'introduction de l'euro, la réussite de la monnaie unique est d'avoir empêché le retour de l'inflation pesant sur le pouvoir d'achat des ménages. Depuis le 1er janvier 1999, l'inflation annuelle s'est élevée en moyenne à 1,7%, *« soit un niveau inférieur aux taux d'inflation moyens enregistrés, au cours des années 1970, 1980 et 1990, dans les différents pays de la zone euro avant leur adhésion »*, souligne la BCE.

« L'euro était une conséquence logique et nécessaire du marché unique. Il facilite les déplacements, le commerce et les transactions dans la zone euro et au-delà. Vingt ans après sa création, une génération entière d'Européens n'a jamais connu d'autre monnaie nationale », a commenté Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, dans un communiqué publié le 31 décembre par la Commission.

« **Pendant toute cette période, la BCE a rempli sa mission principale: maintenir la stabilité des prix.** Mais nous contribuons aussi au bien-être des citoyens de la zone euro en concevant des billets de banque innovants et sûrs, en promouvant la sécurité des systèmes de paiement, en surveillant les établissements bancaires pour garantir leur résilience et **en veillant à la stabilité financière dans la zone euro**. »

3. La prospérité en mal de convergence

L'euro a-t-il soutenu la croissance économique de la zone ou l'a-t-il freinée du fait des fameux critères de Maastricht si contraignants ? Le sujet fait débat et pourtant le fait d'avoir mis un terme aux risques de dévaluations compétitives constitue déjà un acquis indéniable. La BCE fait valoir de son côté que le produit intérieur brut (PIB) par habitant de l'Union européenne serait « *aujourd'hui probablement inférieur de 20% si aucune intégration n'avait été accomplie depuis la Deuxième Guerre mondiale* » et que la zone euro se classe au deuxième rang des principales économies mondiales en termes de PIB par habitant. Cependant, les écarts de PIB par habitant se sont creusés entre les pays, notamment entre l'Allemagne et la France ou l'Italie : ce sont les Luxembourgeois qui ont le niveau de vie le plus élevé, en unité de Standard de pouvoir d'achat selon Eurostat, les Allemands étant au sixième rang, les Français au onzième, les Italiens au douzième. Les seules règles d'orthodoxie budgétaire n'ont pas permis de faire converger des économies aux situations industrielles bien différentes.

Si le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a affirmé que « *l'euro a apporté prospérité et protection à nos citoyens* », le président du Parlement européen, l'italien Antonio Tajani, a souligné les efforts encore nécessaires.

« Afin que les Européens puissent tirer pleinement parti des emplois, de la croissance et de la solidarité que la monnaie unique devrait apporter, nous devons **parachever notre Union économique et monétaire** grâce à une véritable **union financière, budgétaire et politique**.

Cela permettra aussi à l'Europe de mieux protéger ses citoyens contre d'éventuelles crises futures » a fait valoir l'eurodéputé (membre du Parti Populaire Européen et fondateur de Forza Italia).

4. Une construction incomplète

La principale faiblesse de la monnaie unique réside sans conteste dans sa construction incomplète, même si elle représentait déjà une révolution de la part d'États acceptants à renoncer ensemble à leur souveraineté monétaire. Les différents responsables européens en conviennent : il faut achever l'Union économique et monétaire, ce qui passe par le parachèvement de l'Union bancaire et des marchés de capitaux, mais aussi la création d'une véritable solidarité budgétaire, autrement dit un budget de la zone euro, projet ardemment défendu par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et par Emmanuel Macron, qui a obtenu un soutien assez tiède d'Angela Merkel.

Le projet est défendu également à gauche, notamment par les eurodéputés socialistes et radicaux français.

« Cette monnaie est incomplète, car ses parents, eux-mêmes en pleine crise financière, se sont trop chamaillés autour de son adolescence sans parvenir jusqu'ici à lui laisser l'autonomie dont elle avait besoin, à la doter du budget nécessaire pour absorber les chocs économiques. Elle n'a toujours pas le droit de penser l'espace économique de la zone euro comme un espace intégré, elle n'a toujours pas le droit de parler à table lors des échanges internationaux. C'est pourquoi nous devons pour son anniversaire commencer par offrir à l'Euro et aux citoyens un Mécanisme européen de stabilisation des investissements à la hauteur » plaide ainsi la délégation socialiste et radicale française.

Le rapport de l'eurodéputée Pervenche Bérès soutient ainsi la création d'un **Mécanisme européen de stabilisation des investissements**, défendue par la Commission (une aide financière sous forme de prêts à un État membre en difficulté, garantis par le budget de l'UE), mais en y incluant un volet « *d'indemnisation du chômage dans les pays qui subissent un choc asymétrique.»*

5. Une monnaie pas assez internationale

Dans son discours sur l'état de l'Union en septembre 2018, Jean-Claude Juncker, avait déclaré qu'« *il faut faire plus pour permettre à la monnaie unique de tenir pleinement son rôle sur la scène internationale* ». Certes, l'euro est désormais la deuxième monnaie la plus utilisée dans le monde avec 60 pays ayant lié leur monnaie à l'euro d'une manière ou d'une autre. Mais son poids sur le marché des changes a diminué, selon les statistiques (remontant à 2016) de la Banque des Règlements internationaux.

Si **la zone euro pèse 12% du PIB mondial,** 36% des transactions internationales réalisées dans le monde ont été facturées ou réglées en monnaie unique l'an dernier. L'euro ne représente que **20% des réserves internationales** des banques centrales étrangères, très loin derrière le dollar (60%), même si aucune autre devise ne dépasse les 5%. Après la crise de la dette souveraine, les banques centrales ont eu tendance à diversifier leurs monnaies de réserves, en particulier dans les pays émergents.

Pour renforcer le rôle international de l'euro, la Commission a dévoilé début décembre une consultation publique et **une série de mesures** visant notamment à inciter les acteurs de certains secteurs stratégiques comme l'énergie à traiter en euros, alors que 85% de la facture énergétique de l'UE est facturée en dollars. Elle va aussi sonder les parties prenantes pour voir comment accroître l'usage de l'euro pour le trading de matières premières (agricoles, métaux et minéraux) ainsi que dans le secteur des transports (constructeurs d'avions, de trains et de navires), ou encore sur les marchés financiers.

Zone euro : le secteur manufacturier finit l'année en quasi-stagnation et s'inquiète pour 2019

Économie Union européenne Par latribune.fr avec Reuters | 02/01/2019, 13:20

Dans l'usine de Bombardier de Belfast (Irlande du Nord, Royaume-Uni) des ouvriers travaillent sur une aile d'A220 (ex-"C-Series" avant la prise du contrôle de ce projet par Airbus en juillet 2018). L'activité industrielle britannique a connu en décembre sa plus forte croissance en six mois, dopée par la constitution de stocks à moins de trois mois de la sortie du Royaume-Uni de l'UE. (Crédits : Reuters)

L'année 2018, qui a démarré en fanfare, s'achève sur une quasi-stagnation pour l'industrie manufacturière européenne révèle l'indice PMI publié ce mercredi par l'institut IHS Markit avec les résultats définitifs des enquêtes mensuelles auprès des directeurs d'achats pour la zone euro, pays par pays. Dans ce contexte, le degré d'optimisme des entreprises est tombé à son plus bas niveau depuis six ans.

Considérant la zone euro de manière globale, le secteur manufacturier a terminé 2018 sur une note de faiblesse et rien ne laisse présager une reprise à l'entame de 2019, révèle IHS Markit. La société d'information économique a publié en effet ce mercredi les résultats définitifs des enquêtes mensuelles auprès des directeurs d'achats qui lui servent à élaborer pays par pays son indice PMI, un indicateur de conjoncture obtenu par le suivi de l'évolution de variables telles que les ventes, l'emploi, les stocks et les prix.

Ainsi, pour la zone euro, l'indice PMI manufacturier a reculé en décembre pour le cinquième mois consécutif, à 51,4 contre 51,8 en novembre, un chiffre conforme à l'estimation "flash" publiée le 14 décembre et tout juste supérieur au niveau de 50 qui marque la frontière entre croissance et contraction.

Il s'agit d'un plus-bas depuis février 2016, mais le sous-indice de la production, pris en compte dans le PMI composite, qui lui-même est considéré comme un baromètre fiable de l'activité économique, a progressé à 51,0 contre 50,7.

"Un mois de décembre décevant boucle une année qui a vu le secteur manufacturier passer d'un boom à une quasi-stagnation", commente Chris Williamson, économiste d'IHS Markit. "La faiblesse des données des enquêtes soulève d'ailleurs la possibilité que le secteur de la production tire à la baisse l'économie au quatrième trimestre, contrastant avec l'impulsion apportée un an plus tôt."

Les enquêtes montrent que l'Italie est restée en zone de contraction où elle a été rejointe par la France. En Allemagne comme en Espagne, la croissance du secteur manufacturier a ralenti. Laissant peu d'espoir pour le mois de janvier, les entrées de commandes ont baissé en décembre à un rythme sans précédent depuis quatre ans, les commandes en souffrance ont reculé pour le quatrième mois d'affilée et les embauches ont été modestes.

Dans ce contexte, le degré d'optimisme des entreprises est tombé à son plus bas niveau depuis six ans. Le sous-indice de la production future a fléchi à 56,0 contre 56,3.

"Les inquiétudes persistantes autour du commerce mondial, la poursuite d'incertitudes politiques et le resserrement des conditions de financement se sont conjugués pour saper la confiance en décembre", explique Chris Williamson.

Retrouvez ci-dessous, les principaux résultats définitifs par pays, des enquêtes d'IHS Markit auprès des directeurs d'achat du secteur manufacturier en Europe pour le mois de décembre.

> Allemagne : onzième mois de recul du secteur manufacturier

La croissance de l'activité dans le secteur manufacturier en Allemagne a ralenti en décembre alors que les nouvelles commandes ont accusé leur plus forte baisse en quatre ans, selon les résultats définitifs de l'enquête d'IHS Markit auprès des directeurs d'achats publiés mercredi.

L'indice PMI pour le secteur manufacturier, qui représente environ un cinquième de l'économie allemande, est tombé à un plus bas de 33 mois, à 51,5 le mois dernier contre 51,8 en novembre, se rapprochant du seuil des 50 qui sépare une contraction d'une croissance de l'activité.

Les économistes interrogés par Reuters attendaient un chiffre à 51,5 en décembre.

C'est la onzième fois en 2018 que l'indice PMI allemand manufacturier a reculé, traduisant le ralentissement de la croissance de la première économie de la zone euro, dont le produit intérieur brut (PIB) s'est contracté au troisième trimestre.

L'économie allemande souffre de l'impact des nouvelles normes anti-pollution sur l'industrie automobile, des tensions commerciales entre Washington et Pékin et de l'affaiblissement de la demande en zone euro.

"Alors que l'on a eu un peu de surchauffe à la fin de 2017, une correction était inévitable, mais **l'ampleur du ralentissement a quelque peu surpris**", observe Phil Smith, économiste chez IHS Markit.

> France : contraction du secteur manufacturier en décembre

L'activité dans le secteur manufacturier s'est contractée en France en décembre pour la première fois depuis septembre 2016, entraînée en territoire négatif par la forte baisse de la production dans un contexte perturbé par les répercussions du mouvement des "Gilets jaunes", selon la version définitive de l'enquête d'IHS Markit publiée mercredi.

Tous les détails dans l'article ci-dessous publié ce matin sur le site de *La Tribune :*

> ROYAUME-UNI : la hausse de l'indice PMI, un trompe-l’œil

L'activité industrielle britannique a connu en décembre sa plus forte croissance en six mois, dopée par la constitution de stocks pour prévenir d'éventuels retards à moins de trois mois de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, montre l'enquête mensuelle auprès des directeurs d'achat.

L'indice PMI IHS Markit/CIPS a progressé à 54,2 contre 53,6 (révisé de 53,1) en novembre, dépassant nettement le consensus Reuters qui le donnait à 52,5.

La hausse de l'indice s'explique par le stockage de composants et de produits finis par les industriels et **n'augure pas d'une amélioration des perspectives de l'économie britannique,** souligne Rob Dobson, directeur d'études chez IHS Markit.

"**Tout effet positif sur le PMI sera probablement de courte durée** car ces gains seront inversés plus tard dans l'année quand ces stocks de sécurité seront érodés ou devenus obsolètes", explique-t-il.

Et d'ajouter :

"Les craintes de **perturbation des chaînes d'approvisionnement** et les **incertitudes autour des taux de change** pèsent en outre sur la confiance des entreprises."

Le Parlement britannique ne s'est pas encore prononcé sur le projet d'accord sur le Brexit conclu par la Première ministre Theresa May avec Bruxelles alors que la sortie de Londres de l'UE est programmée pour le 29 mars.

Après deux mois de contraction, les commandes à l'export ont connu en décembre leur plus forte croissance depuis le mois de mai, reflétant là encore des augmentations de stocks pour prévenir les effets du Brexit.

Les prix d'achat, eux, ont reculé à leur plus bas niveau depuis deux ans et demi.

> ITALIE : troisième mois consécutif de contraction pour l'industrie

Le secteur manufacturier italien a connu en décembre un troisième mois consécutif de contraction, mais à un rythme plus modéré que le mois précédent, selon l'enquête d'IHS Markit auprès des directeurs d'achat.

L'indice PMI est remonté à 49,2 contre 48,6, tout en restant sous la barre de 50 qui sépare croissance et contraction. Neuf économistes interrogés par Reuters attendaient en moyenne un indice à 48,5.

Le sous-indice des entrées de commandes est ressorti à 47,8 contre 46,6 en novembre, restant sous le seuil de 50 pour le cinquième mois d'affilée.

> ESPAGNE : le PMI manufacturier au plus bas depuis août 2016

Le secteur manufacturier espagnol a enregistré en décembre sa plus faible croissance depuis août 2016, en raison d'une modération de la production et des nouvelles commandes, mais la confiance des entreprises a continué de s'améliorer, selon l'enquête IHS Markit auprès des directeurs d'achat.

L'indice PMI manufacturier a reculé à 51,1 le mois dernier contre 52,6 en novembre et 52,4 attendu en moyenne par les économistes interrogés par Reuters. Il se maintient toutefois au-dessus du seuil de 50, une limite qu'il n'a plus franchie à la baisse depuis cinq ans.

La composante de la production est ressortie à 51,5, également à son plus bas depuis août 2016, contre 53,6 en novembre.

"Le secteur manufacturier a terminé 2018 sur une note atténuée (...), par contraste avec les forts taux de croissance observés en début d'année", déclare Paul Smith, directeur des études IHS Markit.

Il ajoute :

"L'érosion de la croissance aura caractérisé la performance du secteur en 2018. Cela s'explique par une correction naturelle par rapport aux niveaux d'expansion de la fin 2017 qui ne pouvaient être maintenus sur la durée, mais la tendance baissière a été exacerbée par la montée des instabilités économiques et politiques, notamment en rapport avec les tarifs douaniers."

> PAYS-BAS : le seul pays européen à tirer son épingle du jeu ?

AMSTERDAM - Le secteur manufacturier néerlandais a enregistré en décembre sa plus forte croissance en trois mois, avec une accélération de la production, des commandes et des embauches, montre l'enquête auprès des directeurs d'achat.

L'indice Nevi/IHS des directeurs d'achat (PMI) a rebondi à 57,2 contre 56,1 en novembre. Ce dernier chiffre marquait un plus bas depuis deux ans et faisait suite à deux mois de ralentissement.

"Le secteur manufacturier a terminé une faste année 2018 sur un plus-haut", commente IHS Markit. "En tendance, 2018 a atteint un nouveau record à 59,7, dépassant le précédent pic de 2017."

Les industriels néerlandais restent très optimistes sur leurs perspectives en 2019 même si leurs anticipations sont retombées en décembre à leur plus bas niveau depuis septembre 2016, ajoute IHS Markit.

> IRLANDE : le champion de la croissance en 2018 finit l'année au ralenti

L'activité du secteur manufacturier irlandais a décéléré en fin d'année avec un ralentissement de la croissance de la production, des entrées de commandes et des embauches, montre l'enquête mensuelle d'IHS Markit auprès des directeurs d'achat.

L'indice PMI a reculé à 54,5, à son plus bas niveau depuis neuf mois, contre 55,4 en novembre. Le sous-indice qui mesure les entrées de commandes s'est tassé à 55,1 contre 57,3.

L'Irlande a enregistré en 2018 la plus forte croissance de l'Union européenne pour la cinquième année consécutive mais reste sous la menace d'une sortie désordonnée du Royaume-Uni de l'UE.

"Certaines firmes ont observé des signes d'un ralentissement de la demande mais les participants (à l'enquête) anticipent une reprise dans la nouvelle année", commente Amritpal Virdee, économiste chez IHS Markit.

Le PMI manufacturier irlandais n'a plus été en zone de contraction depuis mai 2013.

> GRÈCE : un tassement mais la croissance reste solide

L'activité industrielle grecque a connu en décembre une solide croissance grâce à la vigueur de la production et des commandes à l'export, selon l'enquête d'IHS Markit auprès des directeurs d'achat.

L'indice PMI du secteur manufacturier, qui représente environ 10% de l'économie grecque, s'est tassé à 53,8 le mois dernier contre 54,0 en novembre, tout en continuant d'afficher une des meilleures performances des 11 dernières années et en restant nettement au-dessus du seuil de 50 à partir duquel il rend compte d'une croissance.

"Les industriels ont continué de faire preuve de résilience en décembre avec une croissance de la production qui est restée vigoureuse et bien supérieure à la tendance de l'enquête", note Sian Jones, économiste chez IHS Markit.

Les commandes à l'exportation ont enregistré leur plus forte croissance en trois mois et les embauches sont restées nombreuses même si le sous-indice de l'emploi a fléchi à son plus bas niveau en six mois.

Politique

En froid avec Bruxelles, la Roumanie prend la tête de l'UE

Économie Conjoncture Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 01/01/2019 à 16:24

Jean Claude Juncker et Klaus Werner Iohannis, président de la Roumanie. JOHN THYS/AFP

La Roumanie a pris ce mardi 1er janvier la tête d'une Union européenne secouée par le Brexit et la montée des eurosceptiques. La semaine dernière, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker exprimait ses doutes sur l'aptitude du pays à assumer cette présidence.

Pour la première fois depuis son adhésion en 2007, la Roumanie prend la présidence tournante de l'Union européenne. Finalisation du Brexit d'ici mars, élections européennes en mai avec des forces souverainistes en embuscade, difficultés à boucler le budget communautaire... Rarement une présidence aura été confrontée à autant de défis.

Un pays en froid avec Bruxelles

La Roumanie a vu ses relations avec Bruxelles se détériorer fortement ces derniers mois sur fond de réformes controversées du système judiciaire initiées par le Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir. Cette vaste refonte souhaiterait corriger les «abus» des magistrats. L'Union européenne estime pour sa part que cette réforme saperait la lutte contre la corruption, un mal endémique dont souffre ce pays.

Ainsi, la Roumanie, ancien pays communiste de 20 millions d'habitants, a multiplié les critiques virulentes contre Bruxelles ces derniers mois. La semaine dernière, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, affichait d'ailleurs ses doutes quant à cette présidence.

«Le gouvernement de Bucarest n'a pas encore pleinement compris ce que signifie présider les pays de l'UE», avait-il affirmé au quotidien allemand *die Welt*.

Exécutif divisé

M. Iohannis, qui représentera le pays au Conseil européen, s'est voulu rassurant, soulignant que le pays était «bien préparé» et assumerait la présidence «d'une manière appropriée». Mais les soubresauts de la politique roumaine et la volonté de la majorité de mener coûte que coûte sa réforme judiciaire risquent de peser sur la présidence de l'UE. «Le gouvernement PSD a commencé à faire pression sur les autorités judiciaires et anticorruption roumaines d'une manière qui rappelle ses homologues en Pologne et Hongrie», deux autres pays très critiques envers le fonctionnement de l'UE, note le chercheur Luka Oreskovic, dans une note du think tank European Council on Foreign Relations (ECFR).

Pour leurs détracteurs, ces mesures n'ont d'autre but que d'alléger le casier judiciaire de nombreux élus et proches du PSD, à commencer par M. Dragnea, déjà condamné à de la prison avec sursis pour fraude électorale et visé par deux autres procédures. Les sociaux-démocrates accusent pour leur part les procureurs anticorruption de faire partie d'un «État parallèle» agissant contre le pouvoir élu.

Dans ce contexte, le ton populiste, voire nationaliste, du chef des sociaux-démocrates relève davantage de l'opportunisme que de l'idéologie, estime le politologue Andrei Taranu: «Il copie la rhétorique illibérale du premier ministre hongrois Viktor Orban, sans toutefois en comprendre les concepts». Reste que Bucarest veut faire passer rapidement un décret d'amnistie qui pourrait bénéficier aux responsables politiques ayant des démêlés avec la justice. Un tel projet marquerait le franchissement d'une ligne rouge, prévient-on de source européenne. La Roumanie, qui «pâtit déjà d'un handicap en termes de crédibilité», devrait alors dépenser son énergie à se défendre vis-à-vis de ses partenaires au lieu de s'occuper des dossiers européens, avertit la même source.

Une future «Silicon Valley» d'Europe de l'est

Avec un salaire moyen brut de 970 euros par mois et un produit intérieur brut (PIB) par habitant représentant 62% de la moyenne européenne, la Roumanie est parmi les pays les plus pauvres des vingt-huit, derrière la Bulgarie, au coude à coude avec la Croatie. Depuis la chute du régime communiste fin 1989, et de façon accélérée depuis l'entrée dans l'UE, quelque quatre millions de Roumains sont partis vivre et travailler à l'étranger, soit environ 20% de la population. Si cet exode a vidé les villages et suscité une grave pénurie de main-d'œuvre, il s'est aussi traduit par d'importants transferts d'argent vers les familles restées au pays: 4,3 milliards de dollars, soit 2% du PIB en 2017.

En outre, le secteur informatique connaît un boom en Roumanie que les experts décrivent comme une future «Silicon Valley» d'Europe de l'est. Plusieurs compagnies, dont Bitdefender ou UiPath, se sont imposées à l'international, tandis que des milliers de jeunes informaticiens sont recrutés tous les ans par les géants du secteur.

ALLEMAGNE

Cybersécurité

Un piratage informatique massif secoue le monde politique en Allemagne

Tech & Web http://www.lefigaro.fr/ Par Nathalie Steiwer Publié le 04/01/2019 à 18:01

ODD ANDERSEN/AFP

Les données privées de centaines de politiciens et personnalités du monde des médias ont été divulguées sur Twitter. L'ampleur des sources et des documents suscite un branle-bas de combat au sein du Centre national allemand pour la cyberdéfense et des renseignements.

De notre correspondante à Berlin

Cartes bancaires, documents d'identité, numéros privés et photos de: des milliers de données concernant des personnalités politiques et du monde des médias en Allemagne ont été diffusées sur Twitter. Chaque jour, depuis début décembre, un hacker dévoilait à ses 16.000 «followers» une information sous la forme d'un «calendrier de l'Avent». Un jour, la «petite porte» s'ouvrait sur la vie privée de l'acteur Til Schweiger, le lendemain sur celle de l'ancien leader SPD Sigmar Gabriel.

Plus de 300 personnalités politiques de tous bords sont touchées, à l'exception notable du parti d'extrême droite, l'AfD. En revanche, aucune information sensible concernant le gouvernement ou la Chancelière Angela Merkel n'a été dévoilée, a assuré vendredi une porte-parole du gouvernement.

Branle-bas de combat

Les informations piratées touchent souvent des personnalités engagées contre l'extrême droite, comme l'humoriste et animateur Jan Böhmermann, dont les photos de vacances ont été publiées. Une grosse partie des communications entre le leader des Verts, Robert Habeck, et sa famille se sont également retrouvées sur le réseau social.

Alors qu'elles durent depuis des semaines, les «fuites» n'ont été dévoilées que jeudi soir par la chaîne publique allemande RBB. L'ampleur des sources et des documents a immédiatement suscité un branle-bas de combat au sein du Centre national allemand pour la cyberdéfense. Une enquête a été lancée par les renseignements généraux allemands, le BfV, et l'Office fédéral de la sécurité de l'information (BSI).

Sans doute d'une commande»

Pour l'heure, l'origine des fuites, la personnalité du «hacker» ou ses motivations ne sont pas encore connues. Le compte twitter @_0rbit a été fermé vendredi matin. Pourtant Sandro Gaycken, directeur du «Digital Society Institute» à Berlin et conseiller de l'Otan et du gouvernement sur la cybersécurité en est presque sûr: «il s'agit sans doute d'un activiste amateur». Pourquoi un amateur ? «Parce que les données collectées sont extrêmement variées et demandent peu de compétences techniques pour être collectées sur un ordinateur privé». Selon lui, elles ont probablement été achetées sur le darknet à des hackers professionnels. «Les données sur la vie privée n'intéressent pas les criminels, il s'agit donc sans doute d'une commande» précise le spécialiste.

Que le Bundestag ait déjà été victime d'une cyberattaque en 2015 et le gouvernement en 2018 ne semble pas vraiment avoir servi de leçon aux personnalités allemandes. Les données ont probablement été collectées via les messageries Outlook et Facebook, estime Frank Rieger, porte-parole du Chaos Computer Club, association de hackers influente. Le fait que certaines personnalités aient manifestement été attaquées sur plusieurs comptes «suggère au moins la possibilité qu'ils aient utilisé le même mot de passe pour différents systèmes», souligne-t-il dans «Die Welt».

ESPAGNE

Catalogne

Le militaire arrêté à la Sagrada Familia de Barcelone avec des munitions est de Castres

Actualité Grand Sud Tarn Castres https://www.ladepeche.fr/ Publié le 02/01/2019 à 12:08, Mis à jour le 02/01/2019 à 14:32 Faits divers Jean-Marc Guilbert

Le militaire castrais transportait cinq chargeurs de 9mm pour pistolet semi-automatique./ AFP illustration

L'affaire troublante de l'arrestation d'un militaire français dimanche à Barcelone alors qu'il tentait d'entrer dans la Sagrada Familia avec cinq chargeurs de cartouches de 9 mm dans son sac à dos, vient de rebondir jusque dans le Tarn, à Castres, puisqu'on vient d'apprendre que ce jeune soldat appartenait au régiment castrais du 8e RPIMa.

Dimanche 30 décembre en effet, ce militaire français s'était présenté au contrôle situé à l'entrée de la Sagrada, le plus célèbre monument barcelonais, en compagnie de sa petite amie avec laquelle il était en vacances en Espagne.

Les contrôleurs qui ont passé son sac au scanner ont alors vu à l'intérieur les cinq chargeurs de 9mm pour pistolet automatique Mac 50. Le militaire a été immédiatement interpellé et les autorités ont ensuite trouvé dans sa voiture le pistolet de type Mac 50 dont le numéro de série avait été effacé ainsi qu'un couteau de défense "push dagger". D'autres munitions auraient aussi été retrouvées dans sa chambre d'hôtel.

Un oubli

Cet événement est survenu alors que justement l'alerte maximale est déclenchée à Barcelone en raison d'un très haut risque d'attentat suite à un avertissement des autorités américaines. Le militaire tarnais aurait seulement expliqué aux autorités espagnoles que c'est accidentellement qu'il aurait oublié de rendre ces munitions après un entraînement. Une affirmation qui n'a pas été confirmée par le régiment de parachutistes de Castres.

Pour autant, les enquêteurs espagnols ont écarté la piste terroriste concernant ce jeune soldat castrais. Le ministre de l'intérieur catalan a écarté "toute motivation terroriste" dans ses déclarations à la presse. Le militaire a été remis en liberté lundi et placé sous contrôle judiciaire par la justice espagnole qui enquêterait sur lui maintenant au motif de "port d'arme illégal".

Un soldat qui n'a connu "aucun incident sans sa carrière"

L'état-major du 8e RPIMa à Castres a donc effectivement confirmé hier que ce soldat "qui jusqu'à présent donnait entière satisfaction dans ses fonctions" et qui "n'avait eu aucun incident dans sa carrière" figurait parmi ses effectifs. En revanche, le régiment a précisé que l'arme découverte dans le véhicule du militaire, un Mac 50, ne provenait pas de son armurerie. Le régiment a

également fait savoir qu'il collaborait avec les autorités judiciaires et la police espagnole sur cet événement dans le cadre des accords diplomatiques et judiciaires entre l'Espagne et la France.

Défense

L'Espagne prépare l'arrivée du drone Predator-B

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Armées Actualité Défense Actualité Drones Actualité Drones militaires 3 jan. 2019 | Par Justine BOQUET Apps & Drones

L'Espagne réceptionnera au second semestre ses premiers drones Predator-B. © Ejercito del Aire

L'Espagne accueillera en 2019 son premier système de drones Predator-B.

Le Ministère de la Défense espagnol a annoncé le 28 décembre préparer l'arrivée du premier drone Predator-B qui viendra renforcer les moyens de l'Ejercito del Aire. La première livraison devrait avoir lieu au cours du second semestre 2019. Les premiers systèmes de drones Predator-B seront localisés sur la base aérienne de Talavera la Real, dans la ville de Badajoz, située à la frontière avec le Portugal.

Le nombre de systèmes qui seront livrés en 2019 n'a pas été précisé. On sait toutefois que l'Ejercito del Aire a commandé un total de quatre Predator-B. Ces drones MALE, qui n'emporteront pas d'armement, permettront à l'Espagne de mener des missions ISR (renseignement, surveillance et reconnaissance). Ils pourront donc être employés dans le cadre d'opérations variées, aussi bien sur le théâtre national que lors d'OPEX (opérations extérieures). Ils pourront par exemple « mener des missions d'évaluation de dommages, de désignation de cibles, d'appui à l'évacuation de personnel et, naturellement, d'appui à l'action de l'Etat », rapporte le Ministère de la Défense espagnol. Cela peut notamment passer par de la surveillance maritime, de la surveillance frontalière, du soutien aux opérations humanitaires mais également par la lutte contre le terrorisme et l'appui aux troupes terrestres opérant au sol.

Deux avions de combat espagnols envoyés à Istres pour se mesurer avec le démonstrateur de drone de combat nEUROn

http://www.opex360.com/ Posté dans Europe, Forces aériennes, Technologie par Laurent Lagneau Le 03-01-2019

Depuis des essais avec le porte-avions Charles de Gaulle et une dernière campagne de mesures de signature électromagnétique effectuée en 2017 au centre de la Direction générale de l'armement [DGA] de Bruz, l'on n'avait plus de nouvelles du démonstrateur de drone de combat [UCAV] nEUROn, conduit par Dassault Aviation dans le cadre d'une coopération européenne associant la Suisse [RUAG], la Suède [Saab], l'Espagne [EADS-CASA, absorbé par Airbus], l'Italie [Alenia Aermacchi] et la Grèce [HAI].

Pourtant, et même si les essais étatiques français sont terminés, le nEUROn vole toujours. Ainsi, les capacités furtives de cet appareil ont fait l'objet d'une campagne d'évaluation ayant impliqué deux avions de combat Eurofighter EF-2000 espagnols à Istres. L'annonce a été faite par l'Ejército del aire, le 28 décembre.

Dans le détail, cette évaluation a été réalisée, à l'invitation de la DGA, par le Centre logistique d'armement et d'expérimentation [CLAEX] et un détachement de la 11e escadre espagnoles [ALA 11].

Selon l'Ejército del aire, « le but des essais est d'évaluer la détectabilité d'un UCAV avec la panoplie des capteurs dont dispose l'Eurofighter », dont les radars CAPTOR et PIRATE [Passive Infra Red Airborne Tracking Equipment], système IRST [Infrard Search and Track) et missile air-air IRIS-T. « Il faut tenir compte du fait que le nEUROn a été conçu comme un avion furtif avec de très faibles signatures radar et infrarouge, d'où l'intérêt de faire face à ce système avec des radars et d'autres capteurs aériens », souligne le communiqué.

Ce n'est pas la première fois qu'une rencontre entre le nEUROn et des Eurofighter espagnols a lieu. En novembre 2017, deux avions de l'ALA 11 s'étaient en effet déjà mesurés à ce démonstrateur d'UCAV lors d'un exercice au-dessus du golfe du Lion, en Méditerranée.

D'une durée de 80 mn, ce vol avait consisté à effectuer des « passes techniques et tactiques » afin de « vérifier la réflectivité radar et la signature radar » du nEUROn.

Pour l'Ejército del aire, ces vols doivent permettre de préparer le modernisation de ses Eurofighter EF-2000, pour laquelle le gouvernement espagnol a consenti d'investir 906 millions d'euros jusqu'en 2023. En outre, et pour rappel, l'Espagne a exprimé son vif intérêt pour pour le programme franco-allemand de Système de combat aérien futur [SCAF], qu'elle veut pouvoir intégrer au plus vite.

Boeing signe le contrat de modernisation des Chinook espagnols

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Hélicoptères militaires 4 jan. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau

17 Chinook espagnoles vont être portés au standard CH-47F © Emmanuel Huberdeau

Boeing va moderniser les Ch-47D chinook pour les porter au standard Ch-47F.

Boeing a annoncé que 17 **CH-47D Chinook** espagnols vont être portés au standard **CH-47F**. La décision de moderniser ces Chinook avait été annoncée par l'Espagne en septembre 2018. Le montant du contrat devait être de 820 M€ avait annoncé le ministère de la défense espagnol.

Selon Boeing, la modernisation des Chinook comprend l'intégration de commandes de vol digitales et d'une nouvelle avionique. Les capacités d'emport en soute et sous élingue doivent également être modifiées.

17 Chinook espagnols seront modernisés. Ces appareils sont opérés par les forces aéromobiles de l'armée de Terre (FAMET) espagnole, au sein du 5e bataillon d'hélicoptères de transport. Cette unité est chargée de l'appui logistique aux unités combattantes.

Le premier appareil modernisé doit être livré en 2021.

FRANCE

Economie

Retraite, assurance chômage, fonction publique... ce que prépare le gouvernement pour 2019

Économie France Par latribune.fr Avec agences | 31/12/2018, 7:45

Le gouvernement entend mener d'importantes réformes en 2019. (Crédits : Philippe Wojazer)

Revalorisation du Smic, baisse du prix du gaz, hausse du prix du tabac... Comme chaque année, le 1er janvier est synonyme de changements dans le quotidien des Français. Tour d'horizon des nouvelles mesures applicables début 2019 et des principales réformes menées par le gouvernement à venir pour cette année.

Smic, prix du gaz, énergie... De nombreux changements vont intervenir à partir du 1er janvier dans le quotidien des Français. Passage en revue de ce qui va changer en 2019.

▪ **Pouvoir d'achat**

Le Smic est revalorisé de 1,5%. Le Smic horaire passe de 9,88 à 10,03 euros brut et le Smic mensuel de 1.498 à 1.521 euros sur la base de 35 heures hebdomadaires. En net, la hausse sera de 16 euros à 1.204 euros. Par ailleurs, les heures supplémentaires seront exonérées de cotisations salariales et d'impôt sur le revenu jusqu'à 5.000 euros nets par an. Tous les salariés, y compris les fonctionnaires, pourront en bénéficier.

De son côté, la CSG baissera pour 5 millions de retraités. Leur taux de prélèvement passera de 8,3% à 6,6%. La mise en œuvre pourrait prendre plusieurs mois et les bénéficiaires seront remboursés rétroactivement. Enfin, la prime d'activité va augmenter de 90 euros et sera élargie de 3,8 millions à 5 millions de foyers éligibles. Les CAF verseront cette prime revisitée à partir du 5 février, y compris aux nouveaux allocataires s'ils font une demande avant le 25 janvier.

▪ **Le prélèvement à la source**

Le prélèvement à la source est mis en place et se concrétisera sur les feuilles de paye des 38 millions de foyers français concernés fin janvier. Les taux prélevés ont été révélés en avril-mai dernier. Chez les salariés, l'impôt sera prélevé directement par l'employeur : il apparaîtra sur la fiche de paie au même titre que les cotisations sociales. Chez les retraités, la collecte sera réalisée par les caisses de retraite. Les travailleurs indépendants verseront un acompte mensuel ou trimestriel, calculé par l'administration en fonction de leurs revenus des mois précédents, puis ajusté selon leurs revenus effectifs.

▪ **Energie**

Les tarifs réglementés du gaz baissent de près de 2%. Dans le même temps, le chèque énergie sera augmenté de 50 euros et bénéficiera à 5,8 millions de ménages pour payer leurs factures d'énergie ou des travaux de rénovation énergétique.

▪ **Travail**

Le compte personnel de formation sera désormais alimenté en euros et plus en heures. Ce sera à hauteur de 500 euros par an (800 euros pour les peu qualifiés et handicapés) dans la limite de 5.000 euros (8.000 euros). Les heures déjà acquises sont converties au taux de 15 euros.

La réforme de l'apprentissage prendra effet dès le 1er janvier 2019 : la limite d'âge maximum passe de 26 à 29 ans. La durée du travail des apprentis est également assouplie et une aide unique pour les entreprises de moins de 250 salariés est créée. Une aide au permis de conduire d'un montant de 500 euros pour les apprentis qui pourront entrer en formation tout au long de l'année est mise en place.

▪ **Santé et environnement**

Le prix de vente des prothèses auditives sera désormais plafonné à 1.300 euros. Le remboursement minimum par la Sécu et les mutuelles passera de 199,71 à 300 euros. Pour les enfants jusqu'à 20 ans révolus, ces deux montant seront alignés à 1.400 euros. L'achat, l'usage et le stockage de produits phytopharmaceutiques (pesticides de synthèse) seront interdits aux particuliers et jardiniers amateurs. Les produits pourront être récupérés pour retraitement par les filières de recyclage spécialisées.

▪ **Tabac**

Le prix du paquet de 20 de Marlboro Red (groupe Philip Morris) passe de 8 à 8,20 euros.

▪ **Promotion**

Les promotions sur les produits alimentaires dans la distribution ne pourront pas excéder 34% du prix de vente au consommateur. De facto, les promotions du type "un acheté, un gratuit" seront donc interdites au profit des "deux achetés, un gratuit". Il s'agit d'essayer de rééquilibrer le rapport de forces entre producteurs et distributeurs et lutter contre la guerre des prix, accusée de tuer les agriculteurs.

Ce qui change dans le domaine automobile au 1er janvier

Prime à la conversion doublée, nouveau barème du malus, formation post-permis pour les jeunes conducteurs : de nouvelles réglementations entrent vigueur pour les automobilistes à partir du 1er janvier.

▪ **La prime à la conversion double**

Il s'agit d'une mesures prise par le Premier ministre Edouard Philippe pour calmer la colère des gilets jaunes. La prime à la conversion sera doublée à partir du 1er janvier, pour les 20% de ménages les plus modestes et les salariés non imposables qui parcourent plus de 60 kilomètres aller-retour chaque jour pour se rendre à leur travail. Elle passera donc à 4.000 euros. Le gouvernement compte également doubler le nombre de primes distribuées sur tout le quinquennat, soit un million au total. Les hybrides rechargeables (entre 21 et 60 grammes de CO2 par kilomètre) devraient également être concernées par ces aides.

▪ **Un malus plus strict**

Ses règles seront plus strictes. Il pénalisera désormais les voitures qui émettent 117 grammes de CO2 et plus contre 120 actuellement. A 117 grammes, il faudra débourser 50 euros en plus de la facture l'an prochain. Mais au global, le malus sera moins sévère. A grammage équivalent, les automobilistes paieront moins à compter de 2019. Par exemple, sur une voiture qui émet 135 grammes de CO2 par kilomètres, vous payez cette année 613 euros de malus. Vous n'en paierez que 353 l'an prochain.

Par ailleurs, les pick-up à cinq places, considérés comme des véhicules de loisir, seront soumis au malus à partir du 1er juillet. Dès le 1er janvier, ils seront aussi soumis à la taxe sur les véhicules de société (TVS). Seuls les pick-ups à moins de cinq places seront exonérés des deux taxes.

▪ **Revalorisation des indemnités kilométriques**

Le barème des indemnités kilométriques sera majoré de 10% pour les petits véhicules de 3CV fiscaux (type citadine comme une Volkswagen Up!) et de 5% pour les modèles à 4CV fiscaux (type Renault Clio).

▪ **Un stage de formation post-permis de conduire pour les nouveaux conducteurs**

Les jeunes conducteurs détenteur du permis de conduire à partir de cette date pourront, six mois plus tard, s'inscrire à un stage payant et volontaire de sept heures. En échange de ce stage post-permis basé sur la sécurité, la durée de validité de leur permis probatoire sera réduite de trois à deux ans. Ils obtiendront donc plus rapidement leurs douze points.

Assurance-chômage, retraite, fonction publique : les principales réformes à venir en 2019

Alors que la mobilisation des "Gilets jaunes" interroge sur la capacité d'Emmanuel Macron à pouvoir transformer la France en profondeur durant la suite de son quinquennat, le gouvernement prévoit pourtant en 2019 la mise en application de réformes, dont plusieurs, jugées *"indispensables"* par le pouvoir, sont potentiellement socialement explosives : l'assurance-chômage, la fonction publique et les retraites.

▪ **L'assurance chômage**

Cette réforme de la convention d'assurance-chômage tend à une refonte du système dont l'objectif est de favoriser l'accès et le retour vers *"un emploi de qualité"* et durable, selon les termes de l'exécutif. Il s'agit également d'économiser entre 3 et 3,9 milliards d'euros sur trois ans pour réduire la dette de l'Unedic qui pèse près de 35 milliards d'euros.

Une logique budgétaire dénoncée par les partenaires sociaux qui, avec le gouvernement, ont jusqu'à février 2019 pour définir ensemble cette nouvelle convention chômage qui doit ensuite être soumise à l'approbation du gouvernement. Cette transformation doit ouvrir la voie à l'intégration des démissionnaires et des indépendants au dispositif. Il prévoit également un contrôle renforcé pour les demandeurs d'emploi ainsi qu'un changement de gouvernance.

▪ **Les retraites**

L'année 2019 va être marquée par plusieurs évolutions en matière de retraite. Pour cause, Emmanuel Macron veut créer un régime universel qui remplacera les 42 régimes. Ce nouveau système sera "par répartition" : les actifs d'aujourd'hui financeront par leurs cotisations les pensions des retraités d'aujourd'hui, conformément à la promesse d'Emmanuel Macron. Les règles de calcul des droits et les mécanismes de solidarité "seront les mêmes pour tous". Les points accumulés, qui permettront de calculer le montant de la retraite, dont l'âge légal demeure à 62 ans, seront enregistrés dans un compte unique.

Le taux de cotisation sera proche de la situation actuelle, soit de l'ordre de 28% pour les assurés et leurs employeurs, qu'ils soient publics ou privés. Des points seront accordés pour chaque enfant, dès le premier enfant, afin de compenser les impacts sur la carrière des parents, de l'arrivée ou de l'éducation de l'enfant. Des points seront aussi accordés pour prendre en compte les interruptions d'activité liées aux aléas de carrière (chômage, maladie, invalidité, etc.), ainsi que la maternité. Par ailleurs, le système préserve l'existence des pensions de réversion.

Autrement, un minimum de pension sera prévue pour les Français ayant travaillé toute leur vie à temps partiel ou avec des revenus modestes. De plus, ce système universel permettra de prendre en compte les spécificités de certaines situations (carrières longues, métiers pénibles ou dangereux, handicap). Les primes des fonctionnaires civils et militaires et des salariés des régimes spéciaux seront prises en compte pour le calcul des droits à la retraite. Enfin, les travailleurs indépendants bénéficieront d'un régime de cotisation adapté. Il s'agit d'un dossier particulièrement sensible, les différentes tentatives de réforme des retraites ayant donné lieu à d'importants mouvements sociaux et manifestations massives.

▪ **La fonction publique**

Réduction des effectifs et réforme du statut des fonctionnaires : le gouvernement a confirmé, en octobre 2018, son objectif de réformer en profondeur les services publics. Ses principales propositions ont déjà suscité une levée de boucliers des syndicats de la fonction publique. La réforme prévoit la suppression de 50.000 postes dans la fonction publique d'Etat d'ici à 2022.

Par ailleurs, le gouvernement a confirmé la mise en place de *"plans de départs volontaires"* dans la fonction publique qui permettront aux fonctionnaires de "rester" ou de "partir" avec " 24 mois de salaire" et la possibilité de toucher le chômage. Actuellement, environ un millier d'agents utilisent cette possibilité de départ chaque année. Des possibilités étendues de recruter des fonctionnaires hors statut, avec l'idée de donner davantage de souplesse aux administrations dans leur recrutement, doivent êtres mises en place.

Enfin, le gouvernement souhaite instaurer une rémunération au mérite ainsi que des indicateurs de satisfaction des usagers de certaines administrations ou entités. Un processus qui serait systématisés et rendus publics.

Comment la France se dirige vers une société «zéro cash»

Économie Conjoncture http://www.lefigaro.fr/ Par William Plummer Mis à jour le 04/01/2019 à 15:40 Publié le 04/01/2019 à 12:29

L'usage du sans contact a été multiplié par 1000 entre 2012 et 2017. MARTIN BERNETTI/AFP

D'année en année, les règlements en espèces reculent au profit des différents moyens de paiements dématérialisés. En ce sens, un rapport a été remis à l'État en juillet dernier préconisant la suppression progressive de la circulation du liquide en France.

Cela fait bien longtemps que plus aucun euro ne traîne dans les poches de Yoann. Cet étudiant orléanais de 23 ans a troqué, depuis plusieurs années déjà, son porte-monnaie contre divers moyens de paiements dématérialisés. Dans un premier temps, il s'est mis à utiliser exclusivement sa carte bleue. Puis, il y a un peu plus d'un an, Yoann a entendu parler du paiement par mobile. En quelques étapes simples, il a enregistré ses coordonnées bancaires sur son smartphone. Depuis, il effectue tous ses achats (inférieurs à 300 euros) en le posant sur les bornes de paiement des commerces, grâce à une puce présente, de base, dans son iPhone. «Mon téléphone a complètement remplacé ma carte bancaire classique. Je la transporte très rarement avec moi», explique-t-il. Les types d'achats? «Absolument tout. Que ce soit au supermarché, à la boulangerie, dans les bars, à La Poste ou chez l'opticien... En fait, partout où le sans contact est possible.» Et Yoann n'est pas le seul, loin de là, à s'être converti à ces nouvelles formes de transactions.

De nombreux Français se tournent aujourd'hui vers des systèmes de paiements dématérialisés. Entre 2012 et 2017, l'usage du sans contact en France a été multiplié par mille, passant de 1,17 million à 1,23 milliard de transactions, d'après le groupement d'intérêt économique des cartes bancaires (CB). Le montant des échanges a lui aussi explosé, passant de 12 millions à 12,4 milliards d'euros. Et cette tendance s'accélère: les transactions ont doublé rien qu'entre 2016 et 2017. «On assiste à un réel effet de transformation des paiements. C'est-à-dire que les achats dans les commerces de proximité qui, hier, étaient faits en cash sont aujourd'hui de plus en plus souvent réalisés en sans contact», constate Loÿs Moulin, directeur du Développement du Groupement des Cartes Bancaires CB.

Nul doute que la dynamique des paiements dématérialisés va s'amplifier. Pour 2018, le réseau CB devrait comptabiliser plus de 2 milliards de transactions sans contact dans l'Hexagone, soit une

augmentation de plus de 70% par rapport à 2017. Et le système gagne également du terrain du côté des professionnels de la vente. «Le sans contact devient une norme commune et logique pour tous les terminaux de paiements. La quasi-totalité des TPE que nous distribuons ou remplaçons sont désormais équipés de cette technologie. C'est une demande systématique de nos différents clients», explique Romain Thérond, de la société Synalcom spécialisée dans la vente et maintenance de terminaux de paiement. Et cette transition est rapide. En juin 2017, 38% des commerçants étaient équipés d'une borne permettant l'utilisation du sans contact. Un an après, ils sont déjà 53%.

Environnement

Pourquoi ces petits bateaux en bois s'échouent sur les plages de Vendée

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Environnement mercredi 2 janvier 2019 Par Thierry DUBILLOT

De drôles d'objets s'échouent sur les côtes vendéennes. Ces petits bateaux en bois participent au projet européen Life LEMA. Son objectif : comprendre les courants du Golfe de Gascogne, afin de limiter la propagation des déchets de plastique en mer et sur le littoral franco-espagnol.

Vous vous promenez le long de la côte vendéenne. En particulier sur ces grandes plages entre Les Sables-d'Olonne et Saint-Gilles-Croix-de-Vie. C'est grandiose, magnifique, propice à la rêverie... Malheureusement, il y a cette pollution qu'on ne peut s'empêcher de remarquer. Et qui revient après chaque tempête, après chaque grande marée.

10 millions de tonnes de déchets

La laisse de mer réserve beaucoup de surprises. Des morceaux de bois flotté, des cordes de pêche, des bouées, des bouteilles et sacs plastique, des micro-déchets... Selon l'Union européenne, le ramassage de ces déchets coûterait 350 millions d'euros aux collectivités par an.

L'Agence européenne pour l'environnement (EEA) estime que chaque année, 10 millions de tonnes de déchets aquatiques sont déversées dans les mers et les océans du monde. 15% des déchets déversés dans la mer sont rejetés sur la côte, 15% flottent en surface et les 70% restants coulent et sont engloutis par les fonds marins.

Vous vous promenez, donc. Sur le sable, vous regardez ces déchets. Il y en a un qui vous intrigue. À première vue, c'est un simple morceau de bois d'une trentaine de centimètres de long. Il a la forme d'un petit bateau. Sur la coque, cette inscription : **« Projet de recherche en cours. Si vous me trouvez, contactez-nous. »** Une adresse mail vous permet de donner le numéro qui figure sur le petit bateau, et sa position GPS exacte.

Un guide pour les collectivités

Ces petits navires font partie d'un programme de recherche européen, Life LEMA, développé depuis 2016 et jusqu'à fin 2019.

Parmi les nombreuses activités du projet, de petits bateaux en bois sont jetés à la mer dans le but d'en savoir plus sur la dynamique des courants sur la côte du Golfe de Gascogne. Le projet est développé sur une zone précise. Life LEMA fournira un guide méthodologique et des outils intelligents aux pouvoirs publics locaux pour la gestion efficace des déchets aquatiques flottants

dans les eaux du sud-est du golfe de Gascogne, autrement dit d'un bout à l'autre du Pays Basque espagnol et français.

Un millier d'objets flottants identifiés

Cette activité est menée par l'un des partenaires du projet, AZTI. Il a pour objectif de jeter des bateaux en bois dans des sites spécifiques de haute mer afin d'étudier les trajectoires suivies par les déchets aquatiques jusqu'à atteindre nos côtes. **« De cette manière, les petits bateaux mis à l'eau à partir de différents points du Golfe de Gascogne suivront les mêmes courants que les déchets aquatiques et atteindront la côte de la même façon. »**

À un an de la fin du projet Life LEMA, Albaola Factory a mis au point 1 000 bateaux qui ont été lancés et qui le seront au cours des trois années du projet. **« Sur ces 1 000 navires, 600 naviguent déjà et leur taux de récupération est de 40%. Ce qui signifie que sur ceux qui ont été lancés jusqu'à présent, il en reste plus de la moitié à trouver ! »**

Voilà un joli but de promenade en ce début d'année ; la course aux petits bateaux basques est lancée. Et puis un petit geste écocitoyen n'est jamais vain. Si vous repérez autre chose que des bateaux, n'hésitez pas à ramasser. Il y a des bacs à déchets le long des plages.

Immigration

Face aux traversées de migrants dans la Manche, Paris et Londres conviennent d'un « plan d'action »

Accueil Monde Migrants https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 31/12/2019 à 02h28

Des migrants ont tenté de rejoindre l'Angleterre en canoë en août dernier. | STR / AFP

Christophe Castaner et son homologue britannique ont trouvé dimanche un accord pour renforcer les patrouilles de surveillance et lutter contre les passeurs aux abords de la Manche.

Les ministres de l'Intérieur britannique et français se sont mis d'accord dimanche pour accroître la collaboration bilatérale face aux tentatives de traversée de la Manche par des migrants à bord de petites embarcations qui se sont multipliées ces dernières semaines.

Au cours d'une conversation téléphonique, Sajid Javid et son homologue français Christophe Castaner ont convenu d'un **« plan d'action renforcé »**, qui sera mis en œuvre dans les prochaines semaines, selon le Home Office.

Plus de patrouilles de surveillance

Ce plan consiste en un accroissement du nombre de patrouilles de surveillance, des actions pour démanteler les gangs de trafiquants, et la sensibilisation des migrants aux dangers que représente la traversée de la Manche. Ces mesures seront déployées par le Centre de coordination et d'information franco-britannique situé à Coquelles, près de Calais (nord de la France).

« Le Royaume-Uni et la France vont s'appuyer sur des efforts communs pour décourager l'immigration clandestine - protégeant nos frontières et les vies humaines », a déclaré M. Javid. Les deux ministres se rencontreront en janvier pour décider d'éventuels efforts supplémentaires.

Face à ces mesures, l'association britannique Detention Action, qui vient en aide aux migrants, a appelé le ministre à **« offrir un passage sûr pour les personnes en détresse »** pour **« éviter de nouvelles tragédies humaines »**.

Phénomène « sans précédent »

Sajid Javid avait récemment fait l'objet de critiques pour sa réponse face aux arrivées ou interceptions quasi-quotidiennes de migrants près des côtes britanniques ces derniers jours.

Membre comme lui du parti conservateur, le député du Kent (sud-est de l'Angleterre) Rehman Chishti a déploré **« un manque de leadership sur ce problème »**, tandis que le parti travailliste, principale formation d'opposition, a estimé que le ministre **« tardait à réagir »**.

Selon le député de Douvres, le conservateur Charlie Elphicke, **« plus de 200 migrants sont arrivés sur les côtes du Kent à bord de petites embarcations ces deux derniers mois »**. Dans une tribune publiée par le Daily Mail, il affirme que **« l'ampleur du problème est sans précédent »**, et réclame que certains navires de la police des frontières britanniques déployés en Méditerranée soient rapatriés dans la Manche.

Une centaine de migrants sauvés en quinze jours

Dimanche, six Iraniens ont été interpellés par les autorités sur une plage de Kingsdown, près de Douvres, après avoir réalisé la traversée de la Manche à bord d'un bateau pneumatique à moteur.

Les tentatives de traversée de la Manche se sont multipliées ces dernières semaines. Depuis le 23 décembre, près d'une centaine de personnes ont été secourues en mer par les autorités françaises ou britanniques.

La traversée de la Manche sur de petites embarcations est rendue particulièrement dangereuse par la densité du trafic maritime, les forts courants et la faible température de l'eau.

Migrants. Lancement d'un « plan d'action » contre les traversées de la Manche

Accueil Monde Migrants https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 04/01/2019 à 20h09 Publié le 04/01/2019 à 18h12

Des migrants ont tenté de rejoindre l'Angleterre en canoë en août dernier. | STR / AFP

Le ministère de l'Intérieur a annoncé, ce vendredi, le lancement d'un plan d'action pour lutter contre les traversées de la Manche par les migrants. Ce plan vise notamment à accroître le nombre de patrouilles de surveillance des ports et du littoral nord, près de Calais.

La France a lancé ce vendredi 4 janvier un **« plan d'action »** pour **« prévenir et lutter contre les traversées de la Manche par des migrants »**, avec un renforcement des patrouilles et de la surveillance des ports et du littoral nord, a annoncé le ministère de l'Intérieur. Ces mesures seront déployées par le Centre de coordination et d'information franco-britannique situé à Coquelles, près de Calais (nord de la France).

Ces mesures viennent en amont d'un **« plan d'action conjoint franco-britannique »**, en cours d'élaboration, et qui sera avalisé **« à l'occasion d'un déplacement prochain de Christophe Castaner à Londres »**, a ajouté le ministère dans un communiqué. L'an dernier, 504 migrants, essentiellement iraniens, ont cherché à franchir la Manche et 276 d'entre eux **« sont parvenus à atteindre les eaux et côtes britanniques »** selon le communiqué.

« C’est notre intérêt, comme celui du Royaume-Uni, de tout mettre en œuvre pour ne pas laisser se développer de nouvelles filières qui seraient susceptibles d’attirer à nouveau des migrants irréguliers sur notre littoral », a affirmé M. Castaner.

« La perspective du Brexit n’altère en rien la nécessité pour nos deux pays de renforcer notre coopération bilatérale pour mettre en œuvre des mesures concrètes et coordonnées afin de lutter contre l’immigration irrégulière », a ajouté M. Castaner.

Un plan sur cinq axes

Le **« plan zonal et départemental »** repose **« sur cinq axes »**, avec notamment un renforcement de la coordination entre les forces de police/gendarmerie du Nord et du pas-de-Calais d’une part, et des moyens en mer du Nord et dans la Manche (douanes, marine nationale, gendarmerie maritime). Ces moyens **« ont été renforcés et mis en alerte pour assurer une surveillance 24h/24 des espaces maritimes »**, assure le communiqué.

Il est également prévu un renforcement de la surveillance et de la sécurisation **« des ports de Boulogne-sur-Mer et de Calais »**, ainsi que **« des plages et des lieux potentiels de mise à l’eau en dehors des ports »**.

Le plan prévoit aussi **« des mesures de sensibilisation et de prévention des professionnels »** (vendeurs de matériel nautique, loueurs de bateaux, gestionnaires de ports) pour **« accroître leur vigilance »**, ainsi qu'**« un renforcement de la lutte contre les filières de passeurs »**.

Des tentatives de traversée qui se multiplient

Les tentatives de traversée de la Manche se sont multipliées ces dernières semaines. Depuis le 23 décembre, près d’une centaine de personnes ont été secourues en mer par les autorités françaises ou britanniques.

La traversée de la Manche sur de petites embarcations est rendue particulièrement dangereuse par la densité du trafic maritime, les forts courants et la faible température de l’eau.

Opérations

Après Noël, un problème dans l'enceinte

http://lemamouth.blogspot.com/ mercredi 2 janvier 2019 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Mauvaise surprise au pied du sapin des militaires en opérations extérieures : des enceintes bluetooth distribuées en cadeau par le commandement à des soldats déployés en mission se sont avérées défectueuses avec un risque de surchauffe à la charge. Au point que dès le 26 décembre, une mise en garde était diffusée par le même commandement, évoquant le retour des cadeaux à l'expéditeur. Car il est tout aussi dangereux de le donner à la population locale. Des équipements à la norme CE ne doivent pas connaître ce genre de soucis.

A priori, les seuls objets concernés ont été diffusés à des militaires de l'armée de terre, les aviateurs ayant reçu, eux, des produits qui fonctionnent.

On ignore, à ce stade, l'étendue du problème, et sa nature.

Mais le risque pourrait aussi résider dans un transport aérien de ces engins, avec un risque pour l'avion et l'équipage. Bref, on se dirige peut-être vers une opération "Détruire l'Enceinte", à placer dans la prog opérationnelle.

Pour sa part, **Florence Parly** a offert aux soldats en opérations une thermos compacte, sans risque. La thermos succédait à un Opinel (produit français) distribué au réveillon 2017.

Politique

Le prélèvement à la source expliqué en neuf questions

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 01/01/2019 04:08 CET | Actualisé il y a 17 heures Par Alexandre Boudet

L'impôt sur le revenu est prélevé directement sur les salaires à partir de ce 1er janvier. Une révolution moins compliquée qu'il n'y paraît.

AFP Véritable révolution fiscale, le prélèvement à la source débutera le 1er janvier 2019.

POLITIQUE - Dans le contexte, c'est assez rare pour être signalé. Une réforme du gouvernement plébiscitée par plus de 70% des Français va entrer en application ce 1er janvier. Et pourtant, la mise en place du prélèvement à la source continue de susciter un flot nourri d'interrogations.

Il faut dire que c'est une véritable révolution qui s'opère en cette année 2019. Évoquée depuis 40 ans par plusieurs gouvernement, cette réforme de l'impôt sur le revenu voulue par François Hollande a été décalée d'un an par l'actuelle majorité pour, affirme Gérald Darmanin, s'assurer que toutes les dispositions ont été prises pour éviter des couacs majeurs. Le ministre de l'Action et des comptes publics sait qu'il joue très gros en ce début d'année avec ce dispositif qui va mécaniquement réduire les revenus d'environ 40% des Français en fin de mois.

Pourquoi 40% des Français ? C'est l'une des neuf questions auxquelles *Le HuffPost* va tenter de répondre pour y voir plus clair.

1- Tout le monde est-il concerné ?

Le prélèvement a la source n'est qu'un mode de collecte de l'impôt sur le revenu. Les personnes qui n'en payaient pas en 2018 -on les dit "non-imposables"- n'en paieront pas plus en 2019 si leurs revenus n'ont pas évolué sensiblement. En 2017, cela représentait 57% des ménages, selon Bercy. En clair, seulement 43% des Français verront leur fiche de paye, leur retraite ou leur allocation chômage impactée. Sur le bulletin de salaire, le taux d'imposition sera clairement indiqué (certains ont eu une simulation depuis l'automne) de même que le montant avant prélèvement et le net versé sur le compte en banque.

2- Faudra-t-il faire une déclaration ?

Sur ce point, rien ne change. Pour personne. Tout le monde (y compris les personnes qui ne payaient pas d'impôts en 2018) devra, comme d'habitude, remplir une déclaration entre les mois d'avril et de juin. Cela permettra de calculer le nouveau taux d'imposition (sur la base des revenus gagnés en 2018) qui sera appliqué à partir du mois de septembre 2019 et jusqu'en août 2020. Ce sera l'occasion aussi pour le fisc de vérifier que vous n'avez pas trop payé (ou pas assez) au cours de l'année précédente.

3- Vais-je payer plus d'impôts ?

Comme évoqué plus haut, le prélèvement à la source est un mode de collecte de l'impôt dont le calcul reste le même. Le montant à payer par les contribuables n'est donc pas dépendant de cette réforme. Celle-ci va tout de même entraîner quelques changements notables, y compris pour la majorité des personnes imposables qui payaient leur impôt de façon mensualisée. Auparavant l'impôt était calculé sur dix mois alors qu'il le sera sur douze à partir du 1er janvier. En clair, les mensualités seront un peu moins importantes. Le gouvernement mise sur "un choc positif" sur le pouvoir d'achat "car ça évitera le problème du prélèvement le 15-16 du mois qui mettait des familles dans la difficulté".

4- Est-ce vrai que je vais recevoir un virement le 15 janvier ?

Environ six millions de foyers vont effectivement recevoir un virement qui portera le nom "CREDIMPOTALASOURCE". Il s'agit d'une avance sur les crédits d'impôts auxquels certains contribuables ont droit. Le montant du virement sera équivalent à 60% du montant total du crédit d'impôt; ce taux qui devait être de 30% a été doublé au début de l'automne par Gérald Darmanin pour répondre à une demande express d'Emmanuel Macron au moment où des questions sur le maintien de la réforme se posaient.

Cela concerne les personnes qui avaient, en 2018, un crédit d'impôt pour dépenses dites "récurrentes": emploi à domicile, cotisations syndicales, frais de garde de jeunes enfants, investissements locatifs (Duflot ou Pinel). Exemple, si vous avez eu en 2018 (sur les revenus 2017) un crédit d'impôt de 500 pour une aide à une association et 1500 euros pour un salarié à domicile, vous bénéficierez d'un virement de 1200 euros le 15 janvier. Le reste sera versé en septembre. Attention toutefois si vous avez interrompu ces dépenses, il vous sera demandé de restituer la somme versée en janvier.

5- Mon employeur va-t-il connaître toute ma vie ?

Chaque année, l'employeur va recevoir du fisc le taux qu'il doit appliquer au salaire de son employé. C'est la seule information qui lui sera transmise; il ne connaîtra par exemple pas le montant total des revenus déclarés par un couple. Bercy rappelle que 90% des Français ont un taux compris entre 0 et 10%, ce qui signifie qu'un même taux correspond à des situations très variées. Pour les personnes qui ne souhaitent cependant pas que cette information soit communiquée, il est possible de demander l'application d'un taux "non-personnalisé". Il est seulement fonction du salaire versé à l'employé. Le montant dû aux impôts est ensuite régularisé en septembre sur la base de la déclaration de revenus faite au printemps.

6- Comment faire si ma situation change en cours d'année ?

C'est théoriquement l'un des points positifs de la réforme. "Le recouvrement de l'impôt s'adaptera en temps réel aux changements de situation", promet l'entourage de Gérald Darmanin. Sur l'espace personnel de chaque contribuable, il sera possible dès le 2 janvier de déclarer tous les changements qui ont un impact sur les impôts: mariage, pacs, divorce, naissance, décès, départ en retraite, chômage ou grosse modification de salaire. Vous pourrez ainsi demander un nouveau calcul de votre taux (à la hausse où la baisse) qui sera transmis à votre employeur pour une application, en théorie, le mois suivant.

DR Illustration de l'espace personnalisé du prélèvement à la source où il sera possible de déclarer ses changements.

7- Deux membres du même couple ont-ils le même taux ?

Même si le calcul de l'impôt demeure réalisé à l'échelle de la famille, la réforme permet de prendre en compte les différences de revenu dans un couple. Ainsi, si l'un des deux gagne beaucoup plus, il a la possibilité d'avoir un taux d'imposition supérieur. On parle alors d'un taux individualisé; c'est l'option choisie par environ 6% des couples. Exemple: une femme gagne 3200 euros par mois et

son mari à la retraite ne gagne plus que 1200 euros. Sur l'année, le montant de leur impôt atteint 3863 euros. Sans le taux personnalisé, ils seront tous les deux prélevés de 7,4%, soit 2832 euros pour la femme (236 euros par mois) et 1064 (89 euros par mois) pour le mari. Avec le taux personnalisé, la femme sera prélevée de 10,2% soit 3900 euros (325 par mois) alors que le mari ne paiera rien.

8- C'est quoi cette histoire d'année blanche dont j'ai entendu parler ?

Pas d'emballement: cela ne signifie pas que vous ne payerez aucun impôt pendant un an si vous êtes imposable. Pour schématiser, on peut dire que les Français ne paieront pas d'impôts sur les revenus gagnés en 2018 mais devront s'acquitter directement de ceux dus pour l'année 2019.

Explication: en 2018, les contribuables ont payé des impôts sur leurs revenus de 2017. Avec le nouveau système, ce sont directement les revenus perçus en 2019 qui seront imposés chaque mois. De fait, le temps de la transition, "l'impôt sur les revenus non exceptionnels de 2018 est effacé", précise Bercy. Certains revenus particuliers seront toutefois soumis à imposition après la déclaration faite au printemps. C'est le cas des primes de départ à la retraite, des plus-values immobilières ou des dividendes.

9- Que faire si je découvre une erreur ?

Le contribuable n'a qu'un seul interlocuteur: l'administration fiscale et non pas l'employeur. Au-delà de l'aide possible sur l'espace particulier du site des impôts et sur la plateforme prelevementalasource.gouv.fr, un numéro de téléphone non-surtaxé (mais pas gratuit) est mis en place dès ce 1er janvier : 0809 401 401.

Des gilets jaunes annoncent un "acte VIII" avec une lettre ouverte à Macron

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 03/01/2019 23:22 CET | Actualisé il y a 13 heures Le HuffPost avec AFP

Le groupe "La France en colère", notamment géré par Éric Drouet et Priscillia Ludosky, appelle à manifester samedi 5 janvier.

La France en colère / Facebook Les gilets jaunes de "La France en colère" annoncent un "acte VIII" avec une lettre ouverte à Emmanuel Macron.

POLITIQUE - L'invitation est lancée pour le huitième samedi consécutif. Le groupe de gilets jaunes "La France en colère" appelle à une nouvelle journée de mobilisation ce 5 janvier, en publiant une lettre ouverte adressée au président de la République et diffusée sur les réseaux sociaux ce jeudi 3 janvier.

"Nous ne sommes pas résignés, nous irons plus loin", dit la lettre partagée sur Twitter par l'une des porte-paroles du mouvement, Priscillia Ludosky, qui ajoute dans son tweet qu'un rassemblement aura lieu à l'Hôtel de Ville de Paris samedi.

Lettre ouverte citoyenne en réponse aux allocutions télévisées de Monsieur Emmanuel MACRON. Le 03 Janvier 2019

Monsieur Le Président de la République Française, vous vous êtes adressé au peuple souverain de France ce lundi 31 Décembre 2018 à 20h00 pour exprimer vos vœux à l'ensemble des citoyens.

Nous, peuple de France, citoyens de ce beau et valeureux pays, citoyens de La France en Colère, nous prenons bonne note de vos déclarations et souhaitons réagir.

Oui, Monsieur MACRON comme exprimé par vous lors de votre allocution du lundi 10 Décembre 2018, il vous est arrivé « parfois » de blesser vos concitoyens par vos paroles et les ordres donnés aux forces de l'ordre. Oui, vous nous blessez en paroles et vous blessez le peuple physiquement en utilisant des armes de guerre sur les rassemblements de manifestations pacifiques des citoyens. La répression que vous menez sans aucune retenue sur l'ensemble des lanceurs d'alertes et des citoyens de ce pays est une déclaration de guerre sans cesse renouvelée.

Vos forces de l'ordre attaquent sauvagement le peuple mais aussi des journalistes, des « Street Médics » et tous les citoyens qui utilisent leur droit à manifester librement et pacifiquement. Vos bras armés défendent les intérêts personnels de votre couche sociale supérieure.

Vous dénoncez maintenant, lors de vos vœux, des excès, des débordements ? Vous parlez sans nul doute des exactions de vos forces de l'ordre à l'égard des citoyens…

Monsieur MACRON, vous accusez quelques « portes voix d'une foule Haineuse, de s'en prendre aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux étrangers, aux juifs, aux homosexuels… » Vous les accusez sans les nommer, Oui Monsieur MACRON, vous parlez bien des gilets jaunes de France et de leurs initiateurs.

Et, comble de l'ironie, vous vous demandez même au nom de qui s'adresse à vous ces lanceurs d'alerte et nous vous citons « Parler au nom du peuple mais lequel ? d'où ? comment ? »

Vous nous semblez bien perdu et en panique Monsieur le Président… Vous ne vous reconnaissez donc aucun peuple ? Mais de quelle Nation êtes-vous donc l'élu alors ?

Vous êtes donc tellement au-dessus de tout cela, loin, fort loin des couches inférieures ? Nous dénonçons vos accusations fausses et calomnieuses.

Monsieur le Président, ce mouvement que vous ne reconnaissez pas, ne vous en déplaise s'étend et se renforce à mesure que vos concitoyens se font matraquer, gazer, enfermer à ciel ouvert pendant des heures, dans un non-respect incroyable des droits des citoyens.

Alors, à vous entendre nous fustiger et nous accuser de tous les mots, il est peut-être temps pour les citoyens de France qui ont adopté ce gilet jaune comme signe de protestation de le retirer et de se présenter dans les rues, sur les places, comme les simples citoyens qu'ils sont, sans Gilets Jaunes, sans armes face aux grenades et aux matraques. Nous verrons si vous continuerez à battre les enfants, jeunes, vieux, femmes et hommes de France…

Priscillia.L @PLudosky

Allocution qui sera lue samedi 05.01 à 14h Paris Hôtel de ville en réponse aux vœux du Président #GiletsJaunes #Acte8 #LaFranceEnColere #Page1

226

22:27 - 3 janv. 2019

Un événement Facebook pour un "acte VIII" et des "rassemblements aux places symboliques" a été créé. Il rassemblait jeudi soir seulement 565 participants et près de 3100 personnes se déclarant "intéressées".

À Paris, la marche (déclarée auprès de la Préfecture de police) devrait partir de l'Hôtel de Ville à 14 heures pour passer par l'Île de la Cité, Notre-Dame, le Musée d'Orsay et finir devant l'Assemblée nationale. Le groupe "La France en colère", également géré par le médiatique Éric Drouet, interpellé pour la deuxième fois mercredi soir et placé en garde à vue après une manifestation place de la Concorde, annonce par ailleurs des rassemblements "en région".

La mobilisation a nettement décru ces dernières semaines, mais de nouveaux appels à manifester samedi ont été lancés à Lyon, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg, Besançon, Clermont-Ferrand ou Nice.

Ils demandent un dialogue avec une "personnalité respectable"

Dans sa lettre ouverte "en réponse aux allocutions télévisées de monsieur Emmanuel Macron", "La France en colère" exprime de nouveau sa défiance envers le président et demande un dialogue. Refusant de participer au grand débat national annoncé par Emmanuel Macron, le groupe demande la nomination d'une "personnalité respectable" pour "commencer les discussions (...) autour de la reprise de souveraineté du peuple".

"Trouvez donc une personnalité respectable qui n'ait pas été visée par des enquêtes judiciaires, qui n'ait été politisée en aucune façon, qui n'ait pas été l'objet de polémiques et qui soit sans reproches et non corrompue par le système financier", détaille le collectif.

"Nous nous défions de la mise en place de votre plan de consultation nationale. Nous le considérons comme un piège politique pour tenter de noyer le sujet qui vous terrifie : redonner la souveraineté au peuple de France par la mise en place du Référendum d'initiative citoyenne en toute matière, mais aussi dans la mise en place d'une baisse significative de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité, et enfin, une baisse significative de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraites courantes et futures des élus et hauts fonctionnaires d'État."

À l'issue d'une période préparatoire, le grand débat national doit débuter formellement mi-janvier et durer jusqu'à début mars. Devant notamment associer les maires, il vise à faire remonter les propositions des citoyens sur quatre thèmes: transition écologique, fiscalité, démocratie et citoyenneté, et réforme de l'État.

Gilets jaunes, grand débat, réformes... le gouvernement "entre dans le dur"

https://www.huffingtonpost.fr/ POLITIQUE 04/01/2019 03:54 CET | Actualisé il y a 8 heures La rédaction du HuffPost avec AFP

Le premier conseil des ministres de 2019 se tient à l'Élysée ce vendredi.

Getty Images Emmanuel Macron, Édouard Philippe et des ministres recevant les partenaires sociaux pour évoquer la crise des gilets jaunes, le 10 décembre.

POLITIQUE - L'exécutif va-t-il parvenir à se relever après la tempête des gilets jaunes? Emmanuel Macron et Édouard Philippe doivent fixer les priorités des premiers mois de 2019, à l'occasion du conseil des ministres qui se tient ce vendredi 4 janvier. Pour ce premier conseil de l'année, comme le veut la tradition, les membres du gouvernement se réuniront dans la matinée, au ministère de l'Intérieur, place Beauvau, avant de rejoindre à pied l'Élysée.

"Nous avons en 2017 et 2018 engagé une transformation en profondeur du pays, fait des choix qui étaient des choix difficiles, courageux, nécessaires (...)", a estimé jeudi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, au micro de France Inter. Avant de prévenir: "je crois profondément que le quinquennat commence à partir de maintenant à entrer véritablement dans le dur, que nous avons un socle qui est solide (...). Maintenant, il faut avancer encore plus vite".

Des déclarations qui rejoignent celles d'Emmanuel Macron lors de ses voeux aux Français, le 31 décembre. Il avait alors indiqué qu'il était "déterminé à mener tous les combats présents et à venir". Apparu fragilisé par la crise sociale et sur la défensive depuis l'été, le chef de l'État entend

mobiliser le gouvernement pour "reprendre l'initiative et ne plus subir", confirme un conseiller gouvernemental.

De nombreuses réformes sur le feu

La tâche est cependant rendue plus ardue par la forte impopularité de l'exécutif. Et le fait d'avoir reculé face aux gilets jaunes pourrait encourager d'autres résistances. D'autant plus que le "grand débat", promis par l'exécutif, approche. Emmanuel Macron adressera à la mi-janvier une "lettre aux Français" pour "cadrer les thèmes du débat". Prévu pour durer jusqu'à la mi-mars, il vise à faire remonter les propositions des citoyens, gilets jaunes compris, sur quatre thématiques: transition écologique, fiscalité, démocratie et citoyenneté, et réforme de l'État.

Le président de la République a prévu d'aller en discuter avec les maires, placés en première ligne, dans les treize régions françaises. Vanik Berberian, président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), s'est dit "surpris par le nombre de communes qui se sont lancées dans l'opération" pour rassembler les doléances. "Les gens ont besoin de dire les choses". Mais l'opposition dénonce une "opération de com'" et les Français semblent circonspects. Seuls 50% d'entre eux pensent que le gouvernement tiendra au moins partiellement compte des avis émis, selon un sondage publié mercredi.

Outre ce contexte social agité, l'exécutif entend mener des réformes d'ampleur, qui pourraient aussi rencontrer des résistances. Dans ses voeux, Emmanuel Macron en a listé trois: "changer en profondeur les règles de l'indemnisation du chômage afin d'inciter à la reprise du travail", organiser "le secteur public pour le rendre plus efficace" et réformer "notre système de retraite pour le rendre plus juste".

Des discussions houleuses

Toutes s'annoncent difficiles politiquement et socialement à mettre en oeuvre. Pour l'assurance-chômage, les points de friction restent nombreux entre syndicats et patronat, qui ont jusqu'au 22 février pour trouver un terrain d'entente. Les discussions promettent d'être autant plus houleuses après la publication du décret sur le durcissement du contrôle des chômeurs, le 30 décembre, qui a déclenché la colère des syndicats et des gilets jaunes.

Autre chantier d'ampleur: la réforme de la fonction publique. Celle-ci a été repoussée à février avec un discours d'Emmanuel Macron devant les 1800 plus hauts fonctionnaires. Pour rappel, le gouvernement désire supprimer 50.000 postes d'agents publics d'État d'ici à 2022. Quant au dossier "retraites" -et l'établissement d'un système universel-, la concertation a, là aussi, pris du retard et le texte ne devrait pas être déposé avant les élections européennes de mai.

Le calendrier reste également flou pour la réforme constitutionnelle. Repoussée en juillet à cause de l'affaire Benalla, elle devrait attendre la fin du "grand débat" pour tenir compte des revendications des gilets jaunes pour une démocratie plus directe et représentative. Deux autres dossiers délicats demeurent également en suspens: la bioéthique, avec la question de l'extension de la PMA (procréation médicalement assistée) à toutes les femmes, et les relations entre l'État et les religions (financement de l'islam, laïcité).

Santé

Le foie gras contient-il des toxines dangereuses ?

Actualité Santé Santé publique http://sante.lefigaro.fr/ Par Laurent Giordano Publié le 24/12/2015 à 14:30

Le faux procès des toxines dans le foie gras s'inscrit en réalité dans une démarche globale de rejet de ce produit, dont le mode de production peut être contesté. 57984732/M.studio - Fotolia

Comme les graisses animales accumulent les toxines, ses détracteurs accusent le foie gras d'être un concentré de substances nocives. Info ou intox ?

Jean-François Narbonne, professeur de toxicologie et expert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire des aliments, s'étrangle quand on lui pose la question: «Il s'agit d'une manipulation du lobby anti-foie gras qui exploite l'ignorance générale. Il est vrai qu'un foie exposé à des produits toxiques, tels que les PCB (polychlorobiphényles) ou les dioxines, réagit en stockant des graisses. C'est ce que l'on appelle une stéatose. Mais cette stéatose toxique n'a rien à voir avec la rétention de graisse qui se produit dans le foie des canards ou des oies que l'on gave. Chez ces oiseaux migrateurs, les sucres se transforment massivement en graisses dans le foie juste avant les grands départs, pour constituer des réserves énergétiques. Les éleveurs qui gavent les canards de maïs, donc de sucres, augmentent la stéatose physiologique, celle-ci préserve l'intégrité des cellules hépatiques, un critère essentiel de qualité».

Aucun éleveur ne traite le foie des canards aux dioxines ou aux PCB pour stimuler une stéatose toxique. La seule astuce autorisée consiste à carencer les animaux en certains nutriments (des acides aminés) pour empêcher l'exportation des graisses du foie vers les muscles.

Alimentation contrôlée

Il reste vrai cependant que certains polluants rejetés par l'industrie ont la particularité de persister dans l'environnement, notamment dans l'eau et les sédiments aquatiques. Ils s'accumulent ensuite dans la chaîne alimentaire et se concentrent à chaque maillon dans les tissus graisseux des animaux. Les poissons gras de la Baltique, comme le saumon, qui se nourrissent dans leur environnement sont particulièrement touchés par ce phénomène. Mais pas les canards du Gers dont l'alimentation est contrôlée par l'éleveur. Par ailleurs si, par accident, un foie gras venait à être contaminé, cela aurait peu d'impact sur la santé humaine car la toxicité de ces molécules est liée à leur accumulation dans l'organisme. Qui donc mange du foie gras tous les jours?

Reste le cas des pesticides utilisés dans la culture du maïs et celui des traitements antibiotiques éventuellement délivrés dans les élevages. Jean-François Narbonne est catégorique: «Les pesticides utilisés actuellement ne se cumulent pas. Quant aux antibiotiques, leur utilisation comme additif est interdite, et en cas de traitement thérapeutique, le foie perd le label d'Indication géographique protégée (IGP).»

Le faux procès des toxines dans le foie gras s'inscrit en réalité dans une démarche globale de rejet de ce produit par les défenseurs du bien-être animal. Il est vrai que le gavage est devenu industriel, réalisé en cages par injection pneumatique d'une pâte semi-liquide dans le bec des canards, qui n'apprécient pas vraiment ce régime forcé. On est souvent loin du gavage traditionnel où le fermier masse le cou des palmipèdes qui font la queue pour venir se régaler de maïs.

«Cette évolution qui touche l'ensemble des filières de production peut légitimement être contestée, acquiesce le Pr Narbonne, et la course au “low-cost” alimentaire est suicidaire. Mais il est illégitime de confondre stéatose toxique et stéatose physiologique. Le foie gras entier avec un

label IGP ou, mieux encore, celui du petit producteur que l'on connaît, est un aliment parfaitement sain.»

Sciences

Toulouse réceptionne les premières données sur Mars

INNOVATION Recherche et Développement https://toulouse.latribune.fr/ Par Pierrick Merlet | 03/01/2019, 12:07

Le sismomètre SEIS lors de sa conception. (Crédits : © CNES/GRIMAULT Emmanuel, 2015)

Après un atterrissage réussi sur la Planète rouge le 26 novembre dernier, l'atterrisseur InSight, avec à son bord le sismomètre français SEIS, a écouté pour la première fois le vent sur Mars début décembre. Depuis, le sismomètre censé écouter le cœur de Mars a été posé sur le sol martien avec succès comme vient de l'annoncer le Cnes. Les données enregistrées par cet instrument sont désormais réceptionnées à Toulouse, au sein du SISMOC (SEIS on Mars Operation Center).

À peine arrivé et déjà au travail ! Voilà comment illustrer les premiers instants de l'atterrisseur InSight qui s'est posé sur Mars le lundi 26 novembre 2018 après un voyage de plusieurs mois. En effet, lors des opérations de vérifications de l'engin, une source sonore a été détectée.

"Ces opérations, pilotées par le Jet Propulsion Laboratory, à Pasadena en Californie, ont révélé le bruit du vent sur la Planète rouge, une première mondiale, qui a pu être enregistré par deux instruments à bord d'InSight, dont le sismomètre français SEIS", s'est réjouit le Centre national d'études spatiales (Cnes), qui compte 79% de ses effectifs à Toulouse.

Maître d'œuvre de cet instrument français, le Cnes a précisé que les vents captés ont été estimés entre 5 et 7 km/h samedi 1er décembre. "Cette estimation a été confirmée par la vibration de ce vent, détectée grâce à deux capteurs très sensibles, embarqués dans l'engin spatial : un capteur de pression atmosphérique, situé sur l'atterrisseur et le sismomètre français SEIS".

"Nous savions déjà qu'il y avait du vent à la surface de Mars, mais c'est la première fois que nous pouvons l'écouter", explique Jean-Yves Le Gall, président du Cnes depuis avril 2013.

Ces premières données recueillies par la sonde InSight sont réceptionnées au SISMOC (SEIS on Mars Operation Center, ndlr) basé dans les locaux du Cnes à Toulouse. Côtoyé par plusieurs dizaines d'ingénieurs, ce centre de contrôle analysera par la suite les télémesures en provenance de Mars, avant de les transférer à l'Institut de physique du globe de Paris (l'IPGD), le concepteur du sismomètre.

Deux années de collecte de données

Mais ces premiers relevés ne sont que le début d'un long travail pour SEIS notamment, qui vient tout juste d'être posé sur le sol martien par le bras métallique d'InSight.

"Le 13 décembre, la NASA et ses partenaires ont donné le feu vert pour une nouvelle étape cruciale : le déploiement du sismomètre sur le sol martien. Avec d'énormes précautions, la pince qui était jusque-là fixée au bout du bras d'InSight et installée à l'extrémité par un câble en acier d'environ 15 cm de long pour une meilleure souplesse, a été libérée, puis est venue saisir SEIS le dimanche 16 décembre. Les télécommandes de déploiement ont été envoyées lundi 17 décembre. SEIS a été libéré puis soulevé de la plateforme, pour être amené très lentement vers le sol, en tirant derrière lui son câble blindé qui le relie à son boîtier électronique, qui reste lui « au chaud » dans l'atterrisseur. SEIS a touché le sol de Mars le mercredi 19 décembre, à environ 1,6

mètres de l'atterrisseur, la 22ème journée martienne après l'atterrissage", a détaillé par communiqué le Cnes.

L'instrument français sera rejoint à la fin du mois de janvier par la sonde de température allemande HP3, qui attend d'être déployée à son tour.

"Ensuite, les ingénieurs et chercheurs du JPL, du Cnes, et de la communauté scientifique française de SEIS, pourront tester et régler le sismomètre, afin qu'il puisse commencer sa longue vie martienne".

Cette phase de tests qui doit durer trois mois sera suivie par deux années de collecte de données. L'objectif ? Connaître la structure interne de Mars.

Société

Cortèges, slogans, heurts... Ce qu'il faut retenir de l'acte VII des Gilets jaunes

Accueil Société Gilets jaunes https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 29/12/2018 à 22h48 Publié le 29/12/2018 à 22h38

Le défilé des Gilets jaunes dans les rues de Rennes, samedi 29 décembre 2018. | DAVID ADEMAS / OUEST-FRANCE

Il y avait moins de manifestants ce samedi 29 décembre dans les grandes villes, particulièrement à Paris. Mais les Gilets jaunes qui ont défilé ont montré qu'ils restaient déterminés. Des violences ont émaillé plusieurs manifestations.

Que retenir du septième samedi de mobilisation des Gilets jaunes partout en France ? Ce 29 décembre, coincé entre Noël et le Nouvel an, a marqué une nouvelle décrue du nombre de manifestants. Mais les revendications restent nombreuses dans les cortèges et des heurts avec les forces de l'ordre sont encore survenus, surtout en province.

Moins de manifestants que les semaines précédentes

Avec quelque 2 500 manifestants dans les rues, Bordeaux est la ville où la mobilisation a été la plus forte tandis qu'à peine un millier de personnes ont défilé à Marseille et Rouen, et 800 à Paris. À Nantes, ils étaient autour de 2 000. À Toulouse, ils étaient 1 350 contre 2 500 une semaine plus tôt.

Le mouvement semble poursuivre sa décrue. A midi, les Gilets jaunes étaient 12 000 à manifester sur la voie publique, d'après les chiffres du gouvernement, qui n'a pas donné de nouveau comptage à la fin de la journée.

Au total, 38 600 manifestants étaient descendus dans la rue le 22 décembre, contre 66 000 une semaine plus tôt et 282 000 pour la première journée de mobilisation le 17 novembre, toujours d'après le ministère de l'Intérieur.

Sur les autoroutes, les actions s'étiolent : seuls quelques échangeurs ont été fermés notamment sur l'A7 et l'A10 et quelques opérations péage gratuit menées, comme à La Gravelle, en Mayenne, mais dans des proportions moindres que les week-end précédents.

Des Gilets jaunes sur les rails du tramway, à Brest, samedi 29 décembre 2018. | BÉATRICE LE GRAND / OUEST-FRANCE

Des Gilets jaunes toujours déterminés

Mais pour une grande partie des Gilets jaunes, cette baisse est uniquement due aux fêtes et ils promettent une reprise très forte des actions en janvier.

« On tient le coup même si on nous dit qu'on est de moins en moins nombreux. Là, il y a les fêtes de fin d'année, les vacances. Ca va repartir en janvier parce qu'il y en a marre qu'on nous prenne pour des lapins de six semaines », explique Murielle, 55 ans, employée de bureau dans la manifestation à Bordeaux.

« On veut retrouver du pouvoir d'achat et avoir notre mot à dire dans les décisions », a déclaré à Marseille Priscillia Ludosky, figure du mouvement qui avait lancé la pétition contre la hausse du prix des carburants.

Convaincue que le mouvement va durer en 2019, elle estime que les annonces du gouvernement **« ne suffisent pas »** et réclame un **« référendum sur la mise en place du référendum d'initiative citoyenne (RIC), la baisse des taxes sur les produits de première nécessité et la baisse des rentes du gouvernement »**.

Emmanuel Macron et le groupe Mulliez, cibles des manifestants

A Marseille comme à Bordeaux, les manifestants ont principalement scandé des slogans hostiles au président de la République Emmanuel Macron.

« On n'a rien obtenu ! (...). Les annonces de Macron ? Une misère. Du pipi de chat. Peut-être que monsieur Macron a du caviar mais nous on a du pâté de foie », s'insurge Christelle Camus, secrétaire médicale de 49 ans qui a participé aux sept samedis de mobilisation dans la capitale.

« Petit papa Macron, arrête de prendre notre pognon, pour le filer aux grands patrons », dénonce une pancarte déposée sur les Champs-Elysées.

Cette manifestante formule un vœu sur les Champs-Élysées, à Paris. | ZAKARIA ABDELKAFI / AFP

Confronté à une deuxième affaire Benalla, le chef de l'Etat continue de cristalliser les rancoeurs des Gilets jaunes, dont certains ont tenté de pénétrer dans le Fort de Brégançon, la résidence d'été des présidents.

Ce samedi 29 décembre, les enseignes du groupe Mulliez ont également été ciblés par les Gilets jaunes, en Bretagne notamment. Les accès aux magasins Decathlon ou Leroy Merlin ont ainsi été filtrés ou bloqués à Langueux (Côtes-d'Armor), à Pleurtuit (Ille-et-Vilaine) ou encore Pontivy (Morbihan) et Brest (Finistère).

Des heurts avec les forces de l'ordre

Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont éclaté à Marseille, à Bordeaux mais aussi à Rouen, où la porte de la banque de France a été incendiée, et à Nantes, où les premiers tirs de grenades lacrymogènes ont fusé dès le départ du cortège. Quatre manifestants ont été blessés pendant la manif nantaise, mais il n'y a pas eu de mort contrairement à une rumeur qui s'est propagée sur les réseaux sociaux.

A Metz, où 1 200 personnes étaient réunies, des manifestants ont jeté des pavés et grilles d'égouts sur les forces de l'ordre et à Lille, où les précédentes manifestations s'étaient déroulées dans le calme, plusieurs personnes ont été blessées.

Des dégradations ont également eu lieu à Toulouse, du fait de **« 650 profils violents »**, selon la préfecture de Haute-Garonne.

Ambiance tendue également à Caen, dans la soirée, où des manifestants ont essayé de mettre le feu au portail de la préfecture.

Des feux de mobilier urbain à Caen, samedi 29 décembre. | ANTOINE SOUBIGOU / OUEST-FRANCE

De l'hostilité envers les médias

À Paris, où 57 personnes ont été interpellées et 33 placées en garde à vue, des Gilets jaunes se sont rassemblés dans le XVe arrondissement de Paris, à proximité des locaux de BFMTV et de France Télévisions. Ces manifestants ont scandé des slogans hostiles aux médias.

À Bordeaux, **« les médias n'étaient clairement pas les bienvenus »** à la manifestation, écrivent nos confrères de France Bleu Gironde. Leur reporter a été **« insultée, menacée d'être jetée à la Garonne et poussée violemment »** alors qu'une journaliste de Cnews a été **« chassée de la place de la Bourse sous les applaudissements »**.

France Bleu Gironde

✔ @Bleu_Gironde

#ActeVII Une journaliste de @CNEWS chassée de la place de la Bourse à #Bordeaux par des #GiletsJaunes sous les applaudissements. On empêche @Bleu_Gironde de filmer. Ambiance anti média.

1 102

16:54 - 29 déc. 2018

Des Gilets jaunes au Bénélux

Ailleurs, le mouvement semblait en inspirer certains. Selon Belga, une soixantaine de gilets jaunes ont mené une **« action de sensibilisation »** dans la ville belge de Namur (Wallonie) en distribuant des tracts réclamant notamment un referendum d'initiative citoyenne pour obtenir une TVA à 6% sur les produits énergétiques de base.

Et à La Haye (Pays-Bas), entre 150 et 200 Gilets jaunes néerlandais ont manifesté et huit personnes ont été interpellées après des échauffourées.

Des Gilets jaunes ont manifesté à La Haye, aux Pays-Bas. | LEX VAN LIESHOUT / AFP

Un appel à marcher pour soutenir le Président

Depuis le début du mouvement en novembre, 10 personnes ont été tuées sur des points de blocage en France et plus de 1 600 manifestants ont été blessés, dont une cinquantaine gravement.

L'Inspection générale de la police nationale (IGPN), la police des polices, a été saisie par la justice de 48 affaires de violences policières présumées lors de manifestations de Gilets jaunes et de lycéens, a précisé vendredi le ministère de l'Intérieur.

Sur les réseaux sociaux, certains groupes (« Stop, maintenant ça suffit » et « les foulards rouges ») qui souhaitent s'opposer aux blocages et aux violences ont lancé un appel pour une manifestation à Paris le 27 janvier en soutien à Emmanuel Macron.

Après les «gilets jaunes» et les «gyros bleus», les enseignants se constituent «stylos rouges»

Actualité Société Par Le figaro.fr Mis à jour le 28/12/2018 à 15:30 Publié le 28/12/2018 à 12:26

Après les «gilets jaunes», les enseignants se rassemblent en «stylos rouges»

Après les «gilets jaunes», un groupe «les stylos rouges» a été créé le 12 décembre dernier sur Facebook. Ils rassemblent plus de 26 000 «profs en colères, membres de l'Éducation nationale.»

VIDÉO - Un groupe de «profs en colère» réunit plus de 25.000 personnes sur Facebook. Dans le sillage des «gilets jaunes», ils demandent une revalorisation de leur métier, estimant que les récentes annonces du gouvernement n'ont pas d'effet pour leur profession.

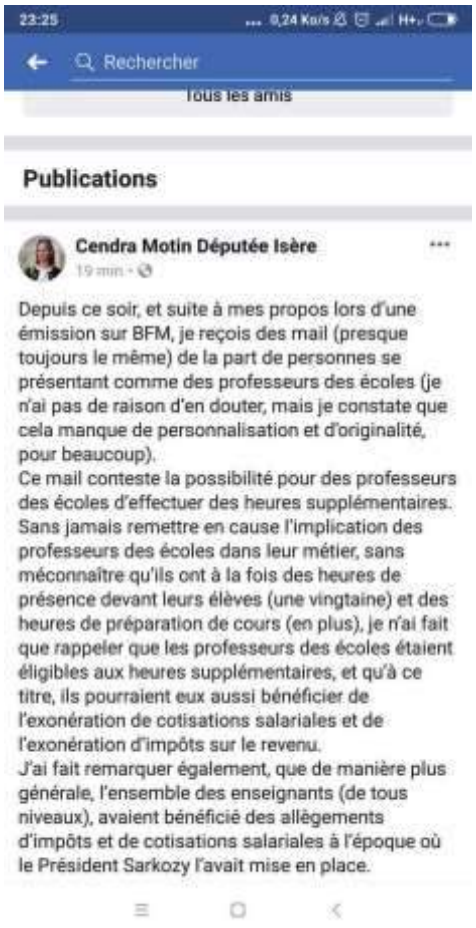
Il manquera bientôt de couleurs si les mouvements de contestation continuent de fleurir. Dans le sillage des «gilets jaunes», un collectif de policiers s'était déjà organisé sur les réseaux sociaux hors des traditionnels syndicats professionnels. Ces «gyros bleus» que l'on a pu voir à Nice aux côtés des «gilets jaunes» se doublent désormais de «stylos rouges», qui rassemblent des enseignants en colère de l'Éducation nationale.

Créé le 12 décembre dernier, un groupe Facebook privé - il faut s'y inscrire et être accepté pour pouvoir y accéder ou participer - compte ce vendredi plus de 25.000 membres. Il réunit, selon la description qui en est faite, «un groupe de profs en colère, membres de l'Éducation Nationale (ou presque ...)», comptant des enseignants des écoles, des collèges et des lycées.

Comme les «gilets jaunes», les «stylos rouges» appellent le gouvernement à répondre au malaise qu'ils perçoivent dans le corps enseignant. Leur premier objectif est ainsi de «revaloriser leur métier tant mis à mal». Le mouvement exige aussi une «vraie bienveillance de l'État pour ses élèves» autant que «la reconnaissance de leur fonction et de leur travail». «Il est temps que l'État prenne soin de ses enseignants aussi!», écrivent-ils. À l'image des «gilets jaunes», les «stylos rouges» réalisent une critique en creux des syndicats autant que de la classe politique: «Si vous pensez qu'il est pour nous aussi grand temps de nous faire entendre, que les mouvements proposés par les syndicats ne suffisent plus, que nous aussi nous sommes oubliés et maltraités par notre cher employeur.. rejoignez le mouvement!». Les «stylos rouges» demanderaient notamment une augmentation de salaires et le dégel du point d'indice de la fonction publique, qui permet de calculer leur traitement et qui évolue normalement chaque année selon le niveau de l'inflation. Autres revendications: l'augmentation du nombre d'enseignants pour diminuer le nombre d'élèves par classe ou le rejet des récentes réformes du Bac ou de Parcoursup, porte d'entrée vers l'enseignement supérieur.

Les heures supplémentaires en débat

Certains se sont même retrouvés physiquement pour en discuter à Fives, un quartier populaire à l'est de Lille. «Nous avons constaté que les ‘gilets jaunes' ont réussi à obtenir quelques avancées, même si ce ne sont que des miettes. Mais aucune des décisions du gouvernement ne concerne les enseignants», considère Grégory Benjamin, professeur d'un collège situé près de Valenciennes, interrogé par *La Voix du Nord* . «Pourtant, nous subissons aussi les augmentations des taxes, de l'électricité, et autres», poursuit-il avant de préciser: «Pour l'instant, nous listons nos revendications et nous allons nous mettre d'accord sur les événements à mettre en place par département, parce que toute la France est concernée par ce mouvement». Sur Facebook, onze membres sont chargés de modérer ces discussions. Affichées ostensiblement, les règles du groupe montrent un lieu d'échange plus surveillé par les membres eux-mêmes que les groupes de «gilets jaunes», nombreux sur les réseaux sociaux.



Clyn Kyoku @ClynKyoku

Réponse de @cendram @BFMTV . Plein de condescendance, et encore d'approximations. La première chose que j'apprends à mes élèves : on tourne 7 fois sa langue dans sa bouche avant de parler.... #stylosrouges

9

10:39 - 21 déc. 2018

Sur BFMTV, la députée de l'Isère Cendra Motin (LaREM) a rappelé que les enseignants bénéficieraient parmi les mesures post-«gilets jaunes» de la défiscalisation des heures supplémentaires, dont ils avaient déjà bénéficié durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Mais sur les réseaux sociaux, les «stylos rouges» recadrent cette proposition, estimant qu'ils travaillent déjà plus de 40 heures par semaine en comptant les heures d'enseignement, mais aussi celles de préparation des cours et de correction des copies. «Professeur des écoles, en 4 mois, j'ai fait à ce jour 599,8 h (pointées), soit 42,8h par semaine (vacances et fin de cette semaine pas encore travaillée inclues [sic])», explique ainsi une internaute qui précise qu'elle travaille à temps partiel (77%) en tant que professeur des écoles.

Jours fériés de 2019 : de longs week-ends en perspective

Actualité Société Par Le figaro.fr Publié le 29/12/2018 à 17:15

Seule la fête nationale le 14 juillet aura lieu un dimanche. Dafne Cholet Flickr

Cette année, neuf jours fériés sur dix auront lieu en semaine. Il y aura ainsi quatre week-ends de trois jours et plusieurs «ponts» possibles.

2019 promet d'être une année reposante! Sans compter le Nouvel An, il y aura dix jours fériés en 2019 dont neuf pendant la semaine. Cette nouvelle année sera riche en week-ends prolongés: quatre au total et vous pourrez même prévoir plusieurs ponts.

En 2019, seule la fête nationale du 14 juillet aura lieu un dimanche à l'inverse de 2018 où il y en avait eu deux: le 14 juillet un samedi et l'Armistice le 11 novembre un dimanche.

Quatre week-ends de trois jours seront possibles: celui du lundi de Pâques le 22 avril, celui du lundi de Pentecôte le 10 juin, celui de la Toussaint le 1er novembre qui tombe un vendredi et enfin celui de l'Armistice du 11 novembre qui aura également lieu un lundi.

Plusieurs «ponts» possibles

Si vous vous organisez bien, vous pourrez également profiter de plusieurs ponts. La fête du travail le 1er mai, la victoire de 1945 le 8 mai ainsi que le 25 décembre auront lieu un mercredi. En prévoyant de prendre des congés le lundi et le mardi qui précèdent la date ou bien le jeudi et vendredi suivants, vous bénéficierez d'un long repos de cinq jours.

Vous pourrez également prévoir une coupure de quatre jours en posant votre vendredi lors des week-ends de l'Ascension (30 mai) et de L'Assomption (15 août).

Ces initiatives innovantes de 2018 qui façonnent le monde de demain

Actualité Société http://www.lefigaro.fr/ Par Solenn Guyomard Mis à jour le 28/12/2018 à 21:42 Publié le 28/12/2018 à 19:15

Amber/ Corriere della Serra

FIGARO DEMAIN - Tout au long de l'année, des solutions innovantes ont été imaginées pour désenclaver les zones rurales, renforcer la solidarité, développer le recyclage ou faciliter l'intégration des personnes handicapées. Petit florilège.

Désenclaver les territoires ruraux

Le mouvement des «gilets jaunes» l'a montré: la France rurale et périphérique se sent abandonnée. Des initiatives se multiplient pour tenter de remédier à ce malaise. Dans l'Aisne, une caravane fait le tour des petites villes pour aider les personnes qui ne maîtrisent pas les outils numériques dans leurs démarches administratives.

»» Quand les services publics vont à la rencontre du monde rural en camping-car http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/09/24/01016-20180924ARTFIG00322-quand-les-services-publics-vont-a-la-rencontre-du-monde-rural-en-camping-car.php

Dans le nord de la France, des fermes sont transformées en logements sociaux. Cette initiative permet d'attirer de nouvelles populations dans des zones peu peuplées et contribue au désenclavement du monde rural.

»» Le bonheur est dans le HLM à la ferme http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/03/04/01016-20180304ARTFIG00173-le-bonheur-est-dans-le-hlm-a-la-ferme.php

La plateforme collaborative Peligourmet met en relation des amateurs de produits du terroir et des particuliers. Les particuliers profitent de leurs trajets en région, où se trouvent des petits producteurs et artisans, pour acheminer des produits locaux aux consommateurs des grandes agglomérations.

»» Peligourmet livre des produits régionaux grâce au covoiturage http://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/start-up/2018/01/11/32004-20180111ARTFIG00156-cette-start-up-livre-les-produits-regionaux-grace-au-covoiturage.php

Des solutions pour favoriser l'insertion

Des jeunes de l'association Le Rocher. Etienne Maury/Etienne Maury

L'association le Roche**r** s'installe dans les quartiers sensibles pour organiser des activités (aide aux devoirs, dîner ...) et favoriser l'insertion sociale. Chaque année, des membres du Rocher emménagent au cœur des quartiers pour être plus proches de ces populations.

»» Ces volontaires qui redonnent à la cité «l'amour de la France» http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/06/24/01016-20180624ARTFIG00135-ces-volontaires-qui-redonnent-a-la-cite-l-amour-de-la-france.php

Des entreprises participent elles aussi à cet effort de solidarité. Alyl sécurité incendie favorise l'embauche des personnes qui ont des difficultés à entrer dans le monde du travail. «Le profil HEC, on ne lui apportera rien, il trouvera un emploi aisément. Le chômeur, lui, n'y arrive pas, donc il nous intéresse» explique son fondateur James Faricelli.

»» Cette société préfère embaucher un chômeur plutôt qu'un étudiant d'HEC http://www.lefigaro.fr/entrepreneur/2018/10/09/20012-20181009ARTFIG00005-cette-societe-prefere-embaucher-un-chomeur-plutot-qu-un-etudiant-d-hec.php

Une ferme accueille chaque année 400 personnes condamnées à des travaux d'intérêt général pour des délits mineurs pour purger leur peine.

»» Condamnés, ils purgent leur peine dans une ferme http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/03/15/01016-20180315ARTFIG00005-condamnes-ils-purgent-leur-peine-dans-une-ferme.php

Le recyclage gagne tous les secteurs

Rue de Paradis, dans le Xème arrondissement de Paris, les habitants et commerçants se sont lancé un défi: devenir la première rue zéro déchet de France. «En une semaine, 9 tonnes de déchets sont produites dans cette artère…C'est trop!», constate Léa Vasa, adjointe à la maire en charge du projet.

»» La première rue «zéro déchet» de France s'installe au Paradis http://www.lefigaro.fr/conso/2018/12/17/20010-20181217ARTFIG00001-la-premiere-rue-zero-dechet-de-france-s-installe-au-paradis.php

Au Cambodge**,** une école a même été entièrement construite avec des déchets plastiques. Les murs de l'école publique Coconut School sont faits en pneus, le toit en bouteille plastique. En plus de son engagement pour l'environnement, cette école est quasiment gratuite: les frais d'inscriptions peuvent être réglés par des déchets plastiques.

»» Cette école a été construite avec des déchets plastiques https://etudiant.lefigaro.fr/article/cette-ecole-a-ete-construite-avec-des-dechets-plastiques_14768b06-cdef-11e8-8ffb-6e0fcfe630eb/

Compost, couverts comestibles, pavés faits à base de plastique, vieux voiliers transformés en logements : tout se récupère... même les livres! Depuis plus de 20 ans, un éboueur colombien récupère les ouvrages trouvés dans les ordures pour les distribuer aux nécessiteux et ouvrir des bibliothèques entières.

»» À Bogotá, l'éboueur devenu seigneur des livres http://www.lefigaro.fr/international/2018/06/15/01003-20180615ARTFIG00090--bogota-l-eboueur-devenu-seigneur-des-livres.php

Atelier de danse contre la maladie de Parkinson Adriana Bazzi

De nouvelles méthodes de soin originales

Contre la maladie de Parkinson, en Italie, ont été mis en place des cours de danse contemporaine pour aider les malades à mieux s'intégrer. De quoi permettre également aux participants de réduire le recours aux médicaments.

»» Danser contre la maladie de Parkinson

En Argentine, des cours de yoga sont destinés aux détenus de la prison de San Martin. Ces cours permettent de réduire le stress des prisonniers.

»» Quand le yoga transforme la prison http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/06/15/01016-20180615ARTFIG00091-quand-le-yoga-transforme-la-prison.php

Les initiatives pour les personnes handicapées se multiplient

Parmi les méthodes de soin originales, l'équithérapie se développe, comme au centre Equiphoria. Les patients, polytraumatisés, polyhandicapées ou handicapées sont soignés au contact des chevaux.

»» Quand des chevaux deviennent de véritables aides-soignants http://www.lefigaro.fr/conso/2018/12/03/20010-20181203ARTFIG00007-des-seances-de-therapie-avec-des-chevaux-remboursees.php

La plupart des opérateurs téléphoniques se sont efforcés, de leur côté, de faciliter la vie des personnes sourdes et malentendantes. Les appels peuvent être pris en charge par un traducteur en direct, plusieurs types de retranscription étant proposées (écrite ou vidéo sous-titrée).

»» Les sourds et malentendants ont désormais des services téléphoniques dédiés http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/10/08/20002-20181008ARTFIG00158-les-sourds-et-malentendants-ont-desormais-des-services-telephoniques-dedies.php

D'autres solutions ont vu le jour cette année pour favoriser l'insertion des personnes handicapées. Notamment le Reflet à Nantes et le Café Joyeux, des restaurants qui emploient des travailleurs

handicapés. L'objectif de départ est «de rendre visibles, les personnes en situation de handicap», explique Yann Bucaille Lanrezac, fondateur du Café Joyeux.

Au Bangladesh, une école propose des formations adaptées aux enfants autistes. Nilphamari School of hope for autistic children

»» Au café Joyeux, le handicap devient la recette de la bonne humeur http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/03/19/01016-20180319ARTFIG00223-au-cafe-joyeux-le-handicap-devient-la-recette-de-la-bonne-humeur.php

Au Bangladesh, une école est même entièrement dédiée aux enfants autistes.

»» Au Bangladesh, une école de l'espoir pour enfants autistes http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/08/18/01016-20180818ARTFIG00003-au-bangladesh-une-ecole-de-l-espoir-pour-enfants-autistes.php

De quoi donner un peu d'espoir... pour 2019!

Les «stylos rouges» s'inspirent des «gilets jaunes»

Actualité Société http://www.lefigaro.fr/ Par Marie-Estelle Pech Mis à jour le 04/01/2019 à 10:05 Publié le 03/01/2019 à 19:29

Après les «gilets jaunes», les enseignants se rassemblent en «stylos rouges»

Après les «gilets jaunes», un groupe «les stylos rouges» a été créé le 12 décembre dernier sur Facebook. Ils rassemblent plus de 26 000 «profs en colères, membres de l'Éducation nationale.»

VIDÉO - 46.000 professeurs adhèrent à un collectif de revendications sociales sur Facebook. Leur objectif principal ? Un meilleur salaire.

Pour séduire davantage le grand public et trouver un second souffle, des enseignants ont créé un collectif de revendications sociales sur Internet… sans leurs syndicats.

Emboîtant le pas des «gilets jaunes», six professeurs en colère ont créé un groupe Facebook le 12 décembre: les «stylos rouges». «Les fins de mois difficiles évoquées par de nombreux collègues nous ont motivés», explique Cyril, professeur d'histoire-géographie. Dans les dizaines de discussions du groupe, où de nombreuses mères célibataires se plaignent de ne pouvoir mettre un euro de côté, c'est effectivement la revendication salariale qui prédomine…

Les membres fondateurs ont été très inspirés par le mouvement internet #pasdevagues, qui pendant les vacances de la Toussaint, avait dévoilé le désarroi de milliers d'enseignants face à la violence scolaire ordinaire. Contrairement aux syndicats «qui ne sont pas présents dans tous les établissements scolaires, les réseaux sociaux permettent de discuter en direct. Et il a l'avantage de regrouper tout le monde: professeurs du privé comme du public, professeurs des écoles et collèges, conseillers principaux d'éducation. C'est riche», défend Julia, professeur dans les Yvelines. Les «stylos rouges» réunissent 46.000 personnes en ce début janvier, soit 4,6 % des enseignants français, un chiffre conséquent mais bien inférieur aux multiples groupes, des «gilets jaunes». L'initiative n'est par ailleurs pas complètement nouvelle. Le groupe des «800.000 feignasses» avait été créé en 2016 après une critique de Nicolas Sarkozy sur le temps de travail des enseignants. Il compte encore 22.500 membres.

Pourquoi ne pas passer par le canal des représentants syndicaux ? 42% des professeurs participent aux élections professionnelles et 24% sont syndiqués, contre 11% seulement des salariés français

Si les «stylos rouges» font couler beaucoup d'encre depuis une semaine, leurs revendications sont somme toute classiques et assez proches de celles des syndicats majoritaires: une revalorisation salariale «à hauteur de notre temps de travail réel ainsi que le dégel du point d'indice bloqué depuis 2010», explique Fabien, 33 ans, directeur d'école dans l'académie d'Aix-Marseille. Ils demandent aussi une «bienveillance de l'État envers nos élèves», soit, concrètement, la limitation du nombre d'élèves à 24 par classe dans tous les établissements et l'arrêt des suppressions de postes d'enseignants. Ils veulent la suppression de la réforme du lycée, le retrait du jour de carence et une retraite à 75 % basée sur l'exercice des six derniers mois. Et réclament un «climat de respect à l'école grâce à une reconnaissance de l'autorité de l'enseignant».

Pourquoi ne pas passer par le canal habituel des représentants syndicaux? Après tout, 42 % des professeurs participent aux élections professionnelles et 24 % sont syndiqués, contre 11 % seulement des salariés français: «On ne peut pas dire que les enseignants sont les personnels les plus éloignés de l'action syndicale, observe le militant pédagogique Philippe Watrelot, mais les syndicats enseignants souffrent des mêmes maux que les autres: l'éclatement, qui conduit à une compétition quelquefois délétère et agressive, la ritualisation de certaines modalités d'action qui jette des doutes sur leur efficacité, l'institutionnalisation qui éloigne quelquefois du terrain…»

» LIRE AUSSI - Violences à l'école: le témoignage choc d'une enseignante

De fait, les dernières mobilisations enseignantes cet automne ont un peu mobilisé mais n'ont pas été entendues par le pouvoir en place. «Nous ne souhaitons pas remplacer ni écarter les syndicats. Nous respectons leur travail. Nous avons tous voté aux dernières élections professionnelles», affirme Fabien. «Nous pensons qu'il est important de créer un mouvement parallèle pour les aider à avancer. Nous travaillerons sans doute avec eux, plus tard», précise Julia, selon qui plusieurs membres du groupe sont syndiqués même s'ils ne l'affichent pas ouvertement. D'autres sont plus critiques, comme Sam, professeur des écoles en Seine-Saint-Denis: «On se sent pris au piège, et les collègues ne croient plus aux grèves et aux manifestations pour faire entendre leur mécontentement.»

Les «stylos rouges» mèneront-ils pour autant une action concrète au-delà de leurs plaintes virtuelles? Ils hésitent encore entre un blocage des rectorats, d'établissements ou encore une «action nationale» le samedi 12 janvier, comme les «gilets jaunes». La date qui semble fédérer le plus de monde.

Technologie

Effet « gilets jaunes » oblige, les politiques français lâchent le CES de Las Vegas

Technos & Medias https://www.latribune.fr/ Par Sylvain Rolland | 03/01/2019, 6:55

Emmanuel Macron, alors en pleine campagne présidentielle, avait fait en personne le déplacement en 2017 au CES de Las Vegas, pour bénéficier de l'image alors positive de la "startup nation". (Crédits : REUTERS/Steve Marcus)

Malgré la présence d'un nombre record de startups françaises (plus de 420) au CES de Las Vegas, qui se tient du 8 au 11 janvier, aucun ministre ni président de Région, pas même le secrétaire d'Etat au Numérique Mounir Mahjoubi, ne fera le déplacement. Un contraste saisissant avec les éditions précédentes, qui s'explique par la disgrâce dans l'opinion de la "startup nation" dans le contexte social tendu des "Gilets jaunes".

Le CES de Las Vegas devient-il infréquentable ? Le mouvement des « Gilets jaunes », qui a fragilisé le pouvoir cet automne, a une conséquence inattendue : le plus grand salon technologique au monde, qui attirait pourtant depuis quelques années la crème de la crème des politiques, tombe totalement en disgrâce. Dans un contexte social très tendu où les fins de mois difficiles reviennent au cœur des débats, la « startup nation » n'a plus le vent en poupe auprès des élus et du gouvernement.

« Personne ne veut s'afficher aux côtés de la France privilégiée qui crée des gadgets high-tech, dans la capitale mondiale du bling-bling. Ce serait complètement déconnecté », confie, sous couvert d'anonymat, un membre d'un cabinet ministériel à Bercy.

Un constat valable aussi pour l'opposition et les présidents de régions, mais surtout pour la Macronie, traumatisée à l'idée que « l'affaire Pénicaud » (une coûteuse soirée en marge du CES en 2016 autour d'Emmanuel Macron, organisée par Business France sans appel d'offre) revienne encore hanter le président...

Plus personne pour représenter la French Tech

Le contraste avec les années précédentes, où le gratin politique se bousculait dans les allées bondées du CES, est saisissant. Cette année, malgré un nombre record de startups françaises présentes (plus de 420 au dernier décompte, soit déjà davantage que les 412 de l'an dernier), il sera difficile d'y trouver un élu de premier plan.

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, avait laissé entendre à l'automne dernier qu'il s'y rendrait, avant de se rétracter mi-décembre. Agnès Pannier-Runacher, la nouvelle secrétaire d'État chargée de l'industrie, avait confirmé sa présence à la soirée francophone en marge du salon, qui se tient le mardi 8 janvier... avant de l'annuler aussi fin décembre, officiellement pour des raisons d'« *agenda* ».

Du côté des régions, même disette : Valérie Pécresse (Île-de-France), Alain Rousset (Nouvelle-Aquitaine) ou encore Renaud Muselier (Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur), présents l'an dernier, ainsi que Laurent Wauquiez (Auvergne-Rhônes-Alpes) passeront leur tour. Parfois, même le vice-président ne se déplacera pas. Ainsi, la délégation Sud-Provence-Alpes-Côte-d 'Azur, qui envoie pourtant le plus gros contingent régional avec 55 startups, sera représentée par... le conseiller régional chargé de l'économie, Bernard Kleynhoff, connu au niveau régional mais pas nationalement. Kat Borlongan, la nouvelle directrice de la Mission French Tech, ne devrait pas venir elle non plus - mais pour des raisons personnelles.

Autrement dit : pour la première fois depuis que la France a fait du développement des startups une priorité politique, aucune personnalité politique majeure ne viendra appuyer la French Tech aux yeux des médias et des investisseurs internationaux à Las Vegas.

Même Mounir Mahjoubi se dégonfle... mais il pourrait être "virtuellement" présent

Même le secrétaire d'État au Numérique, Mounir Mahjoubi, pourtant l'ambassadeur naturel des startups et lui aussi confirmé à la soirée francophone, a finalement annulé son déplacement.

« *Il faut faire attention à la dépense publique. L'écosystème sera encore présent en force, le gouvernement n'est pas obligé d'y aller tous les ans »,* pédale son cabinet.

Doux euphémisme pour dire que le CES est devenu cette année aussi pestiféré que Davos, le « salon des riches ». Toutefois, Mounir Mahjoubi n'abandonne pas les startups françaises : il devrait tout de même faire « une apparition » au CES, « de manière virtuelle » sous la forme d'un avatar, grâce à la technologie d'une startup exposante.

Terrorisme

L'épouse du djihadiste Peter Cherif a été placée en garde en vue

Actualité Flash Actu Par Le Figaro.fr Mis à jour le 30/12/2018 à 12:00 Publié le 30/12/2018 à 10:45

La jeune femme a été expulsée de Djibouti avec ses deux enfants et est arrivée aujourd'hui en France selon une information du Parisien. La DGSI l'a immédiatement interpellée et l'a placée en garde à vue.

Peter Cherif, le possible commanditaire de l'attentat de Charlie Hebdo, et djihadistes français parmi les plus recherchés du monde avait été arrêté à Djibouti le 16 décembre. Il a été mis en examen sur un nouveau motif, lui qui avait déjà été condamné en 2011.Cette année-là quand il part au Yémen, il est probablement seul, mais quand il est retrouvé en 2018, il vit dans un quartier pauvre de Djibouti avec une femme et deux enfants.

Selon *le Parisien*, la compagne de Peter Cherif est française. Elle est actuellement interrogée à la Direction Générale du Renseignement Extérieur (DGSI), l'agence de contre-espionnage française.

GRANDE-BRETAGNE

BREXIT

Brexit: les conséquences sur l'économie britannique

RFI 28 décembre 2018

Brexit: les conséquences sur l'économie britannique

La sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne est prévue le 29 mars 2019. Malgré d'âpres négociations, la menace d'un Brexit dur plane toujours. Pourtant la Première ministre britannique, Theresa May a tenté de plaider en faveur d'un accord avec l'Union européenne.

« *L'emploi dépend de notre capacité à faire le bon choix. Ce que nous avons honteusement accepté affecte notre croissance économique et la survie de nos familles* », avait déclaré la Première ministre britannique devant le patronat de son pays. « *Nous avons donc négocié une transition pour éviter que les entreprises soient au bord du gouffre et les encourager à investir* »,

a-t-elle ajouté. Londres et Bruxelles ont durement négocié **un accord de retrait** le dimanche 25 novembre 2018. Critiqué par de nombreux britanniques, cet accord doit être voté, ou pas, **avant le 21 janvier, par le Parlement britannique.**

La crainte d'un « *no deal* »

Le Royaume-Uni et l'Union européenne (UE) se donnent jusqu'au 31 décembre 2020 pour régler **les conditions définitives de leur divorce**. Cette transition peut être prolongée de deux ans, une seule fois. Pendant cette période, l'Union européenne traitera le Royaume-Uni comme s'il était un État membre. Le pays conservera ses droits d'accès au marché unique et appliquera le droit européen y compris les nouvelles mesures adoptées par Bruxelles. Mais le Royaume-Uni ne pourra pas signer d'accords de libre-échange avec des pays-tiers. Il sera aussi exclu des décisions de Bruxelles.

De plus, de nombreux parlementaires britanniques **s'opposent aussi au « *backstop* », le « *filet de sécurité* »** autrement dit à la clause temporaire de libre circulation des biens et des personnes entre la province d'Irlande du Nord et la République d'Irlande qui fait, elle, partie de la zone euro. Ceux qui s'y opposent craignent qu'à termes la souveraineté du Royaume-Uni sur cette région sensible soit compromise.

D'autres parlementaires, y compris dans le camp de la Première ministre britannique, menacent de ne pas voter en faveur ce « *deal* ». S'il est rejeté, le Brexit sera dur et **la sortie du Royaume Uni de l'UE très brutale**.

L'incertitude, un poison pour les entreprises

« *S'il n'y a pas d'accord le 30 mars, il n'y aura pas de transition et les Britanniques sortiraient immédiatement du marché intérieur de l'union douanière* », prévient Michel Barnier, **le négociateur en chef pour l'UE du Brexit**, sur France Inter. « *En quittant l'Union européenne, ils ont décidé de quitter mécaniquement 750 accords internationaux y compris le marché unique. Ils tomberont dans le cadre de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce et les taxes et quotas sur les produits qui viennent du Royaume-Uni vers le marché unique seront rétablies. Ce serait très difficile pour nous tous dans l'Europe mais beaucoup plus grave pour les Britanniques* », conclut-il.

Ce climat d'incertitude est un poison pour le milieu des affaires outre-manche. **Les investissements ont plongé de plus d'un tiers en 2017.** De nombreux entrepreneurs attendent des jours meilleurs pour investir, d'autres menacent de s'installer ailleurs. D'autres ont même peur pour la survie de leur activité. « *Le Brexit va vraiment nous déstabiliser car tous les jours, j'importe de la marchandise des Pays-Bas via Calais en France et le tunnel sous la Manche* », raconte un fleuriste de Birmingham dans le centre de l'Angleterre. Il craint que des délais à la douane pèsent sur son chiffre d'affaires.

Sans accord de transition, la situation va empirer, confirme Alexandre Vincent, économiste chez Rexecode. « *Dans le cas d'un Brexit dur, les volumes des flux de biens et de services échangés avec l'Union européenne pourraient diminuer considérablement, selon certains scénarios, jusqu'à 50%.* ***Avec un effet sur le produit intérieur brut de 6 à 9%.*** *Dans la solution un peu optimiste de convergence sur le marché des biens, la perte serait limitée à 3 ou 4%. On peut s'attendre à ce que la conjoncture européenne et même mondiale soit un facteur de ralentissement*.»

Dans ce contexte chaotique, les britanniques sont nombreux au Royaume-Uni à réclamer un nouveau référendum. Selon de récents sondages, c'est le maintien au sein de l'UE qui l'emporterait.

Brexit. 1 000 policiers prêts à être déployés en Irlande du Nord en cas d'absence d'accord

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit https://www.ouest-france.fr/ Fabien CAZENAVE Modifié le 04/01/2019 à 17h28 Publié le 04/01/2019 à 16h08

Le quartier historique et catholique de Falls Road de Belfast , lieu marqué par le conflit nord-irlandais | FRANCK DUBRAY / OUEST-FRANCE

Un millier de policiers britanniques s'entraîne actuellement dans la perspective d'un retour d'une frontière dure entre la République d'Irlande et sa voisine du nord, révèle jeudi le quotidien britannique The Guardian. Une manière pour le gouvernement britannique de se préparer à un « no deal », une absence d'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Ils sont 1 000, originaires d'Angleterre et d'Écosse, à s'entraîner pour faire face à un retour d'une frontière entre les deux Irlandes. Selon *The Guardian*, ils se préparent à être déployés en cas de Brexit sans accord dans la province britannique d'Irlande du Nord.

La question du rétablissement des frontières entre Irlande du Nord et sa voisine du sud est un des points les plus épineux des négociations autour de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Le retour des guérites de contrôles pourrait raviver les tensions entre communautés alors que la situation politique est complètement bloquée dans la province.

Le quotidien britannique révèle jeudi 3 décembre que ces forces de l'ordre se préparent à de multiples scénarios, comme l'attaque d'un de leurs véhicules lors d'un défilé dans la ville majoritairement catholique du nord de la province, Londonderry, que ses habitants préfèrent appeler simplement Derry.

Formation spécifique

Ce scénario est une des hypothèses envisagées par les autorités en cas de retour d'une frontière **« dure »** entre l'Irlande et la province britannique du nord de l'île. C'est la police irlandaise elle-même qui a demandé des renforts. Elle craint des troubles à l'ordre public avec la réapparition d'une frontière physique.

Le quartier historique et catholique de Falls Road de Belfast; une des portes fermée la nuit pour éviter tout conflit entre les catholiques et les protestants | FRANCK DUBRAY / OUEST-FRANCE

Une formation spécifique de ces policiers anglais et écossais est nécessaire car les équipements et dispositifs utilisés en Irlande du Nord diffèrent de ceux pratiqués dans le reste du Royaume-Uni.

Cet entraînement commence donc ce mois-ci, alors que la perspective d'un Brexit sans accord est en train de devenir une réelle possibilité, au vu des dissensions au sein des Conservateurs de Theresa May au parlement.

Un passé douloureux en Irlande du Nord

D'autant plus que les tentatives de la Première ministre pour séduire son partenaire de coalition, le parti unioniste du DUP, ont de nouveau été couronnées d'échec malgré 48 heures d'intenses négociations.

Le renforcement du contingent de policiers issus d'Angleterre et d'Écosse est un mauvais signal à l'heure où l'Irlande du Nord est en plus plongée dans une crise politique depuis l'effondrement du gouvernement en 2017.

Les **« Troubles »** en Irlande du Nord ont fait 3 480 morts entre 1968 et les accords dits du Vendredi saint en 1998. La province britannique a alors connu une véritable guerre civile. La marche qui a eu lieu à Derry le 5 octobre 1968, il y a 50 ans, est considérée comme le début de cette période sombre, marquée par les attentats et les actes de violences entre communautés protestantes et catholiques.

Un test à Douvres lundi

La Grande-Bretagne va mener lundi un test impliquant 150 camions, dans l'optique de traiter de longues files d'attentes de poids lourds à Douvres en cas de Brexit sans accord fin mars.

Douvres est le principal point de passage entre le Royaume-Uni et l'Europe. En période de pointe, il arrive que 16.000 camions transitent par ce port, en provenance ou à destination de Calais en France. Si ce port venait à connaître de nouveau des contrôles douaniers, ce qui se profile en cas de **« Brexit dur »**, des files de poids lourds se formeraient rapidement sur les routes d'accès à Douvres.

Pour le test à mener lundi, baptisé **« Opération Brock »**, un aérodrome inusité, à Manston, situé à 32 km au nord de Douvres, et certains tronçons autoroutiers pourront être transformés en parkings à camions.

« Dans le cadre de l'opération Brock, nous nous emploierons à faire en sorte que le système soit pleinement opérationnel », a dit une porte-parole du ministère des Transports.

Brexit. Les adhérents du parti conservateur contre l'accord négocié par le gouvernement

Accueil Europe Grande-Bretagne Brexit https://www.ouest-france.fr/ avec REUTERS Modifié le 04/01/2019 à 16h34 Publié le 04/01/2019 à 12h39

64 % des adhérents du parti conservateur britannique disent préférer un Brexit « dur » en cas de second référendum (illustration) | PETER NICHOLLS / REUTERS

Nouveau coup dur pour la Première ministre britannique Theresa May. 59 % des adhérents de son parti conservateur sont contre l'accord du Brexit qu'elle a négocié d'après un sondage paru ce vendredi 4 janvier. La

Theresa May, qui doit s'entretenir dans la journée par téléphone avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a essuyé un nouveau revers ce vendredi .4 janvier avec la publication d'un sondage montrant qu'une majorité des adhérents de son Parti conservateur (59%) s'oppose à l'accord sur le Brexit qu'elle a négocié avec Bruxelles.

À 85 jours de la date du divorce, les perspectives à la Chambre des Communes, où les débats doivent reprendre le 9 janvier avant un vote prévu dans la semaine du 14, ne semblent pas

meilleures qu'il y a un mois, quand la Première ministre britannique avait dû se résoudre in extremis à reporter le vote sur l'accord de retrait faute de pouvoir réunir une majorité.

Theresa May sans majorité pour faire voter son accord sur le Brexit

Les dix élus nord-irlandais du Parti unioniste démocrate (DUP) ont en effet réaffirmé ce vendredi qu'ils ne voteraient pas ce texte, loin de faire l'unanimité dans les rangs des élus du Parti conservateur. Il faudra au moins 318 voix à Theresa May pour faire passer le plan à la Chambre des communes.

Or, 117 des 317 députés conservateurs ont voté contre elle lors d'un vote de défiance interne le 12 décembre dernier.

La cheffe du gouvernement britannique aura donc vraisemblablement besoin du soutien d'une partie des 257 députés travaillistes ou de reconquérir une grande partie de ses parlementaires.

Vu l'état de la base des Tories, le défi s'annonce de taille: un sondage mené par l'institut YouGov montre que 59% des adhérents du Parti conservateur sont opposés à l'accord, que ne soutiennent que 38% d'entre eux.

L'option du second référendum écartée par la Première ministre

Dans ce contexte qui relève de l'impasse, une partie de la classe politique britannique, dont l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair, réclame depuis des semaines la tenue d'un nouveau référendum après celui de juin 2016.

Theresa May a toujours écarté cette hypothèse, et son ministre du Brexit, Stephen Barclay, le redit vendredi dans une interview accordée au quotidien allemand Die Welt.

« Un second référendum provoquerait encore plus de divisions », déclare-t-il. « Le niveau de division actuel au sein de la Grande-Bretagne serait faible comparé aux tensions que provoquerait un second vote. Cela ne ferait que diviser davantage notre nation. »

Le Brexit toujours programmé le 29 mars

La Première ministre conservatrice a promis fin décembre de faire le point devant les Communes sur les **« réassurances »** qu'elle cherche à obtenir de Bruxelles.

Une nouvelle discussion est programmée ce vendredi avec Jean-Claude Juncker. Une porte-parole de la Commission européenne a souligné que ce dernier **« écouterait »** ce que la Première ministre britannique aura à lui dire.

L'exécutif européen a prévenu jeudi qu'aucune nouvelle réunion n'était prévue avec les négociateurs britanniques. Le Brexit, lui, reste programmé au 29 mars prochain à 23h00.

Défense

Le Royaume-Uni envisage d'établir des bases militaires dans les Caraïbes et en Asie du Sud-Est

http://www.opex360.com/ Posté dans Europe par Laurent Lagneau Le 02-01-2019

À la fin des années 1960, sous l'impulsion du Premier ministre travailliste Harold Wilson, le Royaume-Uni décida d'abandonner la plupart des bases militaires dont il disposait de par le monde, en particulier celles situées à « l'est de Suez » [un « mot » emprunté à l'écrivain Rudyard

Kipling, passé désormais dans le langage courant pour désigner cette politique de retrait, ndlr]. Et, à l'époque, la Grande-Bretagne ne faisait pas encore partie de la Communauté économique européenne [CEE].

Ce retrait militaire était alors motivé par plusieurs raisons. D'une part, à l'ère de la dissuasion nucléaire et des mouvements de décolonisation, ces bases militaires britanniques n'étaient plus aussi pertinentes que par le passé. D'autre part, elles étaient trop coûteuses à entretenir. Ce retrait fut achevé en 1997, avec la rétrocession de Hong Kong à la Chine.

Au tournant des années 2010, la présence militaire britannique outre-Mer se limitait notamment à l'Allemagne, à Chypre, à Bruneï [avec l'École de guerre de la Jungle et un bataillon des Royal Gurkha Rifles, dans le cadre du British Military Garrison Brunei] ainsi qu'à l'océan Indien [British Forces British Indian Ocean Territories, ndlr] et aux îles Falklands. Plus récemment, la Royal Navy a inauguré une base à Bahreïn. Une première depuis la stratégie dite « à l'est de Suez ».

Mais le ministre britannique de la Défense, Gavin Williamson, a l'intention de rompre avec la politique définie en 1967/68. Ainsi, a-t-il indiqué, dans les colonnes du Sunday Telegraph, le 30 décembre, Londres envisage d'établir au moins deux nouvelles bases militaires outre-Mer. Il s'agit, a-t-il expliqué, de permettre au Royaume-Uni de « devenir un véritable acteur mondial » après sa sortie de l'Union européenne [Brexit].

« Le moment est venu d'être à nouveau un véritable acteur mondial – et je pense que les forces armées jouent un rôle très important à cet égard », a fait valoir M. Williamson, qui a aussi annoncé que le Royaume-Uni allait établir des « relations plus étroites » avec l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, les États des Caraïbes et les pays d'Afrique. En clair, avec le Commonwealth.

Cela étant, M. Williamson n'a pas voulu dire où seraient précisément implantées ces bases militaires britanniques qu'il appelle de ses voeux. « Nous examinons des opportunités non seulement en Extrême-Orient mais également dans les Caraïbes », a-t-il seulement déclaré.

Les propos du ministre britannique ont cependant été critiqués au sein de son propre camp politique, lequel est divisé entre pro et anti-Brexit. Ainsi, la députée conservatrice Anna Soubry, hostile à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, a accusé M. Williamson ne de pas avoir les moyens de ses ambitions.

« Quel fouillis total. Être membre de l'UE n'a aucune incidence sur notre politique de défense. Cela n'a jamais été le cas. Sauf que le Brexit appauvrira notre pays, ce qui signifie moins d'argent à dépenser pour la défense », a lancé Mme Soubry.

Au sein de l'opposition travailliste, le député Chris Leslie n'a pas été moins sévère. « Les déclarations de Gavin Williamson selon lesquelles le Brexit permettrait au Royaume-Uni de construire des bases en Extrême-Orient ou dans les Caraïbes trahissent une ignorance de la stratégie militaire », a-t-il estimé.

Diplomatie

Espion américain arrêté en Russie : Londres met en garde Moscou contre un « jeu d'échecs diplomatiques »

Accueil Europe Grande-Bretagne https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 04/01/2019 à 12h43

Jérémy Hunt, le ministre des affaires étrangères britannique (Photo d'illustration.) | EDGAR SU / REUTERS

Ce vendredi 4 janvier, le ministre britannique des Affaires étrangères, Jérémy Hunt, est revenu sur l'inculpation de Paul Wheelan. L'« espion présumé » par Moscou, ancien marine, possède la double nationalité américaine et britannique. Londres met en garde Moscou contre un « jeu d'échecs diplomatiques ».

Londres n'apprécie pas beaucoup les agissements de Moscou dans l'affaire de **« l'espion présumé ».** Ainsi Jérémy Hunt, l'actuel ministre des Affaires étrangères britannique, s'est exprimé sur le sujet.

Sur la BBC, Londres met en garde les Russes contre un « jeu d'échecs diplomatiques ». **« Nous n'acceptons pas que des personnes soient utilisées dans un jeu d'échecs diplomatique »**, a déclaré M. Hunt sur la BBC. **« Nous sommes tous très inquiets pour lui et sa famille »**, a-t-il ajouté en précisant que le Royaume-Uni n'avait pas encore obtenu l'accès consulaire à M. Wheelan.

Un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a précisé que le Royaume-Uni avait reçu **« une demande d'assistance de sa part »**.

« Il commettait un acte d'espionnage »

Jeudi, l'avocat de l'Américano-Britannique, Vladimir Jerebenkov, a annoncé que la justice russe avait inculpé d'**« espionnage »** son client, arrêté à Moscou le 28 décembre, dans un contexte déjà lourd d'affaires de ce type entre la Russie et les Occidentaux. Sa mise en détention provisoire a été ordonnée, avant son procès.

L'avocat a dit avoir fait appel de cette décision et demandé sa remise en liberté sous caution.

Les services de sécurité russes (FSB) affirment avoir arrêté Paul Wheelan **« pendant qu'il commettait un acte d'espionnage »**, ce qu'il dément. Il encourt une peine pouvant aller jusqu'à 20 ans de prison.

L'ambassadeur des États-Unis à Moscou, Jon Huntsman, lui a rendu visite à la prison de Lefortovo, dans la capitale russe, selon le département d'État américain.

Né il y a 48 ans au Canada, Paul Wheelan est le directeur de la sécurité internationale du groupe BorgWarner, un fabricant de pièces détachées dans le secteur automobile dont le siège se trouve près de Détroit, aux États-Unis, selon son frère David Wheelan, Paul Wheelan est toujours inculpé en Russie pour **« espionnage »**.

Economie

Londres signe un contrat avec une compagnie de ferry...sans bateaux

Économie Consommation Par Le figaro.fr AFP agence Publié le 31/12/2018 à 16:44

Le ministère des Transports britannique a en effet signé des contrats avec trois compagnies de ferry JOEL SAGET/AFP

Dans le cadre de ses préparatifs à un Brexit sans accord, le gouvernement britannique a passé des contrats avec trois compagnies de navigation dont la britannique Seaborne qui ne dispose ni de bateaux ni d'expérience en matière de transport maritime.

Les critiques pleuvent sur le gouvernement britannique. De fait, dans le cadre de ses préparatifs à un Brexit sans accord, l'État a passé un contrat de près de 14 millions de livres avec une compagnie de ferry... sans expérience et sans bateaux!

Le ministère des Transports britannique a en effet signé des contrats avec trois compagnies de ferry pour un montant de 107 millions de livres (120 millions d'euros) afin de limiter les perturbations dans les ports en cas de sortie de l'Union européenne sans accord.

L'État craint en effet qu'un Brexit sans accord crée la pagaille sur les mers et que des marchandises essentielles restent bloquées sur le continent. Pour prévenir ces désagréments, le gouvernement met donc la main au porte-monnaie pour créer des liaisons supplémentaires avec le continent. Ces liaisons additionnelles permettront l'entrée de 4 000 camions qui représenteront environ 10 % du trafic actuel au port de Douvres. Elles seront dirigées vers plusieurs ports britanniques (Poole, Plymouth au sud, Felixstowe à l'est…). «La situation d'extrême urgence» justifie le non-respect de la procédure d'appel d'offres, a détaillé le gouvernement.

Reste que cette «urgence» a entraîné une erreur. Ainsi, dans la précipitation, l'État a noué un contrat avec la société britannique Seaborne pour 13,8 millions de livres (15,3 millions d'euros) pour créer des liaisons supplémentaires avec le continent. En vertu de ce contrat, Seaborne est supposé transporter du fret de Ramsgate en Angleterre jusqu'au port belge d'Ostende. Or, le port de Ramsgate, situé dans le Kent, ne fournit plus ce type de services depuis 2013. Mieux: Seaborne n'a jamais opéré ce type de services et n'a «ni navires ni historique commercial», selon le conseiller local Paul Messenger (conservateur), interrogé par la BBC.

L'opposition a tancé le gouvernement.

«Pourquoi choisir une entreprise qui n'a jamais transporté un seul camion de son histoire et leur donner 14 millions de livres sterling? Je ne vois pas la logique», a-t-il déclaré, estimant peu probable que la compagnie soit capable de mettre en place ce service à temps pour le Brexit, prévu le 29 mars 2019.

Dans un communiqué Seaborne a affirmé travailler depuis 2017 pour lancer un service de ferry début 2019. «Le service devait démarrer à la mi-février, mais il a maintenant été retardé à la fin mars pour des raisons opérationnelles», a souligné la compagnie.

«Ce contrat a été attribué en sachant que Seaborne Freight est un nouveau fournisseur de services de transport maritime et que la capacité et les navires supplémentaires seraient fournis dans le cadre de ses premiers services», s'est défendu le ministère des Transports dans un communiqué. Mais l'opposition a tancé le gouvernement.

«Le fait que le gouvernement ait signé un contrat avec une compagnie de ferry sans ferries résume en gros leur approche grotesque du fiasco du Brexit», a moqué le député Edward Davey, membre du parti libéral démocrate, pro-UE, sur Twitter. Le député travailliste Neil Coyle, anti-Brexit, a dénoncé «le dernier gâchis en date» du ministre des Transports Chris Grayling, après l'affaire des drones qui ont semé la pagaille à l'aéroport de Gatwick récemment.

Immigration

Londres impuissant face à l'afflux de migrants iraniens de Calais

Actualité International

Christophe Castaner et son homologue britannique cherchent un accord pour renforcer les patrouilles de surveillance dans les ports de la Manche.

De notre correspondant à Londres, Marc Roche Publié le 31/12/2018 à 17:05 | Le Point.fr

Des migrants iraniens affluant à Douvres et, ici, à Folkestone à bord d'embarcations de fortune. © AFP/ BEN STANSALL

Pour tenir le rôle de ministre de l'Intérieur, Sajid David possède au moins un trait de caractère indispensable que les uns appellent sa détermination, les autres sa brutalité, en somme : la poigne. Mais face à la crise des migrants iraniens affluant à Douvres et à Folkestone à bord d'embarcations de fortune, le « superflic » d'Albion apparaît impuissant.

« Les raisons de ces arrivées sont le plus souvent en dehors de notre contrôle », a déclaré le ministre dans une interview publiée lundi par le grand quotidien conservateur *Daily Telegraph* en citant l'instabilité au Proche-Orient, le crime organisé et la situation prévalant à Calais. Contraint d'ajourner un safari en Afrique du Sud, Javid a réuni une cellule de crise comprenant les responsables du contrôle des frontières pour tenter d'endiguer l'arrivée soudaine de réfugiés iraniens désireux à tout prix de fouler le sol du pays de la deuxième chance. La veille, Javid s'était entretenu avec son alter ego français, Christophe Castaner, en vue de renforcer la coopération bilatérale et réduire le nombre d'arrivées.

L'accord du Brexit en toile de fond

Londres compte sur Paris pour arrêter les flux d'illégaux désireux de gagner l'Angleterre. Les accords du Touquet de 2003 signés dans la foulée de la fermeture du centre de Sangatte, qui fixent de facto la frontière franco-britannique à Calais, sont le pivot de cette étroite coopération. Des agents britanniques de l'immigration opèrent dans les terminus Eurostar de Paris, de Calais, de Lille et de Bruxelles tandis que des policiers français sont présents à Londres St Pancras International, à Ashford et à Ebbsfleet. Des contrôles franco-britanniques opèrent dans les ports de la Manche.

Pour le gouvernement conservateur, le temps presse. L'affaire risque d'attiser la colère des élus tory du Kent, un bastion tory virulemment eurosceptique, à l'approche du vote crucial par la Chambre des communes prévu à la mi-janvier de l'accord négocié entre Londres et Bruxelles sur le Brexit. Vu l'absence de majorité de parlementaire et de l'hostilité d'une partie des députés de la majorité envers l'arrangement, chaque voix comptera.

Face au défi migratoire dans la Manche, la Royal Navy n'a, pour l'instant, déployé qu'un seul garde-côte au lieu de rappeler les quatre autres navires d'interception et de sauvetage en mer basés en Méditerranée. Depuis novembre, quelque 220 Iraniens ont pu gagner le Royaume-Uni en traversant la Manche. Ces pauvres hères fuient la crise économique et l'instabilité provoquées par la réintroduction des sanctions économiques par l'administration Trump.

« Permis à points »

À l'inverse des migrants africains, qui ont déjà éprouvé les énormes risques de la traversée de la Méditerranée, les Iraniens sont arrivés à Calais par voie terrestre. Par ailleurs, au contraire des autres groupes, ils savent nager, une discipline enseignée depuis le plus jeune âge en Iran, soulignent les associations d'aide installée dans le Pas-de-Calais. Pour attirer le chaland, les passeurs sans scrupules à la tête d'un trafic juteux, fréquent et impitoyable affirment aux candidats au départ qu'il s'agit de la dernière chance de gagner l'Angleterre avant la fermeture des frontières lors de l'entrée en vigueur, le 29 mars 2019, du Brexit. Il s'agit d'un mensonge dans la mesure où le Brexit n'apportera aucun changement à la situation des non-Européens déjà soumis à un « permis à points » fondé sur les besoins de l'économie.

Quand ils sont recueillis par un navire britannique ou parviennent à gagner la côte, les migrants peuvent s'inscrire comme demandeurs d'asile. Pris en charge par des ONG, ils sont logés et nourris dans des hôtels ou des centres d'aide d'hébergement mais ne peuvent pas travailler jusqu'à l'obtention de leur statut officiel de demandeur d'asile. En vertu de la législation européenne, ils ne peuvent pas être renvoyés en France. Au total, le Royaume-Uni a reçu 26 350 demandes d'asile en 2017. La situation est d'autant plus difficile pour Theresa May, qu'elle a mis le contrôle des frontières au cœur de sa politique pour tenir compte de l'hostilité des milieux populaires à la libre circulation des Européens à l'origine de la victoire du camp du départ lors du référendum du 23 juin 2016.

La Royal Navy mobilisée pour dissuader les migrants de traverser la Manche

http://www.opex360.com/ Posté dans Europe, Forces navales par Laurent Lagneau Le 04-01-2019

Ces dernières semaines, la préfecture maritime de la Manche et de la Mer du Nord a fait état de plusieurs opérations de sauvetage lancées pour porter assistance à des migrants ayant pris place à bord de petites embarcations pour se rendre au Royaume-Uni.

Ainsi, depuis le 23 décembre, près d'une centaine de migrants ont été secourus en mer par les autorités françaises ou britanniques. Et, d'après Charlie Elphicke, un député d'outre-Manche, plus de 200 personnes auraient débarqué clandestinement sur les côtes du Kent au cours des deux dernier mois.

Et, le 28 décembre, le ministre britannique de l'Intérieur, Sajid Javid, a donné le bilan de 70 migrants interceptés en trois jours alors qu'ils tentaient de rejoindre les côtes anglaises.

Dans le même temps, les vols de bateaux par des filières de passeurs se sont multipliés dans les ports de pêche. « On est sur un réseau très organisé » c'est à dire « un réseau criminel et mafieux qui s'est complètement organisé sur ce trafic d'êtres humains », confiait, en novembre dernier, le lieutenant de vaisseau Ingrid Parrot, porte-parole de la préfecture maritime.

Ces tentatives de traversées de la Manche sont dangereuses, notamment en raison de la densité du trafic maritime, de la force des courants et de la température de l'eau à cette période de l'année.

Le 30 décembre, Paris et Londres ont convenu d'un « plan d'action renforcé » devant être « mis en œuvre dans les prochaines semaines » selon le Home Office. Il s'agira d'augmenter le nombre des patrouillers de surveillance, de sensibiliser les migrants aux risques de traverser la Manche et de renforcer la lutte contre les réseaux de passeurs. Le tout devrait être coodonneé depuis le Centre de coordination et d'information franco-britannique de Coquelles, près de Calais.

Cela étant, Londres a déjà pris des mesures, en décidant de renforcer les moyens de la Border Force [la police des frontières britannique, ndlr], qui reposent actuellement sur les patrouilleurs HMC Vigilant et HMC Searcher, par deux autres navires plus imposants, à savoir les HMC Protector et Seeker. Mais ces derniers étant en Méditerranée, le Home Office a obtenu le concours du ministère de la Défense [MoD].

Ainsi, le 3 janvier, le ministre britannique de la Défense, Gavin Williamson, a annoncé que la Royal Navy déploierait le patrouilleur hauturier HMS Mersey dans le détroit du Pas-de-Calais. Habituellement sollicité pour des missions de police des pêches dans les eaux britanniques et l'Atlantique, ce navire a déjà appareillé de Portsmouh.

« Je peux confirmer que le HMS Mersey va être déployé dans le détroit du Pas-de-Calais pour assister la police aux frontières et les autorités françaises dans leur réponse aux traversées de migrants », a précisé M. Williamson. Le coût du déploiement de ce patrouilleur sera à la charge du ministère britannique de l'Intérieur.

« Il s'agit d'une mesure provisoire jusqu'à ce que les deux navires de la police aux frontières que j'ai redéployés de l'étranger rejoignent les eaux britanniques », a ensuite indiqué Sajid Javid. « Il est essentiel de travailler sur tous les fronts pour s'attaquer à cette situation », a-t-il ajouté.

Côté français, Benjamin Griveaux, le porte-parole du gouvernement, a assuré, ce 4 janvier, que la France continuera de travailler « en bonne intelligence » avec le Royaume-Uni, sans nécessairement renforcer les moyens déjà mis en place.

« Le meilleur moyen de les sécuriser (les frontières françaises), c'est d'assurer par les gardes-côtes une surveillance des côtes qui est faite dans le Nord-Pas-de-Calais mais pas uniquement, de la manière la plus précise possible », a dit M. Griveaux. « Ce travail se fait en bonne intelligence avec les autorités britanniques et il continuera à se faire dans ce cadre-là. Mais nous n'avons pas vocation à augmenter encore les dispositifs qui sont déjà très opérationnels et qui ont fait leurs preuves », a-t-il ajouté.

Justice

[Chronique] Un Ghanéen attaque l'armée britannique pour non-assistance à personne frigorifiée

Justice https://www.jeuneafrique.com/ 02 janvier 2019 à 13h53 | Mis à jour le 02 janvier 2019 à 13h54 Par Damien Glez Damien Glez est dessinateur-éditorialiste franco-burkinabè

© Glez

Un ancien soldat né au Ghana a intenté un procès contre le ministère britannique de la Défense pour ne pas lui avoir permis de se protéger convenablement du froid…

Né au Ghana, Michael Asiamah gère aujourd'hui une église évangélique à Tidworth, dans le Wiltshire, au sud de l'Angleterre. Jusqu'en octobre 2016, il servait dans le « Adjutant General's Corps » responsable de plusieurs services administratifs généraux des forces armées de Sa Majesté Elizabeth II. Comme le rapporte notamment le quotidien britannique *The Times*, il participa, il y a plusieurs années, à 18 heures de manœuvres dans le glacial comté anglais de Leicestershire, précisément à Salisbury Plain et Naseby Battlefield.

Des séquelles en dessous des 15° C

Devant une Haute Cour, il accuse aujourd'hui les autorités militaires de ne pas l'avoir assez protégé des rudesses de l'hiver britannique. Une affection liée au froid l'aurait douloureusement « engourdi », compromettant irrémédiablement la carrière d'instructeur d'éducation physique à laquelle il se destinait. Il souffrirait toujours de séquelles dès que les températures sont inférieures à 15° C.

Selon le plaignant, ses supérieurs hiérarchiques auraient failli en ne l'avertissant pas explicitement des rudesses du climat britannique. Un porte-parole du ministère de la Défense rétorque que Michael Asiamah aurait reçu, comme tous ses collègues, « les vêtements, l'équipement et la formation appropriés », notamment des gants, des chaussettes et des bottes d'hiver. En réalité, le soldat frigorifié hurle moins à la discrimination négative qu'il ne revendiquait, à l'époque, une discrimination positive.

Une étude de 2009 indique que les soldats noirs sont 30 fois plus susceptibles d'être blessés par le froid que leurs collègues

Une sensibilité particulière aux soldats noirs ?

Au moment des faits, il aurait invoqué, sans succès, sa sensibilité au froid, non comme un caprice ou une fragilité personnelle difficile à prouver sur place, mais comme une vulnérabilité formelle de toute personne originaire des Caraïbes et d'Afrique. Ses supérieurs n'auraient pas tenu compte

des risques spécifiques de blessures au froid et lui aurait demandé de continuer les exercices dans le vent glacial et le gel.

Devant la justice, Michael Asiamah brandit aujourd'hui une étude britannique de 2009 selon laquelle les soldats noirs sont 30 fois plus susceptibles d'être blessés par le froid que leurs collègues blancs. L'ancien soldat transi réclame 150 000 £ de dédommagement, soit environ 110 millions de francs CFA.

ITALIE

Politique

Italie : le budget 2019 enfin approuvé

Économie Flash Eco Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 30/12/2018 à 10:18 Publié le 30/12/2018 à 09:12

Les députés italiens ont approuvé samedi soir le budget 2019, dans une ambiance tendue, en votant la confiance au gouvernement populiste qui a cependant dû atténuer ses mesures phares sous la pression de Bruxelles et des marchés financiers. Le texte, issu d'un long bras de fer avec la Commission européenne qui en avait rejeté la version initiale -- pour la première fois dans l'histoire de l'UE --, a déjà été adopté par le Sénat qui a voté la confiance en pleine nuit il y a une semaine.

Après deux heures de déclarations des différents groupes et une volée d'accusations réciproques entre majorité et opposition, le vote de confiance a été validé par 327 voix pour, 228 voix contre et une abstention. L'adoption formelle du texte est prévue dimanche matin.

Le gouvernement constitué par le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème) et la Ligue (extrême droite), au pouvoir depuis le 1er juin, prévoit un déficit public à 2,04% du Produit intérieur brut (PIB), contre 2,4% au départ. La prévision de croissance 2019 a été abaissée à 1%, au lieu de 1,5%. L'Italie doit en effet contenir sa dette publique, qui dépasse les 130% de son PIB, pour éviter une sanction des marchés financiers et une procédure d'infraction de l'UE.

Et la majorité doit faire adopter le texte avant le 1er janvier, faute de quoi l'Italie fonctionnera d'un mois sur l'autre avec une réplique du budget 2018. Cela retarderait d'autant la mise en place des mesures dont les partis au pouvoir comptent se prévaloir lors de la campagne des élections européennes au printemps. L'opposition de gauche comme de droite dénonce avec virulence un manque de respect du Parlement, dans la mesure où les sénateurs n'ont reçu le texte que quelques heures avant leur vote la semaine dernière.

Samedi, plusieurs dizaines d'élus et de militants du Parti démocrate (PD, centre gauche) ont manifesté devant la Chambre des députés. Le PD a également déposé un recours devant le Conseil constitutionnel, qui doit en examiner la recevabilité le 9 janvier.

Le bras de fer entre gouvernement italien et autorités européennes s'était engagé au début de l'automne, quand Rome avait présenté un projet de budget prévoyant un déficit public à 2,4% du PIB, bien au-delà des 0,8% sur lesquels s'était engagé le gouvernement précédent. L'accord conclu le 19 décembre avec Bruxelles prévoit près de 5 milliards d'euros d'économies par rapport à la première version.

SUÈDE

Défense

Premier vol du deuxième GlobalEye de Saab

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de mission Actualité Défense 4 jan. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau

Le deuxième GlobalEye prend son envol. © Saab

Le deuxième avion multi missions GlobalEye de Saab a réalisé son vol inaugural le 3 janvier 2019.

Saab a annoncé que le deuxième **GlobalEye** a décollé pour la première fois de Linköping en Suède, le 3 janvier 2019, pour un vol d'une durée de 2h54. Il s'agit du premier vol de ce deuxième GlobalEye.

Le GlobalEye est à la fois un avion de guet aérien et un appareil du surveillance maritime et terrestre. Il est équipé pour la veille aérienne du radar **Erieye ER** (Extended Range) qui est selon Saab le radar embarqué le plus performant au monde. Sa portée a été accrue de 70% par rapport à la précédente version. Pour l'identification et la classification le GlobalEye est doté de systèmes de guerre électronique et d'un IFF (fournis par **Thales**). Pour la surveillance maritime et terrestre, on retrouve sous l'appareil un radar **SeaSpray** de **Leonardo** et une boule electro optique. Saab met en avant la fusion des données acquises par tous ces capteurs au sein d'un nouveau système C2 multi-missions.

Les **Emirats Arabes Unis** ont commandé trois GlobalEye. Le premier de ces trois avions avait réalisé son vol inaugural en mars 2018.

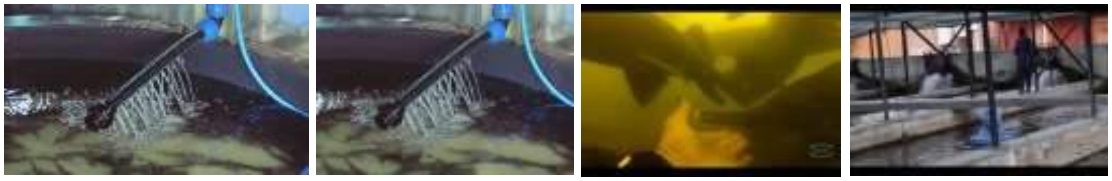
MADAGASCAR

Economie

A 700 euros le kilo

Le premier caviar africain est produit à Madagascar

http://www.ipreunion.com/ Publié le Vendredi 04 Janvier à 13H28 / Actualisé le Vendredi 04 Janvier à 13H35



Sur le Lac Mantasoa, à 1.500 mètres d'altitude, un curieux élevage... d'esturgeons. Des entrepreneurs français ont eu l'idée folle il y a dix ans de se lancer dans la production du premier caviar africain. Ils ont fait venir des oeufs fécondés d'Europe et de Russie et les ont mis en incubation dans leurs installations. " A partir de leur naissance dans notre écloserie il faudra en moyenne 7 ans pour pouvoir prélever les œufs qui donneront le futur Caviar de Madagascar, " racontent les producteurs sur leur site Acipenser-madagascar.com.

Regardez le reportage de France 2 :

Les entrepreneurs expliquent qu'ils ont investi plusieurs millions d'euros dans leur ferme aquacole. Le caviar peut atteindre à Paris le prix de 1.500 euros le kilo, à Madagascar il n'est "qu'à" 700 euros…

Ant-Woman™ & the Myrmicéenne @Pokhara8

En réponse à @ausableblanc

Je confirme : 700 € le kilo, soit moitié moins cher qu'en France, mais je n'en ai pas les moyens quand même (j'fais pas de trafic de bois de rose, moi 😤) ! On se contente d'œufs de lompe / lump 😜#caviar #Madagascar #luxe #esturgeon #malgache #Mantasao #Acipenser #Mdg2018

4

12:01 - 4 janv. 2019

Politique

Présidentielle à Madagascar : manifestation pacifique à quelques jours des résultats définitifs

Elections https://www.jeuneafrique.com/ 04 janvier 2019 à 07h16 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 04 janvier 2019 à 07h37

Des partisans de l'ex-chef de l'État Marc Ravalomanana manifestent à Antananarivo, le 2 janvier 2019. © AFP

Des partisans de l'ex-chef de l'État malgache Marc Ravalomanana, candidat à la présidentielle de décembre, ont manifesté pacifiquement le 3 janvier à Antananarivo. Ils demandent à la Haute Cour constitutionnelle de disqualifier son rival, Andry Rajoelina, lors de la proclamation des résultats définitifs le 8 janvier.

Selon les chiffres de la commission électorale nationale indépendante (Ceni) publiés le 27 décembre, l'ancien président Andry Rajoelina a remporté le second tour de la présidentielle organisé le 19 décembre, avec 55,66% des suffrages, contre 44,34% pour Marc Ravalomanana.

Ce dernier a déposé des recours devant la Haute Cour constitutionnelle (HCC) pour contester les résultats. Ses partisans demandent la « disqualification » d'Andry Rajoelina pour « fraude » et « corruption » de la Ceni.

La plus haute instance juridique du pays a annoncé jeudi qu'elle rendrait son verdict le 8 janvier à 15H00 (12H00 GMT).

Pour faire pression sur la HCC, un millier de pro-Ravalomanana sont de nouveau descendus dans la rue jeudi dans la capitale, pour la troisième fois depuis samedi. Malgré l'absence d'autorisation émanant du préfet de la ville d'Antananarivo, les forces de l'ordre ont laissé les manifestants occuper la place centrale du 13-Mai, sur le parvis de l'hôtel de ville. Contrairement à la veille mercredi, elles n'ont pas fait usage de la force.

Manifestations jusqu'aux délibérations

« Un message à l'endroit de la HCC : nous n'allons pas nous arrêter tant que la vérité ne sera pas rétablie », a prévenu devant la foule la députée Hanitra Razafimanantsoa, issue du parti TIM de Marc Ravalomanana.

« Mon message à la HCC est que vous serez redevables non seulement devant la nation, mais aussi devant la loi si vous fermez les yeux devant les fraudes », a estimé pour sa part Philippe Rakotoerisoa, un artisan de 55 ans.

Les pro-Ravalomanana ont prévu de manifester jusqu'aux délibérations de la HCC.

Madagascar connaît régulièrement des périodes d'instabilité politique depuis son indépendance en 1960.

L'élection de 2018 a pris le tour d'un règlement de comptes entre Marc Ravalomanana, qui a quitté le pouvoir en 2009 sous la pression de la rue et de l'armée qui avait confié le pouvoir à l'opposant Andry Rajoelina.

Les deux hommes avaient été interdits de candidature à la présidentielle de 2013 dans le cadre d'un accord de sortie de crise validé par la communauté internationale.

MOYEN-ORIENT

ARABIE SAOUDITE

Diplomatie

Des milliardaires saoudiens achètent 62 passeports européens à Malte

Accueil Monde Arabie Saoudite https://www.ouest-france.fr/ Christelle GUIBERT Modifié le 03/01/2019 à 16h22 Publié le 03/01/2019 à 08h07

Le milliardaire saoudien Muhammad al-Agil, président du groupe commercial Jarir, a acheté 27 passeports maltais pour sa nombreuse famille. | REUTERS

Deux familles milliardaires d'Arabie saoudite, les al-Muhaidib et les al-Agil, ont acheté 62 passeports à Malte. Des millions d'euros dépensés pour devenir citoyens européens et circuler librement dans l'Union.

Les familles saoudiennes al-Muhaidib et al-Agil sont officiellement européennes et peuvent circuler librement dans l'Union. Les patriarches ont acheté 62 passeports pour leur clan, à Malte, porte d'entrée de l'UE, selon le journal officiel maltais qui vient de publier la liste des nouveaux citoyens de l'année 2017.

650 000 € par passeport

Coût de cette acquisition ? Des millions ! Il faut 650 000 € pour un passeport adulte, 25 000 € seulement pour un enfant, dans le cadre du Programme des investisseurs individuels, système controversé de visas dorés. Des queues de cerise pour ces clans d'affairistes. Selon le magazine *Forbes*, les al-Muhaidib et les al-Agil ne seraient pas seulement les plus riches familles du royaume saoudien, elles figureraient aussi parmi les plus grosses fortunes de la planète.

Les comptes en banque de Sulaiman, le président du groupe al-Muhaidib (lien en anglais) - construction et alimentaire -, afficheraient plus de trois milliards d'euros. Les al-Agil contrôlent l'empire commercial Jarir, coté à la bourse saoudienne et dont la valeur dépasse 1,5 milliard d'euros. Il est dirigé par les frères Muhammad (président du groupe), Abdulkarim, Abdulsalam, Abdullah et Naser. **« La plupart de ces Saoudiens qui détiennent un passeport maltais sont des enfants qui n'ont sans doute jamais mis les pieds sur l'île »,** insiste le journal *Times of Malta,* qui a épluché les listes.

Un système au cœur des soupçons de corruption

Le gouvernement maltais a lancé ce système de passeports dorés, en 2014. Peu d'informations filtrent sur ce moyen controversé de devenir un Européen. Il était au centre des allégations de corruption contre le gouvernement du dirigeant maltais Joseph Muscat, par la journaliste Daphne Caruana Galizia, assassinée en 2017. Malte refuse de faire la distinction entre celui qui a payé pour sa citoyenneté maltaise et celui qui l'a acquise, au terme d'une longue procédure légale, comme chaque migrant…

Envoyé spécial

✔ @EnvoyeSpecial

Le tour de passe-passe des rétrocommissions sur la vente de passeports maltais #DaphneProject #EnvoyeSpecial

44

00:31 - 20 avr. 2018

En avril dernier, les journalistes du Projet Daphné ont poursuivi le travail de la journaliste maltaise. Ils ont découvert qu'environ 800 familles, soit 3 200 personnes, ont acheté des passeports. La plus grande partie est originaire d'Arabie saoudite, d'autres États du Golfe et d'Extrême-Orient. Des Russes et des ressortissants des anciennes républiques soviétiques sont également attirés par les charmes de Malte. C'est le cas du vice-président de l'AS Monaco, Vadim Vasilyev, et de sa femme, Olga.

L'UE ne réagit pas

Pour l'instant, l'UE ne réagit pas vraiment et tolère ce moyen d'entrée, faute de pouvoir l'interdire. Les droits de citoyenneté relèvent de la compétence directe des États membres, dont plusieurs

ont recours à ce type de pratiques contestables (du visa au permis de séjour) : l'Espagne, la Lettonie, le Portugal, Chypre…

Des voix s'élèvent cependant. Notamment des organisations anti-corruption Transparency international et Global Witness ou du parlement européen. Le député Verts allemand Sven Giegold regrette qu'une majorité des socialistes européens et la Commission aient défendu le gouvernement du dirigeant maltais Muscat, toujours en place. En avril, Frans Timmermans, commissaire européen en charge de l'État de droit, se montrait embarrassé : **« A ce stade, il n'y a pas d'éléments pour justifier des sanctions… »**

Opérations

L'Arabie Saoudite paye des enfants du Darfour pour combattre au Yémen

Monde http://www.slate.fr/ Repéré par Claire Levenson — 30 décembre 2018 à 12h06 — mis à jour le 30 décembre 2018 à 12h06 Repéré sur New York Times

Des milliers de Soudanais de moins de 18 ans font la guerre pour l'Arabie Saoudite en échange de salaires avantageux.

Des soldats soudanais au Yémen, le 7 juin 2018. NABIL HASSAN / AFP

Dans la guerre qui oppose l'Arabie Saoudite aux rebelles houthis du Yémen depuis 2015, les Saoudiens évitent autant que possible de faire combattre leurs propres soldats. Selon le New York Times, depuis le début de la guerre, le Royaume saoudien a embauché environ 14.000 miliciens soudanais qui reçoivent des primes de 8700 euros et des salaires mensuels équivalents à ceux d'un médecin (environ 450 euros). Un grand nombre d'entre eux sont des enfants âgés de 14 à 17 ans originaires du Darfour.

Appauvries par des années de guerre civile, de nombreuses familles de cette région du Soudan s'empressent d'envoyer leurs fils au combat. Dans une interview avec le journaliste David Kirkpatrick, un jeune soldat qui a commencé à se battre au Yémen à l'âge de 14 ans a expliqué:

«Les familles savent que le seul moyen de changer leurs vies est que leurs fils fassent la guerre et ramènent de l'argent».

Après deux ans en tant que soldat, ce jeune de 16 ans a ainsi pu acheter une maison et du bétail à sa famille. Certains parents vont même jusqu'à payer des officiers miliciens pour s'assurer que leurs fils pourront être envoyés au Yémen.

Le journaliste du New York Times a interviewé cinq soldats soudanais et d'après trois d'entre eux, les mineurs représentent au moins 20% des troupes, alors que deux d'entre eux parlent d'un taux de plus de 40%. Le gouvernement soudanais nie que des mineurs combattent et il n'y a pas de chiffres officiels en ce qui concerne les décès.

Sur place, les soldats soudanais disent être supervisés à distance par des officiers saoudiens et émiratis qui communiquent avec eux via téléphone et suivent leurs progrès par GPS sans jamais se battre à leurs côtés.

La grande majorité des troupes dirigées par la coalition saoudienne viennent de pays qui dépendent de financements saoudiens et émiratis, comme le Pakistan, la Jordanie et le Soudan.

«Nous exportons des soldats pour se battre comme s'ils étaient de la marchandise que nous échangeons contre des devises étrangères», a expliqué le consultant économique soudanais Hafiz Ismail Mohamed au New York Times.

Selon les Nations Unies, la guerre au Yémen est la pire crise humanitaire actuelle. Le blocus mis en place par les Saoudiens et leurs alliés émiratis ont causé une grave crise de malnutrition qui a entraîné la mort d'environ 85.000 enfants, selon l'ONG Save the Children.

IRAN

Environnement

En Iran, le lac d'Ourmia redevient un spot de biodiversité

Sciences et Avenir Nature & environnement Climat https://www.sciencesetavenir.fr/ avec AFP le 31.12.2018 à 13h39

C'est l'un des grands désastres écologiques du dernier quart de siècle, fruit de la main de l'Homme et du changement climatique. Mais l'assèchement du lac d'Ourmia en Iran semble enrayé, suscitant l'espoir d'une renaissance de ce site exceptionnel.

Une photo prise le 8 décembre 2018 montre le lac d'Ourmia en Iran qui s'est réduit comme peau de chagrin depuis 2015. AFP - ATTA KENARE

"*L'une de mes promesses était de faire renaître le lac d'Ourmia et cette promesse est toujours valable*", a déclaré le président iranien Hassan Rohani lors d'une visite dans la région. Situé dans les montagnes du nord-ouest iranien, ce lac clos, alimenté par 13 rivières, est une zone humide d'importance internationale aux termes de la convention dite de Ramsar signée en 1971 sous l'égide de l'ONU.

Une réserve de biodiversité

La région est connue pour être une réserve de biosphère de premier ordre, prisée des oiseaux migrateurs. Le lac lui-même héberge une espèce endémique d'artémie (petit crustacé) ainsi qu'une flore sous-marine variée. Mais la pièce d'eau, naguère présentée comme le plus grand lac du Moyen-Orient et l'un des plus grands lacs hypersalés au monde, est aussi située entre deux des dix plus grandes villes d'Iran (Tabriz et Ourmia), et plus de six millions de personnes vivent de l'agriculture autour de ses berges. A partir de 1995, le lac s'est réduit comme peau de chagrin. En août 2011, sa surface était de 2.366 km2 et en 2013, elle ne mesurait plus que 700 km2, selon le Programme de l'ONU pour l'environnement (PNUE).

"*Des signes récents indiquent que le lac est en train de récupérer du terrain. Sa surface couvre maintenant 2.300 km2*", écrivait le PNUE en novembre 2017. Mais selon les derniers chiffres du ministère de l'Environnement iranien, l'eau du lac couvrait une surface de 1.844 km2 début décembre 2018. La surface est soumise à des variations saisonnières importantes liées aux précipitations et à l'évaporation de l'eau, ce qui peut expliquer la différence entre les deux chiffres. Abolfazl Abecht, responsable du programme de sauvegarde des zones humides au ministère de l'Environnement n'a aucun doute: "*C'est le début de la renaissance du lac*".

La tendance à l'assèchement "*a été stoppée, les choses s'améliorent*", dit-il à l'AFP en marge de l'inauguration d'un programme de sensibilisation des populations riveraines à Miandoab, au sud

du lac. Mais la régénération pourrait prendre des "*décennies*". Pour l'ONU et Téhéran, la réduction du lac a été causée par l'augmentation de la population et une exploitation irraisonnée des ressources hydriques au profit de l'agriculture. "*Nous avons réduit à néant la part de l'eau des rivières qui revenait au lac*" en construisant des barrages tout autour pour irriguer les cultures, a déclaré en octobre le ministre de l'Environnement iranien, Issa Kalantari.

Moins de pluies et des tempêtes de sel

Selon des études, la situation a été aggravée par le changement climatique et une tendance de long terme à la réduction des précipitations dans la région et la hausse des températures. La construction d'un pont-digue dans la largeur du lac est également soupçonnée d'avoir envenimé les choses. Achevé en 2008, l'ouvrage réduit considérablement le trajet entre Ourmia et Tabriz, mais il a coupé le lac en "deux plans d'eau" distincts, selon le PNUE.

Echoués a proximité du pont sur un sol couvert de sel, un cargo rouillé et des pédalos colorés témoignent du terrain perdu par les eaux. La catastrophe écologique a aussi des conséquences de santé publique. Lors des tempêtes, la poussière et le sel affleurant à la surface des zones désertées par les eaux sont éparpillés dans les environs, ce qui contribue à détruire la végétation et polluer l'air. En 2013, le gouvernement, l'ONU et la coopération japonaise ont commencé à associer leurs efforts pour sauver le lac. L'initiative vise à développer une agriculture biologique et moins gourmande en eau, et à faire émerger localement une prise de conscience collective des enjeux environnementaux.

Agriculteur de 47 ans, Afchin Médadi est content de l'expérience et estime avoir divisé par dix sa consommation d'engrais à l'hectare et de près de moitié sa consommation d'eau. "*En terme de coûts, c'est plus efficace maintenant*". Il perçoit aussi une amélioration de l'environnement. Les tempêtes de sel et de poussière "*ont un peu diminué*". Autre signe d'amélioration, selon la presse: le retour saisonnier des flamants roses. Depuis 2016, ils seraient plus de 10.000 à faire de nouveau escale sur le lac.

Membre d'une coopérative féminine, Kobra Asghari, 39 ans, a créé deux fonds destinés à créer des emplois féminins compatibles avec le développement durable dans son village. Ces fonds ont permis des plantations de crocus à safran et d'oliviers sauvages, des cultures qui demandent peu d'eau. "*Progressivement nous sommes parvenus à convaincre les hommes à faire de même*". Et "*l'intérêt de la population pour l'environnement augmente*".

ISRAËL

Défense

Israël réceptionne son septième C-130J

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de transport Actualité Défense 4 jan. 2019 | Par Justine BOQUET

Israël a réceptionné son 7ème C-130J. © Mike Yudin / IAF

L'Israeli Air Force (IAF) a pris livraison de son septième avion de transport C-130J, produit par Lockheed Martin.

Le 24 décembre dernier, l'Israeli Air Force (IAF) a annoncé avoir réceptionné son septième C-130J. Piloté depuis les Etats-Unis par une délégation israélienne, l'appareil s'est posé sur la base aérienne de Nevatim avant de rejoindre l'escadron 103. Ce septième avion de transport militaire vient compléter la flotte de C-130J israéliens, appareils dénommés localement « Shimson ».

« Après quatre ans de service au sein de l'IAF, le « Shimshon » est devenu indispensable lors de nombreux évènements, aussi bien dans un cadre opérationnel qu'humanitaire », a déclaré l'IAF.

Le premier C-130J a rejoint Israel en 2014, suite à un contrat passé en 2010. Une commande de 322,7M$ avait alors été passée auprès de Lockheed Martin afin de doter l'IAF de quatre avions de transport militaire C-130J. Les livraisons des quatre premiers appareils se sont étalées entre 2014 et 2016, année où l'escadron 103, qui opère ces appareils, est déclaré opérationnel. La même année, Israël annonce avoir revu à la hausse sa commande. Sept C-130J ont finalement été commandés. Les derniers appareils seront donc livrés entre 2017 et 2018.

Capable de transporter 128 soldats, 92 parachutistes ou encore quatre véhicules Humvee (High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle), le C-130J peut opérer dans des environnements variés et se poser sur des pistes complexes. Il a notamment fait ses preuves au sein de l'IAF lors de catastrophes naturelles. Il a ainsi permis d'acheminer de l'aide humanitaire en 2015 au Népal, à la suite d'un important tremblement de terre.

Actuellement le C-130J est opéré dans 18 pays à travers le monde. Il est ainsi mis en œuvre en Australie, à Bahrain, au Canada, au Danemark, en France, en Inde, en Iraq, en Israël, en Italie, en Corée du Sud, au Koweït, en Norvège, à Oman, au Qatar, en Arabie Saoudite, en Tunisie, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Plus de 400 appareils ont été livrés et l'ensemble de la flotte cumule plus d'1,7M d'heures de vol.

Opérations

Le cyber, ça sert aussi à faire la guerre (avec des avions et des missiles)

Chronique «WarGames» https://www.liberation.fr/ Par Pierre Alonso — 28 décembre 2018 à 15:40

En février, un F-16 israélien avait été abattu par les systèmes de défense déployés sur le sol syrien. Photo Jack Guez. AFP

Pour neutraliser les défenses ennemies et mener des raids aériens, Israël a eu recours à des attaques informatiques. Une pratique marginale, qui confirme néanmoins l'intégration du numérique à l'art de la guerre conventionnelle.

Chaque vendredi, chronique des jeux de pouvoir et de l'art de la guerre dans le cyberespace.

Dans la nuit de mardi à mercredi, Israël a mené des frappes en Syrie. Des bombardements aériens des plus classiques (même si les détails ne sont pas encore connus) contre des *«cibles iraniennes»*, selon des officiels israéliens. Les F-16 ont détruit des *«entrepôts et centres logistiques»* soupçonnés d'être utilisés par l'Iran pour transférer des armes au Hezbollah libanais. Des images diffusées montrent des cratères correspondants aux impacts. Une source citée dans la presse israélienne ajoute qu'une batterie antiaérienne proche de Damas a également été descendue lors de ce raid.

La précision est d'importance : une précédente opération de Tsahal, toujours en Syrie, s'était déroulée de manière bien plus chaotique en février. Après un accrochage à la frontière, un F-16 israélien avait été abattu par les systèmes de défense déployés sur le sol syrien. Les officiels israéliens avaient ensuite mis l'incident sur le dos de l'équipage, qui aurait pris trop de risques en décidant de terminer sa mission.

Moult failles

Israël n'a pas toujours opté pour la destruction physique des défenses adversaires, l'Etat hébreu a aussi eu recours, en secret, à des attaques informatiques. Le premier épisode connu, rappelé dans une note sur les menaces antiaériennes de nouvelle génération que vient de publier l'Institut français des relations internationales (Ifri), remonte à 2007. Dans un contexte régional radicalement différent, l'armée israélienne avait détruit une installation du régime près de Deir el-Zor, dans l'est du pays. Contre le système de défense antiaérien, Tsahal avait utilisé un *«code malveillant visant à [l']induire en erreur»*. Cette attaque informatique consistait à *«fausser les données des écrans radars»,* neutralisant ainsi, en douceur, ou du moins sans cratère ni explosion, toute riposte syrienne. Les Etats-Unis disposent de capacités similaires, même si aucune utilisation par l'armée américaine n'est, pour l'heure, documentée.

«L'informatisation croissante des systèmes sol-air devrait à l'avenir multiplier les opportunités de ce type d'opération», souligne l'étude de l'Ifri avant de nuancer : ces cyberattaques nécessitent un accès physique au réseau ennemi (coupé d'Internet précisément pour éviter les piratages à distance), de connaître parfaitement le système adversaire pour développer un logiciel malveillant idoine, et d'en créer un nouveau pour chaque opération, tant il est peu probable qu'il puisse être utilisé plusieurs fois (les failles exploitées étant susceptibles d'être corrigées).

Peu de chances donc, que la cyber-neutralisation des défenses antiaériennes devienne un sport de masse. La pratique est néanmoins prise en compte par les puissances, pour mener des attaques, mais aussi pour organiser leur protection. D'où le rapport très inquiet de l'inspection générale du Pentagone, qui a découvert moult failles et cyber-vulnérabilités critiques dans les capteurs et intercepteurs sanctuarisant le territoire américain. Autant de béances exploitables par un adversaire maîtrisant l'art de la guerre numérique, et aérienne.

SYRIE

Diplomatie

Vers une normalisation des relations entre les pays arabes et la Syrie ?

Diplomatie https://www.jeuneafrique.com/ 30 décembre 2018 à 10h51 | Par Arianna Poletti et Syrine Attia Mis à jour le 30 décembre 2018 à 13h10

Bachar al-Assad. © Darko Vojinovic/AP/SIPA

Sept ans après le début de la guerre et de l'expulsion de la Syrie de la Ligue arabe, de nombreux pays de la région sont en train de rétablir leurs relations politiques et économiques avec ce dernier. Décryptage.

Jeudi 27 décembre. L'ambiance à l'aéroport de Monastir en Tunisie est à la réconciliation diplomatique. Au niveau des arrivées, des activistes venus pour l'occasion soulèvent des drapeaux syriens et tunisiens et même un portrait du président syrien Bachar al-Assad. Un accueil du moins festif, pour l'atterrissage du premier avion syrien en Tunisie depuis 2012, sur autorisation des ministères de l'Intérieur et du Transport.

Selon Cham Wings Airlines, la compagnie aérienne privée dont le siège est toujours à Damas, cet avion transportait 150 touristes syriens venus en Tunisie pour y passer les fêtes de fin d'année. Le décollage de l'avion a même été filmé depuis le cockpit et la compagnie aérienne promet le

rétablissement de vols réguliers. Une mesure symbolique, sept ans après l'expulsion de l'ambassadeur de Syrie par l'ancien président Moncef Marzouki.

Sarah Ben Hamadi

✔ @Sarah_bh

Atterrissage en #Tunisie du 1er avion en provenance de la Syrie depuis 2011. Ce vol a atterri à l'aéroport de Monastir dans une ambiance festive.

10

19:51 - 27 déc. 2018

En Tunisie, la société civile mobilisée

Le 18 décembre dernier, suite à une polémique autour de la probable présence du président syrien lors du Sommet arabe qui se tiendra à Tunis le 31 mars 2019, le gouvernement a dû clarifier sa position. « Le choix des invités n'est pas du ressort du président de la République. C'est une décision commune des chefs d'État de la Ligue arabe », avait alors évacué Khemaies Jhinaoui, ministre des Affaires étrangères.

La Syrie avait été expulsée de l'organisation en novembre 2011, mais cette décision ne semble plus faire l'unanimité. Si cette autorisation d'atterrissage est le premier signe concret de l'aval des autorités pour une reprise des relations syro-tunisiennes, certaines organisations et syndicats n'ont pas attendu le feu vert du gouvernement pour renouer avec Bachar al-Assad.

Déjà durant l'été 2017, une délégation de 29 membres de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) s'était rendue à Damas pour une visite officielle. Tout juste après leur départ, une délégation de neuf députés de l'Assemblée tunisienne s'était à son tour déplacée en Syrie. À l'époque, le ministre tunisien des Affaires étrangères avait expliqué que la décision de l'ancien président n'avait pas été officialisée et que les relations diplomatiques entre les deux pays existaient au niveau consulaire.

Une position politique floue

Plus récemment, le 26 novembre dernier, une délégation du syndicat des journalistes tunisiens s'est rendue à Damas sur une invitation du président Bachar al-Assad, à l'occasion de la réunion de l'Union du syndicat des journalistes arabes. Au même moment, le syndicat menait une vaste campagne contre la visite de Mohamed Ben Salman en Tunisie. La volonté de la reprise des relations diplomatiques avec la Syrie n'est pas propre aux acteurs de la société civile. De nombreuses voix politiques se sont élevées dans ce sens, notamment celle du parti libéral Afek Tounes.

La restauration des relations avec la Syrie était l'un des points du programme de Béji Caïd Essebsi lors de la présidentielle de 2014. « Dans le pays, la question syrienne reste débattue et se reflète dans le miroir tunisien. La prétention de Bashar al-Assad à être laïc et opposé aux islamistes lui vaut un appui significatif au sein de la gauche tunisienne. Pourtant, les deux pays n'ont pas rétabli leurs relations officielles », décrypte Matthieu Rey, chargé de recherche au CNRS et auteur de *Histoire de la Syrie XIXe-XXIe siècles* (Fayard).

Si pour l'heure, aucun ambassadeur n'a été nommé à Damas, certains observateurs attribuent ce retard à la pression des dirigeants d'Ennahdha, fortement opposés au régime syrien. L'alliance entre Nidaa Tounes et le parti islamiste, aujourd'hui très fragilisé, pourrait encourager une reprise plus rapide des relations diplomatiques.

La réouverture de l'ambassade émiratie à Damas

Mais le cas tunisien n'est pas une exception. L'isolement de Bachar al-Assad, qui contrôle désormais deux tiers du pays, semble toucher à sa fin. « Il n'y a pas une véritable démarche active de la part de Bachar al-Assad, ce sont plutôt plusieurs pays arabes qui reviennent dans la course pour des intérêts politiques mais aussi économiques », explique Matthieu Rey.

À la suite de la rencontre entre le président soudanais Omar el-Bechir, premier chef d'État arabe à mettre un pied en Syrie, et Bachar al-Assad, les Émirats arabes unis ont annoncé la réouverture de leur ambassade à Damas le 27 décembre, après sept ans d'absence.

En effet, en février 2012, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) avait annoncé la fermeture des représentations diplomatiques de ses pays membres, qui dénonçaient d'une seule voix le « massacre collectif » commis par le régime après les premières manifestations. Sept ans après, les cartes ont tourné. Le départ de Bachar al-Assad n'est plus à l'ordre du jour. « Le Golfe a compris qu'il a un rôle à jouer dans la reconstruction du pays », commente l'expert.

La reprise des relations diplomatiques avec le Golfe

Anwar Gargash, ministre des Affaires étrangères, a justifié le choix d'Abou Dhabi sur Twitter, par une montée des tensions dans le contexte géopolitique régional : « Un rôle arabe en Syrie est devenu encore plus nécessaire face à l'expansionnisme régional iranien et turc ». « La reprise des activités à l'ambassade, c'est une invitation pour la reprise des relations et la réouverture des autres ambassades arabes », a ajouté Abdel Hakim al-Naïmi, chargé de la communication émiratie.

Ainsi, quelques heures après Abou Dhabi, le Bahreïn a réitéré la « poursuite des travaux » de son ambassade en Syrie, fermée depuis 2012. Pour ce qui est de l'Arabie saoudite, qui à ce stade n'a pas d'ambassade à Damas, Donald Trump a annoncé le 24 décembre sur Twitter que « Riyad a désormais accepté de dépenser l'argent nécessaire pour la reconstruction de la Syrie à la place des États-Unis ».

Donald J. Trump

✔ @realDonaldTrump

Saudi Arabia has now agreed to spend the necessary money needed to help rebuild Syria, instead of the United States. See? Isn't it nice when immensely wealthy countries help rebuild their neighbors rather than a Great Country, the U.S., that is 5000 miles away. Thanks to Saudi A!

156 k

21:23 - 24 déc. 2018

Pour le spécialiste, « les Émirats et l'Arabie saoudite voient en Bachar al-Assad un garant de l'ordre établi dans la région. Un ordre qu'ils veulent préserver. Au contraire du Qatar, qui ne soutient pas le régime syrien et ne participe pas à cette normalisation ». En effet, en 2011, le Qatar rompait ses relations avec Damas et prenait fait et cause pour la rébellion syrienne.

La rupture de l'isolement géographique

Mais la Syrie cherche surtout à renouer avec ses voisins. En octobre, la réouverture du poste-frontière de Nassib indique un rapprochement entre la Syrie et la Jordanie. Une délégation de députés jordaniens était reçue en grande pompe à Damas seulement un mois plus tard. « La réouverture de cette route est un pas en avant vers la réintégration économique de

l'environnement syrien et la reconquête du rôle traditionnel du pays en tant que vecteur du commerce régional », déclarait Sam Heller de l'International Crisis Group à l'AFP.

Ce chemin routier ne se limite pas à relier Damas à Amman : par son voisin du Sud, la Syrie peut désormais commercer avec l'Irak (première destination des exportations syriennes avant la guerre) et le Golfe. Jusqu'à récemment, l'importation de marchandises se faisait par voie maritime et impliquait un détournement du port jordanien d'Aqaba, via le canal de Suez, jusqu'à un port dans le nord-ouest syrien.

Le chef des services de sécurité syrien au Caire

Des débats semblables commencent à voir le jour à Beyrouth, où un sommet économique de la Ligue arabe se tiendra en janvier 2019. Le Hezbollah libanais, allié de l'Iran et de la Russie, dont 8 000 combattants se trouvent en Syrie, a relancé la proposition de normalisation des relations syro-libanaises à plusieurs reprises. Surtout depuis que, en juillet 2018, les Russes ont annoncé un plan de rapatriement massif des réfugiés syriens installés au Liban et en Jordanie.

Côté égyptien, le chef des services de sécurité syrien Ali Mamlouk, qui s'était déjà rendu dans le pays en octobre 2016, s'est entretenu avec des hauts responsables égyptiens lors d'une visite au Caire le 22 décembre. Selon l'agence de presse officielle syrienne Sana, la visite a eu lieu « à l'invitation du chef des services de renseignements égyptiens » pour discuter de « questions politiques, de sécurité et de lutte contre le terrorisme ». Pour le spécialiste, « l'Égypte essaie de s'imposer comme intermédiaire. Al-Sissi utilise la question syrienne pour se présenter comme médiateur et jouer un rôle dans la région ».

Et met en garde : « la majorité des pays arabes soutiennent cette normalisation, qui est à la fois une stabilisation des équilibres régionaux et une restauration des anciens régimes (pré-2011). Pourtant la crise syrienne n'est pas terminée. L'avenir de la région dépend d'un facteur qu'on évoque très peu : la capacité de réintégrer les Syriens dans ces processus ».

Opérations

La Turquie et la Russie vont coordonner leurs actions en Syrie

http://www.opex360.com/ Posté dans Diplomatie, Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 30-12-2018

Jusqu'à présent, les milices kurdes [YPG], alliées à des groupes arabes armés au sein des Forces démocratiques syriennes [FDS] sont à la manœuvre pour réduire les dernières positions tenues par l'État islamique [EI ou Daesh] sur la rive orientale de l'Euphrate, dans la province de Deir ez-Zor [Syrie]. Et cela, avec le soutien de la coalition anti-jihadiste dirigée par les États-Unis, via la présence de « conseillers militaires » et d'appuis aériens.

Seulement, la décision de M. Trump de retirer les troupes américaines de Syrie change la donne. Considérées comme terroristes à Ankara, les YPG sont désormais à la merci d'une troisième offensive turque dans le nord du territoire syrien, laquelle est annoncée depuis des semaines par le président Recep Tayyip Erdogan.

Pour autant, le combat contre Daesh n'est pas terminé, même si le territoire contrôlé par l'organisation jihadiste s'est réduit comme peau de chagrin. Sur ce point, le président turc aurait assuré à M. Trump que ses forces s'en chargeraient. D'où la décision de ce dernier…

Alors que des mouvements des forces turques et des groupes rebelles syriens soutenus par Ankara ont été signalés aux abords de la ville – stratégique – de Manbij, les YPG ont appelé le régime de Damas à la rescousse. Appel auquel ce dernier s'est empressé de répondre en envoyant des troupes près de cette localité.

Contrairement à ce qui avait été annoncé par Damas, les forces gouvernementales syriennes ne seraient pas entrées dans Manbij. Du moins, c'est ce qu'a affirmé le Pentagone. Cependant, la 4e division blindée de la Garde républicaine syrienne a reçu l'ordre de se déployer au nord et au nord-ouest de la ville.

Si ils ont été salués à Moscou, qui soutient le régime syrien, ces derniers développements ont été fraîchement accueillis à Ankara, dans la mesure où ils risquent de contrarier les plans turcs.

D'où la rencontre, le 29 décembre, à Moscou, des ministres russes et turcs de la Défense et des Affaires étrangères pour évoquer la situation en Syrie.

« Nous sommes tombés d'accord sur le fait que les représentants militaires russes et turcs sur le terrain vont continuer de coordonner leurs actions dans ce nouveau contexte avec pour but d'éradiquer la menace terroriste en Syrie », a ainsi déclaré Sergueï Lavrov, le chef de la diplomatie russe, à l'issue de cette rencontre.

Ce qu'a confirmé son homologue turc. « Nous avons discuté de la manière dont nous allons coordonner notre travail en commun dans le contexte » du retrait américain, a affirmé Mevlüt Cavusoglu. « Nous avons le désir commun de nettoyer le territoire syrien de toute organisation terroriste », a-t-il ajouté. Est-ce à dire que ces propos concernent aussi les YPG?

En outre, les deux parties ont aussi promis qu'elles allaient coopérer pour favoriser le retour des réfugiés syriens et leur livrer une aide humanitaire. Enfin, elles devraient également « continuer le travail » au sujet de la province d'Idleb, qui échappe toujours au contrôle de Damas.

Quant au règlement politique de la crise syrienne, les Occidentaux sont hors-jeu, les discussions se limitant à la Russie et à l'Iran d'un côté, et à la Turquie de l'autre. Ce processus, dit d'Astana, a totalement mis sous l'éteignoir les négociations jusqu'alors conduites sous l'égide des Nations unies.

« Comme par le passé, nous allons poursuivre le travail actif et la coordination avec nos collègues russes et iraniens pour accélérer le règlement politique en Syrie », a en effet avancé M. Cavusoglu.

Le 20 décembre, M. Erdogan et le président iranien, Hassan Rohani, avaient déjà convenu de renforcer la coopération en Syrie.

« Il y a beaucoup de mesures que la Turquie et l'Iran peuvent prendre ensemble pour mettre fin aux combats dans la région et ramener la paix », avait alors assuré M. Erdogan. Quant à M. Rohani, il avait insisté sur le fait que « l'intégrité territoriale de la Syrie devait être respectée par toutes les parties. » Et d'ajouter : « Nos deux pays sont d'accord sur ce point. »

Toutes ces questions seront abordées au début de l'année 2019, à l'occasion d'un nouveau sommet sur la Syrie réunissant les présidents russe, turc et iranien.

Donald Trump finalement prêt à ralentir le retrait des troupes américaines en Syrie

Accueil Monde États-Unis Donald Trump https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Publié le 30/12/2018 à 23h25

Des soldats américains sont actuellement présents en Syrie. (Photo illustration) | ALI AL-SAADI / AFP

Le président des États-Unis est revenu en partie sur sa décision de retirer tous les soldats américains présents en Syrie, afin d'éradiquer complètement l'État islamique, a expliqué dimanche l'un de ses proches.

Le président Donald Trump est prêt à **« ralentir »** le retrait des troupes américaines de Syrie pour vaincre définitivement le groupe État islamique (EI), a assuré dimanche un de ses proches, le sénateur républicain Lindsey Graham.

Le parlementaire, qui avait manifesté ses inquiétudes dans la matinée au sujet de ce désengagement, est sorti **« rassuré »** d'un déjeuner avec le milliardaire républicain.

« Le président est déterminé à faire en sorte que, lorsque nous quitterons la Syrie, l'EI soit complètement vaincu », a-t-il déclaré à la presse en sortant de la Maison Blanche.

« Le président comprend qu'on a besoin de finir le travail », a-t-il ajouté. **« Nous allons ralentir les choses d'une manière intelligente »**.

Retrait de 2000 soldats américains

Donald Trump a ordonné récemment le retrait total des quelque 2 000 soldats américains actuellement déployés dans le nord de la Syrie, essentiellement des forces spéciales présentes pour combattre l'EI et entraîner les forces locales dans les zones reprises aux jihadistes.

Le milliardaire républicain a pris cette décision, bien que de hauts responsables militaires américains aient multiplié les mises en garde contre un retrait précipité qui laisserait la voie libre en Syrie aux alliés du régime de Bachar al-Assad, à savoir la Russie, grande rivale des États-Unis, et l'Iran, bête noire de l'administration Trump. Lindsey Graham avait qualifié cette décision d'**« énorme erreur »**.

« Si nous partons, les Kurdes vont être massacrés »

« Je vais lui demander de s'asseoir avec ses généraux et de reconsidérer la manière de faire ça. De ralentir. De nous assurer que nous fassions ça bien et que l'EI ne revienne jamais », avait-il dit sur *CNN* avant leur déjeuner.

« Si nous partons maintenant, les Kurdes vont être massacrés », avait craint le sénateur, membre de la commission sur les forces armées.

La Turquie menace de lancer une offensive contre la milice kurde YPG, qui se bat avec l'appui de Washington contre les jihadistes dans le nord de la Syrie. Ankara l'accuse d'être une extension du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène une guérilla en Turquie depuis 1984.

Le président Trump **« est conscient du problème, il a promis de parler à la Turquie pour qu'il y ait une zone tampon »**, a déclaré M. Graham après leur rencontre. **« La dernière chose que nous voulons c'est une guerre entre la Turquie et les Kurdes, qui enlèverait la pression sur l'EI »**.

Avec l'armée syrienne aux portes de Manbij, Ankara semble calmer le jeu

RFI 30 décembre 2018 *Avec notre correspondant à Beyrouth,* **Paul Khalifeh**

Avec l'armée syrienne aux portes de Manbij, Ankara semble calmer le jeu

La Russie et la Turquie ont convenu samedi de « coordonner » leurs actions sur le terrain en Syrie dans le contexte du retrait américain, selon le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, à l'issue de pourparlers à Moscou avec une délégation turque.

La quatrième division blindée de la Garde républicaine syrienne a reçu l'ordre samedi de **se déployer au nord et au nord-ouest de la ville de Manbij**, encore tenue par les milices kurdes, ont annoncé des sources proches du gouvernement et de l'opposition syrienne. Toutes les unités de cette division d'élite, active notamment dans les provinces d'Hama et de Lattaquié, ont été appelées à se diriger vers Manbij, selon le site al-Masdarnews. Elles rejoindront la première division blindée déjà sur place et les « *Forces du Tigre* » du général Souhail al-Hassan, dépêchées de la **province voisine d'Idleb**.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), l'armée syrienne est déployée sur le front au nord de Manbij, où les milices syriennes pro-turques et les combattants kurdes se font face. L'OSDH affirme que les troupes gouvernementales syriennes ne sont pas encore entrées à Manbij, localisée dans la province d'Alep. Une source militaire à Damas a confirmé cette information et a précisé que l'armée attend **le retrait de tous les soldats américains** de la ville avant de s'y déployer en accord avec les milices kurdes.

De l'autre côté du front, **les rebelles pro-turcs** continuent d'envoyer des renforts en hommes et en matériel, même si le ton **des responsables turcs** était moins menaçant samedi, **comparé aux derniers jours**. Finalement, la bataille de Manbij pourrait ne pas avoir lieu.

Syrie : Washington ne veut pas préciser le calendrier du retrait de ses troupes

http://www.opex360.com/ Posté dans Moyen-Orient, Opérations par Laurent Lagneau Le 04-01-2019

Alors que le Parti démocrate fourbissait ses armes au Congrès [il est désormais majoritaire à la Chambre des représentants, ndlr] et que l'enquête sur les ingérences russes dans la campagne présidentielle de 2016 continuait d'avancer, le président Trump a-t-il cherché à faire un « coup politique » en annonçant le retrait unilatéral des forces américaines de Syrie et la « victoire » contre l'État islamique [EI ou Daesh]?

« Nous avons gagné contre ISIS [Daesh] il est temps de rentrer. Nos garçons, nos jeunes femmes, nos hommes, ils rentrent tous, et ils rentrent tous maintenant », avait en effet lancé M. Trump, le 19 décembre.

Cette décision a été vue comme un blanc-seing donné à la Turquie, qui planifie une nouvelle offensive dans le nord de la Syrie contre les milices kurdes syriennes, jusqu'alors soutenues par la coalition anti-jihadiste dirigée par les États-Unis.

Depuis l'annonce de M. Trump, le chef du Pentagone, James Mattis, a été remplacé par Patrick Shanahan, l'émissaire des États-Unis auprès de la coalition, Brett McGurk a démissionné et les milices kurdes ont demandé et obtenu de l'aide auprès du régime syrien. L'offensive turque, pourtant donnée comme imminente, n'a pas été lancée, les combats contre Daesh continuent, Israël a de nouveau frappé en Syrie pour empêcher des transferts d'armes iraniennes vers le Hezbollah et la Russie et la Turquie ont convenu de coordonner leurs actions « dans le contexte du retrait américain », dont l'ordre a officiellement été signé le 23 décembre.

Et il a alors été avancé, selon le New York Times, que le désengagement militaire américain de Syrie allait se faire « sous trente jours ». Seulement, on n'en est pas encore là…

Le 31 décembre, il a été rapporté que M. Trump aurait donné son accord pour porter ce délai à quatre mois. Ce que l'intéressé n'a pas confirmé. En revanche, il s'est seulement dit prêt « à

ralentir le mouvement ». Auparavant, après avoir eu une discussion avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, il avait évoqué un « retrait lent et extrêmement coordonné des troupes américaines de la région. »

Mais lors d'un entretien donné au site d'informations NewsMax, le 3 janvier, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a souligné « l'importance de faire en sorte que les Turcs ne massacrent pas les Kurdes » et d'assurer « la protection des minorités religieuses en Syrie. » Et d'ajouter : « Tout ça fait toujours partie de la mission américaine. »

« Le président a également expliqué très clairement que nous devions poursuivre la campagne anti-EI », a aussi affirmé M. Pompeo. Et « que nous devions continuer à veiller à faire le nécessaire pour créer la stabilité dans tout le Moyen-Orient », a-t-il poursuivi, avant d'évoquer les efforts américains pour contrer l'Iran.

Quant au calendrier de retrait des forces américaines de Syrie, M. Pompeo a botté en touche. « Je ne veux pas que les adversaires sachent exactement quand nous partirons », a-t-il dit. « Mais les orientations sont sans ambiguïté et nous allons y arriver , a-t-il ajouté.

TURQUIE

Justice

Deux Françaises présumées djihadistes ont été arrêtées en Turquie

Accueil Monde Turquie https://www.ouest-france.fr/ Modifié le 02/01/2019 à 20h59 Publié le 02/01/2019 à 20h58

Les policiers turcs ont interpellé 12 personnes suspectées d'appartenir à Daech, dont trois femmes. | OUEST-FRANCE.

Deux Françaises suspectées d'appartenir à l'État islamique ont été interpellées lors d'opérations menées dimanch 30 et lundi 31 décembre dans la province de Bursa (Turquie). On les soupçonne également de s'être rendues dans des zones contrôlées par Daech en Syrie.

Deux Françaises suspectées d'appartenir à l'organisation État islamique ont été interpellées dans l'ouest de la Turquie, rapporte ce mercredi 2 janvier l'agence de presse Anatolie.

Lors d'opérations menées dimanche et lundi dans la province de Bursa, les policiers turcs ont interpellé 12 personnes suspectées d'appartenir à Daech, dont trois femmes, précise l'agence turque. Elles sont notamment suspectées de s'être rendues dans des zones contrôlées par Daech en Syrie.

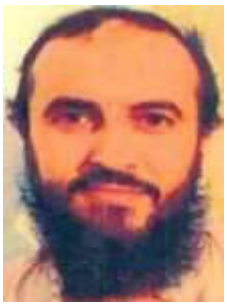
« Aux termes des investigations, il s'est avéré que deux des trois femmes arrêtées sont des Françaises, l'une d'origine marocaine, l'autre syrienne, et qu'elles font l'objet de bulletins de recherches rouge et bleu », poursuit Anatolie. Les notices rouge et bleu désignent les messages d'alertes internationaux diffusés par Interpol, respectivement pour demander l'arrestation et l'identification de suspects.

YÉMEN

Terrorisme

L’un des « cerveaux » présumés de l’attentat contre l’USS Cole visé par une frappe américaine au Yémen

http://www.opex360.com/ Posté dans Opérations, Terrorisme par Laurent Lagneau Le 05-01-2019



Le 12 octobre 2000, alors qu’il se trouvait au mouillage dans le port d’Aden [Yémen], le destroyer américain USS Cole fut la cible d’un attentat suicide mené au moyen d’une embarcation pleine d’explosifs et revendiqué, plus tard, par al-Qaïda. Le bilan fut de 17 marins tués et de 39 autres blessés.

Depuis, plusieurs cadres d’al-Qaïda, impliqués de près ou de loin dans la préparation de cette attaque, ont été tués ou capturés. Ainsi, Qaed Salim Sinan al-Harethi, fut éliminé par une frappe réalisée par un drone Predator de la CIA en novembre 2002 au Yémen. Même chose pour Fahd al-Quso, en 2012. En revanche, Abd al-Rahim al-Nashiri fut fait prisonnier et envoyé en détention à Guantanamo.

Mais sans doute faudra-t-il bientôt ajouter à cette liste le nom de Jamel Ali al-Badawi. Soupçonné d’avoir été l’un des « cerveaux » de l’attaque contre l’USS Cole, ce dernier a été visé par la première frappe américaine de l’année au Yémen.

« Une frappe de précision a été menée le 1er janvier dans le gouvernorat de Marib, au Yémen, dont la cible était Jamel al-Badawi, un ancien agent d’Al-Qaïda au Yémen impliqué dans l’attentat contre l’USS Cole », a en effet indiqué, le 4 janvier, le commandant Bill Urban, un porte-parole du commandement militaire américain pour l’Asie centrale et le Moyen-Orient [US CENTCOM]. « Les forces américaines évaluent toujours les résultats de la frappe, selon un processus approfondi visant à confirmer sa mort », a-t-il ajouté.

Les États-Unis accusaient al-Badawi d’avoir fourni le bateau et les explosifs ayant été utilisés contre l’USS Cole. La justice américaine avait retenu pas moins de 50 chefs d’inculpation contre lui et le plaça sur sa liste des personnes les plus recherchées, sa tête ayant été mise à prix pour 5 millions de dollars.

Âgé d’une cinquantaine d’année, al-Badawi avait été capturé une première fois par les autorités yéménites en 2003. Évadé, il fut de nouveau repris en mars 2004, puis condamné à mort pour son implication dans l’attaque contre l’USS Cole. Mais il parvint à s’évader de nouveau, en 2006. À l’époque, il fut raconté que lui et ses complices avaient utilisé des balais et des morceaux d’un ventilateur cassé pour creuser un tunnel menant de la prison à une mosquée voisine.

OCÉANIE

AUSTRALIE

Environnement

Réchauffement climatique: L'Australie étouffe sous la canicule

Accueil Planète 20 Minutes avec AFP Publié le 28/12/18 à 19h19 — Mis à jour le 28/12/18 à 19h58

TEMPERATURE Il a fait jeudi 49,3 degrés à Marble Bar, une bourgade de l'Etat d'Australie-Occidentale qui se présente comme la ville la plus chaude du pays...

Un panneau kangourou au bord de la route en Australie, le 7 juillet 2017. — *TRAVERS ERIC/SIPA*

De nouveaux records de températures ont été atteints en Australie, qui souffre d'une vague de très grande chaleur, cette semaine. Les pompiers étant de leur côté sur le pied de guerre face aux risques d'incendie.

Dans certaines zones de l'Etat d'Australie-Méridionale (sud), les températures ont dépassé cette semaine de 16 degrés les normales saisonnières, plusieurs villes enregistrant de nouveaux records, ont annoncé ce vendredi les services météorologiques.

Une alerte à la pollution à l'ozone lancée

« La vague de chaleur recouvre une partie importante du pays », ont-ils précisé. Il a ainsi fait jeudi 49,3 degrés à Marble Bar, une bourgade de l'Etat d'Australie-Occidentale qui se présente comme la ville la plus chaude du pays.

La plupart des agglomérations de l'île-continent souffrent également de la chaleur, enregistrant des températures supérieures à 40 degrés. La canicule devrait se poursuivre au-delà du Nouvel An. De nombreux habitants de Sydney en quête de fraîcheur ont envahi les plages de la ville. Les autorités municipales ont de leur côté lancé une alerte à la pollution à l'ozone.

Des épisodes de canicule intensifiés avec le réchauffement climatique

« Tout cela est dû à un système de hautes pressions provenant de la mer de Tasmanie et qui évolue lentement », a déclaré à Fairfax Media, Nick Neynens, de l'agence météorologique australienne. « C'est une situation très stable avec très peu d'évolution, ce qui signifie qu'il fait chaud partout et qu'on ne voit aucun changement se profiler ».

Les autorités ont interdit les feux et appelé la population à se protéger de la chaleur. Les vagues de chaleur sont relativement fréquentes sur l'île-continent lors de l'été austral, et génèrent parfois des feux de brousse. Mais ces épisodes de canicule se sont intensifiés avec le réchauffement climatique.

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

OIF

Louise Mushikiwabo officiellement investie à la tête de la Francophonie

Politique https://www.jeuneafrique.com/ 03 janvier 2019 à 14h33 | Par Jeune Afrique avec AFP
Mis à jour le 03 janvier 2019 à 16h37

Louise Mushikiwabo et Michaëlle Jean lors de la passation, jeudi 3 janvier 2019 à Paris. © Twitter/Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

L'ancienne ministre rwandaise des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo, élue secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en octobre dernier, a officiellement pris ses fonctions le 3 janvier à l'issue d'une cérémonie de passation. Elle succède à la Canadienne Michaëlle Jean.

La nouvelle secrétaire générale de l'organisation a été investie pour quatre ans lors d'une cérémonie de passation – à laquelle la presse n'était pas conviée -, en compagnie de la sortante, la Canadienne Michaëlle Jean, au siège parisien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), avenue Bosquet.

« Nous travaillerons dans un esprit de solidarité et de dialogue permanent afin de répondre efficacement aux priorités de nos chefs d'État et de gouvernement », a déclaré Louise Mushikiwabo, citée dans un bref communiqué de l'OIF. « Je suis impatiente de mettre mon expérience et ma volonté au service de notre Francophonie », a-t-elle ajouté.

La Francophonie

✔ @OIFfrancophonie

La nouvelle Secrétaire générale #Francophonie, Mme @LMushikiwabo est entrée en fonctions ce matin lors d'une cérémonie de passation avec la Secrétaire générale sortante, Mme @MichaelleJeanF au siège de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à Paris.

1 117

16:05 - 3 janv. 2019

L'ancienne ministre des Affaires étrangères, poste qu'elle a occupé pendant près de neuf ans, a été élue le 12 octobre lors du sommet de la Francophonie à Erevan. Sa candidature avait reçu le soutien du président français Emmanuel Macron à l'Élysée lors de la visite de Paul Kagame le 23 mai dernier. Au soutien de la France, premier bailleur de fonds de l'OIF, était venu s'ajouter celui de l'Union africaine, présidée par le chef d'État rwandais, lors du sommet de l'organisation en juillet.

Ce double soutien avait eu raison des critiques qu'avaient suscitées la candidature du Rwanda. Une heure avait suffi aux chefs d'État et de gouvernement lors du huis clos d'Erevan, pour acter la désignation de Louise Mushikiwabo qui avait bénéficié la veille du ralliement du Canada et du Québec, qui soutenaient jusqu'alors Michaëlle Jean. Les détracteurs de la candidature de l'ancienne chef de la diplomatie rwandaise pointaient notamment le fait que le français a été remplacé par l'anglais en tant que langue d'enseignement à l'école à l'issue d'une réforme en 2008, et ciblaient le bilan en matière des droits de l'Homme du pays.

« Donner une nouvelle impulsion à l'OIF »

Dans un communiqué, la France s'est déclarée « convaincue » que Louise Mushikiwabo « saura donner une nouvelle impulsion à l'OIF, acteur important de la diffusion de la langue française et des valeurs francophones en faveur de la paix, de la démocratie, des droits de l'Homme et de l'égalité entre les femmes et les hommes ».

« L'OIF se trouve à une période charnière et la France souhaite l'accompagner dans ses transformations à venir », poursuit un communiqué du ministère français des Affaires étrangères.

« Alors que le nombre de francophones augmentera fortement dans les années à venir, l'OIF aura pour défi de renforcer la place de la langue française comme langue majeure d'échanges et de communication et de lui donner un nouvel élan comme langue des affaires », estime le ministère.

« La Francophonie doit faire droit à toutes les langues que la mondialisation fragilise ou isole, et favoriser les échanges interculturels et le multilinguisme », poursuit le texte, se faisant l'écho de la politique du président français Emmanuel Macron, favorable à une défense du français sans l'opposer aux autres langues.

Louise Mushikiwabo devient la quatrième secrétaire générale de la Francophonie, après Michaëlle Jean (2015-2018), le Sénégalais Abdou Diouf (2003-2014) et l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali (1997-2002).

UNESCO

Les États-Unis et Israël quittent l'Unesco ce lundi soir

Actualité International

Par Gwendal Lavina Mis à jour le 31/12/2018 à 21:40 Publié le 31/12/2018 à 17:01

Les États-Unis et Israël quittent l'Unesco 31 décembre 2018 à minuit

Les deux pays exécutent une décision annoncée en octobre 2017 en réponse à plusieurs résolutions de l'organisation qu'ils jugent «anti-israéliennes».

Les deux pays exécutent une décision annoncée en octobre 2017 en réponse à plusieurs résolutions de l'organisation qu'ils jugent «anti-israéliennes». L'Unesco regrette ces deux retraits mais minimise leurs impacts.

Ce 31 décembre 2018 à minuit signe le retrait des États-Unis et d'Israël de l'Unesco, cette organisation onusienne qu'ils jugent trop critique à l'égard de l'État hébreu. C'est la seconde fois que les États-Unis quittent l'organisation. Ils avaient annoncé dès juillet 2017 «examiner leurs liens avec l'Unesco» après la décision de déclarer la vieille ville de Hébron, en Cisjordanie occupée, une «zone protégée» du patrimoine mondial. Quelques mois plus tard, en octobre, ils officialisaient la rupture, une décision qui n'avait pas été «prise à la légère», comme l'avait précisé le Département d'État. Israël avait décidé dans la foulée de quitter l'organisation qui était devenue

selon le premier ministre Benyamin Nétanyahou «un théâtre de l'absurde où l'on déforme l'histoire au lieu de la préserver».

La décision était apparue comme compréhensible pour certains observateurs lorsqu'elle avait été annoncée l'année dernière mais semble arriver «à contretemps», confie au *Figaro* un diplomate haut placé au sein de l'organisation. Il explique que depuis l'annonce de ce retrait, l'Unesco a mis en place plusieurs niveaux de médiation entre les délégations israélienne et palestinienne et que chaque résolution a été adoptée par consensus. Cette source va plus loin en expliquant qu'en quittant l'organisation, les États-Unis et Israël mettent en danger l'objectif pour lequel ils avaient décidé de quitter l'organisation il y a un an et affaiblissent le multilatéralisme.

À Washington, un membre du Département d'État déclare au *Figaro* que «ce retrait de l'Unesco n'altère en aucune façon le soutien américain à la coopération internationale dans les domaines de l'éducation, des sciences ou de la culture». Pourtant, plusieurs membres de la délégation américaine à l'Unesco et des responsables jusqu'au plus haut niveau du Département d'État regrettent le maintien de cette décision et reconnaissent que la situation s'est améliorée.

Aucun statut d'observateur et une dette importante

En octobre 2017, les États-Unis avaient annoncé leur intention d'obtenir un statut d'observateur qui aurait permis, selon le Département d'État, de continuer d'apporter la «vision» et «l'expertise» américaines. Pourtant, comme l'a confirmé une source à l'Unesco, les États-Unis n'ont toujours pas fait de demande dans ce sens et à partir du 31 décembre à minuit, l'Amérique n'a plus aucune présence dans l'organisation. De son côté, Israël n'avait pas envisagé de garder un statut d'observateur de l'organisation dont il était membre depuis sa création en 1949.

Selon un diplomate travaillant à l'Unesco, les membres des délégations des États-Unis et d'Israël évoquaient avec leurs collègues la possibilité de rester un an de plus, une hypothèse finalement écartée.

Certains observateurs craignent qu'au-delà d'affaiblir politiquement l'Unesco, ces deux retraits entament sérieusement le budget de l'organisation. Un diplomate bien informé balaye cet argument de la main et rappelle que les États-Unis et Israël ne payent plus leur cotisation obligatoire depuis 2011. Leur dette auprès de l'organisation s'élève ainsi à 620 millions de dollars pour les États-Unis et 10 millions de dollars pour Israël. Cette même source affirme que l'impact budgétaire immédiat de ces deux retraits est donc inexistant et que plusieurs donateurs se sont fait connaître pour soutenir l'organisation qui compte faire de l'année 2019, celle de la reconstruction de Mossoul, de l'intelligence artificielle et des droits des femmes.

RUSSIE

Défense

Modernisation des avions radar russes A-50

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de mission Actualité Défense 2 jan. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau

Rostec dévoile une partie des modernisations de l'A-50U. © Rostec

Le groupe industriel russe Rostec a annoncé la modernisation des A-50 russes. Les avions de contrôle et de commandement ont été portés au standard A-50U.

Rostec a annoncé fin décembre 2018 que ses filiales **Vega Radio Engineering Corporation** (Ruselectronics) et **Beriev** ont participé à la modernisation des avions de contrôle et de commandement **A-50** russes. Ceux-ci ont été portés au standard A-50U.

Selon Rostec, les appareils modernisés bénéficient d'une portée de détection accrue grâce à la mise en place d'un digitalisation de l'ensemble du système radar allant du transmetteur au récepteur. L'A-50U serait ainsi capable de suivre plus de pistes et de contrôler un nombre accru de chasseurs. Un nouveau système de mission plus rapide a été intégré et les interfaces hommes machines ont également été modernisées.

Rostec annonce aussi une modernisation du système de communication par satellite et du système de navigation.

L'A-50 est dérivé de l'avion de transport **Il-76**. Comme les E-3 ou les E-2 américains il est équipé d'un rotodome placé au dessus du fuselage. Ce dernier contient le radar Shmel permettant de détecter et poursuivre des aéronefs mais aussi des navires. Les A-50 sont aussi employés comme centre de conduite et de commandement aéroportés.

Le premier prototype de l'A-50 a débuté ses essais en 1978. Le premier A-50 de série a réalisé son vol inaugural en 1985. Le programme de modernisation A-50U avait été lancé initialement dans les années 1990 avant d'être interrompu. Il a été relancé dans le courant des années 2000. La modernisation devait comprendre notamment le remplacement du radar Schmel par le Schmel-M.

Diplomatie

La Russie a terminé sa barrière de séparation entre la Crimée et l'Ukraine

RFI 29 décembre 2018

La Russie a terminé sa barrière de séparation entre la Crimée et l'Ukraine

La Russie vient d'annoncer avoir terminé d'ériger une barrière en Crimée. Un geste qui ne va pas vraiment dans le sens d'un apaisement entre Moscou et Kiev. Cette barrière sépare désormais physiquement l'Ukraine de sa péninsule annexée il y a près de cinq ans.

La clôture métallique surmontée de fils de fer barbelés s'étire sur plus de 60 km entre la région de Kherson en Ukraine continentale et la Crimée.

Il s'agit d'une barrière haute technologie, équipée de systèmes de vidéosurveillance, de centaines de capteurs de mouvements et de caméras thermiques. Selon les services russes de sécurité, il s'agit d'empêcher, « *les tentatives d'intrusions de saboteurs venus d'Ukraine* ». Le service de presse du FSB cite d'autres menaces : les trafics d'armes, de munitions, de tabac, de carburants ou de stupéfiants.

La tension est montée d'un cran entre la Russie et l'Ukraine après **l'arraisonnement, fin novembre, de trois navires militaires ukrainiens** par les gardes-côtes russes et la capture de 24 marins dans le détroit de Kertch, au large de la Crimée.

Merkel et Macron demandent la libération des marins ukrainiens

Dans un communiqué commun, Angela Merkel et Emmanuel Macron demandent la « *libération immédiate et inconditionnelle des marins ukrainiens* » capturés. La chancelière allemande et le

président français invitent Moscou à faire en sorte qu'ils puissent « *passer les fêtes auprès de leurs familles* ».

Dans ce même message, les deux dirigeants saluent la nouvelle déclaration de cessez-le-feu dans le Donbass. La trêve conclue entre les parties en conflit doit entrer en vigueur ce matin. Un répit pour les populations qui s'apprêtent à fêter leur quatrième Nouvel An et Noël orthodoxe dans **une région ravagée par la guerre.**

Economie

Moscou interdit l'importation de plus de produits ukrainiens, coup dur pour Kiev

RFI 30 décembre 2018 *Avec notre correspondant à Kiev,* **Sébastien Gobert**

Moscou interdit l'importation de plus de produits ukrainiens, coup dur pour Kiev

La Russie a annoncé samedi 29 décembre l'interdiction de l'importation de produits ukrainiens sur son territoire après les sanctions décrétées par le gouvernement à Kiev. Ceux-ci étaient déjà une réaction à l'escalade militaire en mer Noire de novembre.

À Kiev, l'annonce russe ne surprend pas. Des mesures de représailles venues de Moscou étaient attendues et elles ne marquent qu'un épisode de plus dans la guerre que se livrent les deux pays sur les plans commercial, **militaire**, **énergétique** et financier, ainsi que médiatique et même religieux.

Dans cette **dernière vague**, l'interdiction du chocolat ukrainien est tout à fait symbolique et vise le président Petro Porochenko : **le roi du chocolat**, tel qu'il est surnommé, avait bâti une partie de sa fortune dans la confiserie. Là encore, rien de nouveau, car ses produits avaient déjà été interdits par le Kremlin en 2013, avant même **l'annexion de la Crimée**.

Reste que ces sanctions supplémentaires ne vont pas aider l'économie ukrainienne, qui peine à sortir d'un profond marasme. La balance commerciale est déficitaire et **est dépendante de la Russie** à hauteur de 12%. L'interdiction de 18 catégories de produits représenterait un manque à gagner d'environ 500 millions d'euros.

Le gouvernement à Kiev s'estime néanmoins confiant : il mise sur une reconversion rapide de ses industriels, dans le cadre de la modernisation et de **l'intégration européenne** de son économie. L'Union européenne est déjà le premier partenaire commercial de l'Ukraine, à hauteur de 40%.

Justice

Un Américain soupçonné d'espionnage arrêté à Moscou

Accueil Europe Russie https://www.ouest-france.fr/ Publié le 31/12/2019 à 13h17

La Russie a arrêté un citoyen américain accusé d'espionnage, ont annoncé ce lundi les services secrets russes du FSB. | ALEXANDER ZEMLIANICHENKO/AFP

Parfum de guerre froide à quelques heures du réveillon. La Russie a arrêté vendredi un citoyen américain accusé d'espionnage. Ce dernier risque jusqu'à 20 ans de prison.

La Russie a arrêté un citoyen américain accusé d'espionnage, ont annoncé ce lundi les services secrets russes du FSB, dans un contexte déjà lourd d'affaires de ce type entre Moscou et les Occidentaux.

L'Américain a été arrêté vendredi à Moscou **« alors qu'il commettait un acte d'espionnage »** et une procédure a été ouverte au titre de l'article 276 du Code pénal, prévoyant des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans d'emprisonnement, ont-ils précisé dans un communiqué.

Le nom de l'Américain, tel qu'il est présenté en russe, est Paul Whelan. Aucun autre détail n'a été fourni dans l'immédiat.

Plusieurs scandales

Cette arrestation intervient au moment où la Russie est mise en cause en Occident dans plusieurs scandales d'espionnage.

Le président russe, Vladimir Poutine, a accusé les pays occidentaux d'avoir recours à de telles affaires pour tenter de saper une puissance russe s'affirmant sur l'échiquier international. **« Cela est lié à l'affirmation du pouvoir russe »**, a déclaré le chef de l'Etat russe lors de sa récente conférence de presse annuelle.

Parmi ces affaires d'espionnage, l'empoisonnement d'un ancien agent double russe, Sergueï Skripal, et de sa fille en Angleterre, attribué à Moscou pour les responsables britanniques. Le Kremlin a fermement démenti toute implication. L'affaire a provoqué une grave crise diplomatique.

L'affaire Maria Butina

Même chose pour l'affaire concernant la Russe Maria Butina, arrêtée en juillet dernier à Washington et inculpée pour **« complot »** en vue de **« promouvoir les intérêts de la Russie »**, ce pour quoi elle a plaidé coupable. Le Kremlin a qualifié ces accusations d'**« infondées »**. Maria Butina encourt une peine de six mois de prison, suivie d'une expulsion probable.

Selon la justice américaine, Maria Butina, 30 ans, avait noué des contacts dans l'appareil politique américain via le principal lobby pro-armes des Etats-Unis. Elle est la première Russe dont la culpabilité a été reconnue à la suite de l'une des nombreuses enquêtes portant sur les ingérences de Moscou dans la campagne présidentielle de 2016 aux Etats-Unis.

L'administration Trump engluée dans l'enquête russe

L'administration Trump est engluée depuis 18 mois dans une enquête sur une éventuelle collusion entre les conseillers de Donald Trump et des responsables russes afin de favoriser sa victoire en 2016. Donald Trump dénonce régulièrement une **« chasse aux sorcières »** menée par le FBI et les démocrates.

Le conflit dans l'est de l'Ukraine entre forces gouvernementales et séparatistes prorusses qui a fait plus de 10.000 morts depuis 2014 pèse également sur les relations entre la Russie et les pays occidentaux, avec notamment son cortège de sanctions. L'Occident reproche à Moscou son soutien aux mouvements séparatistes. Le Kremlin dément de telles accusations.

SANTÉ

CANCER

Cancer : Bristol-Myers accélère en oncologie en s'emparant de Celgene pour 74 milliards de dollars

Entreprises & Finance Industrie Chimie & Pharmacie Par latribune.fr Avec Reuters | 03/01/2019, 18:07

Bristol-Myers Squibb a annoncé jeudi l'acquisition de Celgene pour une valeur d'environ 74 milliards de dollars (65,2 milliards d'euros), l'un des rachats parmi les plus chers du secteur pharmaceutique, qui donnera naissance à un acteur majeur de l'oncologie. (Crédits : REGIS DUVIGNAU)

La fusion des deux laboratoires américains créera un groupe disposant de neuf traitements à plus de 1 milliard de dollars de ventes annuelles chacun et d'un fort potentiel de croissance en cancérologie, en immunologie et dans les maladies inflammatoires et cardiovasculaires. La Bourse a apprécié l'annonce de manière très contrastée, sanctionnant durement Bristol-Myers, tandis qu'elle se ruait sur Celgene.

C'est l'un des rachats les plus chers jamais vus dans le secteur pharmaceutique. Bristol-Myers Squibb a annoncé jeudi l'acquisition de Celgene pour une valeur d'environ 74 milliards de dollars (65,2 milliards d'euros), opération qui donnera naissance à un acteur majeur de l'oncologie.

La fusion des deux laboratoires américains créera un groupe disposant de neuf traitements à plus de 1 milliard de dollars de ventes annuelles chacun et d'un fort potentiel de croissance en cancérologie, en immunologie et dans les maladies inflammatoires et cardiovasculaires.

Bristol-Myers a été un pionnier de l'immunothérapie du cancer avec ses médicaments Yervoy puis Opdivo. Mais il a subi une forte concurrence avec le Keytruda de Merck & Co qui lui a pris des parts de marché dans le traitement du cancer du poumon, le marché le plus lucratif en oncologie.

Les actionnaires de Celgene recevront une action Bristol-Myers Squibb et 50 dollars en numéraire pour chaque action détenue, soit 102,43 dollars par action, ce qui représente une prime de 53,7% par rapport au cours de clôture du titre Celgene mercredi.

Bristol chute en Bourse, Celgene au contraire bondit

Le titre Bristol-Myers chutait de 10% à 46,82 dollars en début de séance à Wall Street après ces annonces, tandis que Celgene faisait un bond de 30,7% à 87,11 dollars.

Chaque actionnaire de Celgene recevra aussi un certificat de valeur conditionnelle (contingent value right, CVR) pour chaque action détenue, donnant droit au porteur de recevoir un paiement additionnel de 9 dollars en numéraire en fonction de l'approbation réglementaire des produits ozonimod et liso-cel au plus tard le 31 décembre 2020 et de celle du bb2121 d'ici au 31 mars 2021.

Celgene a acheté l'an dernier Juno Therapeutics pour neuf milliards de dollars, ce qui lui a permis de mettre la main sur une génothérapie expérimentale contre le cancer développée par la biotech américaine.

"La fusion rend l'entité combinée beaucoup plus solide"

Alex Arfaei, analyste chez BMO Capital Markets, a estimé que l'accord répondait à la nécessité pour Bristol-Myers Squibb de se diversifier de l'immunothérapie, jugeant cette acquisition

opportuniste mais coûteuse. "L'accord proposé n'envoie pas un signal de confiance quant aux perspectives de croissance indépendantes de Bristol", écrit-il dans une note.

La concurrence croissante subie par les principaux traitements anticancéreux des deux sociétés et des contretemps cliniques l'année dernière ont suscité les inquiétudes des investisseurs. **Celgene** a ainsi perdu **38,6% de sa valeur en Bourse en 2018,** tandis que **Bristol-Meyers en perdait 15,2%.**

Pour Brad Loncar, PDG du cabinet Loncar Investments, qui gère l'ETF Loncar Cancer Immunotherapy, les deux sociétés ont commis de grosses erreurs et fait des investissements insuffisants dans des acquisitions et des partenariats avec des laboratoires plus petits.

"La fusion rend l'entité combinée beaucoup plus solide", a-t-il dit.

DENGUE

L'épidémie continue

actu Réunion par www.ipreunion.com le 2 janvier 2019 à 17:31

17 nouveaux cas de dengue en une semaine

Photo imaz press reunion

17 cas de dengue ont été recensés entre le samedi 17 décembre et le vendredi 23 décembre, annonce la préfecture ce mercredi 2 janvier 2018. "6 739 cas de dengue ont ainsi été confirmés depuis le 1er janvier 2018" note la préfecture en ajoutant que "l'épidémie se poursuit". "Durant cette période de vacances scolaires où les déplacements sur l'île sont plus importants, la préfecture de La Réunion et l'ARS Océan Indien rappellent à la population l'importance d'utiliser des répulsifs cutanés dans les zones où circule la dengue, principalement dans l'Ouest et le Sud de l'île. En effet, le recours à ces produits reste le moyen le plus efficace pour se protéger et protéger son entourage contre la dengue" dit encore la préfecture.

Les cas diagnostiqués du 17 au 23 décembre sont répartis dans les zones suivantes : - dans le sud : Les Avirons (4), Saint-Louis (1 cas), La Rivière Saint-Louis (5 cas), Ravine des Cabris (1 cas) - dans l'ouest : Saint Paul - Bois de Nèfles (2 cas), La Saline-Saint Gilles les Bains (1 cas), Saint-Leu (1 cas), La Possession (1 cas), Etang-Salé (1 cas)

Au total depuis le début de l'année 2018, on enregistre : "150 hospitalisations pour dengue, 470 passages aux urgences, 6 décès dont 3 ont été considérés, après investigations, comme directement liés à la dengue" énumère la préfecture.

Les vacances scolaires favorisant les déplacements sur l'île ; le risque de dispersion du virus de la dengue est donc plus important. C'est pourquoi les autorités sanitaires appellent la population à être encore plus vigilante durant cette période en utilisant des répulsifs cutanés, particulièrement lors des déplacements dans les zones de circulation de la dengue :

- dans le sud : Les Avirons, Saint-Louis, La Rivière Saint-Louis, Ravine des Cabris - dans l'ouest : Saint Paul - Bois de Nèfles, La Saline-Saint Gilles les Bains, Saint-Leu, La Possession, Etang-Salé

Les répulsifs cutanés sont composés d'une substance active qui éloigne les insectes sans les tuer et sont à appliquer sur toutes les parties du corps non couvertes.

Il faut les appliquer le matin et le soir (périodes d'activité maximum des moustiques). La durée de la protection est de 4 à 8 heures selon la nature et la concentration de la substance active ainsi que des conditions d'utilisation (température et humidité ambiantes…)

Il ne faut pas appliquer les répuslsifs sur les muqueuses ou sur des lésions cutanées

Plus d'informations sur le site https://www.ocean.indien.ars.sante.fr

7 – OPEX

Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : http://www.defense.gouv.fr/operations

L'appui SIC dans les opérations

Mise à jour : 03/01/2019

Les systèmes d'information et des communications (SIC) fournis au profit des opérations, qu'ils soient pérennes ou de circonstances, sont indispensables tant au commandement qu'aux unités sur le terrain. Focus sur la Section opérations du service conception opérations exploitation (SCOE) de la Division opérations (DIVOPS) de la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'informations de la défense (DIRISI).

Chammal, Barkhane, Daman, autant de déploiements opérationnels auxquels la DIRISI contribue en permanence en apportant un appui SIC, qu'il s'agisse des architectures réseaux nécessaires à l'accomplissement de la mission des forces déployées sur le terrain ou de moyens de circonstances. « Organisme incontournable des engagements opérationnels, la DIRISI fournit en toutes circonstances et en tous lieux l'appui SIC adapté au besoin des unités pour réaliser leur mission », indique le général Dominique Deloche, directeur adjoint opérations. Et de poursuivre : « c'est la DIVOPS du Service conception opérations exploitation (SCOE) de la DIRISI qui fournit les raccordements à la composante fixe permanente et à ses réseaux d'élongation, met en place le cas échéant des SIC de circonstances de son périmètre d'emploi, adapte le besoin à l'évolution opérationnelle et garantit le soutien SIC au profit des forces engagées. »

Point d'entrée unique

Qu'il s'agisse de services satellitaires, de raccordement réseaux, de SI français, OTAN ou alliés, le point d'entrée unique pour les demandes de moyens de circonstances, c'est la section opérations. Elle traite et mandate via la division exploitation (DIVEXP), les centres nationaux après validation des demandes des commandants des SIC interarmées de théâtre (COMSICIAT) par l'intermédiaire du Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO).

Concrètement, une demande d'ouverture de flux sur une station satellitaire HDTAC (SYRACUSE de 3e génération) ou autre permettant de raccorder les sites isolés d'un théâtre est réalisable en 2 jours maximum. Les systèmes de communication sont établis par des réseaux radioélectriques tactiques complétés par des réseaux satellitaires militaires et commerciaux. Les systèmes de commandement sont constitués par des réseaux opérationnels non connectés et déployés de manière autonome. En ce qui concerne les demandes liées au chiffre et aux boitiers sécurisés, celles-ci sont gérées par la sous-direction Sécurité des systèmes d'information (SDSSI) et ses entités rattachées. Le Centre opérations DIRISI (COD) intervient quant à lui dans le cadre de la résolution d'incidents sur des SIC existants et des coupures de services, programmées ou non.

L'appui SIC aux opérations fait partie intégrante des missions de la DIRISI au profit des armées. Suivi avec attention lors du briefing quotidien présentant la disponibilité des réseaux et des moyens SIC délivrés par la DIRISI, les armées, directions et services peuvent compter sur les hommes et les femmes de la DIRISI pour leur délivrer, 365 jours par an, 7/7, H24, les services dont ils ont besoin pour réaliser leurs missions.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

POINT DE SITUATION DES OPÉRATIONS

Point de situation des opérations du 28 décembre 2018 au 3 janvier 2019

Mise à jour : 03/01/2019

Point de situation des opérations du 28 décembre 2018 au 3 janvier 2019

CHAMMAL

SITUATION MILITAIRE DU THEATRE

- Offensive contre les dernières poches de Daech en Syrie

Dans la moyenne vallée de l'Euphrate, les forces démocratiques syriennes (FDS), après avoir achevé la sécurisation de la ville d'Hajine la semaine dernière, poursuivent leur offensive le long du fleuve en direction de As Susah. Daech, qui a piégé le terrain, dispose d'une capacité de résistance affaiblie.

- Poursuite des actions de sécurisation en Irak

En Irak, la situation est inchangée. Daech conserve une capacité de nuisance en menant des actions clandestines, notamment dans le désert de l'Anbar et sur le plateau d'Hawija. Les opérations des forces de sécurité irakiennes se poursuivent, avec un effort marqué dans les zones montagneuses et désertiques, ainsi qu'à la frontière pour contrer toute tentative d'action de Daech depuis la Syrie.

ACTIVITE DE LA FORCE

Le dispositif français déployé au Levant n'a pas évolué. Par l'opération Chammal, les armées françaises demeurent engagées, les modalités de l'engagement tenant compte en permanence des réalités du terrain. La priorité demeure de vaincre militairement cette organisation terroriste, et empêcher sa résurgence alors qu'elle passe à la clandestinité.

- La Task Force Wagram en appui de l'offensive contre les dernières poches de Daech présentes dans la vallée de l'Euphrate

La Task Force (TF) Wagram appuie les forces démocratiques syriennes contre Daech dans la région d'Hajine.

La TF Wagram a réalisé, depuis le territoire irakien, 34 missions de tir (22 d'éclairement, 12 de destruction – bilan du 26 décembre au 1er janvier inclus).

Depuis le début de son engagement, la Task Force Wagram a réalisé 2 418 missions de tirs.

- Les bases aériennes en Jordanie et aux EAU en appui des opérations

Les militaires de la base aérienne projetée en Jordanie ont accueilli la ministre des armées et le chef d'état-major de l'Armée de l'air à l'occasion du réveillon de la Saint Sylvestre.

Les aéronefs français basés en Jordanie et aux Émirats arabes unis ont poursuivi leurs actions contre Daech, au sein de la coalition.

Cette semaine, les aéronefs de l'opération Chammal ont réalisé 18 sorties aériennes (bilan du 26 décembre au 1er janvier inclus). Les Rafale ont conduit 5 frappes cette semaine en appui des forces démocratiques syriennes.

Bilan total de l'action du pilier appui aérien depuis le 19/09/14 :

8 768 sorties / 1 512 frappes / 2 321 objectifs neutralisés.

- Les Task Forces Monsabert et Narvik poursuivent leurs missions de formation

La Task Force (TF) Monsabert poursuit sa mission d'assistance et de conseil de l'état-major de la 6ème division irakienne, qui est en charge de la sécurisation de l'ouest du grand Bagdad, alors qu'après l'ouverture partielle de la « zone verte » entamée le 10 décembre, le gouvernement irakien a poursuivi cette semaine son effort de normalisation des conditions de vie dans la capitale en démontant plusieurs checkpoints, en abattant des murs de sécurité, et en rouvrant des routes fermées à la circulation depuis 2003.

La TF Narvik, poursuit sa mission de formation et de conseil de l'Iraki Counter Terrorism Service (ICTS) et prépare les prochains stages.

BARKHANE

APPRÉCIATION DE SITUATION

- Situation sécuritaire

Au Mali, les groupes armés terroristes poursuivent leur stratégie d'évitement. Cette semaine plusieurs attaques indirectes ont visé la MINUSMA et les forces de sécurité malienne, faisant une nouvelle fois des victimes au sein de la population.

ACTIVITÉ DE LA FORCE

Le dispositif Barkhane n'a pas connu d'évolution particulière.

- Les opérations dans le Liptako se poursuivent

Depuis novembre 2017, Barkhane porte son effort dans la zone du Liptako, autour d'Ansongo et de Ménaka, en menant des opérations aux côtés des forces armées maliennes (FAMa).

Ces opérations peuvent comporter :

des actions ponctuelles dans une logique de démantèlement de réseau ;

des opérations de reconnaissance, conduites conjointement avec les FAMa, et dont le but est d'étendre progressivement la zone d'action des forces maliennes ;

des actions de reconnaissance et de fouille de lieux d'intérêt.

Les unités qui y sont déployées assurent en parallèle des actions civilo-militaires au profit de la population.

En maintenant une présence conjointe dans la durée, ces opérations visent à conserver l'initiative face aux groupes armés terroristes (GAT) dans la région.

- La force Barkhane est déployée

Le groupement tactique désert (GTD) blindé est ainsi déployé conjointement avec les FAMa dans la région d'Ansongo et Ménaka, et en coordination avec les forces armées nigériennes.

En parallèle des actions menées dans le Liptako, Barkhane appuie les opérations conduites par les forces partenaires dans d'autres secteurs.

Opération aéroterrestre contre les groupes armés terroristes au Niger

Dans la nuit du 27 décembre, les Forces armées nigériennes et les forces françaises de l'opération Barkhane ont mené une action d'opportunité conjointe contre un regroupement de groupes armés terroristes (GAT) au sud de la frontière malo-nigérienne à proximité de Tongo Tongo. Un raid aérien composé de chasseurs Mirage 2000, d'hélicoptères Tigre et d'un drone Reaper, appuyés par un ravitailleur C135, a dans un premier temps frappé les différents points de regroupement des GAT situés dans une zone d'un rayon d'une quinzaine de kilomètres. Immédiatement après, des militaires des Forces armées nigériennes, des éléments du GTD infanterie, les groupements de commandos parachutistes et les groupements de commandos de montagne se sont emparés des différentes positions avant de conduire une fouille complète de toute la zone pendant les 48h qui ont suivi. Des hélicoptères du GTD aérocombat ont appuyé les troupes au sol pendant toute la manœuvre.

Au bilan, une quinzaine de terroristes ont été mis hors de combat. Une vingtaine de motos, 26 armes individuelles et collectives, notamment des mitrailleuses, des munitions, ont été saisies.

- Soutien des forces partenaires

Le 24 décembre 2018, un détachement des actions civilo-militaires du GTD-infanterie a achevé le déploiement de panneaux photovoltaïques, financés par Barkhane, au profit du poste FAMa basé à Ansongo. Ce poste, qui a longtemps bénéficié de groupes électrogènes déployés de manière temporaire par Barkhane dispose désormais d'une installation pérenne. Cela lui permet d'être en liaison permanente avec les différents postes avancés qui lui sont rattachés, ainsi qu'avec le poste de commandement basé à Gao.

- Barkhane agit au profit des populations

Le mercredi 26 décembre, la force Barkhane a conduit une action civilo-militaire au profit d'un orphelinat de N'Djamena nommé « Béthanie ».

Cette structure accueille les enfants ayant perdu leur mère. Elle leur offre un hébergement et des soins avant de les placer chez des proches. Ces derniers sont accompagnés par l'établissement afin qu'ils se familiarisent avec le nourrisson avant de l'accueillir. Ce soutien perdure ensuite de longs mois.

Au lendemain des festivités de Noël, un groupe de musique composé de militaires de la force Barkhane a accompagné les trois aumôniers de la force (catholique, musulman et protestant) pour offrir 160 boîtes de lait au directeur de l'établissement. Le groupe de musique avait organisé début

décembre un concert caritatif sur le camp Kossei. L'argent récolté à cette occasion avait déjà été remis aux orphelins de « Béthanie ».

Sorties air hebdomadaires (bilan du 26 décembre au 1er janvier inclus)

34 sorties chasse / 41 sorties RAV ISR / 38 sorties transport

Total : 113 sorties (91 la semaine précédente)

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE (SAHEL)

Une opé à Tongo Tongo (suite)

http://lemamouth.blogspot.com/ samedi 29 décembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Deux nuits après les faits, l'état-major des armées annonce à Paris par un simple tweet avoir mené une "action d'opportunité" au Niger, conduisant à la neutralisation d'une quinzaine de GAT, et la saisie d'une vingtaine de motos et de 26 armes. Le compte twitter de la minarm l'avait précédé de quelques minutes.

Le scénario décrit par l'EMA rappelle à peu de choses près (la mort des commandos américains en moins) ce qui s'était passé à Tongo Tongo, lors de l'embuscade du 4 octobre 2017, et dont Barkhane avait retrouvé les armes de commandos américains, lors d'une récente frappe aérienne.

Cette fois-ci comme en octobre 2017, ce sont des Mirage 2000C et D de Niamey qui ont été les premiers sur place. Ils ont frappé les différents points de regroupements de GAT, ce qui présuppose des renseignements assez précis, sans doute aériens. Durant 48 heures, hélicoptères, GCM du groupement Spartan et les GCP ont ensuite fouillé la zone.

Dans la nuit du 19 au 20 décembre dernier, et déjà de nuit, une patrouille de Mirage 2000 C et D de la base aérienne projetée de Niamey avait frappé une colonne de motos suspecte détectée par un moyen aérien, sans doute un Reaper. Cinq motards avaient été neutralisé et de l'armement américain récupéré par les GAT lors de l'attaque d'octobre 2017 a été retrouvé par les commandos français, lors de leur investigation de la zone.

A ce stade, l'EMA n'établit pas de lien entre les deux évènements, séparés par une semaine, mais ayant pour point commun la zone de Tongo Tongo, frontalière entre Mali et Niger.

Dans les deux cas, l'action des moyens aériens, particulièrement des drones et de la chasse a été déterminante, l'action de troupes réduites au sol (commandos) permettant l'exploitation des frappes. Comme à Chammal, ces dernières semaines auront été particulièrement denses en activité et en consommation de munitions pour les chasseurs, avec une vingtaine d'engins tirés, ce qui illustre, si besoin était, le net regain d'activité des GAT, pour l'essentiel dans les zones frontalières.

Clairement, un mode opératoire qui fonctionne, avec une très faible empreinte et une capacité de réactivité et de surprise.

La force française Barkhane frappe des positions jihadistes au Niger et neutralise une quinzaine de terroristes

http://www.opex360.com/ Posté dans Afrique, Opérations par Laurent Lagneau Le 30-12-2018

Photo : EMA

Dans la nuit du 27 au 28 décembre, la force française Barkhane a mené une « opération d'opportunité » contre un groupe armé terroriste [GAT] au Niger, précisément dans les environs proches de Tongo Tongo, là où quatre militaires des forces spéciales américaines furent tués lors d'une embuscade revendiquée par l'État islamique dans le grand Sahara [EIGS], en octobre 2017.

Le mode opératoire de Barkhane a été identique à celui utilisé lors de précédentes opérations : un raid aérien combiné de Mirage 2000 et d'hélicoptères d'attaque Tigre a d'abord visé les points de regroupement des jihadistes, tous situés dans un rayon d'une quinzaine de kilomètres.

Puis, dans la foulée, avec leurs homologues des forces armées nigériennes et avec l'appui l'appui des hélicoptères du tactique désert aérocombat [GTD-A], les commandos des GCP [Groupement de commandos parachutistes] et des GCM [Groupement de commandos de montagne] ont investi les positions jihadistes avant de mener une fouille approfondie des lieux. Ce qui a duré 48 heures. D'où le délai mis par l'État-major des armées [EMA] pour communiquer au sujet de cette opération.

Le bilan de cette dernière est d'une quinzaine de jihadistes mis hors de combat. En outre, une vingtaine de motos ont été saisie, de même que 26 armes individuelles et collectives, dont des mitrailleuses.

Ce raid est probablement à relier avec la frappe aérienne effectuée une semaine par une patrouille de Mirage 2000, près de la frontière avec le Niger. Selon le compte-rendu définitif de cette opération, 5 jihadistes circulant à motos avaient été neutralisés et des effets ayant appartenu aux militaires américains tombés à Tongo Tongo avaient été retrouvés par les commandos français.

Pour rappel, l'embuscade de Tongo Tongo avait été conduite par un certain Mohamed Ag Almouner, un chef de l'EIGS tué par une par une frappe française dans la région de Menaka, au Mali, en août dernier.

Florence Parly

✔ @florence_parly

Un exemple d'opération conjointe réussie à l'Ouest du Niger : militaires nigériens et français (opération Barkhane) neutralisent une quinzaine de terroristes et récupèrent armes, munitions et véhicules. La montée en puissance des armées du G5 Sahel continue.

365

02:07 - 30 déc. 2018

Cela étant, via Twitter, la ministre des Armées, Florence Parly, a salué la coopération franco-nigérienne lors du raid mené le 27 décembre, y voyant un « exemple d'opération conjointe réussie à l'Ouest du Niger. » Et d'ajouter : « La montée en puissance des armées du G5 Sahel continue. »

Français de Barkhane et Nigériens de Dongo neutralisent 15 djihadistes

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 30.12.2018 Par Philippe Chapleau

Dans la nuit du 27 décembre, les forces armées nigériennes et les forces françaises de l'opération *Barkhane* ont mené une "action d'opportunité conjointe contre un regroupement de groupes armés terroristes (GAT)" au sud de la frontière malo-nigérienne. Cette opération s'inscrit dans le droit fil de celle du 19 décembre (lire **ici** et **ici**).

L'opération a eu lieu à proximité de Tongo Tongo (180 km au nord de Niamey), dans la région de Tillabéri, où quatre soldats américains et cinq soldats nigériens avaient été tués en octobre 2017 dans une embuscade terroriste.

Le 27 décembre, un raid aérien combiné de chasseurs et d'hélicoptères *Tigre* a, dans un premier temps, frappé les différents points de regroupement des GAT situés dans une zone d'un rayon d'une quinzaine de km.

Immédiatement après, des militaires des Forces armées nigériennes ("un détachement de l'opération militaire nigérienne *Dongo* et un détachement de la force *Barkhane*", a indiqué le ministère nigérien), des éléments du groupement tactique infanterie, les GCP (Groupement de commandos parachutistes) et les GCM (Groupement de commandos de montagne) se sont emparés des différentes positions avant de conduire une fouille complète de toute la zone pendant les 48h qui ont suivi.

Des hélicoptères du GTD-A (Groupement tactique désert aérocombat) ont appuyé les troupes au sol pendant toute la manœuvre.

Au bilan, une quinzaine de GAT ont été mis hors de combat et une vingtaine de motos ont été récupérées. Il s'agissait "vraisemblablement" de membres du groupe "Etat islamique dans le Grand Sahara" (EIGS), a précisé le porte-parole de l'état-major des armées françaises, le colonel Patrik Steiger, qui a ajouté que Français et Nigériens n'avaient subi aucune perte.

26 armes individuelles et collectives notamment des mitrailleuses, ainsi que des munitions, ont également été saisies.

BARKHANE : Dans la peau d'un expert de la sécurité sanitaire

Mise à jour : 03/01/2019

Le technicien supérieur hospitalier de 2e classe (adjudant-chef) Maxime effectue sa cinquième opération extérieure (OPEX). Déployé à Gao au Mali comme technicien vétérinaire, il est chargé de l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments. Il apporte son expertise aux responsables des organismes de restauration collective des emprises militaires de l'ouest de la bande sahélo-saharienne (Mali, Niger et Burkina Faso).

« Mettre en œuvre mon savoir-faire en OPEX est une expérience très enrichissante, car nous sommes en permanence confrontés à de nombreuses problématiques liées aux élongations du théâtre, au climat, aux moyens et à la situation opérationnelle en constante évolution ».

Maxime contrôle également les eaux destinées à la consommation humaine sur les différents camps du théâtre en évaluant les conditions sanitaires de production, de traitement, de distribution et de surveillance grâce à des analyses microbiologiques et physico-chimiques. Depuis le début de l'année 2018, l'adjudant-chef dispose d'un laboratoire vétérinaire de type shelter, déployé pour la première fois sur un théâtre d'opération extérieure.

Grâce à cette expertise indispensable et à une vigilance constante, les soldats de la force Barkhane bénéficient de produits de consommation de qualité, et sûrs.

Créé au XVIIIème siècle, le corps des vétérinaires des armées prouve chaque jour son efficacité. Dépendant du service de santé des armées, ils apportent, depuis 1999, leur expertise à chaque théâtre d'opération.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Mécanicien au Mali

Mise à jour : 04/01/2019

Une main sur le pneu, une clé de 17 dans l'autre, Jean-François se fraye un chemin pour accéder aux boulons qu'il doit desserrer. Une routine pour ce « graisseux », surnom affectif donné aux mécaniciens de la force Barkhane. Il est affecté au groupement tactique désert logistique (GTD-LOG) comme mécanicien, avec comme spécialité les engins de levage.

Issu d'une famille d'agriculteurs, Jean-François a fait dans des études agricoles et travaillé pendant deux ans comme salarié dans une ferme. Mais en 2017, il franchit la porte d'un centre de recrutement des armées et signe un contrat au 6e régiment du matériel : « Je ne connaissais rien à l'armée, et quand le recruteur m'a parlé de faire de la mécanique, j'ai dit banco ! Pendant mes études agricoles on avait pas mal travaillé sur les tracteurs et le week-end je faisais de la mécanique sur les voitures avec les copains ! ».

Jean-François débute sa formation initiale de soldat : « Je dois avouer que cela a été un véritable choc au départ. Des horaires à respecter, des tâches à accomplir en permanence, et surtout, apprendre à respecter ses chefs. Tout cela était nouveau pour moi, mais je crois que j'avais besoin d'être cadré et que l'armée m'a permis de trouver ma place ». Rustique et motivé, il se classera parmi les meilleurs et choisira sa spécialité de mécanicien avec cette même volonté de réussir et de toujours se dépasser : « Lors de notre formation technique, nous avons beaucoup de choses à assimiler, les journées sont très denses. Ce que j'aime dans la mécanique c'est qu'on en apprend tous les jours. Il faut tout le temps se remettre en question et ça, pour moi, c'est essentiel ».

Moins de deux ans après s'être engagé, il est déployé au Mali au sein de l'opération Barkhane en tant que mécanicien. Il ne faudra à Jean-François que quelques semaines pour s'habituer à son nouveau lieu de travail et trouver ses marques : « À mon arrivée, je voulais travailler tout le temps à fond, mais au bout de deux semaines j'ai compris que j'allais devoir gérer et me canaliser. Ici on doit penser sur la durée et parfois il faut s'économiser. La chaleur, la poussière, le bruit nous fatiguent plus qu'en France. Je pense qu'aujourd'hui, j'ai trouvé mon rythme de croisière ». Cette opération extérieure est une véritable révélation pour Jean-François : « Depuis deux mois, j'ai beaucoup appris sur moi. Ici, j'ai appris à écouter les autres. Nous sommes comme une famille, avec des hauts et des bas. Mais l'essentiel, c'est de toujours se soutenir les uns et les autres. Pour la partie professionnelle, c'est clair, j'ai énormément appris. Mes chefs sont toujours là pour me donner un conseil et surtout, ils me font confiance. Il faut devenir plus autonome ici, nous n'avons pas le choix, il faut avancer ».

L'éloignement est un quotidien pour tout soldat en opération et, pour Jean-François, son premier Noël loin de ses proches : « C'est sûr, je vais avoir un petit pincement au cœur le jour de Noël. Mais vous savez, ici, j'ai trouvé une deuxième famille avec mes collègues et pour rien au monde je ne souhaiterais être ailleurs qu'ici. Je me sens utile pour mon pays et cela n'a pas de prix ».

Jean-François, comme tous ses camarades déployés en opérations, sur terre, en mer ou dans les airs, a passé les fêtes de Noël loin de sa famille, mais il partage avec eux cette même volonté de servir la France.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une

logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Mission d'expertise au profit du développement à Ansongo

Mise à jour : 04/01/2019

Du 26 novembre au 16 décembre, la force Barkhane a fait appel à des experts du détachement de coopération civilo-militaire (CIMIC) de Paris dans le cadre de l'appui au développement au profit des opérations.

Mandatée par le général Frédéric Blachon, commandant l'opération, une équipe de projets constituée de quatre spécialistes des questions de développement est donc arrivée au Mali fin novembre. Profitant de l'appui et de la protection de la force Barkhane, la mission a pu reconnaître, évaluer et expertiser une dizaine de projets situés dans et aux alentours de la ville d'Ansongo à travers trois grandes problématiques : le traitement des eaux, la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau et en électricité.

Dans le domaine du traitement des eaux, la ville d'Ansongo a en effet souffert ces derniers temps d'importantes précipitations. L'effondrement des maisons et des murets liés à ces intempéries a touché le réseau d'assainissement et de drainage des eaux. Les techniciens français ont donc conduits des études précises pour pouvoir le remettre en état et l'améliorer.

Concernant la sécurité alimentaire, l'évaluation de la situation a permis d'identifier des besoins dans le domaine de l'aide à l'agriculture. Des programmes d'aides à l'irrigation devraient ainsi être développés de manière à permettre à la région d'Ansongo d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Enfin, des projets liés aux réseaux urbains de distribution d'eau et d'électricité, essentiels pour le développement de la ville, ont été étudiés. Le développement rapide de la ville au cours des 20 dernières années a en effet entraîné un sous-dimensionnement des réseaux urbains de distribution d'eau et d'électricité. Ainsi, le château d'eau ne peut couvrir les besoins de la population que quelques heures par jours et son eau soufre d'une teneur trop élevée en fer et en manganèse. La construction d'un second réservoir et la mise en place d'un système de filtrage devraient permettre à la ville de satisfaire les besoins de sa population. Par ailleurs, si une centrale photovoltaïque mise en œuvre par l'entreprise « Electricité du Mali » est effectivement présente, des aménagements techniques sont encore indispensable pour lui permettre d'exploiter toute ses capacités.

Après avoir passé une semaine à Ansongo, la mission s'est également rendue à Ménaka et à Gao afin d'y conduire des expertises du même type et participer à l'action de la force Barkhane pour le développement de la paix et de la sécurité au Mali.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste

à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

BARKHANE : Sergent-Chef Sébastien, chef du détachement eau à Madama

Mise à jour : 04/01/2019

En plein cœur de la bande sahélo-saharienne, dans l'une des régions les plus arides du monde, le sergent-chef Sébastien est en charge d'une ressource essentielle : l'eau. Il est le chef du détachement eau de la base temporaire de Madama, dans le nord du Niger. Grâce aux forages et aux installations de filtration les plus modernes, il alimente en eau, de façon autonome, les soldats de la force Barkhane déployés dans la région.

C'est le sixième déploiement en opération extérieure pour le sergent-chef Sébastien, mais c'est de loin la plus atypique. Affecté au sein du groupe aérien d'appui aux opérations de Bordeaux-Mérignac, il a suivi une formation spécifique de cinq semaines sur le traitement de l'eau pour pouvoir assurer sa mission au Sahel.

La base de Madama dispose de 2 puits, respectivement de 50 et 600 mètres de profondeur. L'eau extraite du plus profond est trop chaude et trop gazeuse pour être consommée. Elle sert surtout à l'arrosage de la piste d'aviation pour compacter la terre et permettre aux aéronefs de Barkhane de se poser sans danger. Le puits de 50 mètres sert à puiser l'eau qui servira à la consommation courante du camp. Mais avant que cette eau puisse être utilisée, le sergent-chef Sébastien lui fait subir de nombreuses filtrations et tests de qualité. Chaque jour, il traite ainsi 60m3 d'eau, de quoi alimenter un détachement de 300 militaires en plein cœur du désert. « Pour m'assurer de la qualité finale de l'eau, je la goûte chaque semaine. À la sortie du processus de re-minéralisation elle est même meilleure que l'eau en bouteille ».

Le camp de Madama dispose enfin d'une station de traitement des eaux usées. En utilisant le principe du nid bactérien, elle évite l'utilisation de produits chimiques. Les eaux de rejet, conformes aux normes environnementales de l'Union Européenne, sont relâchées dans une lagune à côté du camp. Elles pourraient tout aussi bien repartir au début du processus de filtration et ainsi former une boucle autonome.

Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 500 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

CHAMMAL (IRAK)

La BAPJ, une base très rentable

http://lemamouth.blogspot.com/ dimanche 30 décembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Elle n'a jamais hébergé plus de huit chasseurs, parfois un Atlantique et un avion de renseignement Gabriel, n'employant guère plus de 400 militaires -beaucoup d'aviateurs, mais aussi des ressortissants de l'interarmées, dont des personnels des services et directions- : la base aérienne projetée de Jordanie ou BAPJ, sigle préféré très tôt à H5, son nom dans l'organigramme jordanien, s'est avérée particulièrement rentable.

Si la première frappe a bien été réalisée par un Rafale parti des Emirats Arabes Unis, la BAPJ a vite pris sa vitesse de croisière, pour devenir le cœur de la force d'intervention française contre Daech. Pratiquement les trois quarts des munitions françaises tirées contre l'hydre terroriste ont décollé d'ici. En 2016, un millier de munitions ont été larguées par l'aviation (une année record dans les annales de l'armée de l'air), puis un peu moins de 500 en 2017. Le total de l'année 2018 n'est pas encore arrêté, et pour cause, encore 13 frappes ont eu lieu la semaine dernière. Ces chiffres hebdomadaires qui ramènent à ceux du pic de la bataille de Mossoul sont expliqués par l'EMA par une demande de CAS et une météo favorable dans la zone d'Hadjine. C'est beaucoup, alors que les Français ne sont pas les seuls acteurs aériens du domaine.

Mais ils sont très actifs. Il y a quelques semaines, ils ont très largement participé au freinage d'une attaque de Daech, qui avait profité de mauvaises conditions météo, misant sur l'incapacité des aéronefs de la coalition à frapper. Les JTAR (demandes d'appui) auraient été assez nombreuses, dans ces quelques jours. En fait, en décembre, les Français ont réalisé quasiment le tiers de leurs frappes de l'année, battant le record d'octobre. Le chiffre 2018 sera néanmoins inférieur à celui des années précédentes.

Grâce à un positionnement idéal (un des meilleurs de la région, pas loin de la Syrie et de l'Irak), la BAPJ peut réagir en une poignée de minutes. Les quatre Rafale sont en permanence prêts à décoller entre deux missions, les pleins d'armement et de munitions faits. La zone visée est vite ralliée, et un Rafale peut tenir 12 heures en l'air, de quoi offrir une permanence en cas de besoin des troupes au sol. Et surtout, l'activité tient 365 jours par an, 24h sur 24. Pas de no-fly-day, la piste offre son potentiel par tous les temps, sauf aux gros porteurs, ce qui explique que les tankers du "Bretagne" ont dû aller coucher ailleurs dès le départ de Chammal.

Bref, la mécanique aérienne française tient la route : c'est celle que Florence Parly a choisi d'honorer ce 31 décembre (une semaine après un premier passage prévu du CEMAA), en y réveillonnant avec des parlementaires et des média, après avoir réalisé d'abord un premier stop diplomatique avec les autorités locales, à Amman.

CHAMMAL : Dans la peau d'un moniteur de sport sur la base aérienne projetée au Levant

Mise à jour : 04/01/2019

Déployé depuis quelque mois pour sa première opération extérieure, le sergent-chef Cédric, âgé de 38 ans, est moniteur d'entraînement physique militaire et sportif sur la base aérienne projetée (BAP) au Levant dans le cadre de l'opération Chammal.

Quatrième génération d'aviateurs de sa famille et sportif de haut niveau, Cédric s'engage dans l'Armée de l'air en février 2003, afin de pouvoir faire de sa passion son métier. Après sa formation militaire initiale à l'école des sous-officiers à Rochefort, il a intégré le centre national des sports de la Défense pour suivre une formation de spécialiste pendant près de huit mois. Il a ainsi étudié la physiologie, l'anatomie ou encore la pédagogie du sport.

Actuellement affecté sur une base aérienne du sud-est, il consacre l'essentiel de son temps aux jeunes engagés et aux spécialistes de la protection en formation au centre de préparation opérationnelle du combattant de l'Armée de l'air (CPOCAA).

Au Levant, il doit faire preuve de polyvalence et d'une grande capacité d'adaptation. « Ma mission principale est de contribuer à la préparation et à la récupération physique et mentale des personnels navigants. Ces derniers doivent s'entraîner régulièrement afin de pouvoir affronter les contraintes physiques liées au vol sur avion d'armes. Pour cela j'organise une à deux séances de sport par jour allant du renforcement musculaire à des séances d'étirements ou des séances de techniques d'optimisation du potentiel », indique le sergent-chef.

Cédric propose également des entraînements sportifs pour les autres militaires français déployés sur la BAP. Tous les soirs de la semaine, des cours sont programmés : renforcement musculaire, fitness, cardio-training, afin de permettre aux militaires de se maintenir en bonne condition physique. Outre le cross mensuel, il organise également des tournois de volleyball, de tennis-ballon ou d'autres sports collectifs. Par ailleurs, il est chargé de l'entretien des infrastructures, équipements et matériels sportifs de la base aérienne projetée en Jordanie.

Présent en permanence sur la base aérienne projetée au Levant, il joue un rôle important pour le moral du personnel déployé sur le théâtre.

Lancée depuis le 19 septembre 2014, l'opération Chammal représente la participation française à l'OIR (opération Inherent Resolve) et mobilise aujourd'hui près de 1 100 militaires. À la demande du gouvernement irakien et en coordination avec les alliés de la France présents dans la région, l'opération Chammal repose sur deux piliers complémentaires : un pilier « formation» au profit d'unités de sécurité nationales irakiennes et un pilier « appui » consistant à soutenir l'action des forces locales engagées au sol contre Daech et à frapper les capacités militaires du groupe terroriste.

Sources : État-major des armées Droits : Ministère de la Défense

MISSIONS DE L'UNION EUROPÉENNE

Les missions et opérations de la PSDC. Budget, personnel, commandement… le point

https://www.bruxelles2.eu/ 3 Jan 2019 Budget, Missions PeSDC, pays tiers, personnel

(B2) Plus d'une quinzaine de missions et opérations de la PSDC sont aujourd'hui déployées sur trois continents : Europe, Moyen-Orient, Afrique. Quel objectif ? Combien de personnel ? Pour quel budget ? Quel est leur chef ? Le point…

(crédit : EUTM RCA)

Ce point, synthétique, a pour ambition de donner un tour d'horizon des missions de la PSDC, et assimilées, en quelques lignes. C'est un travail orignal réalisé par B2. Car, de manière assez paradoxale, il n'existe pas de recensement officiel réalisé par les services de l'Union européenne. Nous avons donc fait le tour des missions et opérations pour avoir une vision aussi exacte que possible, qui n'est pas évidente, car tant les chiffres du personnel, que du budget sont sur des bases fort différentes et ne peuvent donner lieu à des comparaisons que relatives.

16 à 18 missions et opérations, civiles et militaires

Six missions et opérations sont d'ordre militaire (♦) : trois du type formation d'armée locale (EUTM), deux d'ordre maritime (EUNAVFOR) contre la piraterie dans le Golfe d'Aden et au large de la Somalie (Atalanta) et contre les trafics en Méditerranée (Sophia), une seule répond à une opération de stabilisation.

Dix missions sont d'ordre civil, principalement tournées vers le renforcement des forces de sécurité intérieure (EUCAP ou EUPOL ou EUBAM) ou le conseil au niveau stratégique (EUAM) ; une seule est d'observation d'un accord de cessez-le-feu (EUMM). Deux de ces missions doivent se terminer à la fin de leur mandat, d'ici 2020 : EULEX Kosovo et EUPOL Copps. Une est en sursis : EUNAVFOR Med / Sophia.

A celles-là, on doit ajouter une mission purement judiciaire, mais dérivée d'une mission PSDC et financée sur le budget PESC — les Chambres spécialisées du Kosovo —, et une mission de la Commission européenne qui répond aux mêmes objectifs et motivations, mais est opérée par des moyens différents (EUBAM Moldova).

Près de 6 000 personnes mobilisées

En tout, ces missions et opérations regroupent environ 5 500 personnes, selon notre comptage, un peu plus de 2 200 dans les missions militaires, environ 3 300 dans les missions/opérations militaires. L'effectif varie énormément selon les recrutements (missions civiles) et les périodes, surtout dans les opérations militaires : un navire de plus ou de moins, c'est immédiatement une variation de 200 à 300 personnes.

Un coût global de 900 millions d'euros

Le coût de ces missions se monte, selon l'estimation de B2, à 900 millions d'euros, supporté en partie par le budget communautaire et par les États membres. Pour arriver à ce chiffre, nous prenons en compte tout d'abord le budget affecté aux missions civiles, en tout 316 millions €, recalculé sur un rythme annuel, — financé en grande partie par le budget communautaire ordinaire —, et les 75 millions € de coûts communs des missions/opérations militaires — financés par un budget extraordinaire géré par le mécanisme Athena. Le coût total des missions civiles avoisine plutôt 350 à 400 millions d'euros, les États membres supportant 10 à 20% des coûts selon notre estimation (1), tandis que le coût total des missions/opérations militaires se monte à environ 500 millions d'euros (2).

Une répartition assez équilibrée des commandements

La répartition des nationalités de chef de mission/opération apparaît plutôt équilibrée, avec quinze nationalités représentées dans les chefs de mission et d'opération. Dans le détail, une petite prime apparait pour les Italiens et les Allemands qui dirigent trois opérations. Les Britanniques sont aux commandes de deux opérations (mais plus pour longtemps, Brexit oblige). Un Français est aux commandes seulement pour une mission (deux d'ici mars), idem pour les Espagnols.

Si on prend en compte les zones géographiques dont sont issus les chefs de mission ou d'opérations, sept missions/opérations sont dirigées par des responsables venus de pays du Sud (Grèce, Italie, Espagne, Portugal), six par des pays du centre (Allemagne, France, Belgique, Autriche), quatre par des pays du Nord (Danemark, Finlande, Royaume-Uni) et quatre par des pays de l'Est (Bulgarie, Lituanie, Pologne, Roumanie).

- NB : le total (21) est légèrement supérieur au nombre des missions/opérations, car il comprend également le commandant d'opération pour les opérations militaires. Nous ne tenons pas compte dans cet inventaire de la nationalité du commandement au niveau stratégique des missions militaires (le Finlandais Esa Pulkkinen) et des missions civiles (l'Italien Vincenzo Coppola). On peut noter qu'un pays tiers occupe un poste stratégique, un Américain étant placé comme procureur dans les Chambres spécialisées du Kosovo.

Europe Balkans

♦ **EUFOR Althea** (stabilisation de la Bosnie-Herzégovine, suite aux accords de Dayton 1995) : environ 600 personnes, budget : 10,3 millions € (coûts communs, annuel). 14 États membres participants + 5 pays tiers (Albanie, Chili, Macédoine Fyrom, Suisse, Turquie). QG : Sarajevo. Commandant d'opération : général James Everard (SHAPE OTAN) (3). Commandant de force : général Martin Dorfer (Autriche).

EULEX Kosovo (État de droit) : 675 personnes, budget : 83,55 millions € pour deux ans (juin 2018 – juin 2020). 25 États membres participants et 2 pays tiers (Suisse, États-Unis). QG : Pristina. Chef de mission : Alexandra Papadopoulou (Grèce).

Chambres spécialisées du Kosovo KSC (justice) (4) : 150 personnes, budget : 86,25 millions € pour deux ans (juin 2018 – juin 2020). 23 États membres participants et 5 pays tiers (Canada, Norvège, Suisse, Turquie, États-Unis). QG : La Haye (Pays-Bas). Présidente : Ekaterina Trendafilova (Bulgarie). Procureur général : Jack Smith (États-Unis). Site

Caucase Asie Centrale

EUMM Georgia (observation des accords de 2008 dit Medvedev-Sarkozy) : 319 personnes (environ 210 experts internationaux + une centaine de personnel local), budget : 38,2 millions € pour deux ans (décembre 2018 – décembre 2020). 26 États membres participants. QG : Tbilissi (+ 3 *Fields office* à Gori, Mtskheta, Zugdidi). Chef de mission : Erik Høeg (Danemark).

EUAM Ukraine (conseil aux forces de sécurité intérieure – police et Etat de droit) : 300 personnes, budget : 33,84 millions € pour 18 mois (décembre 2017 – mai 2019). 24 États membres participants et 1 pays tiers (Canada). QG : Kiev (+ 3 *Fields Office* à Kharkiv, Lviv et Odessa). Chef de mission : Kęstutis Lančinskas (Lituanie).

EUBAM Moldova Ukraine (conseil et renforcement des capacités de surveillance aux frontières, autour de la Transnistrie) : 45 personnes + 73 locaux, budget : 15 millions € pour trois ans (2017-2020). 11 États membres participants. QG : Odessa + poste national à Chisinau (+ 6 *Fields Office* Odessa – Chornomorsk (port), Kuchurhan, Podilsk, Otaci, Chisinau et Basarabeasca). Chef de mission : Slawomir Pichor (Pologne) (5)

Moyen-Orient

EUPOL Copps – Palestine (conseil stratégique et formation police – justice) : 99 personnes, budget : 12,6 millions € pour deux ans (juillet 2018 – juin 2020). 20 États membres participants et 1 pays tiers (Canada). QG : Ramallah (Cisjordanie). Chef de mission : Kauko Aaltomaa (Finlande)

EUBAM Rafah (conseil gestion de frontières) : 18 personnes, budget : 2 millions € pour deux ans (juillet 2018 – juin 2020). 5 États membres participants. QG : Tel Aviv (Israël). Chef de mission : Günther Freisleben (Allemagne).

EUAM Irak (conseil police, justice et Etat de droit) : 43 personnes (en augmentation), budget : 64,8 millions € pour 18 mois (octobre 2018 – avril 2020). 12 États membres participants + 2 pays tiers (Australie, Canada). QG : Bagdad. Chef de mission : Markus Ritter (Allemagne).

Méditerranée Libye

EUBAM Libya (conseil gestion des frontières et réforme de sécurité) : 38 personnes, budget : 61,68 millions € pour 18 mois (janvier 2019 – juin 2020). 15 États membres participants. QG : Tunis + Tripoli (Libye). Chef de mission : Vincenzo Tagliaferri (Italie)

♦ **EUNAVFOR Med / Sophia** (lutte anti-trafics Méditerranée et formation des garde-côtes libyens) : environ 1200 personnes, 3 à 4 bateaux, 2 à 4 avions. Budget : 1,1 million € pour trois mois (coûts communs, janvier – mars 2018). 27 États membres participants, mais seulement 6 avec des moyens (Italie, Allemagne, Espagne, France, Luxembourg, Pologne). QG : Rome (Italie) (+ base logistique à Augusta, base aviation à Sigonella). Commandant d'opération : contre-amiral Enrico Credendino (Italie). Commandant de force : contre-amiral Stefano Turchetto (Italie)

Afrique centrale

♦ **EUTM Centrafrique RCA** (conseil stratégique, formation et entrainement militaire) : 187 personnes, budget : 25,4 millions € pour deux ans (coûts communs, sept. 2018 – sept. 2020). 8 États membres participants (Espagne, France, Italie, Lituanie, Pologne, Portugal, Roumanie et Suède) + 3 pays tiers (Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Serbie). QG : Bangui (+ centre de formation à Bouar en projet). Commandant d'opération : général Esa Pulkkinen (MPCC). Chef de mission : général Hermínio Teodoro Maio (Portugal).

Sahel

♦ **EUTM Mali** (conseil stratégique, formation et entrainement militaire) : 580 personnes, budget : 59,74 millions € pour deux ans (coûts communs, mai 2018 – mai 2020). 21 États membres participants et 5 pays tiers (Albanie, Géorgie, Moldavie, Monténégro, Serbie) + 1 sous-traitant aérien (Afrique du Sud). QG : Bamako (+ centre de formation à Koulikoro). Commandant d'opération : général Esa Pulkkinen (MPCC). Chef de mission : général Peter Mirow (Allemagne).

EUCAP Sahel Mali (conseil stratégique et renforcement des capacités de sécurité intérieure) : 188 personnes (134 personnes + 54 locaux), budget : 28,45 millions € pour un an (janvier 2018 – février 2019). 15 États membres participants et 1 pays tiers (Serbie). QG : Bamako. Chef de mission : Philippe Rio (France).

EUCAP Sahel Niger (conseil stratégique et renforcement des capacités de sécurité intérieure) : 173 personnes (115 internationaux et 58 locaux), budget : 63,4 millions € pour deux ans (octobre 2018 – septembre 2020). 15 États membres participants. QG : Niamey (+ poste à Agadez). Chef de mission : Frank Van der Mueren (Belgique).

Corne de l'Afrique

♦ **EUNAVFOR Atalanta** (lutte anti-piraterie au large de la Somalie) : environ 600 personnes (1 à 3 navires et 1 ou 2 avions patrouilleurs), budget : 11,7 millions € (coûts communs, janvier 2019 – décembre 2020). 19 États membres participants + 2 pays tiers (Monténégro, Serbie), mais 3 ou 4 seulement fournissent des moyens (navires et avions) de façon régulière (Italie, Espagne, Allemagne et France de façon partielle), sans oublier les équipes de protection placées à bord des navires du Programme alimentaire mondial assurées à tour de rôle par un pays (Croatie, Lituanie, Monténégro ou Serbie). QG : Northwood (Royaume-Uni) (+ base logistique et aviation à Djibouti) (6). Commandant d'opération : général major Charlie Stickland

Obe (Royaume-Uni). Commandant de force : contre-amiral Alfonso Pérez de Nanclares y Pérez de Acevedo (Espagne).

♦ **EUTM Somalia** (conseil stratégique, formation et entrainement militaire) : 183 personnes + 15 locaux, budget : 22,98 millions € pour deux ans (coûts communs, janvier 2019 – décembre 2020). 9 États membres participent et 1 pays tiers (Serbie). QG : Mogadiscio. Commandant d'opération : général Esa Pulkkinen (MPCC). Chef de mission : général de brigade Pietro Addis (Italie).

EUCAP Somalia (conseil stratégique et renforcement des capacités de sécurité maritime) : 110 personnes, budget : 66,1 millions € pour deux ans (janvier 2019 – décembre 2020). 17 États membres participants. QG : Mogadiscio. Chef de mission : Maria-Cristina Stepanescu (Roumanie).

(Nicolas Gros-Verheyde)

NB : la description de l'objectif de chaque mission est faite par B2, en se détachant parfois du langage officiel qui est par moment éloigné de la réalité.

1. Le montant mentionné pour une mission civile représente une très large partie des coûts ; les États participants supportent seulement le salaire des personnels détachés. Un coût qu'on peut estimer entre 10 à 20%.
2. Ce qu'on appelle les coûts communs ne représentent qu'une petite partie du coût d'une opération militaire : entre 10 à 15% selon les estimations.
3. L'opération EUFOR Althea est la seule menée sous le format Berlin Plus (commandement mixte OTAN-UE). Le général Everard sera remplacé, avant fin mars 2019, par le général français Olivier Rittimann (lire : Brexit oblige, le commandement de l'opération EUFOR Althea va passer à un Français)
4. La fonction juridictionnelle faisait auparavant partie de EULEX Kosovo. Elle en a été détachée et l'institution placée aux Pays-Bas, hors du Kosovo, suite au rapport du Conseil de l'Europe sur les trafics d'organes et pour éviter des pressions sur les juges ou des 'neutralisations' de témoins supplémentaires.
5. Cette mission n'est pas strictement menée au titre de la PSDC, même si ses objectifs et moyens sont similaires. Son budget ne dépend pas de la PESC, mais de l'instrument du voisinage de la Commission. Elle figure néanmoins sur la liste des missions-opérations du service européen pour l'action extérieure (SEAE).
6. Du fait du Brexit, le QG sera transféré à Rota (Espagne) et à Brest (France), sous commandement espagnol.

Nicolas Gros-Verheyde

République Centrafricaine

Les forces européennes préparent l'installation à Bouar

https://www.bruxelles2.eu/ 31 Déc 2018 Bouar, Centrafrique, EUTM RCA, FACA, Formation, Minusca

(B2) Les spécialistes de la force des Nations unies (MINUSCA) et de la force européenne (EUTM RCA) établies en République centrafricaine (RCA) ont terminé une étude du site de Bouar qui constituera pour les Européens, un second point d'appui après Bangui.

Visite mixte EUTM-Minusca du site de Bouar (Crédit : EUTM Rca)

Un audit des infrastructures du site a été mené du 17 au 21 décembre avec la MINUSCA et les forces centrafricaines (FACA).

Le premier poste fixe en dehors de Bangui

Ce sera le premier 'poste permanent' établi en dehors de la capitale centrafricaine de la mission européenne. Une demande de Bangui mais aussi une nécessité stratégique. Une quarantaine de Français pourraient y être déployés, pour l'équipe de formation. Ce, en liaison avec les éléments français au Gabon, qui s'est fait une spécialité de former les troupes africaines (du Cameroun, du Gabon, du Tchad, du G5 Sahel, de Centrafrique…). Il reste notamment encore à trouver l'élément médical. Un nouveau tour de piste des États membres a été entamé pour pourvoir ces éléments.

Ne pas laisser un vide se créer au profit des Russes

« *Il ne faut pas traîner et laisser se créer un vide dont d'autres pourraient profiter* », a confié à B2 un responsable européen. Les 'autres', ce sont les Russes, déjà installés à Bouar, où ils consolident leur emprise, en rénovant et agrandissant la piste d'aviation, sans doute pour permettre à des avions plus gros porteurs d'atterrir. « *Il faut donc pouvoir répondre à la demande des Centrafricains, dès que le feu vert officiel sera donné* ».

Le retour à une tradition militaire

Le choix de Bouar n'est pas fait au hasard. Cette ville placée sur un axe vital, reliant le Cameroun à la capitale centrafricaine Bangui, a toujours joué un rôle stratégique, est a une tradition militaire. Le centre de formation, dénommé Centre Leclerc, a joué un rôle historique durant des années, avant. et après l'indépendance. A partir de 1981, après l'opération Barracuda destinée à renverser le président(dictateur) Bokassa, il a abrité les éléments français d'assistance opérationnelle et technique (EFAO) chargé de reconstruire l'armée centrafricaine. Ce jusqu'en 1998 (1). Une décision prise par la France en 1997 pour recentrer ses bases en Afrique et dans le cadre d'un accord avec le gouvernement centrafricain dirigé par Ange-Félix Patassé (2).

Un centre réhabilité partiellement en 2017

Le Centre d'instruction militaire, ancien Camp Leclerc, avait fait l'objet d'une réhabilitation partielle, achevée en mai 2017. Menée avec le soutien de la Minusca, il avait permis notamment la remise en état de trois salles de classe, cinq dortoirs, un pavillon d'hospitalisation, un bâtiment pour soins intensifs et maternité (lire ici). La seconde réhabilitation d'un site militaire après celui du camp Kassai à Bangui.

(Nicolas Gros-Verheyde)

1. Sur les opérations françaises en Centrafrique, on doit lire avec grand intérêt l'étude réalisée par Florent Saint-Victor, « 45 ans d'opérations militaires françaises en Centrafrique », publiée par le CDEF, Centre de doctrine d'emploi des forces, décembre 2013.
2. Une décision qui consacre le divorce entre Paris et Bangui selon Jean Guisnel. Lire « Le repli de la coloniale », Le Point, avril 1998

Nicolas Gros-Verheyde

MISSIONS ONU

Mali

De nouvelles violences intercommunautaires ont fait une trentaine de tués dans le centre du Mali

http://www.opex360.com/ Posté dans Afrique, Opérations par Laurent Lagneau Le 02-01-2019

Photo : MINUSMA

En décembre 2018, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali [MINUSMA] avait demandé au gouvernement malien de prendre rapidement des mesures pour tenter de mettre un terme aux violences intercommunautaires, en particulier dans le centre du pays, où, au cours de l'année, pas moins de 60 attaques, « menées par des éléments identifiés comme étant des Dozos » contre la communauté Peule, furent recensées.

Seulement, le 1er janvier, et alors que Bamako assure avoir « entrepris de créer les conditions d'un dialogue intercommunautaire fécond, dans le but d'instaurer durablement la cohésion et la paix » dans cette région, une nouvelle attaque, commise cette fois contre le village peul de Koulogon [cercle de Bankass, région de Mopti], a fait au moins 37 tués, selon un dernier bilan officiel. Et de nombreuses habitations ont été incendiées.

Les auteurs de cette attaque ont été décrits comme étant des « hommes armés, habillés en tenue de chasseurs traditionnels dozos ». Et Bamako a assuré qu'ils « seront punis avec toute la rigueur de la loi » dès qu'ils auront été identifiés.

« C'est une milice dozo qui nous a attaqués tôt ce matin. Ils étaient tous armés, habillés en tenue dozo. Notre chef de village Moussa Diallo a trouvé la mort dans cette attaque, ainsi que des membres de sa famille, dont une fillette et des vieilles femmes », a témoigné, auprès de l'AFP, un habitant de Koulogon. « Nous avons eu la vie sauve parce que nous étions sortis très tôt pour conduire les animaux. Ce sont les coups de feu qui nous ont fait rebrousser chemin », a-t-il ajouté.

Ces tensions intercommunautaires se sont exacerbées dans cette région du Mali depuis l'émergence, en 2015, du « Front de libération du Macina », un groupe jihadiste dont le chef Amadou Koufa, tué en novembre lors d'une opération de la force française Barkhane, s'adressait essentiellement aux Peuls, en tenant un discours « égalitariste ».

Aussi, les Peuls accusent Bamako de fermer les yeux sur les exactions dont ils sont victimes, voire de les encourager, au nom de la lutte contre les groupes jihadistes. Ce que le gouvernement malien a toujours nié.

Par ailleurs, ces violences entre communautés ne concernent pas seulement le centre du Mali. Dans la région de Ménaka, près de la frontière entre le Mali et le Niger, c'est le clan « Touareg

Doussak », pro-Bamako, qui fait régulièrement l'objet d'attaques menées par des groupes armés Peuls, lesquels bénéficieraient du soutien supposé de l'État islamique dans le Grand Sahara [EIGS].

Quant à la MINUSMA, son mandat lui fait obligation de protéger les civils et les biens, y compris dans le centre du Mali. « Ainsi, les opérations militaires régulières sont intensifiées pour sécuriser différentes zones inaccessibles et isolées », dans le cadre du projet « réconciliation pour la paix et la justice », a-t-elle fait valoir, via un communiqué publié à la veille de l'attaque contre le village de Koulogon.

L'une de ses opérations a concerné, en décembre, les villages d'Am, Yourou et Dangatene, qui venaient de connaître une « vague de violence intercommunautaire. » Une équipe de la MINUSMA s'y est donc rendue « pour écouter chaque communauté afin de stimuler une dynamique de dialogue et de reconstruire le tissu social. » Et, selon la mission des Nations unies, « depuis le début du projet, il y a six mois, les affrontements ont cessé entre ces trois villages, où des comités de conciliation ont été créés. »

Le Salvador déploie désormais les deux tiers de flotte de MD 500E au Mali

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 04.01.2019 Par Philippe Chapleau

Six sur neuf ! Pas mal pour un petit pays mais sérieux contributeur à la Minusma.

L'armée salvadorienne a déployé en décembre trois hélicoptères de plus au Mali, ce qui porte à 6 le nombre de ses MD 500E engagés au sein de la mission onusienne (photos Minusma).

Cette unité d'hélicoptères de combat est déployée à Tombouctou depuis 2015. Les trois premiers MD 500E forment l'unité *Torogo*; les trois nouveaux engins constituent l'unité *Gavilan* qui a pris le relais des *Tigre* allemands.

Avec les équipages et le personnel de soutien arrivés aussi en décembre, le Salvador engage désormais 200 hommes et femmes (dont une pilote d'hélicoptère, Sandra Hernandez) au Mali.

8 – MISSINT

9 – Défense de par le Monde

Plus de F-35 pour les Pays-Bas

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 2 jan. 2019 | Par Justine BOQUET

Les Pays-Bas souhaitent renforcer leur flotte de F-35. © Netherlands Ministry of Defence

Les Pays-Bas ont présenté de nouvelles mesures visant à contribuer au renforcement de l'OTAN. Parmi celles-ci, l'acquisition de F-35 supplémentaires.

Suite au sommet de l'OTAN de juillet 2018, les Etats membres de l'Alliance se sont engagés à présenter un plan expliquant leur stratégie de défense pour les prochaines années. L'objectif est de pouvoir respecter les engagements budgétaires liés à l'OTAN, notamment l'objectif des 2% du PIB investit dans la Défense. Dans ce cadre, les Pays-Bas ont présenté, le 14 décembre, leur feuille de route. Sur le plan budgétaire, rien de nouveau puisque les Pays-Bas s'étaient déjà engagés en mars dernier à augmenter leur budget de défense d'1,5Md€/an sur la période 2018-2021. Les Pays-Bas souhaitent d'ailleurs poursuivre cette croissance annuelle au delà de 2021. Le Ministère rappelle que la hausse du budget de défense a été entamée dès 2013 et que cela représente, sur les cinq dernières années, une augmentation de 25%.

Sur le plan des équipements, les Pays-Bas ont identifié cinq priorités afin de moderniser leurs forces et de poursuivre leur participation aux missions de l'OTAN. Dans ce sens Amsterdam souhaite notamment se doter de F-35 supplémentaires, appareils qui viendront remplacer la flotte de F-16 actuellement en service. « Etant donné que les F-35 peuvent être déployés lors d'opérations militaires et permettent de faire face à de multiples menaces, cet investissement permettra d'accroître la flexibilité des forces armées hollandaises », rapporte ainsi le Ministère de la Défense. Le nombre exact d'avions de combat devant être commandés n'a pas été précisé.

En parallèle les Pays-Bas ont rappelé leur engagement européen et notamment leur participation à la CSP (coopération structurée permanente) visant à créer des synergies entre les Etats membres à travers la conduite collaborative de programmes d'armement. « Chaque euro alloué aux dépenses de défense devra contribuer à la puissance de frappe de l'OTAN et de l'UE », a ainsi déclaré le Ministère de la Défense.

10 – Nos Forces Armées

Cinq immersions de scénaristes en 2018

http://lemamouth.blogspot.com/ samedi 29 décembre 2018 par le journaliste Jean-Marc Tanguy

Florence Parly avait décidé d'intensifier la visibilité de son ministère en nouant des partenariats avec les scénaristes, signant même un accord avec la guilde des scénaristes, en septembre 2018. Des immersions ont été réalisées, lors de la présentation de l'armée de terre à l'IHEDN, dans le domaine de la cyberdéfense (un domaine qui recrute, avec une très forte concurrence salariale du privé et d'autres administrations), sur la genèse du nucléaire militaire, sur la jeunesse et l'engagement, et enfin, sans vraie surprise, sur le renseignement militaire.

Conquis par le bureau des légendes, l'ancien **DRM Christophe Gomart** avait en effet lancé des passerelles pour tenter de mieux faire connaître sa direction. En proie aux mêmes problématiques de recrutements (plusieurs dizaines de postes sont vacants, comme d'ailleurs à la DRM et à la...

DGSE), son successeur **Jean-François Ferlet** a semble-t-il une stratégie de rayonnement identique.

Rappelons par ailleurs que le **COS** est quant à lui d'objets des faveurs de plusieurs projets, le plus avancé étant celui de Furtifs, dont les scénarios de la première saison ont déjà été présentés au patron des forces spéciales, le vice-amiral **Laurent Isnard**. Contenu évidemment encore confidentiel, mais dans la V1, les marins figuraient en bonne place, avec un personnage féminin, et des tours de manivelle prévus en 2019.

Le moral des militaires est « plutôt bon », avec quelques disparités selon les grades et les armées

http://www.opex360.com/ Posté dans Condition militaire par Laurent Lagneau Le 31-12-2018

Le moral des militaires – donnée subjective s'il en est – est mesuré tous les six mois via un indicateur qui, appelé I2M [indicateur de mesure de moral, ndlr], est produit par la mission d'aide au pilotage [MAP] du ministère des Armées, placée auprès du Secrétariat général pour l'administration [SGA].

Comme il est souligné dans la revue annuelle du Haut Comité d'évaluation de la condition militaire [HCECM], le « recueil des données » et le « calcul » de cet I2M sont « complexes par nature ». Mais cet indicateur reste un « outil primordial pour appréhender par armée, service et catégorie hiérarchique le degré de satisfaction des militaires ainsi que son évolution dans le temps. »

Dans un contexte marqué par les annonces du Plan Famille et les perspectives ouvertes par la Loi de Programmation Mlitaire 2019-25, le Haut Comité a ainsi indiqué que le moral des militaires, du moins pour 2017, a été « plutôt bon », dans la mesure où les « les relations humaines, l'intérêt et l'utilité des missions » ont été perçus « très positivement », alors que le « logement, l'hébergement, les moyens matériels et humains disponibles pour les missions et les parcours professionnels » ont concentré « l'insatisfaction ».

Tableau 16 – Principaux motifs de satisfaction et d'insatisfaction, extraits de l'indicateur de mesure du moral du deuxième semestre 2017, par armée et par catégorie

		Motifs de satisfaction			Motifs d'insatisfaction		
		Terre	Marine	Air	Terre	Marine	Air
Conditions de travail	Relations avec les subordonnés	Tous	Tous	Tous			
	Relations avec les supérieurs		Équipages	Officiers MDR			
	Adhésion aux valeurs et fierté d'appartenance	Officiers MDR		Officiers MDR			
	Responsabilités	Officiers Sous-off.	Officiers Off. mar.				
	Intérêt du travail	Sous-off.	Officiers	Sous-off.			
	Utilité du travail			Sous-off.			
	Moyens humains				Officiers Sous-off.		Sous-off.
	Moyens matériels					Off. mar. Équipages	Sous-off.
Conditions de vie	Affectation géographique		Off. mar. Équipages				
	Logement				Tous	Tous	Tous
	Hébergement				Officiers	Tous	Officiers
	Rémunération				Sous-off. MDR		MDR
	Conciliation vie privée / prof.				MDR		
Parcours prof.	Notation	MDR					
	Progression professionnelle					Officiers	Officiers
	Possibilité de reconversion						MDR

Source : SGA/MAP, indicateur de mesure du moral, deuxième semestre 2017.
Champ : échantillon représentatif de militaires des armées (terre, marine et air) interrogé dans le cadre de l'I2M. Motifs de satisfaction et d'insatisfaction les plus couramment cités parmi les 32 items, indépendamment de leur influence sur le moral.

Toutefois, selon les données publiées par le Haut Comité via un tableau intitulé « Principaux motifs de satisfaction et d'insatisfaction, extraits de l'indicateur de mesure du moral du deuxième semestre 2017 », l'on constate des disparités selon les grades et les armées d'appartenance.

Ainsi, les moyens matériels constituent un motif d'insatisfaction en particulier pour les officiers mariniers et les sous-officiers de l'armée de l'Air, ces derniers étant également insatisfaits des moyens humains, à l'instar de leurs homologues et des officiers de l'armée de Terre.

L'on constate également que les officiers de l'armée de l'Air et de la Marine nationale sont les moins satisfaits de leur progression professionnelle et que les aviateurs estiment que leur possibilité de reconversion est insuffisante [ce qui peut sembler curieux pour ce qui touche aux métiers de l'aéronautique…].

Quant au le logement, il fait l'unanimité contre lui, de même que l'hébergement [c'est particulièrement vrai pour les marins ainsi que pour les officiers des armées de Terre et de l'Air].

Enfin, le niveau de rémunération ne donne pas pleinement satisfaction chez les sous-officiers et les militaires du rang de l'armée de Terre ainsi que chez les aviateurs.

« Le logement et l'hébergement sont toujours sources d'insatisfaction. Le manque de moyens matériels et humains ainsi que les questions liées aux parcours professionnels influent aussi négativement sur le moral des militaires, en particulier parmi les officiers et les sous-officiers », résume le Haut Comité.

2018 dans la défense: était-ce un grand cru ?

https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/ 01 Janvier 2019 à 11h57 Par Jean-Dominique Merchet

Avec tous mes vœux pour 2019 !

2018 ne restera sans doute pas dans les annales comme une grande année en matière de défense, même si la ministre Florence Parly, qui a passé le réveillon sur la base aérienne française en Jordanie, a estimé hier soir qu'« en 2018, les Armées Françaises ont pris le chemin du renouveau, de la remontée en puissance ». Etat des lieux, en ce 1er janvier. On notera d'abord que depuis son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron n'a pris aucune décision majeure en matière de défense, si ce n'est d'amplifier la remontée en puissance engagée dès 2015 à la suite des attentats, en laissant aux états-majors le soin d'user au mieux des nouveaux moyens budgétaires.

1) Les opérations. Au Levant, la France est plus que jamais à la remorque des Etats-Unis, comme le montre la récente annonce de Donald Trump d'engager le retrait américain de Syrie. Certes, en avril, la frappe contre des installations chimiques en Syrie a permis de faire une belle démonstration des capacités militaires françaises - même si quelques missiles de croisière notamment navals ont eu un gros souci. Frapper à plus de 3000 kilomètres de ses bases n'est pas donné à tout le monde, même si cela se déroulait dans un contexte « permissif », sans avoir à franchir de défense aérienne. Mais ce bombardement conjoint n'a pas changé la donne politique. Si la France, avec ses alliés, est parvenue à détruire l'essentiel du « Califat » de Daech, son échec politique en Syrie, avec un Bachar el-Assad victorieux, est flagrant.

Au Sahel, nous allons entrer, le 11 janvier prochain, dans la septième année de l'opération Serval/Barkhane. Là encore, l'armée française obtient des succès tactiques en « neutralisant » des combattants ennemis, mais on ne voit pas de victoire stratégique qui permettrait d'envisager un retrait des troupes. Chacun fait semblant de croire que la Force commune du G5 Sahel le permettra un jour, comme si l'histoire ne nous enseignait rien après les échecs de la vietnamisation ou de l'afghanisation sur d'autres théâtres. Bref, nous sommes piégés sur place, alors que les causes locales du problème ne sont pas réglées.

2) Les chefs. Florence Parly fait sérieusement le job de ministre, mais elle ne n'est pas - loin s'en faut - un poids lourd politique. Le Cema n'est, lui non plus, pas parvenu à s'imposer aussi fortement que certains de ses prédécesseurs, ce qui crée une situation relativement inédite au

sommet avec, en même temps, un ministre et un chef d'état-major des armées plutôt effacés. Finalement, pour le grand public, la figure du chef militaire est désormais incarnée... par le général de Villiers. Belle revanche pour lui. Peu d'autres fortes personnalités ont émergé, avec, par exemple, un DGA très discret. Seule tête nouvelle, le général Philippe Lavigne, nouveau chef d'état-major de l'armée de l'air, dont la personnalité chaleureuse est appréciée des aviateurs.

3) Les matériels. Lancé sous les mandats précédents, le renouvellement des équipements s'est poursuivi, avec l'arrivée de nouveaux avions dans l'armée de l'air (MRTT, C-130J, PC-21) par exemple. Il en va de même dans l'armée de terre, avec le programme Scorpion ou dans la marine.

4) Le budget. La Loi de programmation militaire 2019-2025, adoptée cette année, est ambitieuse. Elle prévoit d'atteindre les 2% du PIB en 2025. Toutefois, des premières encoches ont été signalées dès l'automne, avec la décision de faire supporter la totalité du surcoût des opex par le ministère des armées - une mesure de l'ordre de 400 millions. Surtout, les gilets jaunes, la crise sociale et la dégradation de la conjoncture économique font peser de sérieuses menaces sur les perspectives budgétaires.

5) L'Europe. A la surprise générale, Emmanuel Macron a parlé d'une « armée européenne », sans que personne ne comprenne de quoi il s'agit. L'Union européenne s'est engagée financièrement dans la défense, pour la première fois de son histoire. C'est un élément important, dont il faut suivre désormais les développements pratiques. Plus important, l'accord entre la France et l'Allemagne sur le développement en commun de futurs systèmes de combat aérien et terrestre. De nombreux obstacles restent à franchir, mais la dynamique a été lancée. C'est évidemment très positif. Quant à l'Otan, l'alliance reste fragilisée par l'incertitude liée à Donald Trump et elle ne trouve toujours sa raison d'être que dans la confrontation avec la Russie. Autant d'inquiétudes.

6) Le repli identitaire. Comme l'ensemble de la société française, les armées n'échappent pas à un certain repli identitaire, aggravé par l'affaiblissement de l'esprit critique. L'acharnement d'une partie de la haute hiérarchie à vouloir célébrer les maréchaux de 14-18 en a fourni un exemple, comme les polémiques autour de la promotion débaptisée de Saint-Cyr, Loustaunau-Lacau. La figure du colonel Beltrame, auquel le journaliste Pierre Marie Girauc a consacré une biographie, est-elle aussi source d'interrogation. Sa quasi-sanctification immédiate ne doit pas faire oublier les questions, largement posées à l'intérieur de la gendarmerie : son comportement, sans doute héroïque, peut-il avoir valeur d'exemple ?

7) Et maintenant, place à la discussion argumentée !

A la recherche d'un job ? Voici une ou deux pistes pour des ex-militaires

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.01.2019 Par Philippe Chapleau

Voici deux pistes (en anglais, sorry) pour ceux qui cherchent un emploi dans les domaines de la sécurité, du conseil, du déminage, de la formation etc.

La page "Jobs" du site ReliefWeb: aller à la section "Filter Results" et choisir soit "Career Category" soit "Theme" (c'est ce que je recommande).

La page "Jobs listing" du magazine Safe Travels: on y retrouve des offres issues de ReliefWeb et d'autres provenant de sources anglophones.

a – Armée de Terre

TIM 300 : les 30 ans du magazine

Mise à jour : 21/12/2018

Le nouveau Terre information magazine (TIM N°300) est accessible en ligne. Ce numéro 300 met à l'honneur la revue qui fête ses 30 ans d'existence.

Au programme de ce numéro spécial, une plongée au cœur de la rédaction de TIM dévoile les coulisses du magazine, étape par étape (rédaction, fabrication et anecdotes). Sa création et son histoire y sont racontées avec notamment un retour sur les origines du sergent TIM.

L'immersion de ce mois est consacrée à l'exercice Trident Juncture en Norvège. Le plus grand exercice de l'OTAN depuis dix ans a réuni la France aux côtés des 28 autres pays membres de l'Alliance.

Le magazine revient également sur le témoignage de Nicolas Mingasson, lauréat 2018 du prix littéraire de l'armée de Terre « Erwan Bergot » pour son livre *Pilotes de Combat*. L'auteur y relate l'accident d'un hélicoptère Gazelle et de son équipage survenu lors d'une mission en Afghanistan.

En bonus, le calendrier 2019 détachable

PDF du TIM

Abonnements payants : ECPAD – 2 à 8 rue du Fort, 94205 Ivry-sur-Seine cedex Tél. : 01 49 60 52 44

Tim 299 - Novembre 2018 Publish at Calameo

Droits : Armée de Terre 2018

Le 3e RPIMa sur tous les fronts en 2018

Actualité Grand Sud Aude https://www.ladepeche.fr/ Publié le 30/12/2018 à 09:25 Sécurité

La 4e compagnie a pris part pendant quatre mois à l'opération Barkhane. / Photos 3e RPIMa

Côte d'Ivoire, Guyane, Sahel, Nouvelle-Calédonie, La Réunion… Le «3» a multiplié les missions cette année. Le régiment a aussi pris part au secours lors des inondations.

Pendant l'année 2018, toutes les compagnies du 3e RPIMa ont pu profiter de missions à l'extérieur. La 1ère compagnie, la compagnie de commandement et de logistique et l'état-major du 3e RPIMa, ont été engagées quatre mois au sein des forces françaises en Côte-d'Ivoire ; la 2e compagnie, 4 mois en Guyane ; la 3e compagnie 4 mois au 2e RPIMa à La Réunion ; la 4e compagnie quatre mois en bande sahélo-saharienne pour l'opération Barkhane ; la 5e compagnie, quatre mois au RPIMaP de la Nouvelle-Calédonie. Cinq missions Sentinelle ont aussi été assurées par les soldats carcassonnais sur le sol français.

2018 a vu par ailleurs l'arrivée d'un nouveau chef de corps à la tête du régiment : le 28 juillet, le colonel Yves Aunis a succédé au colonel Emmanuel Durville qui a pris la tête de l'état-major interarmées des forces armées en Guyane.

Cette année, le régiment a par ailleurs célébré le 27 juillet dernier le 70e anniversaire de la création du 3e bataillon colonial de commandos parachutistes, ancêtre du 3e RPIMa.

À noter qu'en 2018, le régiment a vu ses rangs continuer à croître. Six sessions d'incorporation se sont succédé. En tout, pas moins de 200 marsouins parachutistes, originaires de toute la France, ont ainsi été formés. «En rejoignant le 3e RPIMa, ils ont choisi le chemin de l'excellence physique, technique et morale et se sont engagés à rester fidèles à sa devise : ‘'Etre et durer"», estime le régiment.

210 paras au chevet des sinistrés lors des inondations

Pour secourir les populations touchées par les inondations, 210 paras sont intervenus pendant 38 heures non-stop. À Trèbes, les premières équipes ont participé à l'évacuation de 48 personnes. D'autres équipes sont intervenues dans les autres villages touchés par les crues, avec le déploiement de 8 Zodiacs. Lors de la décrue, les paras ont gagné les villages les plus isolés pour remettre 4 700 l d'eau potable. «Pourtant habitué au cours de mes OPEX (opérations extérieures) à rencontrer des personnes ayant tout perdu, j'ai été néanmoins bouleversé de voir la population de ma région dans une telle détresse», témoigne le caporal Alexandre (1ère compagnie). A souligner l'acte de bravoure du 1ère classe Ludwig, qui, alors que l'eau ne cessait de monter dans sa maison, a porté secours à sa voisine. Acte qui lui a valu d'être présenté au président de la République lors de sa visite officielle le 22 octobre.

Bravo à l'équipe féminine de cross ! Avec leurs homologues masculins, ces représentantes du «3» ont participé au championnat national de l'armée de terre en cross-country. Les sergent-chefs Alima et Virginie, le caporal-chef Stéphanie et le caporal Anaïs se sont hissées à la première marche du podium à Dax en octobre dernier. Grâce à ce succès, elles poursuivront l'aventure au championnat Interarmées le 30 mars prochain.

Parmi les bons résultats sportifs des paras du «3», citons les exploits du 1ère classe Teddy de la 1ère compagnie. Il a grimpé à la deuxième marche du podium de la Trifecta du week-end Spartan Race de Morzine Avoriaz. Ce para a parcouru les 51 km avec 3 700 m de dénivelé en 7 h 43' : résultat impressionnant qui lui vaut une qualification pour les championnats du monde Trifecta en Grèce en novembre.

Des féminines championnes au cross

Les phœnix de la 5e compagnie étaient présents en Nouvelle-Calédonie de décembre 2017 à avril 2018 pour armer la compagnie parachutiste du territoire. Du 16 au 17 janvier, ils ont effectué un exercice tactique avec mise en place par saut. «Cet exercice enrichissant, accompagné tantôt de chaleurs suffocantes, tantôt de pluies diluviennes, a permis à chacun de toucher du doigt la difficulté et l'exigence des engagements opérationnels d'aujourd'hui», estime le capitaine Yann.

Projection sur la Nouvelle-Calédonie

C'est une mission récurrente pour les soldats du 3e RPIMa. La 2e compagnie a été projetée en mai pour quatre mois en Guyane dans le cadre de la lutte contre l'orpaillage illégal (mission Harpie).

«Cette mission permet à chacun de gagner en rusticité et en autonomie et de travailler les fondamentaux du combat infanterie», avoue le capitaine Thibault, commandant de la 2e compagnie.

Contre l'orpaillage illégal

4 mois en Côte-d'Ivoire

De février à juin, la 1e compagnie, celle du commandement et de la logistique et l'état-major du 3e RPIMa, ont séjourné en Côte-d'Ivoire au sein des Forces françaises. Pendant cette mission, les paras ont participé à l'exercice majeur Touraco 2018 courant avril pendant lequel les forces françaises et ivoiriennes ont pu s'entraîner ensemble. «Les partenariats solides existent depuis longtemps», souligne le lieutenant Sébastien. Les paras ont pu perfectionner leur entraînement au camp de Lomo Nord, notamment pour le tir.

Des chiots pour les cynos

Mise à jour : 03/01/2019

Le 68e régiment d'artillerie d'Afrique (68e RAA) a dernièrement accueilli une nouvelle recrue : Persée, un chiot de trois mois. Cette arrivée marque une évolution dans le domaine de la cynotechnie, l'armée de Terre formant habituellement des chiens adultes.

La première expérimentation de formation de chiots dans l'armée de Terre remonte au début des années 2000. A l'époque, dans le cadre de la montée de puissance du pistage, la première formation de trois chiots fût réalisée au **132e bataillon cynophile de l'armée de Terre** (132e BCAT). Elle avait pour but de déterminer la plus-value par rapport à l'achat de chiens adultes. Cette expérience s'est poursuivie en 2012 à plus grande échelle, avec dix chiots au **121e régiment du train** (121e RT).

Ces tests permettent de former un animal vierge de tout dressage, par un seul maître. Ces recrues singulières suivent les mêmes étapes qu'un soldat (visites, incorporation et diplômes), possèdent leurs livrets militaire et sanitaire et sont éligibles à l'attribution de médailles. Ce nouveau type d'acquisition **n'a pour autant pas pour objectif de remplacer le dispositif actuel de recrutement** de chiens adultes (animaux d'un an) car demandant une technicité particulière et des conditions civiles et militaires adéquates.

L'objectif pour Persée est désormais de le présenter à ses un an au test d'évaluation « patrouille » et « pistage initiation » lors d'une session nationale. Il participera également à l'obtention du BSTAT cynotechnie de son maitre, le SGT MENDY.
Le chien poursuivra ensuite son cursus (dressage, intervention et pistage précision et opérationnel). A partir de l'âge de 10 mois, le chien pourra être proposé à l'incorporation définitive au **132e bataillon cynophile de l'armée de Terre** (132e BCAT).

Droits : Armée de Terre 2018

b – Marine Nationale

Le CEMM à bord du Cassard

Mise à jour : 29/12/2018 – Direction : Sirpa Marine

Du 28 au 30 décembre, l'amiral Prazuck s'est rendu à bord de la frégate antiaérienne Cassard, à la rencontre de son équipage.

Parti de Toulon le 5 novembre avec 231 marins à son bord, le Cassard effectue actuellement son dernier déploiement. Pour la deuxième fois en 2018, la frégate est déployée en océan indien, en soutien direct des *Task Forces* 150 et 55.

Le déploiement en cours a déjà permis au Cassard de s'entrainer aux côtés de la marine égyptienne, au large d'Alexandrie, puis aux côtés de la marine koweitienne dans le golfe arabo-persique, dans le cadre de l'exercice interarmées « Pearl of the West », développant ainsi l'interopérabilité avec les forces du Koweït.

Le Cassard contribue à l'appréciation de situation dans la région et à la stabilité régionale, notamment grâce à cette coopération opérationnelle avec les pays riverains et leurs marines. Il est, par ailleurs, intégré au groupe aéronaval américain, le *Carrier Strike Group 3*, autour du porte-avions Stennis.

Le chef d'état-major de la marine a rendu visite à ces 231 marins aguerris et a salué la qualité de leur engagement. Il est également revenu sur l'opération de sauvetage dans laquelle s'est récemment illustrée la frégate, qui a porté secours à 12 naufragés d'un bâtiment de commerce, le *Durban Queen*, chaviré dans le golfe arabo-persique.

A l'occasion de ce déplacement, le CEMM s'est entretenu avec son homologue du Bahreïn, le commodore Youssel el-Assam et a rencontré le commandant des forces navales américaines de la zone centre, le vice-amiral Malloy.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Quelque part en mer, à bord d'un sous-marin nucléaire

Mise à jour : 30/12/2018 – Direction : Sirpa Marine

Pendant que certains viennent à peine de se quitter, d'autres se retrouvent après quelques heures de séparation mais tous se connaissent. A la différence de beaucoup d'autres repas, celui du réveillon se clôturera surement par un décompte. A l'issue, ils ne prendront pas la route, certains iront se coucher et d'autres se retrouveront sous une lumière rouge.

Ce repas qui ressemblera à beaucoup d'autres a cette particularité de se dérouler quelque part en mer à bord d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE). En cette fin d'année 2018 qui a vu la réalisation de la 500ème patrouille d'un SNLE, au moins l'un d'entre eux patrouille pour assurer la permanence à la mer de la dissuasion. Par ailleurs, deux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) sont actuellement également déployés hors de leur port base.

Pendant les fêtes, comme tous les autres jours, ces sous-mariniers coupés du monde sont liés par un même esprit d'équipage.

Pour la 47ème année, grâce au soutien à terre du personnel des centres de transmission marine et du centre opérationnel des forces sous-marines, le SNLE dispose de tous les éléments pour conduire sa patrouille.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

L'Aéronautique navale veille

Mise à jour : 31/12/2018 – Direction : Sirpa Marine

Depuis Niamey, où un *Atlantique 2* est déployé dans le cadre de l'opération Barkhane, les seize marins de l'équipage de la Flottille *23F* se préparent à passer un réveillon loin de chez eux.

Les équipages des Flottilles *21F* et *23F* de patrouille maritime se succèdent sur les théâtres, y compris en fin d'année. Le détachement de la *23F* à Niamey profitera, en ce dernier soir de l'année 2018, d'un repas amélioré, l'occasion de partager un moment privilégié et festif entre

membres de la grande famille des marins du ciel, mais aussi avec les autres armées et services présents.

Régulièrement engagé dans la Bande Sahélo Saharienne (BSS), *l'Atlantique 2* permet de compléter les capacités « intelligence, surveillance and reconnaissance » (ISR) françaises engagées au sein de cette opération de lutte contre les groupes armés terroristes. Les marins du ciel participent ainsi à l'action conjuguée des moyens aériens destinée à fournir une capacité d'appréciation autonome de la situation sur un territoire désertique aussi vaste que l'Europe. Missions de reconnaissance, de surveillance, voire d'appui et de désignation d'objectifs sont autant d'actions menées de concert par les marins du ciel et les aviateurs de l'armée de l'Air en appui des troupes au sol.

Cet aéronef, initialement conçu pour les missions de patrouille maritime et de lutte anti sous-marine, possède également des capacités éprouvées dans le domaine aéroterrestre, en particulier au-dessus d'étendues désertiques. Doté d'un très grand rayon d'action et d'une longue endurance (jusqu'à 14 heures de vol), il représente un avantage indéniable pour « durer » sur zone. Il dispose en outre d'importants moyens de détection permettant de collecter du renseignement de jour comme de nuit grâce à ses multiples capteurs. La polyvalence de cet avion de patrouille maritime lui permet également de conduire des missions de reconnaissance armées en coordination avec des avions de chasse. Il dispose enfin d'une capacité offensive de bombardement par tir autonome d'armement guidé laser.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Des fêtes de fin d'année loin du port base pour le patrouilleur polaire L'Astrolabe

Mise à jour : 01/01/2019 – Direction : Sirpa Marine

Il a suffi de quelques guirlandes et décorations, d'une cale pleine à craquer et du rouge étincelant de la coque du P800 qui contraste joliment sur la glace pour plonger l'équipage B de *L'Astrolabe* dans l'ambiance des fêtes de fin d'année.

Dehors, il fait – 4° C et le vent ne faiblit pas. Demain, L'Astrolabe ralliera la station Dumont d'Urville en se frayant un passage au milieu des glaces.

Cette ambiance festive et propice à la cohésion que l'équipage partage avec les passagers ne ralentit pour autant en rien l'activité à bord. Les opérations de chargement et déchargement se déroulent successivement entre Hobart et la station polaire de Dumont d'Urville. En mer ou à quai, tout doit aller vite avant le retour de l'hiver austral, avant que la nature ne reprenne ses droits et ne rende à la terre Adélie son isolement. Voilà bientôt trois mois que les marins ont quitté leurs familles pour la mission de soutien à la logistique Antarctique qu'ils ont à cœur d'accomplir.

Noël a marqué pour eux, le temps d'une courte pause, la fin d'une deuxième rotation et le début d'une nouvelle.

Sources : Marine nationale Droits : Ministère de la Défense

Le porte-avions Charles-de-Gaulle en cinq épisodes sur ouest-france.fr

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.01.2019 Par Philippe Chapleau

Le porte-avions *Charles-de-Gaulle* appareillera en mars prochain pour une mission qui pourrait durer jusqu'à six mois en mer (le record étant de sept mois au large du Pakistan en 2001-2002) s'il s'avère nécessaire que la France compense le retrait des moyens américains de la zone d'opération irako-syrienne. Initialement, le *Charles-de-Gaulle* ne devait passer que quelques semaines au large de la Syrie (et de l'Irak qui la borde), avant de basculer sur l'océan Indien.

Au sujet de ce bâtiment, je signale la parution récente d'une série d'articles par mon confrère Stéphane Gallois. Cinq articles portant sur le porte-avions tricolore ont été publiés sur le site ouest-france.fr.

Episode 1. Les secrets des hangars qui arment les Rafale Dans les entrailles du porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle, les poumons, ce sont les hangars. Ouverts sur l'extérieur par deux ascenseurs qui communiquent avec le pont d'envol, ils respirent 24 heures sur 24 au rythme de l'activité opérationnelle : nuit et jour, on y entretient et on y prépare les avions qui partent en mission.

Episode 2. Retour sur un chantier titanesque Imposante barbe noire et verbe facile quand il parle de son métier, le capitaine de frégate (équivalent de lieutenant-colonel) Xavier est le commandant adjoint navire (Comanav) sur le Charles-de-Gaulle. À le voir, on croirait deviner ce qu'il avoue aussitôt : « J'ai commencé dans la marine marchande avant d'entrer dans la Marine nationale, il y a 21 ans. »

Episode 3. « Bienvenue sur le porte-avions 2.0 » Le capitaine de vaisseau (équivalent de colonel) Marc-Antoine de Saint-Germain évoque la patiente remontée en puissance du fleuron de la Marine nationale et sa préparation en vue de son prochain départ en mission.

Episode 4. Cinq ans pour devenir pilote de chasse À bord, la formation des pilotes, partiellement bloquée pendant l'indisponibilité du navire, a repris de plus belle. Avec de gros enjeux, pour la Marine, comme pour les jeunes aviateurs.

Episode 5. Des hommes, des femmes… et ceux qui les nourrissent Selon les missions, il peut y avoir jusqu'à 2 000 personnes à bord. 2 000 personnes à soigner et à nourrir… Voici ceux qui, dans les entrailles du Charles-de-Gaulle, rendent la vie humaine possible, voire agréable, et sûre.

Voici les liens:

https://www.ouest-france.fr/politique/defense/bord-du-charles-de-gaulle-notre-serie-de-reportages-dans-les-coulisses-du-porte-avions-6157103

https://www.ouest-france.fr/politique/defense/bord-du-charles-de-gaulle-episode-1-les-secrets-des-hangars-qui-arment-les-rafale-6140129

https://www.ouest-france.fr/politique/defense/bord-du-charles-de-gaulle-episode-2-retour-sur-un-chantier-titanesque-6149548

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2019/01/03/le-charles-de-gaulle-19913.html#bottomhttps://www.ouest-france.fr/politique/defense/bord-du-charles-de-gaulle-episode-4-cinq-ans-pour-devenir-pilote-de-chasse-6152537

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2019/01/03/le-charles-de-gaulle-19913.html#bottom

c – Armée de l'Air

d – Gendarmerie Nationale

Saint Sylvestre : Christophe Castaner et le directeur général de la gendarmerie nationale à la rencontre des forces de sécurité intérieure

Accueil Actualités https://www.gendcom.gendarmerie.interieur.gouv.fr/ 31 décembre 2019 - Par Elsa Vives Servera

Lundi 31 décembre, Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, s'est rendu dans le département de l'Essonne, puis à Paris, notamment sur les Champs-Élysées, au contact des forces de sécurité intérieure déployées dans le cadre du dispositif de sécurisation mis en œuvre à l'occasion du réveillon du Nouvel An. Ce soir, sur l'ensemble du territoire, plus de 40 000 gendarmes seront mobilisés.

En fin d'après-midi, le ministre de l'Intérieur s'est rendu dans le département de l'Essonne, au contact des forces de sécurité intérieure mobilisées à l'occasion du réveillon du Nouvel An. Accompagné du général d'armée Richard Lizurey, directeur général de la gendarmerie nationale, il s'est notamment rendu à la communauté de brigades de Bondoufle-Fleury Mérogis, où il s'est fait présenter le dispositif général de sécurisation mis en place par le groupement de l'Essonne lors de la nuit de la Saint Sylvestre, avec un focus particulier sur le secteur de Bondoufle.

À cette occasion, Christophe Castaner a renouvelé sa confiance aux forces de l'ordre et a souhaité bon courage aux femmes et aux hommes mobilisés sur l'ensemble du territoire pour assurer la sécurité de la population tout au long de cette soirée et de cette nuit festives, parmi lesquels 40 000 gendarmes.

En début de soirée, le ministre de l'Intérieur ira ensuite saluer les forces de l'ordre mobilisées à Paris, notamment sur le secteur des Champs-Élysées, du Trocadéro et du Champ-de-Mars, parmi lesquelles plusieurs escadrons de gendarmerie mobile et des militaires de la garde républicaine.

À l'issue, le général d'armée Lizurey se rendra quant à lui dans le département de la Seine-et-Marne, sur le secteur de Nangis, à la rencontre des gendarmes d'active et de réserve engagés sur les différents dispositifs de sécurisation des festivités et des flux.

Suivez ces déplacements sur les réseaux sociaux de la gendarmerie et de la porte-parole.

Auteur : Sirpa Gend – Bpubli Crédits photo : Sirpa Gend © MAJ. F. Balsamo ubliée le 31 décembre 2018

La Gendarmerie veut doper sa visibilité et défendre ses marques

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 03.01.2019 Par Philippe Chapleau

De la visibilité!

La Gendarmerie nationale a décidé d'initier le développement d'une stratégie visant à défendre ses marques et son image, à accroître son rayonnement tant au niveau national qu'international et à développer ses recettes via la commercialisation de produits dérivés.

Un avis de marché a été mis en ligne le 3 janvier, détaillant les quatre objectifs qui seront confiés à un agent de licences:

Accroître la visibilité de la Gendarmerie nationale et faire des Produits dérivés un vecteur de son image

La Gendarmerie nationale souhaite développer la proximité et le contact avec la population par la commercialisation de Produits dérivés. Les Produits permettront à la Gendarmerie nationale de se distinguer des autres corps de métier assurant le maintien de la paix (notamment la Police nationale), de mettre en avant ses spécificités et d'affirmer sa place entre modernité et tradition. C'est également l'occasion de favoriser la connaissance par le public du lien entre la Gendarmerie nationale et ses composantes (Garde républicaine et GIGN notamment) et de développer le potentiel de rayonnement de ces marques.

L'accroissement de la visibilité de la marque passe également par un élargissement des cibles. La Gendarmerie nationale souhaite notamment toucher les jeunes de façon cohérente avec les enjeux de recrutement et de développement de la marque-employeur.

Protéger le patrimoine immatériel de la Gendarmerie nationale

La Gendarmerie nationale entend protéger et valoriser les marques emblématiques que sont le GIGN, la Garde républicaine et la Gendarmerie nationale elle-même. Actuellement, des tiers utilisent sans autorisation l'image de ces marques, en contradiction avec l'exigence de qualité et les valeurs de la Gendarmerie nationale. Un travail d'enquête et de poursuites a été initié afin de faire cesser ces troubles, mais cette action doit être renforcée par une logique plus offensive d'exploitation des marques de la Gendarmerie nationale.

Donner de la cohérence aux Produits développés

Aujourd'hui, les actions de développement des différentes marques sont effectuées de manière diffuse, sans stratégie d'ensemble. Il est important de centraliser et de professionnaliser ces démarches afin de mieux les contrôler, d'assurer la cohérence entre les différentes marques de la Gendarmerie nationale et de sécuriser d'un point de vue juridique les process.

Développer des licences pour générer des recettes

La contractualisation des accords de licence y compris de co-branding et la vente directe des Produits dérivés via le site Internet ont également pour but d'accroître les recettes propres de la Gendarmerie nationale. Ces recettes sont destinées à devenir une nouvelle source de financement annexe de la Gendarmerie nationale et sont donc un aspect à prendre en compte par le Titulaire.

Au développement des trois marques: Gendarmerie, GIGN ("l'objectif est d'entretenir le mythe du GIGN tout en créant davantage de proximité", dit l'appel d'offres) et Garde républicaine, pourra

s'ajouter le développement d'autres marques comme le Peloton de Gendarmerie de Haute Montagne, le Musée de la Gendarmerie nationale, le Groupement blindé de la Gendarmerie nationale, l'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale…

A Rennes, ce maréchal des logis-chef arrête les voitures sur la rocade pour sauver un désespéré (série de Noël)

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 3 janvier 2019 A la une, L'actualité Bretagne, Vidéos G.T.

Ces gendarmes n'ont pas fait les gros titres, et pourtant ce sont des héros. Leur point commun? Ils ont sauvé une vie en dehors de leur service. Troisième et dernier épisode de notre série de Noël.

En cette fin du mois d'août, Guillaume, un maréchal des logis-chef de 42 ans profite de ses congés avant la rentrée. Mais sur la rocade de Rennes, son attention est tout d'un coup attirée par un détail troublant: un homme est assis sur la rambarde d'un pont, visiblement prêt à sauter.

Le gendarme sort aussitôt de la voie rapide et alerte le commissariat. Il rejoint à pied le pont pour empêcher le désespéré de se jeter sous les roues des voitures. Le militaire réussit à arrêter les voitures qui foncent sur cette voie rapide.

Puis le militaire parvient à faire déplacer un semi-remorque sous le désespéré. Un policier, arrivé sur lieux, se jette sur la remorque et attrape par les jambes le jeune suicidaire. Guillaume nous raconte son intervention.

L'EOGN a célébré ses 100 ans!

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 4 janvier 2019 A la une, Brèves, Vie des personnels

Les officiers apprennent à manier le sabre pendant let scolarité (PHOTO EOGN-CA)

Elle est désormais une vénérable mais néanmoins alerte centenaire! L'EOGN, l'Ecole des officiers de la Gendarmerie Nationale a fêté ses cent ans rapporte Gendcom.

Le 31 décembre 1918, l'École des officiers de la gendarmerie nationale était créée par un décret du Président de la République de l'époque, Raymond Poincaré.

D'abord installée rue d'Anjou à Versailles, ce n'est qu'au 1er octobre 1945 que l'École s'est implantée définitivement au quartier Augereau de la caserne militaire de Melun.

L'Essor souhaite un excellent anniversaire à l'EOGN!

École des Officiers de la Gendarmerie Nationale - EOGN

31 décembre 2018, 19:55 ·

[CENTENAIRE] – l'EOGN célèbre ses 100 ans ! 🎉

Il y a 100 ans jour pour jour, l'École des officiers de la gendarmerie nationale était créée par décret du Président de la république de l'époque, Raymond Poincaré.

Instituée initialement à Versailles, ce n'est qu'au 1er octobre 1945 que l'École s'installe définitivement au quartier Augereau de la caserne militaire de Melun.

Au fil des années, scolarité et recrutement ont fortement évolué. Si la formation n'était destinée à l'origine qu'aux sous-officiers aptes à devenir sous-lieutenant, elle s'adresse maintenant à une dizaine de recrutements différents.

L'École a su s'adapter aux évolutions de la société et aux nouveaux enjeux apparus au fil du temps, tout en conservant ses traditions et son héritage.

Elle revêt aujourd'hui un caractère prestigieux et international, faisant la fierté de ses élèves et de ses cadres, qui s'investissent quotidiennement pour continuer d'avancer sur le chemin de l'excellence.

#gendarmerie #centenaire #eogn #formation #militaire

Revalorisation de l'ISSP et de l'AMJG : le conseil supérieur de la fonction militaire préalablement saisi

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 4 janvier 2019 A la une, Brèves, Vie des personnels

Gendarmes mobiles à Paris en 2016 (Crédit: MG/L'Essor)

La revalorisation au 1er janvier de l'ISSP et de l'AMJG décidée par le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner est acquise.

Toutefois, ces deux textes réglementaires doivent être, conformément aux dispositions du statut général des militaires, publiées au *Journal officiel*. Mais avant, ces deux décisions doivent être soumises pour avis au Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM).

Le CSFM, dont la saisine a été demandée à la ministre des Armées, devrait ainsi se réunir dès la première quinzaine de janvier, afin de permettre la publication des deux textes au *Journal officiel* avant la fin du mois de janvier.

La prise en compte de la revalorisation de l'ISSP se fera dès la solde de janvier précise la direction générale.

S'agissant de la majoration de l'AMJG, en raison d'un paramétrage spécifique et complexe d'Agorha-Solde, elle s'appliquera sur la solde de février, avec un effet rétroactif au 1er janvier.

Rappelons que le taux de l'Indemnité de sujétions spéciales de police (ISSP) versée aux militaires de la gendarmerie, en sus des revalorisations déjà actées de 0,5 point au 1er janvier 2019 et au 1er janvier 2020 sera revalorisé de 0,5 point, à compter du 1er janvier 2019.

– L'allocation de mission judiciaire de la gendarmerie (AMJG) pour les sous-officiers est quant à elle majorée de 40 €, à compter du 1er janvier 2019.

e – Service de Santé

Le saviez-vous ? Bien utiliser les médicaments

Mise à jour : 04/01/2019 – Auteur : ©DCSSA – Direction : ©DCSSA

Utiliser les médicaments à bon escient, c'est important ! C'est pourquoi il vaut mieux s'interroger avant et être attentif aux effets indésirables. En cas de doute, n'hésitez pas à vous renseigner auprès de votre médecin ou votre pharmacien.

Quels peuvent être les effets indésirables d'un médicament ?

Ils sont multiples et varient en fonction du médicament et ils sont généralement bien décrits dans la notice. Lorsqu'un effet indésirable est détecté et déclaré, on vérifie qu'il est bien lié au médicament. Cela peut notamment concourir à modifier la notice ou encore alerter sur un mauvais usage.

Quelle est la composition d'un tel produit ?

Grossièrement, le médicament est composé de ce que l'on appelle le principe actif (la molécule avec l'effet attendu), les excipients (qui permettent à la molécule d'être absorbée et d'agir) et le tout sous-forme galénique (c'est la forme du médicament : ampoule, gélule, comprimé), qui participe à la façon dont le traitement se libère dans le corps (libération immédiate ou prolongée par exemple).

Quel est son rôle dans l'organisme ?

Les effets attendus d'un médicament sont également variables selon la molécule utilisée. On distingue :

- Les traitements symptomatiques aigus (par exemple contre la diarrhée, la douleur, les vomissements etc…) qui vont améliorer un symptôme (c'est ce dont se plaint le patient) sans traiter la cause de ces symptômes.
- Les traitements thérapeutiques : qui ont pour but de soigner une maladie (ex : les antibiotiques dans le cadre d'une infection du poumon).
- Les traitements symptomatiques chroniques : il s'agit de maladies qu'il n'est pas possible de soigner mais que l'on arrive à « maitriser » pour exemple : l'hypertension artérielle, le diabète, l'épilepsie etc. L'arrêt du traitement est donc inconcevable.

Sources : ©HIAPercy Droits : ©DCSSA

f – Renseignement

Un nouveau fichier secret défense a été créé

Accueil / A la une / https://lessor.org/ 2 janvier 2019 A la une, Défense P-M.G

Exposition “Guerres secrètes” au Musée de l’Armée, consacrée aux affaires d’espionnage (Illustration – MG/LEssor)

Un fichier secret défense, mis en œuvre par la Direction du renseignement militaire (DRM), vient d’être discrètement créé par un décret paru le 29 décembre 2018 au *Journal officiel* (JO).

Ce *“traitement de données à caractère personnel”* a été baptisé Doremi, comme les trois premières notes de la gamme musicale. Plus prosaïquement, cet acronyme correspond peut-être à “*DOcumentation du REnseignement MIlitaire*” ou “*Dispositif Opérationnel du REnseignement MIlitaire”.*

Il est de toute façon impossible vérifier le sens de cet acronyme puisque le décret créant Doremi précise que l’acte d’autorisation de ce fichier “*fait l’objet d’une dispense de publication”.* Doremi remplace un fichier d’informations nominatives de la DRM. Il pourrait concerner des personnels militaires et civils de la DRM.

Ce fichier de la DRM, le troisième de ce type pour l’agence de renseignement militaire, fait partie des 17 fichiers cachés de l’Etat. Des fichiers qui échappent largement au contrôle de la Commission nationale de l’informatique et des libertés (Cnil).

De Cristina (DGSI) à Legato (Légion étrangère), en passant par Startrac (Tracfin) ou FSPRT (Intérieur), l’Etat met en œuvre 17 fichiers *“intéressant la sûreté de l’Etat, la défense ou la sécurité publique”*, qui bénéficient d’une régime dérogatoire, selon la loi du 6 janvier 1978, dite “loi informatiques et libertés”.

GISPASP, le fichier de la Gendarmerie

A ce titre, le contenu de ces 17 fichiers (créés par 13 décrets et 4 arrêtés) reste frappé du sceau *“secret défense”.* Les textes de ces 17 fichiers, publiés au JO, ne précisent ni la finalité du fichier, ni le type de données personnelles, ni la durée de conservation de ces données, ni les fonctionnaires autorisés à y accéder, ni les interconnexions éventuelles avec d’autres fichiers. Parmi ces 17 fichiers, huit sont mis en œuvre par les Armées, cinq par l’Intérieur, deux par la Justice et deux par le Budget.

La Gendarmerie gère le fichier de Gestion de l’information et la prévention des atteintes à la sécurité publique (GISPASP), le pendant de celui de la Police, dénommé Prévention des atteintes à la sécurité publique (PASP).

Par ailleurs, la loi du 6 janvier 1978 prévoit que le droit d’accès *“s’exerce de manière indirecte lorsqu’un traitement intéresse la sûreté de l’État, la défense ou la sécurité publique”.*

La demande d’accès doit être adressée à la Cnil. Cette institution indépendante désigne l’un de ses membres appartenant ou ayant appartenu au Conseil d’État, à la Cour de cassation ou à la Cour des comptes pour mener les investigations utiles et faire procéder aux modifications nécessaires. Si, en accord avec le responsable (DGSE, DRM, DGSI, …) du traitement du fichier visé, la Cnil estime que la communication des données ne met pas en cause la sûreté de l’État, la défense ou la sécurité publique, elle communique alors les éléments au requérant. En cas de désaccord, elle informe simplement le requérant qu’elle a procédé aux vérifications nécessaires.

Pour tous les fichiers de l'Etat, la Cnil rend un long avis circonstancié précisant ses remarques et ses suggestions à l'autorité qui exploitera ce fichier. Ses avis sont publiés au Journal officiel le même jour que le texte créant ce fichier. Pour ces 17 fichiers cachés, la CNIL se contente de ces quelques mots : *"avis favorable"*, ou *"avis favorable avec réserves "* ou *"avis défavorable"*. Sur ces 17 fichiers, la CNIL ne donne en effet son avis qu'à partir d'un dossier assez restreint.

Le fichier DOREMI de la DRM a fait l'objet d'un "avis favorable avec réserve" de la CNIL.

g – Cybersécurité

Facebook récupère même les données de ceux qui n'y sont pas inscrits

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Internet mercredi 2 janvier 2019

L'organisation britannique Privacy International a révélé, lors d'un congrès en Allemagne fin décembre, que des applications Android partageaient avec Facebook des données sur leurs utilisateurs… Qu'ils aient ou non un compte sur le réseau social.

L'exploitation des données par Facebook a déjà fait scandale. L'organisation non-gouvernementale (ONG) Privacy International vient de soulever un nouveau lièvre lors du Chaos Communication Congress, fin décembre. Selon leurs recherches, un grand nombre d'applications d'Android partagent avec Facebook des informations sur leurs utilisateurs. Parfois sans le consentement de ces derniers, et même s'ils n'ont pas de compte sur le réseau social.

Selon le rapport de l'ONG, **« les développeurs d'applications partagent des données avec Facebook par le biais du kit de développement logiciel Facebook (SDK), un ensemble d'outils de développement logiciel qui aident les développeurs à créer des applications pour un système d'exploitation spécifique »**.

Plus de la moitié des applications concernées

Les chercheurs ont ainsi analysé les données que 34 applications sur Android transmettent à Facebook, via SDK. **« Nous avons constaté qu'au moins 61% des applications que nous avons testées transfèrent automatiquement les données vers Facebook dès qu'un utilisateur ouvre l'application. Cela se produit que les gens aient un compte Facebook ou non, ou qu'ils soient connectés à Facebook ou non »**, détaillent-ils dans leur rapport.

Des applications Android partagent avec Facebook des données sur leurs utilisateurs. Qu'ils aient ou non un compte sur le réseau social. (Photo : Dado Ruvic / Reuters)

Les données partagées seraient plutôt des informations techniques comme le nom du programme utilisé, le modèle et nom du téléphone, la langue… Mais **« si elles sont combinées, les données de différentes applications peuvent brosser un tableau fin et intime des activités, des intérêts, des comportements et du quotidien des gens »**.

Privacy International donne l'exemple dans son rapport d'un utilisateur – n'ayant pas de compte Facebook – qui aurait téléchargé l'application *Indeed* (entreprise spécialisée dans la recherche

d'emploi), *Qibla Connect* (prières musulmanes), *Period Tracker Clue* (suivi des menstruations) et *My Talking Tom* (une application pour enfants). Toutes ces applications envoient des données à Facebook, et le réseau social, par leur seule présence sur un téléphone, peut savoir que l'usager est une femme musulmane, mère, à la recherche d'un emploi.

Les chercheurs ont aussi constaté que certaines applications envoient régulièrement des données plus détaillées à Facebook. Comme l'application de voyage *Kayak* : **« Elle envoie à Facebook des informations détaillées sur les recherches de vols des gens : ville de départ, aéroport de départ, date de départ, ville d'arrivée, aéroport d'arrivée, date d'arrivée, nombre de billets (dont nombre d'enfants), classe des billets (économie, affaires ou première classe) »**, prévient l'ONG.

Et le consentement de l'utilisateur ? Les chercheurs révèlent que même si les personnes n'ayant de compte Facebook refusent l'utilisation de leurs cookies (témoin de connexion) par le réseau social, cette action n'a **« aucun impact perceptible sur le partage des données que nous avons décrit dans le présent rapport. »**

Quel responsable légal ?

Mais alors, qui est responsable de cette collecte ? Selon Facebook, ce sont les développeurs d'applications qui ont **« la responsabilité exclusive de s'assurer qu'ils ont le droit légal de recueillir, d'utiliser et de partager les données personnelles des utilisateurs »**, avancent les chercheurs. Pourtant, **« l'exécution par défaut du SDK est conçue pour transmettre automatiquement les données à Facebook »**.

Et ce problème a déjà été soulevé par les développeurs. Depuis l'entrée en vigueur de la réglementation générale de l'Union Européenne sur la protection des données (GDPR), en mai 2018, ils sont nombreux à avoir déposé des rapports de bugs sur la plateforme de développement de Facebook, inquiets que le SDK Facebook partage automatiquement les données avant que les applications puissent demander aux utilisateurs leur accord.

Facebook a voulu les rassurer en mettant en place dès juin, une option « délai » : **« Facebook a lancé une fonction qui devrait permettre aux développeurs de retarder la collecte des événements automatiquement enregistrés jusqu'à ce qu'ils aient obtenu le consentement de l'utilisateur »**, reconnaît l'ONG.

En réponse à ce rapport de Privacy International, Facebook a rappelé que : **« avant l'introduction de l'option « délai », les développeurs avaient la possibilité de désactiver la transmission des données d'enregistrement automatique des événements, à l'exception d'un signal indiquant que le SDK avait été initialisé. Suite au changement de juin, nous avons également supprimé ce signal pour les développeurs qui désactivaient l'enregistrement automatique des événements. »**

Mais les chercheurs maintiennent leurs allégations : **« Sans davantage de transparence de la part de Facebook, il est impossible de savoir comment les données que nous décrivons sont utilisées. »**

Des hackers fabriquent une main en cire pour tromper un capteur à reconnaissance veineuse

Tech & internet http://www.slate.fr/ Repéré par Clément Lasserre — 2 janvier 2019 à 14h23 Repéré sur Motherboard

Spoiler: ça a marché.

Une nouvelle sécurité biométrique tombe face aux hackers. | Ant Rozetsky via Unsplash CC License by

Deux chercheurs en sécurité allemands ont réussi à déjouer un capteur de reconnaissance des veines de la paume de la main. Et ce avec un simple appareil photo et une fausse main faite de cire. Leur méthode a été présentée au Chaos Communication Congress de Leipzig, en Allemagne.

Un système de sécurité par reconnaissance des veines utilise un capteur infrarouge pour lire la forme, la taille et la disposition des veines de la main sous la peau. Pour le duper, Jan Krissler et Julian Albrecht ont eu besoin de 30 jours. À l'aide d'un simple appareil photo reflex dont ils ont enlevé le filtre infrarouge, ils ont pu prendre des photos de mains laissant apparaître leurs veines.

«Cela est suffisant pour prendre des photos depuis une distance de cinq mètres, cela peut fonctionner en allant à une conférence de presse et prendre des photos», explique Krissler. Plus de 2.500 photos ont été nécessaires pour perfectionner leur démonstration.

Pas un coup d'essai

L'atout de cette méthode d'authentification est qu'il est plus difficile de connaître la position des veines que de récupérer une empreinte à utiliser sur un capteur. *«Il est inquiétant que ce système, vanté comme étant de haute sécurité, puisse être piraté en modifiant un appareil photo et avec du matériel accessible à tous»*, note Jan Krissler.

Après avoir sélectionné le meilleur cliché possible, ils ont imprimé le détail du réseau veineux à l'échelle de la main. Une main en cire a été créée avec, à l'intérieur, les veines photographiées. Le duo de hackers a révélé le contenu de leurs recherches à Fujitsu et Hitachi, les deux *leaders* de ce marché. Un porte-parole de Fujitsu a affirmé que cette expérience ne pouvait fonctionner qu'avec des conditions de laboratoire et qu'il y avait peu de chances qu'elle soit reproduite facilement.

Jan Krissler, aka «Starbug», est une vraie star de la communauté des hackers. Il s'est fait une réputation en piratant des systèmes de sécurité reposant sur des technologies biométriques. En 2013, Krissler avait réussi à contourner le capteur d'empreinte d'Apple *«Touch ID»* quelques heures seulement après la sortie de l'iPhone 5s. L'année suivante, il était parvenu à reproduire l'empreinte digitale de la Ministre de la défense allemande à partir de plusieurs photographies.

« Name and shame », « spear phishing »... les cybermenaces à craindre en 2019

Technos & Medias https://www.latribune.fr/ Par Anaïs Cherif | 05/12/2018, 17:10

Le manque de protections élémentaires sur les matériels informatiques et d'une culture de la cybersécurité peu développée facilite la tâche aux hackers. (Crédits : Reuters/Dado Ruvic)

2019 devrait voir se multiplier les cyberattaques contre les réseaux matériels (routeurs, modems...) et l'Internet des objets, selon les prédictions du spécialiste russe de la cybersécurité, Kaspersky Lab. Retour sur les principales cybermenaces à venir pour l'année prochaine.

Alors que 2019 approche à grand pas, Kaspersky Lab a dévoilé, mardi 4 décembre, ses prédictions en matière de cybermenaces pour l'année prochaine. Selon le spécialiste russe de la cybersécurité, les réseaux matériels (routeurs, modems...) et l'Internet des objets devraient être des cibles privilégiées par les pirates informatiques.

"Ce genre de cyberattaques sont difficiles à repérer", expliquait mardi matin, à Paris, Vicente Diaz, chercheur en sécurité chez Kaspersky Lab. *"Sans compter que la plupart des gens ont pris de mauvaises habitudes quant à la sécurité de ces nouveaux produits."*

Et pourtant, le niveau d'attaques est déjà assez élevé pour continuer de les ignorer, estime Kaspersky Lab dans son rapport. Par exemple, le malware baptisé VPNFilter, révélé en mai dernier, est connu pour avoir infecté 500.000 routeurs dans le monde. Ses objectifs présumés : espionner et collecter des informations personnelles, telles que des mots de passe et des identifiants puis, rendre les appareils infectés inaccessibles.

Cyberattaques à visée géopolitique

Autre menace : les représailles publiques dans le cadre de cyberattaques à visée géopolitique. *"Contrairement à auparavant, les gouvernements ne sont plus timides quant à la communication post-cyberattaque"*, juge Vicente Diaz. *"Désormais, ils se demandent comment se protéger et répliquer."* Selon Kaspersky Lab, les Etats-victimes adoptent désormais une stratégie du "name and shame" pour permettre de meilleures négociations. *"Par exemple, cela peut permettre de convaincre l'opinion public pour avoir une meilleure posture dans le cadre de négociations diplomatiques entre Etats",* lorsque la cyberattaque peut être attribuée à un groupe de pirates affilé à un Etat, détaille Vicente Diaz. *"Actuellement, nous voyons que la Russie souffre de telles conséquences suite à leurs interférences présumées dans différents processus électoraux"*, complète le rapport Kaspersky Lab. Et de poursuivre :

"Instaurer cette peur est l'une des plus grandes réussites des pirates informatiques. Ils peuvent désormais exploiter cette peur, ces incertitudes et ces doutes de façon plus subtile", avant de citer en exemple le groupe The Shadow Brokers qui a publié en 2016 et 2017 une partie des outils de l'agence américaine de renseignement, la NSA (National Security Agency).

Le "spear phishing", "infection la plus efficace"

2019 devrait aussi être marqué par le "spear phishing", déclinaison du redoutable hameçonnage. Cette technique de cyberattaque cible une personne ou une entreprise spécifique, afin d'obtenir des informations personnelles ou confidentielles via SMS et email en persuadant l'utilisateur de cliquer sur un lien malveillant ou encore de se rendre sur un faux site... Si le "spear phishing" est *"loin d'être une nouveauté"*, cette technique continue d'être *"le vecteur d'infection le plus efficace"* et *"va devenir encore plus important dans le futur"*, prédit Kaspersky Lab. Le secret de cette technique : entretenir la curiosité de sa cible. Et les différentes fuites massives de données issues de plateformes sociales, comme Facebook et Instagram, peuvent aider les pirates à roder leurs attaques, selon Kaspersky Lab.

"Prenons pour exemple la fuite des données de 50 millions d'utilisateurs Facebook cette année. Ce genre de données est ensuite revendu sur Internet et est à la portée de n'importe qui. Donc même les conversations quotidiennes, qui peuvent paraître anodines, ont en réalité de la valeur pour les pirates informatiques", avance Vicente Diaz.

Selon le rapport, les pirates peuvent par exemple *"utiliser les identifiants volés d'un contact de vos proches pour partager sur une plateforme un sujet sur lequel vous avez déjà échangé en privé et donc, être plus susceptibles de vous pirater"*.

Asie et Moyen-Orient, terreaux de nouveaux pirates

Enfin, il faut redouter l'arrivée de nouveaux acteurs et tourner son regard vers l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient. *"Nous avons observé la progression rapide de groupes suspects basés dans ses régions, qui recourent traditionnellement à de l'ingénierie sociale pour viser des cibles locales"*, note Kaspersky Lab. En clair, ces nouveaux pirates utilisent un ensemble de techniques pour manipuler leurs cibles afin d'obtenir des informations sensibles ou de les convaincre de réaliser certaines actions et compromettre leurs réseaux.

Pour l'instant, ces nouveaux pirates prolifèrent grâce aux manques de protections élémentaires sur les matériels informatiques et d'une culture de la cybersécurité peu développée dans ces régions. Mais au fur et à mesure que les internautes de ces régions renforceront leurs protections, ces nouveaux pirates vont perfectionner leurs outils et s'étendre à d'autres régions, estime Kaspersky Lab.

"La marche à l'entrée n'a jamais été aussi faible, avec des centaines d'outils très efficaces et des exploits de fuites repensés", estime Vicente Diaz. Et de poursuivre : "Et comme avantage supplémentaire, de tels outils rendent l'attribution (de cyberattaques) presque impossible et peuvent facilement être personnalisés."

h – Service du commissariat des armées

i - Service des essences des armées

j - Forces Prépositionnées

Forces de Souveraineté

Forces de Présence

k - Réserves

l - D.G.A.

Le ministère des Armées notifie le premier lot d'études du projet « Man Machine Teaming » (MMT)

Mise à jour : 04/01/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

Florence Parly, ministre des Armées, se félicite de l'évolution du projet « Man Machine Teaming » consacré à l'intelligence artificielle et l'aviation de chasse : les 19 premiers projets viennent d'être sélectionnés par la DGA et les industriels, Dassault et Thales. Ce projet inédit implique de multiples acteurs sur le territoire national : PME, ETI, startups, laboratoires.

Logo MMT

Le ministère des Armées a notifié récemment le premier lot d'études du projet « Man Machine Teaming » (MMT). Sous la maîtrise d'œuvre industrielle de Dassault Aviation et Thales, MMT se penche sur les technologies d'intelligence artificielle pour l'aviation de combat du futur, en impliquant des laboratoires, PME innovantes et startups. Lancé officiellement le 16 mars 2018 en présence de Florence Parly, ministre des Armées, et de Joël Barre, Délégué général pour l'armement, Man Machine Teaming dévoilera des nouveaux projets sélectionnés dès le printemps 2019.

Confié à Dassault Aviation et Thales, MMT prévoit qu'un quart de ses études seront confiées aux laboratoires, ETI-PME innovantes et startups spécialisés dans l'intelligence artificielle, la robotique et les nouvelles interfaces hommes / machine. L'objectif est de faire émerger un écosystème industriel permettant aux innovations d'être détectées, évaluées et, à terme intégrées dans les développements des futurs avions de combat dès la rénovation à mi-vie du Rafale à l'horizon 2030.

En avril et mai 2018, les sujets d'études ont été sélectionnés par les armées, la DGA, Dassault et Thales. Ces sujets sont répartis en six thèmes principaux :
- Assistant virtuel & cockpit intelligent
- Interactions homme-machine
- Gestion de mission
- Capteurs intelligents
- Services capteurs
- Soutien & maintenance robotisés.

Ils ont été présentés à l'écosystème industriel lors d'un séminaire organisé à Palaiseau le 1er juin. 250 propositions ont été envoyées par les candidats, démontrant ainsi le succès de l'opération MMT.

50 propositions ont été présélectionnées fin juin, et les fiches détaillées associées ont été remises par les candidats retenus mi-juillet.

Ces propositions ont été analysées par les industriels et la DGA, et ont donné lieu à un premier lot de 19 projets pour des durées allant de 6 à 18 mois de travaux. Ils impliqueront 8 ETI et PME, dont 4 startups, ainsi que 10 laboratoires, issus de 6 régions françaises différentes.

Liste des attributaires :

Assistant virtuel et smart cockpit :
Craft AI, PME, Paris (75)
LIMOS, Université Clermont Auvergne, Clermont Ferrand (63)
EA4T, PME, Talence (33)

Interactions :
ISAé, Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace, Toulouse (31)
IMT Atlantique, Institut Mines Télécom, Brest (29)
CNRS LORIA, Vandoeuvre-les-Nancy (54)
Floralis-UGA (Université Grenoble Alpes) Filiale, Gières (38)
Vocapia Research, Orsay, PME (91)

Gestion de la mission :
Delfox, PME, Bordeaux (33)
Probayes, filiale du groupe La Poste, Montbonnot (38)
Elter, PME, Toulouse (31)

Capteurs intelligents :
ONERA, Office National de Recherche Aerospatial,
CADLM, PME, Wissous (91)
IMT Atlantique, Institut Mines Télécom, Brest (29)
IMS, Institut polytechnique de Bordeaux (33)

Services capteurs :
Magellium, Toulouse, ETI (31)
ENIB, Ecole nationale d'ingénieurs de Brest, Plouzané (29)
Mise en œuvre et soutien :
CIMPA, filiale de SOPRA STERIA
Catie, PME, Talence (33)

4e campagne d'essais du démonstrateur de drone de combat nEUROn

Mise à jour : 04/01/2019 https://www.defense.gouv.fr/dga/

Le démonstrateur de drone de combat nEUROn a débuté sa 4e campagne d'essais « *Low Observability* » courant novembre. Cette campagne est conduite par la Direction générale de l'armement (DGA) avec le soutien de Dassault Aviation. Elle a été réalisée à Istres par les équipes de DGA Essais en vol et consiste en une série de confrontations face à différents moyens opérationnels de détection ; elle se poursuivra début 2019.

Le démonstrateur de drone de combat nEUROn a débuté sa 4e campagne d'essais

La 4e campagne « *Low Observability* » a pour objectif de poursuivre l'étude de mise en œuvre des aéronefs de type nEUROn et de confronter sa furtivité à des capteurs embarqués sur aéronefs, à des radars sol et à des moyens de surface. Les campagnes *« Low Observability* » permettent à la DGA d'évaluer les développements en cours sur les moyens de détection. Elles permettent également aux forces armées d'évaluer leur capacité de détection d'un drone furtif représentatif des menaces futures.

Le 17 décembre dernier, le site d'Istres de DGA Essais en vol a accueilli un détachement d'aéronefs du centre d'expérimentations de l'Armée de l'air espagnole (CLAEX), pour confronter le drone furtif face à deux Eurofighter Typhoon. Cette activité de responsabilité DGA a pu être réalisée avec succès grâce à l'excellente coopération entre les différentes parties prenantes : Dassault Aviation, les forces aériennes espagnoles et la DGA.

Pour la suite de cette campagne d'essais, la DGA conduira d'autres vols du démonstrateur technologique nEUROn, référence de drone de combat furtif issue d'une coopération européenne, pour approfondir les réflexions d'emploi et les technologies innovantes associées. Cette campagne qui illustre l'importance de l'entretien de coopérations internationales de qualité pour l'aéronautique de demain, a également souligné la fiabilité du nEUROn par la réalisation de son 150e vol d'essai.

11 – France : Armements & Industries

Généralités

Croissance, pouvoir d'achat, dette : quel bilan pour la France en 2018 ?

Scan Eco Eco-graphie http://www.lefigaro.fr/ Par Wladimir Garcin-Berson Mis à jour le 31/12/2018 à 11:28 Publié le 31/12/2018 à 10:52

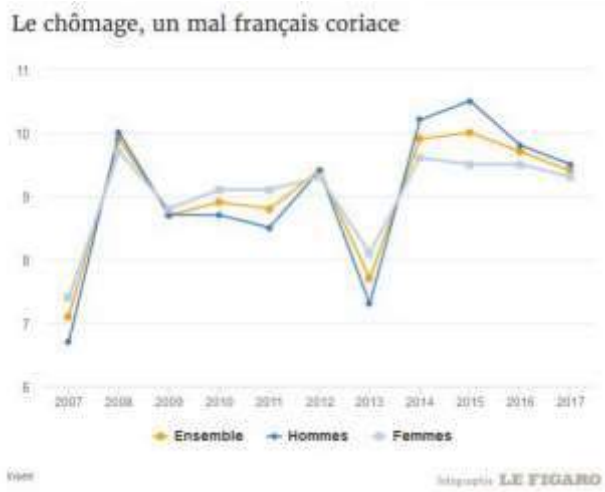
En 2018, après une année 2017 particulièrement dynamique, l'économie française a entamé un ralentissement qui devrait se poursuivre l'an prochain. Le Figaro

LE SCAN ÉCO - En cette fin d'année, *Le Figaro* fait le point sur les principaux indicateurs permettant de tracer le bilan d'une année en demi-teinte pour l'économie française, entre bases solides et ralentissement à prévoir.

● Croissance, chômage

La croissance a connu de nombreux soubresauts: alors que Bercy misait initialement sur une progression du PIB de 1,7% en 2018, le trou d'air traversé par l'économie française durant le premier semestre a mis à mal ces espoirs. Pire encore, la crise des «gilets jaunes» a fini d'enterrer ces prévisions. La croissance a augmenté de 0,2% aux premier et deuxième trimestres puis de 0,3% au troisième. En décembre, la Banque de France prévoyait une hausse de 0,2% au dernier trimestre de l'année. Mi-décembre, l'Insee emboîtait le pas à la Banque de France et revoyait ses projections à la baisse pour l'année, à 1,5% de croissance. La chute est d'autant plus sévère que le PIB avait fortement progressé l'an dernier, à 2,3%.

Parallèlement, le chômage a poursuivi sa lente, très lente décrue. Si les chiffres restent à l'heure actuelle loin des objectifs affichés par la ministre du Travail, Muriel Pénicaud (qui promet un taux à 7% d'ici 2022), la tendance de fond est bien là. En apparence, le taux est resté relativement stable cette année, passant de 9,2% au premier trimestre à 9,1% aux deux comptages suivants. Le chômage des jeunes est quant à lui établi à 21,3% au troisième trimestre, en hausse de 0,4 point sur trois mois. Pour autant, l'Insee prévoit un taux à 9% fin juin 2019, et plusieurs indicateurs sont positifs, comme le taux d'emploi des 55-64 ans et celui des 15-24 ans. De plus, le nombre de chômeurs de longue durée continue de baisser. Reste à voir l'impact des événements récents sur l'emploi.



● Dette et déficit public

En 2018, le quinquennat en cours n'aura pas réussi à faire baisser la note: la dette a continué de progresser, passant de 2257,8 milliards d'euros à la fin 2017 (soit 98,50% du PIB) à 2322,3 milliards d'euros au troisième trimestre 2018. Les dernières annonces pour soutenir le pouvoir d'achat représentent une charge supplémentaire pour l'État et risquent d'alourdir le bilan. Cette dette représente aujourd'hui 99,3% du PIB français, un montant dangereusement proche de la barre symbolique des 100% et qui n'a cessé de progresser ces dernières années. Selon l'Agence France Trésor, chargée de gérer la dette de l'Etat, cette dernière est en majorité détenue par des non-résidents: toutefois, cette proportion a chuté en quelques années, passant de 67,8% en décembre 2009 à 58,0% à l'aube du mandat d'Emmanuel Macron et 53,3% aujourd'hui.

La France fait partie des mauvais élèves européens en matière de dette publique: ainsi, si certains États présentent une dette abyssale supérieure à 100% du PIB, comme le Portugal, la Grèce ou la Belgique, d'autres, comme l'Estonie, le Danemark, la République Tchèque ou l'Allemagne gardent des comptes en accord avec les exigences de Bruxelles.

De son côté, le déficit public s'est stabilisé cette année à -2,7% du PIB, sous les critères requis par l'Union européenne dans la zone euro. Toutefois, les dernières mesures annoncées par le président de la République, début décembre, feront passer «temporairement» le déficit français à -3,2%. Pas de quoi inquiéter Bruxelles qui fait confiance à la solidité de l'économie hexagonale. Depuis près d'une décennie, le déficit français s'est progressivement réduit, passant de 7,2% du PIB en 2009 à 5,0% en 2012, 3,6% en 2015 et 2,7% l'an dernier.

● Pouvoir d'achat

Centre de l'attention ces derniers mois, à l'échelle nationale, le pouvoir d'achat a augmenté en France cette année. Selon l'Insee, le revenu disponible brut ajusté des ménages - autrement dit, le revenu à leur disposition pour consommer et épargner, après prélèvements sociaux, impôts et transferts sociaux - a augmenté chaque trimestre, de 0,1%, 1,1% et 0,6% respectivement. En parallèle, par rapport à une base 100 établie sur la moyenne de 2015, les prix à la consommation ont augmenté durant l'année, passant de 101,67 en janvier à 102,96 en juillet et 103,14 en novembre. D'une manière générale, l'Insee estime que le ralentissement de la hausse des prélèvements sociaux et fiscaux couplée à la progression de la masse salariale ont conduit à un renforcement de 1,4% du pouvoir d'achat sur l'année, équivalent à celui de 2017.

Rétro : l'événement éco' de 2018 par Marie Visot

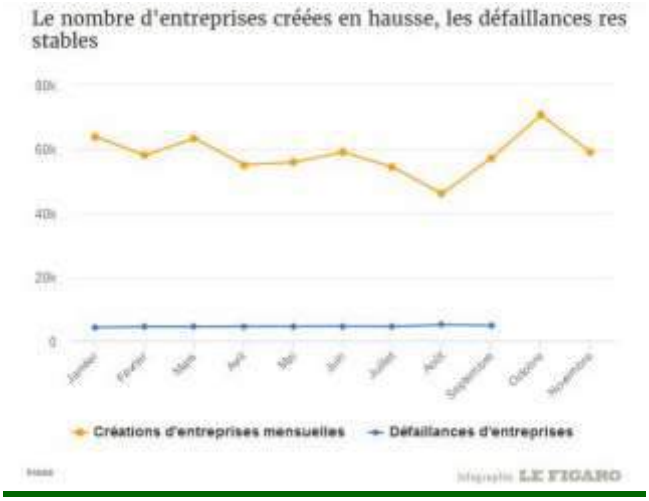
Quel a été l'événement économique le plus marquant cette année ? Pour la chef de service du Figaro économie, c'est la révolte des «gilets jaunes», poussant Emmanuel Macron a «dévier» du programme qui était le sien lors de la campagne présidentielle.

● Balance commerciale

En 2018, la balance commerciale française a continué de se creuser, poursuivant une tendance particulièrement marquée depuis plusieurs années. Entre le dernier trimestre 2017 et le troisième trimestre 2018, les importations ont augmenté de 4,3 milliards d'euros, tandis que les exportations n'ont crû que de 2,7 milliards d'euros. Fin octobre, d'après les douanes, le déficit commercial en biens s'était réduit à 4,1 milliards d'euros, grâce aux exportations en hausse des matériels de transport, de produits pharmaceutiques, chimiques, agricoles et agroalimentaires.

● Création d'entreprises

Sur les douze derniers mois, cet indicateur est resté au vert: l'Insee constate une hausse de 17,3% du nombre cumulé d'entreprises créées sur douze mois, en particulier dans le secteur «transports et entreposage». Le nombre total de créations se replie en novembre, à -5,3% après une hausse de 4,4% en octobre, marquant ainsi un ralentissement important sur la fin de l'année. Pour autant, par rapport aux années précédentes, le nombre de nouvelles entreprises reste en forte progression, toutes formes confondues, tandis que le nombre de défaillances décroît.



● Confiance des acteurs économiques

La confiance des Français envers l'avenir n'a cessé de régresser cette année: par rapport à une moyenne établie à 100, l'indicateur synthétique de l'Insee marque un retrait, dégringolant de 104,

début janvier, à 92 en novembre. Les ménages craignent particulièrement une dégradation du niveau de vie dans l'Hexagone et ils considèrent que leur pouvoir d'achat s'est considérablement restreint cette année.

En parallèle, l'indice permettant de mesurer le climat des affaires s'est lui aussi dégradé, passant de 111 en début d'année à 104 en novembre et 102 en décembre. Les chefs d'entreprise restent toutefois confiants, l'ensemble des secteurs interrogés gardant des résultats supérieurs à leur moyenne sur le long terme.

Le secteur de la construction est à cet égard représentatif. En décembre, l'indice de climat des affaires dans le bâtiment reste bien au-dessus de sa moyenne, à 109 points. Pour autant, ces informations sont tempérées par les dernières estimations: sur un an, de novembre 2017 à octobre 2018, le nombre de logements autorisés à la construction est en recul de 6,4%, et les mises en chantier n'augmentent que de 1,2%. L'Insee prévoit un ralentissement global sur l'année 2018 (+1% après 3,5% de croissance l'an dernier) ainsi que sur le premier semestre 2019.

● Et pour 2019 ?

À ce stade, les prévisions pour 2019 mettent avant tout l'accent sur un ralentissement de la croissance et de la consommation, qui ne devrait toutefois pas tourner à une baisse dans l'année à venir. La Banque de France table sur une croissance plafonnant à 1,5% et un taux de chômage qui baisserait graduellement à 8,9% l'an prochain et jusqu'à 8,2% en 2021. L'institution souligne la poursuite du redressement du pouvoir d'achat des ménages, sans même prendre en compte les annonces de décembre en réponse à la crise des «gilets jaunes». La consommation des ménages, l'investissement des entreprises et les exportations devraient également rester «robustes». Pour autant, les auteurs du rapport mettent l'accent sur les «aléas importants» qui pèsent sur leurs prévisions: les mobilisations de fin d'année, le Brexit, les mesures protectionnistes, la guerre commerciale sino-américaine ou encore la volatilité des cours du pétrole qui joueront sur l'économie, à différentes échelles et sur différentes périodes.

Les prévisions de l'Insee suivent un chemin similaire: le chômage atteindrait 9,0% au printemps prochain, et l'acquis de croissance serait de 1,0% à mi-année. La consommation des ménages devrait se redresser, de même que le pouvoir d'achat (dont l'acquis de croissance est évalué à 2% mi-2019), mais «la durée et les conséquences du mouvement social des «gilets jaunes» restent très incertaines», rappelle l'institut, qui souligne lui aussi les nombreuses inconnues dans le monde, comme la crise en Turquie, la guerre commerciale entre Pékin et Washington ou encore les «tensions protectionnistes» qui risquent d'influer sur le commerce.

Commerce

Investissements étrangers en France : le dispositif de contrôle élargi depuis le 1er janvier

Accueil Économie Commerce https://www.ouest-france.fr/ avec AFP Modifié le 03/01/2019 à 18h19 Publié le 03/01/2019 à 17h54

Le quartier d'affaire de La Défense, à Paris, capitale qui passe devant Londres en terme d'accueil d'investissements étrangers. | FRANCK DUBRAY / OUEST-FRANCE.

Le contrôle des investissements étrangers sera étendu cette année à de nouveaux secteurs jugés stratégiques comme l'aérospatial mais aussi la cybersécurité, l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs et l'hébergement de données sensibles, a déclaré ce jeudi le ministre des Finances, Bruno Le Maire.

Le dispositif de contrôle des investissements étrangers en France, dont le champ a été élargi notamment à la cybersécurité et l'intelligence artificielle par un décret publié il y a un mois, est entré en vigueur le 1er janvier, a indiqué ce jeudi Bercy.

« Avec ce texte, nos entreprises ayant des activités de recherche et développement dans certains secteurs technologiques d'avenir, qui présentent de véritables enjeux de défense ou de sécurité publique, seront mieux protégées contre les acquisitions hostiles », s'est félicité le ministre des Finances, Bruno Le Maire, cité dans un communiqué. **« Nous souhaitons mettre en place des mesures fortes quand nos règles ne sont pas respectées par les investisseurs »**, a-t-il expliqué.

Un décret publié par Matignon le 1er décembre avait élargi le champ du décret aux **« entreprises dans les secteurs de l'aérospatial et de la protection civile, ou qui mènent des activités de recherche et de développement en matière de cybersécurité, d'intelligence artificielle, de robotique, de fabrication additive, de semi-conducteurs »**, a précisé le ministère.

« Ce renforcement ne se fait pas au détriment de l'attractivité de l'économie française »

« Ces dispositions, entrées en vigueur le 1er janvier 2019, sont conformes aux orientations figurant dans la proposition de règlement sur le filtrage des investissements directs étrangers dans l'UE, qui est sur le point d'être définitivement adoptée », a souligné Bercy.

Le ministère des Finances a assuré que **« ce renforcement réglementaire ne se fait pas au détriment de l'attractivité de l'économie française pour les investisseurs internationaux »**.

Bruno Le Maire avait annoncé il y a un an un renforcement du décret dit Montebourg de 2014 qui avait étendu la nécessité d'une telle autorisation aux secteurs de l'énergie, des transports, des télécoms, de l'eau ou de la santé.

La loi Pacte, qui prévoit également un renforcement de ce dispositif, doit être étudiée à partir de la mi-janvier au Sénat avant de revenir à l'Assemblée nationale pour son approbation définitive.

Finances

Les dirigeants d'entreprises cotées devront payer leurs impôts en France

Économie France Par latribune.fr | 30/12/2018, 10:34

Le ministre des Comptes publics Gérald Darmanin. (Crédits : Reuters)

Gérald Darmanin assure, dans un entretien au JDD, que les patrons d'entreprises cotées et de celles où l'Etat est actionnaire devront être "impérativement" des "résidents fiscaux français".

"Comme l'a dit le président de la République, les dirigeants d'entreprises cotées ou dont l'Etat est actionnaire doivent impérativement être résidents fiscaux français", a indiqué le ministre des Comptes publics Gérald Darmanin dans une interview au Journal du dimanche (JDD). .

"Nous sommes en train de nous en assurer et nous sommes prêts à prendre toutes les mesures nécessaires si tel n'était pas le cas", a-t-il ajouté, estimant que "la suppression de l'ISF, qui était un impôt absurde, doit aller de pair avec un certain civisme fiscal".

Dans sa réponse au mouvement des "gilets jaunes", le président Emmanuel Macron avait dit le 10 décembre que *"le dirigeant d'une entreprise française doit payer ses impôts en France et les grandes entreprises qui y font des profits doivent y payer l'impôt"*.

Aucune crainte de fraude sur le prélèvement à la source

Concernant le prélèvement de l'impôt à la source, qui doit commencer à être appliqué mardi 1er janvier, le ministre ne craint pas particulièrement de fraudes. *"Ce gouvernement fait confiance aux entreprises* (qui devront collecter l'impôt, ndlr). *Et si dans tout système, il peut y avoir des fraudes, l'administration sera vigilante, mais notre rôle est d'accompagner l'entreprise"*, a-t-il relevé. *"Qu'il soit en tout cas certain que si, pour une raison ou une autre, l'impôt n'est pas acquitté normalement, ce sera sans aucune conséquence pour le particulier"*, a rassuré Gérard Darmanin.

"Nous avons beaucoup travaillé avec les entreprises", a-t-il d'ailleurs remarqué. *"Le prélèvement à la source, ce n'est rien d'extraordinaire, juste une ligne de plus sur le bulletin de paie comme les cotisations sociales - et les entreprises collectent déjà la CSG ou la TVA."* Le ministre des Comptes publics a assuré au JDD avoir *"préparé cette réforme avec beaucoup de méticulosité"*. *"L'application du taux de prélèvement à la source a été testé sur 8 millions de bulletins de salaire, sans bug"*, s'est-il félicité.

Pour remplacer l'ISF, Terra Nova préconise une hausse des droits de succession

Économie France Par latribune.fr avec AFP | 04/01/2019, 9:35

(Crédits : © Charles Platiau / Reuters)

Le cercle de réflexion Terra Nova propose de récupérer les 3 milliards d'euros perdus pour l'État avec la suppression de l'ISF, en revoyant la fiscalité sur les successions, dans une

note publiée ce vendredi 4 janvier. Parmi les idées avancées par Terra Nova, celle aussi de la révision de l'avantage fiscal lié à l'assurance-vie.

Au moment où s'ouvre le "grand débat national" souhaité par l'exécutif, Terra Nova, un cercle de réflexion plutôt ancré à gauche, propose **d'augmenter de 25% le rendement de la fiscalité des successions** afin de compenser les 3 milliards d'euros perdus pour l'État avec la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF), dans une note publiée ce vendredi 4 janvier. Terra Nova avertit que la France risque de devenir une société "d'héritiers vieillissants" peu enclins à "investir, à consommer, et à faire circuler les richesses", si rien n'est fait pour inverser cette tendance.

"Cette évolution serait dommageable à un double titre. D'abord parce qu'elle conduirait à la concentration du patrimoine dans les mains de quelques-uns et qu'elle assurerait la reproduction de cette concentration au fil des générations, nourrissant des inégalités à la fois croissantes et pérennes. Ensuite parce que les populations les plus âgées ne sont pas les plus disposées à investir, à consommer et à faire circuler les richesses. Cette perspective n'est donc satisfaisante ni du point de vue de l'équité sociale, ni du point de vue de l'efficacité économique."

Le patrimoine augmente en effet plus vite que le revenu et est de plus en plus concentré entre les mains des plus âgés : en 2015, le patrimoine net des ménages et des entreprises individuelles représentait 8,3 années de revenu disponible net, contre seulement 4,9 en 1980.

Moduler l'abattement en fonction de l'importance du patrimoine

Pour parvenir à augmenter le rendement des droits de succession, le think tank propose plusieurs pistes, dont *"la mise en place d'un abattement décroissant et lissé en fonction des parts transmises, ce qui permettrait d'introduire davantage de progressivité dans l'impôt sans y faire entrer de nouveaux contributeurs"*. L'abattement serait de 100.000 euros pour les parts transmises jusqu'à 200.000 euros, et décroîtrait jusqu'à 30.000 euros pour les parts au-delà de 1,5 million d'euros.

Aujourd'hui, l'abattement est de 100.000 euros quel que soit le montant pour les transmissions entre descendant et ascendant en ligne directe (grand-parent, parent, enfant).

Revisiter l'avantage fiscal lié à l'assurance-vie

Le groupe de réflexion propose en outre une refonte du barème progressif de taxation des transmissions, avec lequel *"on paierait moins d'impôt jusqu'à 150.000 euros par part, et davantage au-dessus"*.

Enfin, pour éviter que la progressivité du barème soit comme aujourd'hui "très largement contournée" par le barème applicable aux sommes transmises par l'assurance-vie, Terra Nova juge souhaitable de revoir ce dernier pour l'aligner sur le droit commun, ce qui permettrait de générer "à très long terme" un milliard de recettes supplémentaires pour l'État, une fois que tous les vieux contrats seraient arrivés à leur terme.

Les sommes dégagées par ces réformes pourraient, selon le groupe de réflexion, servir à améliorer la prise en charge de la dépendance des personnes âgées et à financer une politique d'égalité des chances à l'attention des jeunes, en créant par exemple une dotation en patrimoine versée à tout jeune à sa majorité.

"Gilets jaunes": Elisabeth Borne demande un geste aux sociétés autoroutières

Économie Flash Eco Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 05/01/2019 à 09:19 Publié le 04/01/2019 à 19:34

La ministre des Transports Elisabeth Borne a appelé vendredi les sociétés autoroutières à faire des gestes commerciaux en faveur des automobilistes au nom de la défense du pouvoir d'achat, alors que les péages de la plupart des autoroutes doivent augmenter au 1er février.

Lors d'une réunion destinée à faire le point après sept semaines d'agitation des "gilets jaunes", Mme Borne a "appelé les sociétés concessionnaires à entendre l'attente forte qui s'exprime en faveur du pouvoir d'achat, et à faire des propositions à la hauteur dans le cadre de leurs politiques tarifaire et commerciale", ont indiqué ses services.

"De premières pistes ont été abordées, notamment concernant la situation des usagers réguliers effectuant des trajets domicile-travail, qui vont faire l'objet d'un examen approfondi", ont-ils précisé dans un communiqué.

La discussion en cours, qui doit se poursuivre "dans les prochaines semaines", "se mène en tenant compte des contrats liant l'Etat aux sociétés concessionnaires, particulièrement clairs et contraignants en matière d'évolution des tarifs", a indiqué le ministère des Transports.

"Toute initiative de court terme qui s'avérerait défavorable aux usagers sur le long terme ne peut pas constituer une solution crédible", a-t-il ajouté, faisant référence au gel des tarifs des péages décrété par Ségolène Royal en 2015, qui a été compensé par d'avantage de hausses les années suivantes.

Plus que des gestes commerciaux ciblés, les sociétés autoroutières préfèreraient troquer un gel des tarifs des péages contre un allongement de leurs concessions, selon un responsable du secteur.

La réunion de vendredi était également destinée à faire "un nouveau point de situation" avec les sociétés autoroutières, qui ont été durement affectées par les manifestations des "gilets jaunes", avec un manque-à-gagner important lors des opérations de "péage gratuit" et de nombreuses dégradations.

Plusieurs barrières de péage ont notamment été pillées ou incendiées, sur fond de contestation des péages. Mme Borne avait estimé en décembre que les assurances devraient pouvoir rembourser ces dégâts.

"Aucune cause ou revendication ne peuvent justifier de s'en prendre à des personnes ou des biens. Les forces de l'ordre demeurent pleinement mobilisées et le gouvernement continuera d'être d'une fermeté totale à l'égard de ceux qui commettent de tels actes", a déclaré Mme Borne, cité dans le communiqué.

Combien d'impôts paient les GAFA en France et comment l'État va-t-il les taxer ?

Le Scan Eco http://www.lefigaro.fr/ Par Guillaume Poingt Mis à jour le 05/01/2019 à 11:52 Publié le 05/01/2019 à 07:45

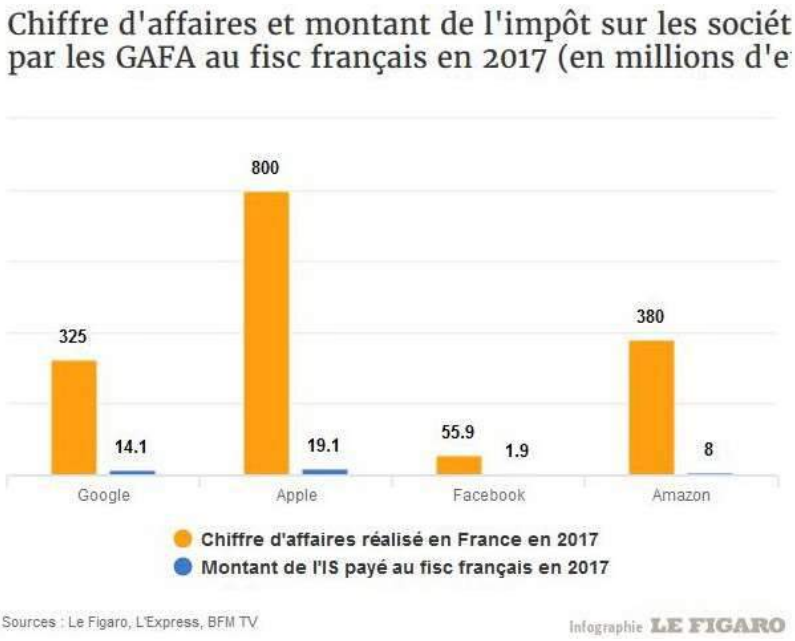
Le gouvernement souhaite taxer le chiffre d'affaires des GAFA à hauteur de 3% pour l'année 2019. DAMIEN MEYER/AFP

LE SCAN ÉCO - La France va taxer le chiffre d'affaires des géants du web à hauteur de 3% pour l'année 2019. L'utilisation des données personnelles sera notamment concernée par cette taxe. Parallèlement, un accord au niveau européen reste espéré d'ici mars 2019.

Comment taxer davantage les géants du web, les fameux «GAFA» (Google, Apple, Facebook et Amazon)? La question n'est pas nouvelle et revient régulièrement dans le débat public. Ces mastodontes paient en effet peu d'impôts en France et en Europe, malgré des profits colossaux. Les GAFA auraient ainsi payé seulement 43 millions d'euros au fisc français en 2017.

Contacté par *Le Figaro*, Google indique avoir réalisé - en 2017 -, un chiffre d'affaires de 325 millions d'euros en France et payé un impôt sur les bénéfices de 14,1 millions au fisc français. Cette année-là, Google avait enregistré un chiffre d'affaires de 94,7 milliards d'euros* à travers le monde. De son côté, Apple dispose de deux filiales en France (Apple France SARL, chargé des fonctions «support», et Apple Retail France qui gère les Apple Store et ses 2.000 employés). Selon nos sources, Apple France SARL a déclaré un chiffre d'affaires de 89 millions d'euros et payé 14,5 millions d'impôts en 2017 tandis qu'Apple Retail France a réalisé un chiffre d'affaires de 711 millions d'euros et payé 4,6 millions d'impôts. Pour rappel, la marque à la pomme a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 195,5 milliards d'euros** à travers le monde en 2017.

Amazon et Facebook n'ont en revanche pas été en mesure de nous communiquer le montant des impôts payés au fisc français en 2017. «Nous ne communiquons que sur le chiffre d'affaires d'Amazon au niveau mondial, nous n'avons pas d'information sur les chiffres réalisés en France», indique le premier. Au niveau mondial, le chiffre d'affaires d'Amazon a atteint 151,9 milliards d'euros*** en 2017. D'après nos confrères de BFMTV, Amazon France - via sa filiale logistique -, aurait déclaré un chiffre d'affaires de 380 millions d'euros et une charge d'impôts de 8 millions d'euros en France cette année-là. Même chose pour Facebook qui ne communique que ses résultats au niveau mondial et dont le chiffre d'affaires était aux alentours de 35 milliards d'euros**** en 2017. Dans un article de juillet 2018, *L'Express* expliquait que Facebook s'était acquitté d'un impôt sur les sociétés de 1,9 million d'euros pour un chiffre d'affaires de 55,9 millions d'euros en 2017. Un porte-parole de Facebook nous précise: «En France, nous avons volontairement mis en place en 2018 une nouvelle structure de vente et de facturation. Désormais, tous les revenus provenant d'annonceurs pris en charge par nos équipes en France sont enregistrés en France. Nous continuerons à respecter nos obligations fiscales telles que définies par les législations française et européenne».



L'optimisation fiscale pour minimiser les impôts

Pour minimiser les impôts qu'ils paient, en France et en Europe, les GAFA utilisent un procédé - légal -, bien connu: l'optimisation fiscale. Dans un environnement économique mondialisé, ils profitent en effet des disparités du système fiscal européen et transfèrent de manière artificielle leur activité dans des pays où la fiscalité est plus accueillante, comme l'Irlande ou le Luxembourg. L'Irlande, pays dans lequel Apple bénéficie notamment de dispositions particulières, a ainsi le plus faible taux d'imposition des sociétés des pays les plus avancés (12,5 %).

Un exemple récent illustre ce procédé d'optimisation fiscale. Selon des documents soumis à la Chambre de commerce néerlandaise, cités par le quotidien financier néerlandais FD, Google (groupe Alphabet) a en effet fait transiter 19,9 milliards d'euros en 2017 vers les Bermudes, un paradis fiscal, via une société écran basée aux Pays-Bas, dans le cadre d'un arrangement permettant au moteur de recherche américain de faire baisser les impôts payés à l'étranger.

La taxe française pourrait rapporter environ 500 millions d'euros

Pour faire payer davantage les GAFA, la France a décidé de mettre en place une taxe au niveau national depuis le 1er janvier 2019. «Les grandes entreprises qui font du profit en France doivent y payer l'impôt», avait d'abord expliqué Emmanuel Macron le 10 décembre dernier, dans une allocution télévisée. Invité chez Jean-Jacques Bourdin le 19 décembre dernier, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire avait ensuite précisé que cette taxe rapporterait 500 millions d'euros. «On va taxer le chiffre d'affaires de toute l'année 2019. Le taux sera de 3%», avait-il indiqué, précisant que les entreprises concernées seraient celles qui ont un chiffre d'affaires supérieur à 750 millions d'euros. «Nous allons taxer les revenus publicitaires, l'utilisation qu'on fait des données personnelles (...) et nous allons taxer également les plateformes numériques», avait-il poursuivi. Le ministre estime notamment qu'il n'est «pas acceptable que ceux qui font le plus de profits, les GAFA, paient 14 points d'impôts de moins que n'importe quelle PME, comme la boulangerie ou la librairie du coin». Les PME françaises sont en effet taxées en moyenne aux alentours de 23%, contre 9% pour les GAFA, précise Bercy, évoquant «une injustice fiscale».

Bercy explique par ailleurs que les contours ne sont pas encore totalement définis, mais confirme que la taxe, qui portera sur le chiffre d'affaires et non pas sur les bénéfices, tournera autour de 3% et rapportera aux alentours de 500 millions d'euros. «Cette taxe ne s'appliquera qu'à la fin de l'année», nous précise-t-on. Il faut en effet qu'elle soit d'abord votée au Parlement. Parmi les GAFA, Apple devrait être le moins «impacté» par cette taxe car la firme américaine tire 90% de son chiffre d'affaires des ventes d'ordinateurs et de téléphones.

Une taxe provisoire en attendant un accord européen ou international

Si la France passe à la vitesse supérieure, à l'instar du Royaume-Uni et de l'Autriche qui ont aussi mis en place une taxe au niveau national, c'est parce que les discussions traînent au niveau européen. Comme souvent, mettre tout le monde d'accord relève du casse-tête. A fortiori en matière fiscale où, conformément aux traités européens, toute décision doit être prise à l'unanimité des 28 États membres. Sur le papier, trois pays sont ouvertement hostiles à une «taxe GAFA»: l'Irlande, le Danemark et la Suède.

«Cette taxe au niveau national est un premier pas, c'est une taxe provisoire en attendant un accord international plus large», détaille Bercy. Bruno Le Maire affiche en effet sa détermination pour arriver à un accord européen de taxation des GAFA d'ici mars 2019, sur la base d'un accord franco-allemand. Pour rappel, début décembre 2018, Paris et Berlin avaient présenté une version édulcorée d'une proposition initiale de la Commission européenne, mise sur la table en mars 2018, espérant ainsi convaincre leurs partenaires les plus réticents comme l'Irlande. Paris et Berlin appelaient alors «les pays de l'UE à adopter ce projet de directive au plus tard en mars 2019 pour une entrée en vigueur en 2021, si aucune solution au niveau international (au niveau de l'OCDE notamment, NLDR) n'est trouvée d'ici là».

Ce compromis franco-allemand prévoit une taxation du chiffre d'affaires à 3%, comme c'était le cas dans la proposition de la Commission européenne. En revanche, cette proposition réduit considérablement l'assiette par rapport à ce qui était prévu dans le projet de la Commission puisqu'elle propose de se concentrer seulement sur la taxation de la vente de publicités en ligne.

* Soit 110,9 milliards de dollars

** Soit 229 milliards de dollars

*** Soit 177,9 milliards de dollars

**** Soit 40,7 milliards de dollars

Industries

Auto-entrepreneurs et indépendants, ce qui change au 1er janvier 2019

Économie France Par latribune.fr | 28/12/2018, 7:23

(Crédits : STRINGER Mexico)

Fiscalité, protection sociale, élargissement de l'ACCRE, congés maternité... L'auto-entreprise connaît des évolutions à compter du 1er janvier 2019.

Une « année blanche» de cotisations sociales sera accordée pour tous les créateurs et repreneurs d'entreprises sous condition, ayant un revenu annuel net inférieur à 40.000 euros au titre de leur première année d'exercice. Cette exonération prendra la forme d'un élargissement des conditions d'éligibilité à l'exonération actuellement réservée aux chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise (ACCRE).

>> Pour illustrer cette mesure, un travailleur indépendant ayant un revenu net de 30.000 euros la première année suivant la création de son entreprise sera exonéré de l'ensemble de ses cotisations de sécurité sociale, soit un gain de 9.500 euros.

Pour les travailleurs indépendants relevant du régime de la micro-entreprise, l'ACCRE prend la forme d'une exonération dégressive sur trois ans, permettant aux micro-entrepreneurs de développer progressivement leur activité. Il s'agit de faciliter l'amorçage des nouvelles entreprises

et de soutenir les modèles économiques encore fragiles. Tous les nouveaux travailleurs indépendants soumis au régime micro-social pourront ainsi en bénéficier.

Protection sociale et congé maternité

Les travailleurs indépendants nouvellement enregistrés seront gérés, pour leur couverture maladie par les CPAM. Ce sera le cas pour l'ensemble des travailleurs indépendants en 2020.

Un mode de gestion qui sera sans incidence sur les prestations et les cotisations des indépendants, qui bénéficieront de règles plus favorables, telles celles des salariés. Notamment en bénéficiant d'un congé maternité. Ou encore pour le versement des indemnités journalières qui ne sera plus conditionné comme aujourd'hui au fait d'être à jour. Les prestations seront toutefois calculées sur la base des cotisations payées.

Dans un objectif de protection de la santé de la mère et de son enfant, le PLFSS porte la durée minimale d'arrêt en cas de grossesse à 8 semaines pour toutes les femmes. Les travailleuses indépendantes pourront bénéficier en 2019 d'un congé maternité aussi long que celui des salariées. Jusqu'à présent, elles bénéficiaient d'une allocation forfaitaire ainsi que d'indemnités journalières forfaitaires versées jusqu'à 74 jours sous condition d'un arrêt de travail effectif de 44 jours. Les salariées, quant à elles, avaient droit à un congé maternité de 112 jours. Les indépendantes pourront ainsi bénéficier de 38 jours de congés indemnisés supplémentaires.

Cotisation foncière des entreprises et formation

3 nouveautés : la révision de la valeur locative du local professionnel (RVLLP) est lissée sur plusieurs années en cas de hausse (ou de baisse) importante. L'exonération de la CFE pour les auto-entrepreneurs imposés sur la base minimale de la valeur locative, et dont le chiffre d'affaires (CA) annuel est inférieur à 5.000 euros. Pour ceux-là, il y aura également l'exonération de taxes pour frais de chambre de commerce et d'industrie, ainsi que de taxes pour frais de chambre de métier et d'artisanat.

Dès l'entrée en vigueur de la loi PACTE, les artisans en création n'auront plus l'obligation d'effectuer le stage de préparation à l'installation (SPI). Il sera rendu facultatif. Sur le sujets des exigences bancaires, le compte dédié ne sera plus obligatoire pour les auto-entrepreneurs dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 5.000 euros, pour une activité occasionnelle et complémentaire (location vacances, petit artisanat...).

Airbus a mis plein gaz pour livrer son objectif de 800 avions en 2018

Actualité Grand Sud Haute-Garonne Toulouse https://www.ladepeche.fr/ Publié le 04/01/2019 à 15:43, Mis à jour le 04/01/2019 à 17:06 Airbus Gil Bousquet

Toutes les usines mondiales d'Airbus ont été mises à contribution pour livrer l'objectif de 800 appareils comme ici à Mobile en Alabama. / Airbus

Airbus aura-t-il réussi son rallye de Noël ? Ce n'est que le 11 janvier que l'avionneur toulousain dévoilera son bilan définitif pour l'année 2018 par un communiqué officiel. Deux indicateurs phares seront scrutés à la loupe : les livraisons d'avions et les prises de commandes.

127 avions à livrer en décembre

En début d'année dernière Airbus s'était engagé à livrer 800 appareils en 2018. C'est un défi considérable puisqu'en 2017 le groupe aéronautique en avait livrés 718. Il s'agit d'une augmentation de 11 % pour 2018 ! Mais voilà, cette hausse de la production a été ralentie par les retards liés aux réacteurs de Pratt & Whitney qui équipent le best-seller : l'A320 NEO. Pendant

trois mois l'an dernier, de février à fin avril, Airbus n'a reçu aucun moteur de Pratt & Whitney ce qui l'a obligé à stocker des avions sans moteur.

Depuis, les livraisons de blocs moteurs ont repris mais Airbus ne veut pour l'instant pas révéler s'il a réussi à rattraper le retard. L'agence américaine Bloomberg a avancé hier le chiffre de 790 livraisons.

Pourtant le groupe toulousain a mis les bouchées doubles en ce mois de décembre pour livrer un maximum d'avions. Pour atteindre, l'objectif de 800 appareils Airbus devait livrer 127 exemplaires pour le seul mois de décembre. « Nos équipes ont déjà réussi à livrer 127 appareils en un seul mois. C'était en décembre 2017 », rappelle une source chez l'avionneur.

Toutes les usines du monde étaient concernées dans cette course à la production : Toulouse bien sûr mais aussi Hambourg, Mobile aux Etats-Unis et Tianjing en Chine. Sans oublier également l'usine canadienne de Mirabel à Montréal qui assemble l'avion régional A220 racheté fin 2017 à Bombardier.

En début d'année, l'usine canadienne s'était fixé 18 livraisons comme objectif. « La contribution de nos équipes canadiennes participera de l'objectif global d'Airbus mais ce sont toutes les équipes des ventes en passant par les chaînes d'assemblage, les essais en vol et la finance qui se sont mobilisées en décembre. Les vacances ont été très courtes », commente-t-on au siège de Blagnac. Côté commandes, la barre des 500 ventes semble avoir été franchie grâce à la commande de 120 A220 dévoilée jeudi.

Industries d'armement

La furtivité du drone nEUROn a l'essai avec des Eurofighter

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Défense Actualité Drônes de combat 4 jan. 2019 | Par Emmanuel Huberdeau

Nouvelle campagne d'essais pour le nEUROn © Dassault Aviation

Le démonstrateur de drone de combat nEUROn participe à une quatrième campagne d'essais concernant sa furtivité et baptisée « Low Observability ». Celle-ci a impliqué des Typhoon espagnols.

La **Direction Génerale de l'Armement** a annoncé, le 4 janvier 2019, le début d'une campagne d'essais du drone **nEUROn**. Il s'agit de la quatrième campagne d'essais qualifiée de « Low Observability ». Celles-ci visent à tester la furtivité du nEUROn face à différents capteurs. Débutée en novembre 2018, cette campagne organisée avec Dassault Aviation se poursuivra début 2019. Selon la DGA, la campagne permet aussi "aux forces armées d'évaluer leur capacité de détection d'un drone furtif représentatif des menaces futures".

Dans le cadre de cette campagne, un détachement du centre logistique d'armement et d'expérimentation espagnol (CLAEX) comprenant deux chasseurs Eurofighter Typhoon s'est rendu à Istres. La furtivité du nEUROn a été ainsi put être testée face aux capteurs du Typhoon : radar à balayage mécanique CAPTOR, système optronique IRST et missile air-air IRIS-T.

Rappelons que le nEUROn est le fruit d'un programme européen ayant impliqué Dassault Aviation pour la France, Leonardo pour l'Italie, Saab pour la Suède, Airbus pour l'Espagne, Hellenic Aerospace Industry pour la Grèce et RUAG pour la Suisse.

12 – Le Monde : Modernisations & Équipements

Généralités

Pourquoi une crise économique américaine en 2019 pourrait signifier la fin du néolibéralisme

VOX Vox Economie http://www.lefigaro.fr/ Par David Cayla Mis à jour le 01/01/2019 à 15:11 Publié le 31/12/2018 à 19:40

«Donald Trump craint que la hausse rapide des taux d'intérêt de la Fed ne contribue à fragiliser l'économie américaine» analyse David Cayla. BRENDAN SMIALOWSKI/AFP

FIGAROVOX/TRIBUNE - L'économiste David Cayla revient sur le bras de fer qui oppose Donald Trump et la Fed, la banque centrale américaine. Selon lui, les principes libéraux qui maintiennent l'économie à distance du politique, sont en passe de devenir obsolètes.

David Cayla est économiste, maître de conférences à l'université d'Angers. Il a notamment contribué à l'ouvrage collectif, coordonné par Henri Sterdyniak, Macron, un mauvais tournant (Les liens qui libèrent, 2018).

Depuis son élection, le président américain Donald Trump a fait de la hausse de Wall Street un indicateur de la bonne santé économique américaine et de la réussite de sa politique. Mais voilà: les effets conjugués d'une déréglementation financière et d'une réduction massive d'impôts s'estompent. La chute brutale, en fin d'année, des indices boursiers américains est perçue comme le signe annonciateur d'une crise économique imminente. Il y a quelques bonnes raisons d'y croire.

Les États-Unis en sont à leur neuvième année consécutive de croissance, l'un des plus longs cycles de croissance de leur histoire.

La première et la principale source d'inquiétude est que les États-Unis en sont à leur neuvième année consécutive de croissance économique, ce qui correspond à l'un des plus longs cycles de croissance de leur histoire. La dernière performance de ce type date de 1992-2000 ; elle avait débouché sur une brève récession en 2001, à la suite de l'effondrement de la bulle Internet. Or, loin de s'affaiblir, la croissance américaine des derniers mois s'est en fait accélérée, dépassant les 3 % en rythme annuel au 2ème et 3ème trimestre. Bonne nouvelle? Pas vraiment, car cette croissance se fait sur une économie de plein-emploi (3,7 % de chômage) et n'apparaît pas soutenable à court terme. Elle l'est d'autant moins qu'ailleurs dans le monde les performances économiques régressent. Les économies européennes et chinoises sont en phase de décélération tandis que les pays émergents tels que la Turquie, le Brésil ou l'Argentine ont plongé dans la crise depuis le début de l'année.

Des conflits commerciaux en suspens

Autre signe peu encourageant, l'administration Trump ne cesse de souffler le chaud et le froid en matière commerciale. Tantôt elle menace ses partenaires commerciaux d'une hausse unilatérale de droits de douane, tantôt elle annonce la conclusion d'un accord ou d'une trêve, lorsqu'elle parvient à obtenir quelques concessions chez la partie adverse. La stratégie commerciale américaine est en réalité loin d'être erratique. Depuis qu'il est au pouvoir, Donald Trump applique une politique déterminée qui consiste à négocier en position de force avec la Chine et l'Union européenne à tour de rôle. Cette stratégie fonctionne dans la mesure où ni les autorités

européennes ni la Chine ne parviennent pour l'instant à lire clairement les objectifs américains de long terme qui semblent varier en fonction des circonstances.

Le comportement de Trump relève davantage de l'homme d'affaires que du responsable politique.

De fait, Trump ne mène pas une politique protectionniste, ce qui consisterait à encadrer le commerce international dans le but de contribuer à des objectifs économiques et sociaux, mais développe une stratégie de type mercantiliste. Son comportement relève davantage de l'homme d'affaires que du responsable politique. Il ne cherche pas à réguler mais à obtenir des concessions spécifiques au service de ses industriels. En échange d'une trêve commerciale de trois mois, il est ainsi parvenu à obtenir de la Chine qu'elle augmente ses achats de gaz US et qu'elle renforce la protection légale des droits de propriété intellectuelle. De même, en menaçant les constructeurs automobiles allemands, il a obtenu de Merkel un renoncement au projet européen de taxation des «GAFAM» (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), ces entreprises du net (exclusivement américaines) qui parviennent à échapper à l'impôt en jouant de la concurrence fiscale entre les États.

Ces tensions commerciales ne sont pas sans inquiéter. Il pourrait arriver un moment où les partenaires commerciaux des États-Unis pourraient se rebiffer, voire se coaliser, et imposer à leur tour des sanctions aux entreprises américaines.

Querelles sur le front intérieur

Enfin, dernier sujet d'inquiétude, les querelles internes à l'administration américaine elle-même. Incapable d'obtenir du Congrès les 5 milliards de dollars nécessaires au financement de la construction du mur frontalier avec le Mexique, la présidence bloque depuis le 20 décembre l'adoption du budget fédéral, conduisant au «shutdown», c'est-à-dire à l'arrêt soudain du paiement des salaires de 800 000 fonctionnaires fédéraux américains et à la cessation de nombreuses missions fédérales. Depuis les élections partielles de novembre dernier, les Républicains ont perdu la Chambre des représentants nécessaire à l'adoption du budget ce qui implique une forme de cohabitation à l'américaine entre le Président républicain et la Chambre démocrate, en particulier pour tout ce qui relève de la politique budgétaire.

Autre cohabitation difficile, celle qui oppose Donald Trump à Jerome Powel, le président de la Réserve fédérale, la banque centrale américaine (Fed). Depuis décembre 2015, la Fed mène une politique monétaire qui vise à sortir de la politique accommodante menée depuis 2008. Aussi entend-elle d'une part se débarrasser progressivement des actifs détenus à son bilan achetés pour soutenir l'économie américaine et les dépenses publiques dans le cadre du «Quantitative Easing», et d'autre part relever progressivement ses taux d'intérêt directeurs. En 2018, ils ont été relevés quatre fois, passant de 1,5 % à 2,5 %, une hausse plus rapide que lors des années précédentes.

Donald Trump craint que cette hausse rapide des taux d'intérêt de la Fed ne contribue à fragiliser l'économie américaine.

Or, la dernière hausse en date, celle de décembre, a suscité le courroux du président américain. Trump accuse notamment cette dernière hausse d'être responsable de l'effondrement des marchés financiers de décembre. Une hausse des taux de la Fed conduit mécaniquement à hausser la rentabilité des créances de court terme, des actifs sans risque. Aussi, plus les taux d'intérêt augmentent, moins les marchés d'actions sont attractifs, par comparaison. De plus, les taux d'intérêt déterminent les taux d'emprunt pour les entreprises et les ménages ; leur hausse contribue donc à déprimer l'investissement et la consommation et tend à freiner l'économie dans son ensemble. Enfin, des taux d'intérêt en hausse contribuent à valoriser le dollar sur le marché des changes, ce qui renchérit le coût des exportations et diminue à l'inverse celui des importations. Bref, Donald Trump craint, et il n'a pas entièrement tort, que cette hausse rapide des taux d'intérêt de la Fed ne contribue à fragiliser l'économie américaine et ne suscite le retournement de cycle qu'elle est censée prévenir.

La mort du multilatéralisme

Tensions commerciales, fin du cycle de croissance américain, contexte international déprimé, division au sein de l'administration américaine sur les politiques budgétaires et monétaires… On le voit, cette fin d'année 2018 n'incite guère à l'optimisme pour 2019. Aussi, la question que se posent aujourd'hui la plupart des économistes n'est pas de savoir s'il y aura ou non une récession l'année prochaine (celle-ci semble acquise) mais si cette récession sera à l'image de 2001, de courte durée, ou si elle s'accompagnera d'un effondrement plus brutal comme ce fut le cas en 2008.

En réalité, ce ne sera certainement ni 2001, ni 2008. Ce qui se passe aux États-Unis et plus largement dans le monde relève d'une logique nouvelle et d'un profond tournant dans la gouvernance économique.

Premier bouleversement: la politique de Trump acte la mort du multilatéralisme. Cette fin touche de nombreuses organisations internationales, en premier lieu l'ONU et ses agences, dont l'Organisation internationale du travail (OIT) qui n'est plus depuis longtemps un lieu de de développement du droit social. Mais c'est surtout l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui connait la crise existentielle la plus grave. Depuis l'échec du cycle de Doha, acté en 2006, les accords commerciaux se négocient et se signent de manière bilatérale, sans l'aval de l'OMC, à l'initiative des pays riches. Des accords qui excluent presque systématiquement les pays les moins avancés. Plus grave, l'Organe de règlement des différends (ORD), chargé de résoudre les contentieux commerciaux entre pays ne fonctionne plus qu'au ralenti et pourrait définitivement cesser toute activité en décembre 2019. En effet, les États-Unis bloquent le renouvellement des juges. Alors qu'ils devraient être sept pour un fonctionnement optimal, il n'en reste plus que trois, dont deux titulaires d'un mandat qui s'achève fin 2019.

Donald Trump n'est pas le seul responsable de l'affaiblissement du multilatéralisme économique.

L'ORD apparaît surtout totalement dépassé par les conflits commerciaux qui ne cessent de se développer. La gestion unilatérale du commerce international par l'administration Trump crée en retour des représailles tout aussi unilatérales de la part de ses partenaires commerciaux. Impossible d'instruire judiciairement ces conflits alors qu'ils ne cessent de se multiplier. À force, les nouvelles relations commerciales à la sauce Trump menacent de rendre caduc tous les traités commerciaux multilatéraux négociés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Donald Trump n'est pourtant pas le seul responsable de l'affaiblissement du multilatéralisme économique. De fait, la manière dont les États-Unis tentent de s'accorder de nouveaux privilèges commerciaux n'est pas sans rappeler la manière dont l'administration Obama a fait plier le secret bancaire suisse en imposant aux banques du monde entier l'extraterritorialité de son droit national… ou, pour remonter plus loin encore, la manière dont Nixon mit subitement fin au système monétaire de Bretton Woods en renonçant (de manière là aussi unilatérale) à assurer la convertibilité en or du dollar.

Une reprise en main du politique sur l'économie

Le mythe d'une économie mondiale qui serait organisée autour de règles décidées en commun a vécu. La gestion contemporaine de l'économie en revient à un ordre mondial originel, bien éloigné de celui anticipé par George Bush senior en 1990. Ainsi, le nouvel ordre mondial qui émerge n'est pas celui de la règle mais celui d'un ordre fondé sur la logique des rapports de force, qui pousse chaque pays à mettre ses armes économiques au service de ses seuls intérêts. Ce passage d'une gestion par la règle à une gestion par la force suppose le retour du pouvoir politique et de sa capacité à agir de manière discrétionnaire.

Voilà qui permet de mieux comprendre les tensions actuelles entre Donal Trump et la Fed. En effet, derrière le conflit relatif au niveau des taux d'intérêt se trouve une question bien plus fondamentale: une banque centrale doit-elle être indépendante du pouvoir politique? Lorsque vendredi 21 décembre, Bloomberg annonce que le président américain a demandé à ses conseillers s'il était possible de démettre Powell de ses fonctions, la presse américaine et la

plupart des économistes ont crié à l'hérésie. Interrogé par le Washington Post, le Sénateur démocrate Mark Warner, membre de la Commission bancaire sénatoriale, a parfaitement résumé le sentiment général: «Ce que le Président ne comprend pas, c'est que la politique monétaire doit être séparée de la politique. Toute mesure prise pour démanteler l'indépendance de la Fed serait non seulement inappropriée, mais menacerait les institutions qui protègent notre État de droit.»

Une banque centrale doit-elle être indépendante du pouvoir politique ?

Mais dans un monde où les règles s'affaiblissent et où les rapports de force deviennent prédominants, ne serait-ce pas Trump qui aurait raison? La doctrine selon laquelle la banque centrale doit être strictement indépendante du pouvoir politique repose sur l'idée qu'il faut à tout prix éviter l'interférence du politique sur l'économie. C'est une doctrine d'obédience libérale qui consiste à mettre la politique monétaire sur une sorte de pilotage automatique confié à un comité d'experts chargés de créer un cadre favorable à l'épanouissement des marchés.

Mais dans un monde où l'incertitude domine et où la gestion économique est un important levier d'action, on ne peut plus gérer la politique monétaire en s'extrayant de toute considération politique. Prenons la crise des pays émergents. Le principal problème de pays tels que l'Argentine ou la Turquie c'est que leurs entreprises ont profité des taux faibles pour emprunter en devises étrangères, notamment en dollars. La hausse des taux américains met ces entreprises en difficulté et l'effondrement de leurs monnaies les rend insolvables. Ces pays auraient donc besoin d'un dollar plus faible et d'une politique monétaire qui ne restreigne pas trop vite l'accès à la liquidité. Or, une gestion purement administrative de la politique monétaire américaine par la Fed est incapable de prendre ces questions en considération.

L'ère de la gouvernance économique illibérale

Du point de vue de Trump au contraire, les négociations commerciales difficiles dans lesquels il est plongé impliqueraient des alliés et donc une capacité à utiliser la politique monétaire comme une arme de négociation vis-à-vis de pays tiers. Hérésie économique? Ce qui est sûr c'est que l'affaiblissement des règles et le retour de la souveraineté politique sur les marchés impliquent de reconsidérer l'ensemble des vérités établies auxquelles nous nous sommes habitués. Car c'est une véritable gouvernance économique illibérale qui est en train d'émerger aux États-Unis, mais également en Chine et en Russie.

C'est la raison pour laquelle le prochain retournement économique n'aura rien à voir avec ceux de 2001 et de 2008. Les principes libéraux qui ont tracé les grandes lignes de l'économie mondiale au cours des dernières décennies sont en train de voler en éclat. La politique qui avait été mise à distance de la sphère économique et des marchés au nom d'une gouvernance d'experts d'inspiration libérale est en train de faire son grand retour. Aussi, si une crise économique apparaît aux États-Unis en 2019 elle ne manquera pas d'ouvrir une nouvelle ère dont la gestion marquera le grand retour des politiques économiques souveraines. C'est une ère à laquelle l'Union européenne, avec son système institutionnel extrêmement rigide, figé dans l'idéologie des années 80 et 90, n'est absolument pas préparée.

Le pétrole recule à nouveau avec les inquiétudes sur la demande chinoise

Entreprises & Finance Industrie Energie & Environnement Par latribune.fr Avec AFP | 02/01/2019, 17:24

L'EIA a revu à la hausse ses données sur la production américaine en octobre, après un nouveau record à 11,54 millions de barils extraits par jour, confirmant la place des Etats-Unis comme premier producteur mondial. (Crédits : Reuters)

A nouveau, la surabondance menace empêchant les cours du brut de s'éloigner de leurs plus bas niveaux en un an et demi atteints fin décembre. Car la Chine, devenue le premier importateur mondial d'or noir en 2018, affiche un ralentissement de son activité industrielle, tandis que les estimations de production des Etats-Unis, premier producteur mondial, viennent d'être revues à la hausse.

Les cours du pétrole reculaient mercredi en cours d'échanges européens alors que le ralentissement de l'activité industrielle en Chine fait craindre pour la demande d'or noir en 2019.

Vers 15H00 GMT (16H00 à Paris), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 53,27 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 53 cents par rapport à la clôture de lundi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour le contrat de février cédait 69 cents à 44,72 dollars une heure après son ouverture.

Baisse des nouvelles commandes en Chine

Les cours du brut peinent donc à s'éloigner de leurs plus bas niveaux en un an et demi, atteints fin décembre à 49,93 dollars pour le Brent et à 42,36 dollars pour le WTI.

"La production américaine continue de gonfler avec vigueur, alors que la croissance mondiale se détériore", a résumé Bjarne Schieldrop, analyste chez SEB.

L'activité manufacturière chinoise s'est dégradée fin 2018, malgré une légère amélioration de la production, notamment du fait d'une baisse des nouvelles commandes, selon l'indice indépendant Caixin.

"Même si c'est léger, c'est la première fois que la santé du secteur empire depuis mai 2017", souligne Caixin.

Recul de l'activité industrielle en Asie

"Outre ces données chinoises, la production industrielle était en retrait en Asie le mois dernier", a ajouté Neil Wilson, analyste chez Markets.com, qui donne pour exemples la Corée du Sud, Taiwan et la Malaisie.

Un essoufflement de l'activité pèse sur la demande de pétrole.

Or, en 2018, la Chine est devenue le premier importateur mondial d'or noir, ravissant ce titre aux Etats-Unis, selon les données de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA).

Production américaine revue à la hausse

La même agence a également revu à la hausse ses données sur la production des Etats-Unis en octobre, après un nouveau record à 11,54 millions de barils extraits par jour, confirmant la place des Etats-Unis comme premier producteur mondial.

"Même si le nombre de forages actifs devrait reculer face aux prix bas du pétrole" dans les semaines à venir, l'EIA va mettre du temps à refléter cette tendance dans ses prévisions de production, a estimé M. Schieldrop.

Les données hebdomadaires sur les stocks américains ne seront pour leur part pas publiées mercredi, comme d'habitude, mais vendredi, en raison des fêtes de fin d'année.

Bourse

Les entreprises aux Etats-Unis préfèrent racheter leurs actions qu'investir

Bourse Par latribune.fr avec AFP | 30/12/2018, 10:01

(Crédits : Reuters)

Pour soutenir leur cours, les entreprises américaines rachètent de plus en plus leurs actions. Les 500 plus grosses sociétés y ont consacré 203,8 milliards de dollars au troisième trimestre, troisième record trimestriel consécutif. Une tendance qui devrait se poursuivre grâce à l'avantageuse modification de la fiscalité décidée par Donald Trump et des taux bas qui rendent les emprunts attractifs.

Les rachats d'actions ont affiché trois records trimestriels de suite aux Etats-Unis, et devraient poursuivre sur leur lancée au quatrième trimestre 2018, malgré des critiques croissantes du monde politique dans un contexte de ralentissement économique. Les 500 plus grosses entreprises cotées aux Etats-Unis et regroupées dans l'indice S&P 500 ont dépensé 203,8 milliards de dollars au troisième trimestre 2018 pour racheter leurs actions, le troisième record trimestriel de suite, d'après la société S&P Dow Jones Indices.

Cette pratique permet aux entreprises de dynamiser leur cours de Bourse. En rachetant leurs actions, elles réduisent le nombre de titres en circulation et augmentent donc mécaniquement le niveau de leur bénéfice par action, un indicateur scruté au moment de la publication de leurs résultats. Une annonce en ce sens suffit souvent à voir bondir son cours boursier. Boeing s'est par exemple envolé de 3,8% le 18 décembre après avoir porté son plan en cours de 18 à 20 milliards de dollars.

Une stratégie qui peut s'avérer coûteuse

Parfois toutefois, cette stratégie peut s'avérer coûteuse, à l'instar d'Apple qui a perdu 9 milliards de dollars cette année d'après le Wall Street Journal. Le groupe a en effet racheté ses actions au prix fort en cours d'année avant que le titre ne s'effondre en fin d'année. Ces politiques ont été facilitées par une généreuse réforme fiscale adoptée par l'administration Trump qui a rempli les coffres des entreprises, ainsi que par des conditions d'emprunt bon marché, leur permettant de s'endetter pour financer ces rachats. Bien qu'il fasse le bonheur des actionnaires, cet argent déversé fait l'objet de nombreuses critiques, dans la mesure où les fonds dépensés le sont au détriment de l'investissement de long terme. Le sénateur républicain Marco Rubio veut notamment proposer une législation visant à les endiguer.

General Motors ferme cinq sites américains

Selon une tribune du sénateur au magazine The Atlantic, les sociétés devraient pouvoir déduire fiscalement le coût de la construction de nouvelles usines. A l'inverse, *"une entreprise qui déciderait d'utiliser les économies de la réforme des impôts pour racheter ses actions ne bénéficierait d'aucun avantage fiscal"*. Cette proposition s'inscrit dans un contexte social lourd, à l'image de l'annonce de General Motors le mois dernier de fermer cinq usines en Amérique du Nord, tout en continuant à racheter ses actions. Trois sénateurs démocrates ont appelé le constructeur à suspendre les 3,4 milliards de dollars restants de son programme de rachat d'actions actuel, estimant qu'il *"détournait"* les investissements que l'entreprise pourrait porter au véhicule électrique et autonome, sans avoir besoin de licencier.

De plus, loin de profiter aux classes populaires, cette pratique est *"extrêmement inégalitaire"*, explique Josh Bivens, directeur de la recherche à l'Economic Policy Institute, un centre de réflexion. Seulement 10% des Américains détiennent 90% du stock d'actions, selon certaines études. *"J'ai du mal à imaginer des actions (politiques) d'envergure de sitôt"*, anticipe toutefois l'expert. Il regrette que *"les dirigeants d'entreprises parviennent aisément à influencer le Congrès"* en la matière.

Les limites d'une telle pratique

Plusieurs analystes pensent cependant que ces rachats pourraient chuter en cas de ralentissement économique. A la mi-décembre, des responsables de FedEx ont affirmé qu'ils hésitaient à poursuivre leurs rachats après le recul de leurs prévisions de bénéfices. Le groupe de grande distribution Lowe's a vu sa note financière dégradée par l'agence S&P après l'annonce mi-décembre d'un plan de 10 milliards de dollars de rachat d'actions, source, selon l'agence de notation, d'un risque d'alourdissement de sa dette.

Un brusque recul de ces plans pourrait *"avoir des implications"* sur les cours de Bourse, prédit Frances Donald, à la tête de la stratégie d'investissement pour Manulife Asset Management. Ils sont actuellement déjà soumis à rude épreuve avec un pic de volatilité à Wall Street.

"Il est difficile de s'en détourner lorsque vous avez commencé à vous y mettre", affirme Howard Silverblatt, analyste senior pour S&P Dow Jones Indices. Le recul du prix des actions peut toutefois rendre ces rachats moins onéreux, tempère-t-il, anticipant de ce fait un maintien de cette politique à un niveau élevé. A titre de comparaison, les rachats ont plongé en 2009, juste après la crise, mais ont rapidement repris ensuite. Les entreprises y ont consacré 43% de leurs bénéfices en 2010 et 51% en moyenne entre 2010 et 2017, rappelle Nicholas Colas, analyste pour DataTrek. *"Les rachats d'actions ne disparaitront pas si la* (prochaine) *récession n'est pas catastrophique"*, observe-t-il.

Bourses : 2018 a été la plus calamiteuse depuis dix ans

Bourse https://www.latribune.fr/ Par Delphine Cuny | 31/12/2018, 17:17

Le CAC 40 à la Bourse de Paris a fait légèrement mieux que les autres indices européens, terminant 2018 en baisse de 10,95% sur l'ensemble de l'année. (Crédits : Euronext)

L'année qui s'achève a été la plus mauvaise depuis 2008 sur les places européennes, avec une baisse de 13% pour l'indice élargi Stoxx 600. Le CAC 40 a perdu 10,95% sur l'année malgré une remontée ce lundi 31 décembre. Le Dow Jones et le S&P500 à Wall Street devraient aussi clore sur leur plus mauvaise performance depuis la crise financière.

L'année 2018 avait commencé dans une **ambiance euphorique sur les marchés** mondiaux, les grands indices battant record sur record, Donald Trump s'auto-congratulant à chaque nouveau sommet atteint par le célèbre Dow Jones. Elle s'achève dans la déprime pour les investisseurs, la quasi-totalité des places de la planète affichant une évolution négative sur les douze mois, à quelques exceptions comme la Bourse de Sao Paulo qui affiche un gain de 15%.

A l'issue de la séance du 31 décembre, écourtée et close à la mi-journée, l'indice élargi européen Stoxx 600 a terminé sur une hausse de 0,46% par rapport à la veille et une chute de 13,2% sur l'ensemble de l'année, sa **plus mauvaise performance depuis 2008,** où il s'était effondré de 46% ! L'indice Euro Stoxx 50 de la zone euro (+0,55% ce lundi) a clôturé sur un repli de 14,3%, **pire score depuis 2011** (il avait alors cédé 17%).

À Paris, le CAC 40 s'est adjugé 1,11% ce lundi à 4.730,69 points, mais il a perdu 10,95% sur l'année, signant son plus mauvais parcours depuis sept ans. A la Bourse de Francfort, qui était

close ce lundi comme celle de Milan, l'indice Dax a cédé 18,26% en 2018, année la plus noire depuis dix ans et la cinquième plus médiocre en 30 ans. Idem à la Bourse de Londres, où le FTSE (quasi stable ce lundi) accuse un repli annuel de 12,5%, le plus marqué depuis 2008.

Les valeurs automobiles et les banques, suivies des groupes de construction, ont enregistré les déclins les plus significatifs. Ainsi à Paris, **Valeo** (-59%), **Atos** (-40%), **BNP Paribas** (-36,6%), Saint-Gobain (-36,5%), et Société Générale (-35,3%) affichent les pires performances du CAC 40 sur l'année, quand seulement 12 valeurs ont fini dans le vert, avec en haut du podium **Safran** (+22,7%), **Dassault Systèmes** (+17,6%) et **Kering** (+14;2%).

Année calamiteuse en Chine, douche froide à New York

C'est cependant en Asie que le plongeon a été le plus sévère, et singulièrement en Chine, où les valeurs ont connu une année calamiteuse. A la Bourse de Shanghai, l'indice composite a perdu 24,6%, celui de la Bourse de Shenzhen a chuté de 33,2%. L'indice CSI 300 des grandes capitalisations de Chine continentale a terminé accuse sur l'ensemble de l'année une chute de 25,31%, sa pire performance en dix ans. La Bourse de Hong Kong a reculé de "seulement" 13,61%, tandis que celle de Séoul a cédé 17,28%.

A la Bourse de Tokyo, fermée ce lundi, l'indice Nikkei a perdu 12,1% sur douze mois, sa première perte annuelle depuis 2011, mettant un terme à sa plus longue série de hausses consécutives depuis la fin des années 1980.

Quant à la première place mondiale, **à Wall Street**, malgré leur remontée depuis la veille de Noël, y compris ce lundi 31 décembre, les principaux indices américains devraient terminer 2018 sur leurs **plus fortes pertes annuelles depuis dix ans**. Pour mémoire, le Dow Jones s'était envolé l'an dernier de 25,1%, le S&P 500 de 19,4% et le Nasdaq de 28,2%.

Une heure après l'ouverture de la dernière séance de l'année, le Dow s'adjugeait 0,8%, limitant son recul annuel à 5,9%, tout comme le S&P500 (-6,2% sur l'année). Le Nasdaq prenait 0,6%, réduisant à 4% son repli sur douze mois. Rien de catastrophique en comparaison des marchés émergents et européens, mais cette baisse modérée masque une évolution en dents de scie : un mini-krach en février, une rechute en mai, rebelote en octobre, puis les ventes massives de décembre.

Montagnes russes de décembre

Ce dernier mois de l'année aura vu des montagnes russes inédites : après avoir subi sa pire débâcle hebdomadaire depuis octobre 2008 à la mi-décembre, le Dow Jones a dévissé de 2,91% la veille de Noël, avant de signer un rebond spectaculaire le **mercredi 26 décembre, sa meilleure séance depuis 2009** ! L'indice phare de la Bourse de New York a en effet gagné plus de 1.000 points ce jour-là et 4,98%. L'indice S&P-500 qui avait frôlé le seuil des 20% de perte sur son record de clôture de fin septembre, révélateur de l'entrée dans un marché baissier ("bear market") avait également rebondi de 4,8% et le Nasdaq de 5,8%.

Dans un marché à la volatilité accentuée par de faibles volumes, les investisseurs cherchaient un peu d'espoir dans les derniers tweets de Donald Trump. Samedi, le président américain a fait état de "grands progrès" dans ses discussions commerciales avec son homologue chinois Xi Jinping. "On avance bien vers un accord. Si on y arrive, il sera très large et couvrira tous les domaines et tous les contentieux", a-t-il déclaré sur Twitter.

La plus mauvaise performance du Dow Jones revient là aussi à une bancaire, Goldman Sachs (-36%), suivi d'IBM (-26%), les deux meilleures aux groupes pharmaceutiques Merck (+33,9%) et Pfizer (+18%).

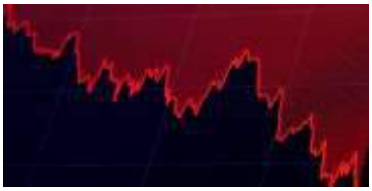
Cette mauvaise année boursière s'est aussi distinguée sur un point : "***les investisseurs en actions et en obligations ont tous deux souffert en 2018, rompant avec une tendance historique***" relèvent les experts de DWS (la gestion d'actifs de Deutsche Bank).

"Jusqu'à présent une règle d'or n'avait jamais été démentie : une mauvaise année pour les actions est bonne pour les obligations - 2000 et 2001 l'ont parfaitement illustré. Mais en 2018 [...], les

actions et les obligations mondiales ont affiché des rendements négatifs. Du moins du point de vue du dollar américain, il n'y a eu nulle part où se cacher pour un investisseur. Même l'or, valeur refuge par excellence, est dans le rouge" font-ils remarquer dans leur dernière note.

Les Bourses mondiales démarrent l'année 2019 dans une ambiance de mini-krach

Bourse Par latribune.fr Avec Reuters et AFP | 03/01/2019, 21:51



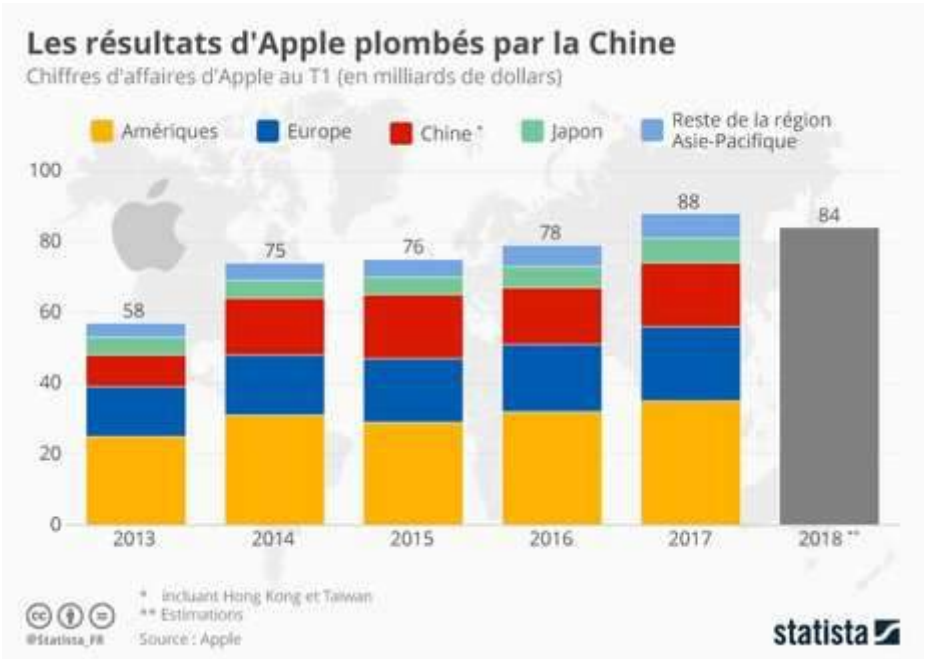
(Crédits : Reuters)

L'avertissement du géant de la technologie Apple mercredi soir a fait plonger le titre à Wall Street, entraînant dans son sillage ses fournisseurs en Asie et en Europe et provoquant un repli généralisé des Bourses à travers le monde. A cause aussi des mauvais chiffres des secteurs manufacturiers américain, européen et chinois, et malgré le rebond du pétrole hier soir, l'onde de choc continuait de faire des dégâts ce jeudi sur les grandes places financières de la planète.

[Article publié jeudi 3 janvier 2018 à 18:58, mis à jour à 21h50]

Les Bourses européennes, qui avaient débuté l'année en baisse pour leur première séance, le mercredi 2 janvier 2019, à l'exception de Francfort, ont à nouveau terminé ce jeudi dans le rouge, face à de nouveaux signes de ralentissement de la croissance mondiale et surtout entraînées par la chute d'Apple.

En effet, mercredi soir, après la séance, la firme à la pomme prenait la décision rare d'**abaisser sa prévision de chiffre d'affaires trimestriel,** son directeur général Tim Cook mettant en cause le ralentissement des ventes d'iPhone en Chine, dont l'économie souffre des incertitudes liées aux tensions commerciales avec les Etats-Unis. Concernant Apple, *"il s'agit de la première révision à la baisse des prévisions en presque deux décennies"*, a observé Chris Low de *FTN Financial*.



[Apple a lancé un avertissement sur son chiffre d'affaires 2019, mercredi 2 janvier après la clôture de Wall Street. Crédit : Statista]*

Apple n'est plus que la 4e capitalisation mondiale

Cet avertissement du géant de la technologie a fait plonger dès mercredi soir le titre Apple dans les échanges après la clôture à Wall Street, entraînant dans son sillage ses fournisseurs en Asie et en Europe et provoquant un repli généralisé des Bourses à travers le monde.

Et de fait, jeudi, à l'ouverture du Nasdaq, dans les premiers échanges, **l'action du groupe américain Apple décrochait de 8,72% à 144,13 dollars** (et jusqu'à - 9,05% soit une perte d'environ 68 milliards de dollars), accusant sa plus forte baisse en séance depuis près de six ans. Le titre est retombé ainsi à un plus-bas depuis juillet 2017 et ne pèse "plus" que 700 milliards de dollars. Il avait déjà perdu son rang de première capitalisation boursière mondiale, au profit de Microsoft en novembre, et est désormais tombé à la quatrième place, derrière Amazon et Alphabet (Google). Début août, Apple avait été la première entreprise à franchir le cap des 1.000 milliards de dollars de valeur boursière, suivi un mois plus tard par Amazon.

Wall Street à nouveau dans le rouge

L'avertissement d'Apple a fait chuter l'ensemble de la place de Wall Street dès l'ouverture. Dans les premiers échanges, l'indice **Dow Jones** lâchait 277,54 points, soit un recul de 1,19%, à 23.068,7 points. Vers 16 heures, l'indice vedette perdait 2,76% à 22.701 points.

Le **Standard & Poor's 500**, plus large, abandonnait 0,8% à 2.490,07 points, puis s'enfonçait de 2,35% à une heure de la clôture, à 2.450 points.

Le **Nasdaq**, à forte coloration technologique, cédait d'emblée 1,21% à 6.585,32 points puis reculait jusqu'à 2,80% à 6.480 points.

Le profit warning d'Apple s'ajoute à des **statistiques manufacturières moroses** aussi bien en **Chine,** dans la **zone euro** que, dans l'après-midi, aux **Etats-Unis,** semblant montrer que le **conflit commercial sino-américain** prélève bien son tribut sur le secteur industriel à travers le monde.

Le chômage augmente plus que prévu aux Etats-Unis

Les investisseurs ont par ailleurs pris connaissance de deux statistiques touchant au **marché de l'emploi aux Etats-Unis**, en prélude à la très attendue statistique mensuelle des créations d'emplois qui sera publiée vendredi. Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté plus que prévu aux Etats-Unis lors de la semaine au 29 décembre, sans remettre en cause la tendance de fond vigoureuse du marché de l'emploi en dépit d'un contexte économique et financier peu porteur.

Le secteur privé a créé 271.000 emplois en décembre aux Etats-Unis, un nombre nettement supérieur aux attentes et le plus élevé depuis février 2017, selon l'enquête mensuelle publiée jeudi par ADP.

CAC 40 et Bourses européennes plombées par la tech

En Europe aussi les Bourses n'ont pas manqué jeudi d'accuser le coup de l'avertissement lancé par Apple, qui a contribué à alimenter les craintes vis-à-vis de la conjoncture économique mondiale. Et ce n'est pas un **très mauvais indice manufacturier américain** qui a pu rassurer : l'indice ISM est tombé en décembre au plus bas depuis novembre 2016. Logiquement, les investisseurs se rabattent sur des actifs jugés moins risqués, que ce soit le marché obligataire, l'or ou encore le yen.

À Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 1,66% à 4.611,48 points. Le Footsie britannique a cédé 0,62% et le Dax allemand a perdu 1,55%. L'indice EuroStoxx 50 a laissé 1,29% et le Stoxx 600 0,98%.

"Pour le moment, les investisseurs réagissent en fuyant les actifs risqués", a commenté Philippe Waechter, chef économiste d'Ostrum Asset Management (groupe Natixis), cité par Reuters.

"Personne ne veut prendre le moindre risque parce qu'aucune des incertitudes auxquelles nous sommes confrontés n'a été levée, que ce soit le Brexit, cette guerre commerciale (entre la Chine et les Etats-Unis), ou la croissance; les investisseurs se mettent la tête dans le sable et attendent".

L'avertissement d'Apple est de très mauvais augure à quelques semaines de la prochaine "saison" des résultats trimestriels, a observé de son côté Peter Rutter (Royal London Asset Management).

Les analystes pensent que les bénéfices des entreprises de l'indice S&P-500 augmenteront de près de 7% cette année, alors qu'ils anticipaient 10% fin octobre, ce qui restait bien loin des 24% attendus pour 2018, selon des données IBES de Refinitiv.

(*) Un graphique de notre partenaire ***Statista****.*

Industries

Très volatil, le pétrole résiste grâce aux promesses de l'Arabie saoudite (et de la Russie)

Entreprises & Finance Industrie Energie & Environnement Par latribune.fr Avec Reuters | 04/01/2019, 8:51

(Crédits : Reuters)

L'offre pétrolière a chuté en décembre dans des proportions jamais vues depuis janvier 2017, premiers signes concrets de l'action saoudienne sur la réduction de sa production, une information qui a permis aux cours du pétrole de finir à la hausse jeudi sur le marché new-yorkais Nymex, à contre-courant du repli des marchés actions et malgré les craintes sur l'économie mondiale.

Les cours du pétrole ont terminé en hausse jeudi sur le marché new-yorkais Nymex, résistant à la baisse des marchés actions et aux craintes sur l'économie mondiale grâce aux signes d'une réduction de la production de l'Arabie saoudite.

Selon une enquête Reuters, l'offre pétrolière de l'Opep a baissé en décembre par rapport au mois précédent dans une proportion jamais vue depuis janvier 2017, quand avait pris effet un premier accord de réduction de la production.

Le contrat février sur le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) a gagné 55 cents, soit 1,18%, à 47,09 dollars le baril et le Brent de mer du Nord a pris 1,04 dollar (1,89%) à 55,95 dollars.

La grande volatilité des cours, signe que l'inquiétude règne

La séance a été volatile : le Brent a évolué entre des extrêmes de 56,30 et 53,93 dollars le baril tandis que le WTI a oscillé entre un plus haut du jour de 47,49 dollars et un plus bas de 45,35.

"Le pétrole fluctue au gré des inquiétudes sur l'offre et la demande. Aujourd'hui on retient surtout la situation de l'offre, qui semble tendre vers un resserrement, plutôt que le risque d'une baisse de la demande", explique Phil Flynn, analyste chez Price Futures Group à Chicago.

En 2019, l'Opep et la Russie réduiront l'offre de 1,2 million de bpj

Selon l'enquête Reuters, l'Opep a pompé pour 32,68 millions de barils par jour (bpj) le mois dernier, un chiffre en baisse de 460.000 bpj par rapport à novembre et le plus fort recul mensuel depuis janvier 2017. Cela donne à penser que l'Arabie saoudite et certains de ses alliés ont agi unilatéralement pour réduire l'offre puisque l'accord formel de l'Opep sur la réduction de la production en 2019 n'a officiellement pris effet que mardi.

L'"Opep+", expression qui désigne l'Opep et ses alliés, en premier lieu la Russie, a décidé en décembre de réduire son offre de 1,2 million de barils par jour en 2019. Sur ce total, l'effort demandé à l'Opep est de 800.000 bpj.

Selon l'enquête, l'Arabie saoudite, à elle seule, a réduit sa production de 400.000 bpj en décembre, alors que celle-ci avait atteint un record de 11 millions de bpj en novembre.

Hyperloop et taxi volant : comment les Américains espèrent se déplacer en 2030

Entreprises & Finance Industrie Automobile https://www.latribune.fr/ Par Dominique Pialot | 04/01/2019, 9:51

51% des Américains espèrent voyager en Hyperlopp en 2030 (Crédits : MARCELO DEL POZO)

À la veille du Consumer Electronic Show (CES) de Las Vegas, Dassault Systèmes et CITE Research ont sondé 1.000 adultes aux États-Unis afin de connaître leurs attentes en matière de mobilité, d'habitat, de santé et de commerce à l'horizon 2030. Olivier Sappin, vice-président du groupe en charge des transports et mobilités, commente ces résultats pour La Tribune.

Taxi volant ? Hyperloop ? Les transports de demain au coeur de la smart city font l'objet de tous les fantasmes, aussi bien sur le plan technologique qu'en raison des potentiels de marchés qu'ils représentent. À la veille du show géant de l'électronique grand public (CES) qui se tient à Las Vegas du 8 au 11 janvier prochain, Dassault Systèmes, qui compte de nombreux clients dans ces secteurs, a voulu connaître les attentes des clients de ses clients à l'horizon 2030. « *Les technologies en avance de phase aujourd'hui feront le quotidien des consommateurs demain* », observe Olivier Sappin, VP du groupe en charge des transports et mobilités.

Pour ce faire, Dassault Systèmes a réalisé en partenariat avec la société d'études CITE Research une enquête auprès de 1.000 adultes américains.

Il en résulte que ces derniers sont une large majorité (71%) à penser qu'ils circuleront en véhicule électrique en 2030, 51% en Hyperloop et 38% en taxi volant.

Des projections plausibles malgré des cycles de développement lents

Ces projections sont-elles réalistes au vu des technologies qui existent aujourd'hui ?

« *Les cycles de développement d'un véhicule sont assez lents, il faut compter au moins cinq ans*, reconnaît Olivier Sappin. *Et pour les transports en commun, étant donné le besoin en infrastructures, c'est encore plus long*.» Malgré cela, il existe aujourd'hui déjà des lignes de test Hyperloop, et des voitures volantes au stade de concept. Sans compter les drones utilisés par Amazon pour la livraison de marchandises, en avance sur le transport de personnes. Pour ces dernières, si le véhicule totalement autonome devrait changer réellement la donne, on ne l'envisage pas sur les routes dans un futur immédiat.

Les résultats de l'étude doivent-ils inquiéter les groupes dont les marchés se trouvent totalement bouleversés par ces nouvelles technologies ?

« *Nous ne sommes pas tellement surpris des résultats de cette étude*, reconnaît le VP de Dassault Systèmes. *Mais, même si elle confirme des tendances pour 2030 déjà connues, cela reste compliqué pour nos clients. En effet, il est difficile s'évaluer à quelle vitesse, dans quelles proportions et à quel prix ces nouvelles technologies vont s'imposer.* »

La batterie, un élément toujours plus central

À titre d'exemple, « *L'automobile a plus évolué ces cinq dernières années que pendant les 100 précédentes* », rappelle-t-il.

Quelles grandes tendances caractérisent les innovations actuelles ? « *Il y aura une cohabitation de plusieurs modes de transports individuels électriques, et de transports en commun tels que le train à suspension magnétique.* »

« La nouveauté, c'est que plus personne ne peut se permettre d'innover seul, souligne Olivier Sappin. On voit aujourd'hui voler en éclats les silos qui existaient jusqu'à présent, et apparaître de nouveaux acteurs et des solutions plus partagées et connectées.»

Autre nouveauté : le poids de plus en plus important de la batterie sur la chaîne de valeur, au détriment du moteur, et donc des constructeurs. « *Les batteries sont devenues un élément central des nouvelles mobilités. D'ailleurs, Tesla est plus connue pour ses voitures, mais c'est d'abord un fabricant de batteries. Avec ses gigafactories, son objectif est d'abaisser le coût en dessous des 100euros/MWh, ce qui permettra de mettre la voiture électrique au même niveau qu'un véhicule conventionnel.* »

Expériences personnalisées sans partage de données ?

Les constructeurs sont-ils conscients de cette évolution ? « *Il y a encore dix ans, tous les constructeurs étaient très pragmatiques, se fondant sur des études consommateurs très classiques*, se rappelle Olivier Sappin. *Puis il y a eu de gros paris (comme Tesla), plus inspirants encore que les films de science-fiction, et aujourd'hui plus aucun constructeur ne peut se priver d'une vision prospective.*»

Pour autant, les batteries ne sont pas une panacée universelle. « *Les principaux défis concernant les batteries portent sur le recyclage ou le bilan CO2. En revanche, elles vont permettre aux voitures de devenir des éléments de stockage du système électrique*. »

Dans ce secteur comme dans de nombreux autres, ce n'est pas l'Europe qui fait la course en tête. L'essentiel de l'innovation se situe ailleurs. « *Les investissements sur les nouvelles mobilités sont surtout concentrés en Chine et dans la Silicon Valley, qui fourmille de startups. L'Europe essaie de rattraper son retard en termes de niveau d'investissements et de prise de risque*. »

Certains résultats de l'étude peuvent paraître contradictoires. En effet, tout en considérant que les expériences personnalisées seront le principal avantage de l'évolution des technologies, en s'adaptant à leurs besoins et à leurs goûts, les Millenials n'envisagent pas de partager leurs données personnelles pour améliorer les services.

« Tout le monde cherche à protéger ses données, mais la notion de retour sur investissement va être très importante, prédit le VP. Ainsi une solution d'assurance moins onéreuse en échange de partage de données peut s'avérer séduisante. »

Industries d'armement

Lockheed Martin souhaite livrer 130 F-35 en 2019

http://www.air-cosmos.com/ Actualité Avions de combat Actualité Défense 3 jan. 2019 | Par Justine BOQUET

91 F-35 ont été livrés en 2018. © Lockheed Martin

Lockheed Martin a annoncé sa cible de livraison pour 2019. Lockheed Martin espère pouvoir ainsi livrer 130 avions de combat de cinquième génération F-35.

Le 20 décembre, Lockheed Martin a fait le bilan des livraisons du F-35 et a annoncé ses objectifs pour l'année 2019. Lockheed Martin ambitionne ainsi de remettre au moins 130 avions de combat F-35 à ses clients au cours de l'année. Si cet objectif est atteint, Lockheed Martin enregistrera alors une augmentation de plus de 40% de sa production.

Une telle hausse a d'ores et déjà été enregistrée au cours de l'année 2018. Avec 91 F-35 livrés, Lockheed Martin a ainsi vu ses cadences de production augmenter de 40% par rapport à 2017 et de 100% en comparaison à 2016. Le 91ème appareil produit en 2018 a été remis au corps de Marines américain. Il s'agissait d'un F-35B. Il vient s'ajouter aux 53 appareils qui avaient d'ores et déjà été remis aux forces américaines au cours de l'année passée.

Avec la livraison des 91 F-35 en 2018, ce sont désormais 355 avions de combat de cinquième génération qui ont été livrés par Lockheed Martin. La flotte cumule plus de 175 000 heures de vol, rapporte ainsi l'industriel. Parmi les clients du F-35, on compte donc les Etats-Unis, l'Australie, Israël, l'Italie, le Japon, la Corée du Sud, les Pays-Bas, la Norvège, la Turquie, le Royaume-Uni, le Danemark et la Belgique.

Technologie numérique

Google a appris à sa nouvelle intelligence artificielle à… surfer sur le Web

01net Actualités Science, recherche https://www.01net.com/ 31/12/2018 à 15h07 Pierre FONTAINE Journaliste **Source :** Publication de Google (PDF)

Surfer, emplir un champ d'information, cliquer sur un bouton. Le tout dans le bon ordre. Plutôt facile pour un humain mais pas pour une IA. Google a donc mis au point de nouvelles méthodes qui permettront à l'avenir aux intelligences artificielles d'apprendre, seules.

Vous aviez essuyé une goutte de sueur froide quand AlphaGo a battu le plus grand maître humain du Go. Vous étiez davantage inquiété quand la dernière IA de Deepmind avait maîtrisé seule échec, shogi et Go. Google se lance désormais dans un nouveau combat, apprendre à une intelligence à… surfer sur le Web.

Naviguer sur la Toile n'est pas si facile

Le propos et la tâche semblent dérisoires et pourtant, les progrès nécessaires pour y arriver sont énormes. Les équipes de Google (et pas de Deepmind, qui est une filiale d'Alphabet) ont publié un nouvel article scientifique intitulé *Learning to navigate the Web*, *Apprendre à surfer sur le Web*.

Ils y décrivent la manière dont ils ont entraîné un réseau neuronal grâce à l'apprentissage par renforcement afin qu'il comprenne le fonctionnement d'une page Web et puisse ensuite naviguer seul. Dans le *reinforcement learning*, un réseau neuronal cherche la solution à un problème. Il est « récompensé » quand il est fait un bon choix et continue ainsi par itération à chaque étape.

Ainsi, les chercheurs ont confronté leurs IA, QWeb et INET, à des instructions apparemment simples, comme réserver un billet d'avion ou interagir avec le site d'un réseau social.

L'IA fait alors face à un vaste champ d'interactions possibles, à de nombreuses options lexicales et à des successions d'opérations et d'étapes. Les auteurs de l'article indiquent ainsi que le

nombre d'instructions et tâches possibles au cours de telles opérations peut s'établir à 14 millions, avec un vocable qui comporte environ 1 700 mots et appellations différents, ainsi que 100 éléments Web.

L'intelligence artificielle doit donc être capable de comprendre ce qu'elle est en mesure de faire sur la page, d'identifier les différents champs de saisie et leur objet pour savoir quoi y mettre. Par exemple, la ville de départ et d'arrivée pour un vol entre Paris et New York ainsi que la bonne date. Une fois que tout est bien complété, l'IA doit être capable de comprendre qu'il faut cliquer sur le bouton Valider. Elle devra ensuite pouvoir repérer et choisir l'option proposée la moins coûteuse.

Apprendre à décortiquer et apprendre

Des essais précédents ont recouru à des démonstrations faites par des humains pour entraîner l'algorithme et faciliter son processus d'apprentissage par l'erreur. Néanmoins, comme les chercheurs de Google le notent, il est difficile d'avoir des démonstrations qui correspondent à chaque type de site. Ils ont donc opté pour deux méthodes d'apprentissage par renforcement.

La première, quand des démonstrations sont disponibles, consiste en un entraînement qui commence avec des suites de tâches simplifiées qui gagnent en complexité peu à peu. La seconde recourt à une autre méthode, qui permet à l'algorithme d'aborder une navigation aléatoire comme si elle était décrite par des instructions.

Tout cela grâce à un *meta trainer*, baptisé INET. Un formateur artificiel qui est capable de générer des instructions et des démonstrations à partir d'une page Web aléatoire sous la forme d'un DOM (Document-Object Model). Car, selon les chercheurs, il est plus simple d'établir des instructions que de les suivre et d'interagir avec une page, par exemple.

Par ailleurs, les chercheurs utilisent une autre approche nouvelle, appelée *curriculum learning*, qui transforme les tâches complexes en plus petites étapes, afin de faciliter la vie du réseau neuronal. Une autre trouvaille, nommée *shallow encoding*, aide l'IA à avoir une meilleure compréhension de la page Web et des informations qui s'y trouvent.

Ces nouveaux travaux ont, semble-t-il, obtenu de meilleurs résultats que les tentatives précédentes. Ils sont sortis victorieux d'épreuves où d'autres IA avaient échoué jusque-là.

L'objectif de cette recherche n'est pas forcément de faire en sorte qu'une IA soit réellement capable de réserver un billet d'avion seul. Encore, qu'au vu de ce que propose Duplex, son autre outil d'IA, avec les réservations de restaurant, cela pourrait être un débouché. Pour Google, c'est davantage une expérimentation qui vise à améliorer la capacité des intelligences artificielles à apprendre par elles-mêmes quand le nombre de variables est trop important et quand la supervision humaine est impossible ou difficile. Un enjeu essentiel pour, à l'avenir, permettre à des algorithmes d'apprendre seuls pour ensuite répondre à des tâches simples ou complexes. Une révolution potentielle bien amorcée.

Projet Soli : Google veut nous permettre de contrôler des appareils par des gestes

Tech & Web http://www.lefigaro.fr/ Par Harold Grand Publié le 03/01/2019 à 15:52

À l'avenir, il sera sûrement possible d'interagir avec son smartphone sans même avoir à toucher son écran. Dado Ruvic/REUTERS

En développement depuis plusieurs années, cette technologie doit permettre à chaque utilisateur de réaliser des tâches sur ses objets connectés sans même les toucher. Aux

États-Unis, la commission fédérale des communications vient d'autoriser le géant à utiliser certaines fréquences dont il a besoin.

Fermer le poing, se frotter les phalanges, claquer des doigts...Ces gestes pourraient vous permettre de contrôler votre smartphone dans les prochaines années. C'est en tout cas la vision que porte Google avec son projet «Soli». Annoncé en 2015, il vient d'obtenir une autorisation de la FCC (commission fédérale des communications aux États-Unis) pour «monter en puissance», en augmentant la fréquence des ondes dont il a besoin pour fonctionner. La commission justifie son autorisation en précisant que cette technologie «servira l'intérêt public en offrant des fonctions novatrices de contrôle sans contact (...) et pourrait aussi aider les personnes souffrant de troubles de la mobilité».

Dans la vidéo ci-dessous, Google présentait son projet:

Les technologies mises en avant par le projet Soli reposent sur des radars miniaturisés capables de capter des ondes électromagnétiques transmises par une puce spécifique, large de 9 mm. Ces ondes, créées par cette puce, rebondissent ensuite sur la main et les doigts en mouvement, lesquels transmettent un message en retour pour contrôler l'interface d'un objet connecté. Même si l'idée n'est pas neuve (on pense par exemple au système Kinect développé par Microsoft), le projet Soli se distingue par sa précision. Grâce à des algorithmes d'apprentissage automatique (capacité pour une machine d'apprendre à partir des données dont elle dispose, NDLR), il est capable de repérer des gestes similaires pour les associer à une action précise. Claquer des doigts signifiera par exemple «mettre pause ou lancer la lecture d'une chanson». Pour fonctionner correctement et éviter les angles morts, c'est-à-dire des gestes qui ne seraient pas reconnus par la puce développée par Google, l'entreprise américaine avait fait une demande d'augmentation des fréquences des ondes à la FCC en mars dernier. Google voulait qu'elles soient comprises entre 57 et 64 GHz soit au-dessus des normes actuellement en vigueur aux États-Unis pour développer sa technologie. Très vite, le concurrent Facebook avait exprimé ses inquiétudes, craignant que cela puisse créer des interférences avec d'autres objets connectés déjà sur le marché. Finalement après discussion, les deux sociétés avaient présenté une copie commune à la FCC en septembre dans laquelle ils précisaient que les puces en développement pouvaient fonctionner sur des fréquences d'onde plus puissantes mais moins forte que celle proposées par Google initialement. Après enquête, la FCC a donc validé ces demandes et permet aujourd'hui à Google, grâce à une dérogation, de poursuivre ses recherches sans limitation.

Commander un ordinateur ou une voiture

Beaucoup d'espoirs et de spéculations transitent autour du projet Soli depuis son annonce en 2015. Google souhaite intégrer ses technologies sans contact sur plusieurs objets comme les ordinateurs, les enceintes connectées sur lesquelles vous pourriez par exemple monter le volume seulement en mimant un geste de la main vers le haut ou encore les voitures pour ouvrir une portière sans toucher la poignée par exemple. Google n'en est pas à son premier essai. Au sein de son laboratoire ATAP (Advanced Technology And Project), dont est issu le projet Soli, la firme développe en ce moment le projet Jacquard qui s'intéresse aux vêtements connectés. En septembre 2017, elle avait sorti - en partenariat avec Levi's - une veste en jean dotée d'une connectivité Bluetooth. L'utilisateur pouvait notamment activer des commandes basiques pour gérer sa musique ou son application de navigation seulement en tapotant sur sa manche gauche.

CES Las Vegas 2019 : comment la French Tech tente de monter en gamme

Technos & Medias https://www.latribune.fr/ Par Sylvain Rolland | 04/01/2019, 5:56

Pour monter en gamme en 2019, et éviter la cacophonie de l'an dernier, il a été décidé de créer une délégation unique pour montrer un front uni, donc de fédérer un maximum de régions françaises autour de Business France et de la Mission French Tech. (Crédits : iStock)

Record battu : pas moins de 414 entreprises françaises, dont 376 startups, vont exposer leurs innovations au CES de Las Vegas, qui se tient du 8 au 11 janvier. Mais ce n'était pas l'objectif de la France, qui souhaite surtout éviter la cacophonie de l'an dernier, supprimer les « erreurs de casting » et fédérer les délégations régionales pour présenter un écosystème tech plus mature, en phase avec la nouvelle stratégie de la Mission French Tech. Une opération « qualité plutôt que quantité » seulement à moitié réussie.

Du 8 au 11 janvier prochain, on entendra beaucoup parler français à Las Vegas. Et pour cause : comme tous les ans, la France s'apprête à envahir le CES, le plus grand salon technologique au monde, véritable caverne d'Ali Baba des petites et grandes innovations de demain dans tous les domaines. Pour sa 52e édition, l'événement porté par Gary Shapiro, qui se tient en plein cœur de la capitale mondiale du divertissement sur une surface 250.000 mètres carrés de stands, espaces de *networking* et salles de conférences, se prépare à accueillir plus de 180.000 visiteurs, uniquement des professionnels. Plus de 4.500 entreprises de plus de 150 pays y tiendront pavillon, dans l'espoir de séduire le gratin mondial des distributeurs, des investisseurs et les 7.500 journalistes et influenceurs qui déambuleront dans les allées bondées.

Record de 2018 battu pour les startups françaises

Depuis que la France a décidé de se transformer en « *startup nation* » pour redorer son image à l'international, le CES fait l'objet de toutes les attentions et bénéficie d'un fort soutien politique, comme en témoignent les déplacements, tous les ans sauf cette année en raison du contexte social tendu, de ministres, parlementaires et présidents de régions. Jusqu'à présent, il était donc essentiel de mobiliser les troupes au maximum afin de marquer les esprits à l'international, tout en permettant aux pépites françaises de trouver des débouchés outre-Atlantique.

Cette année encore, pas moins de 414 entreprises, dont 376 startups, feront le déplacement, d'après le décompte provisoire du consultant indépendant Olivier Ezratty, auteur d'un rapport annuel de référence sur le CES. L'Hexagone amènera encore le troisième contingent mondial d'entreprises derrière les États-Unis et la Chine, et le deuxième pour les startups. Le record de l'an dernier - 412 entreprises et organisations exposantes, dont 349 startups, est donc battu, et l'écart devrait encore se creuser. "*Je découvre tous les ans pendant le salon des entreprises hors des radars, qui ne s'étaient pas manifestées avant*", précise Olivier Ezratty.

"What country is Occitanie" ? La France face au défi d'une présence plus cohérente

Cocorico ? Pas vraiment. Ce nouveau record a plutôt tendance à embarrasser la Mission French Tech et Business France, qui fédèrent la présence française au CES et qui prévoyaient - pour ne pas dire espéraient - une petite décrue. Car la France a changé son fusil d'épaule.

« *Désormais, la stratégie est moins d'exhiber le plus de startups possible pour que le monde remarque que la France sait innover, mais de mettre en avant des futurs champions mondiaux, des belles boîtes dans des domaines d'excellence, pour attirer des talents du monde entier en France et montrer que notre écosystème tech est mature* », explique Éric Morand, le directeur du département Tech et Services de Business France.

Autrement dit, battre encore des records de présence est inutile quand on souhaite mettre l'accent sur la qualité plutôt que sur la quantité. « *La course aux records au CES, c'est terminé* », avait déclaré le secrétaire d'État au Numérique, Mounir Mahjoubi, au printemps dernier.

Car, autant du côté de Bercy que de Business France ou de la Mission French Tech, l'édition 2018 avait laissé un arrière-goût amer. Certes, la France était immanquable l'an dernier à Las Vegas. Mais quel désordre ! Au lieu de présenter une délégation unique, thématiquement organisée autour des forces de la scène tech française - ce que font d'autres pays comme l'Italie ou l'Allemagne -, la France était arrivée avec des troupes en ordre dispersé. Chaque région avait envoyé sa propre délégation et menait sa propre politique d'attractivité. Mais, dans un immense salon international, cette logique s'est avérée improductive, voire absurde. « *What country is Occitanie ?* », a-t-on pu entendre près du stand toulousain.

« *C'était le bal des ego : chacun voulait tirer la couverture à soi. Du coup le message global de la marque France était complètement inaudible,* admet Éric Morand. *Il y a aussi eu une course à l'échalote pour amener la plus grande délégation possible, quitte à prendre des startups trop jeunes ou trop axées sur le marché professionnel, qui n'avaient rien à faire dans un salon grand public comme le CES* », poursuit-il.

D'après Olivier Ezratty, ces « *erreurs de casting* » représentent tous les ans jusqu'à 15 % de la présence française... avec une mention spéciale l'an dernier aux régions Nouvelle-Aquitaine (39 % de l'effectif total) et Occitanie (33 %).

« *Les startups ne doivent pas venir si elles n'ont pas un produit matériel ou matériel avec une sous-couche logicielle, à commercialiser dans les douze ou dix-huit mois après le CES* », insiste Stéphane Bohbot, le fondateur et Pdg de Inno8, spécialisé dans la distribution des objets connectés.

Neuf régions unies sous l'égide du coq de la French Tech

Pour monter en gamme en 2019, il a donc été décidé dès mars dernier de créer une délégation unique pour faire front commun, donc de fédérer toutes les régions françaises autour de Business France et de la Mission French Tech. Globalement, c'est un succès : onze régions sur treize emmènent une délégation au CES, et neuf sur onze partent sous le pavillon France, sous l'égide du célèbre coq de la French Tech. Seules Grand-Est et Auvergne-Rhône-Alpes font bande à part.

« *Nous voulons mettre en avant l'ensemble de notre écosystème régional d'innovation, pas seulement les startups, autour de nos forces comme la santé et l'usine du futur, en proposant aux startups un accompagnement personnalisé et sur la durée que Business France ne peut pas leur apporter* », justifie Jean Rottner, le président du Conseil régional Grand-Est.

De son côté, la délégation Sud-Provence Alpes-Côte d'Azur, qui embarque le plus grand contingent régional français, avec 55 startups, a préféré rentrer dans le rang.

« *La compétition entre régions ne doit pas se voir à l'international. Nous avons collectivement intérêt à jouer la carte France, quitte à la détailler territoire par territoire en plus* », estime Bernard Kleynhoff, le président de la commission Économie au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

En revanche, Business France n'a pas réussi à organiser la délégation unique de manière thématique, ce qui lui aurait conféré davantage de lisibilité.

« *Il faut avancer par étapes. Si on avait dit "on veut une allée consacrée à l'IA, une autre à la santé en mélangeant tout le monde", les plus grosses régions n'auraient pas suivi* », affirme Éric Morand.

Intégrer le CES dans la nouvelle stratégie de la Mission French Tech

La réalité est que si le CES reste un événement majeur pour l'écosystème tech français, il n'est plus aussi important politiquement. Car, depuis le début de l'année, la France souhaite mettre en avant ses *scale-ups,* c'est-à-dire les pépites en hypercroissance qui pourraient devenir des champions mondiaux dans leur domaine.

Les programmes et les missions de la French Tech, dirigée depuis juin 2018 par Kat Borlongan, ont été repensés pour se préoccuper surtout des problématiques concernant le passage à l'échelle des startups, le recrutement des talents - y compris internationaux - et la promotion de l'inclusion et de la diversité dans le milieu très blanc, très masculin et très socialement favorisé de l'entrepreneuriat.

Par conséquent, le CES de Las Vegas, dont les innovations sont souvent perçues comme des gadgets high-tech, entre moins dans cette nouvelle orientation. L'an dernier, la Mission French Tech avait tenté d'utiliser le salon pour communiquer sur l'excellence française dans les « *deep tech* », les innovations de rupture. Sans succès. Cette année, elle ne tentera même pas d'opération d'attractivité. La nouvelle équipe autour de Kat Borlongan, qui est toujours en cours de constitution après de nombreux départs, n'a pas considéré le CES 2019 comme une priorité.

C'est tout le paradoxe de cette édition pour la France. Il n'y aura jamais eu autant de startups françaises à Las Vegas et elles n'auront jamais été aussi bien mises en valeur au service de la « *marque France* ». Mais, politiquement, le CES arrive à un moment de bascule pour la French Tech, dans un contexte social peu compatible avec le « *bling bling* » de la « *startup nation* ». Le début d'une disgrâce après des années euphoriques ?

13 – Rubriques divers (Conférences, etc)

Colloques

"Gagner à distance(s). Gagner au contact": un colloque le 31 janvier

http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/ 05.01.2019 Par Philippe Chapleau

Le CDEC organise le prochain colloque de pensée militaire de l'armée de Terre sur le thème : "Guerre à distance(s) – Gagner au contact". Ce colloque aura lieu le mercredi 31 janvier 2019 en amphithéâtre Foch, à l'École militaire, à Paris, de 14h à 19h.

"Sur le territoire national comme à l'extérieur de nos frontières, l'armée de Terre est engagée dans un environnement opérationnel global, évolutif et toujours plus complexe. Si par l'apport des nouvelles technologies, de plus en plus de nations cherchent à mettre de la distance dans les façons de faire la guerre, garder le contact avec les réalités et les acteurs de terrain reste, pour autant, au cœur du fait guerrier.

La première table ronde visera à s'interroger sur les solutions d'intégration de ses évolutions dans notre manière de concevoir le combat.

La deuxième table ronde s'intéressera aux moyens d'optimiser l'empreinte au sol dans les affrontements actuels et déterminer si la proximité des protagonistes des guerres modernes est un élément indépassable d'une paix durable ?"

Inscriptions et modalités pratiques **ici** https://www.paris-ecole-militaire.fr/fr/forms/cdec1. Fin des inscriptions le 27 janvier.

Prix

Un prix Sakharov au coeur d'un conflit européen

https://www.bruxelles2.eu/ 4 Jan 2019 CEDH, Crimée, Droits de l'homme, Prisonniers politiques, prix Sakharov, Russie, Ukraine

(B2) L'avocat d'Oleg Sentsov, Dmitriy Dinze, et sa cousine, Natalya Kaplan, venus recevoir au Parlement européen le prix Sakharov au nom de leur client et parent, expliquent, dans un entretien à B2, les rouages politiques qui ont conduit Oleg Sentsov en prison en Russie. Et leurs tentatives pour l'en faire sortir.

L'avocat d'Oleg Sentsov, Dmitriy Dinze, au Parlement européen, à Strasbourg, le 12 décembre 2018 (© E.S./B2)

Oleg Sentsov a été condamné en 2015 à 20 ans de prison pour « préparation d'attentats terroristes » contre le pouvoir russe en Crimée. Cette année 2019 pourrait être déterminante pour l'intéressé : on attend la décision de la Cour européenne des droits de l'Homme.

Où est Oleg Sentsov aujourd'hui ?

DD – Il est toujours hospitalisé, dans un camp en Sibérie, au-delà du cercle polaire. Dans ce camp, sont maintenus des prisonniers condamnés à vie. Là-bas, la neige tient dix mois sur douze. S'il sort de l'hôpital, ce sera pour aller au travail. Lui refuse de marcher au pas, de se présenter à tous les contrôles et de respecter la discipline du camp.

Il a fait une grève de la faim durant plusieurs mois, de mai à octobre 2018, qui l'a conduit à cet hôpital. Qui sont ces 70 prisonniers politiques dont Oleg a demandé la libération ?

NK –La plupart sont des Tatars de Crimée dont l'écrasante majorité n'a pas accepté l'annexion de la Crimée par la Russie. Les tatars ukrainiens ont été déportés sous Staline. A l'heure actuelle, ils doivent faire face à une déportation hybride. Une façon de les évincer de la péninsule. La plupart sont accusés d'être membres d'un groupement islamique. Les fonctionnaires du FSB [les services renseignement russes] placent dans leur appartement une brochure de l'organisation interdite, juste avant de faire une perquisition.

Quelque chose a t-il changé après la grève de la faim d'Oleg ?

NK – Non. Personne n'a été libéré. En revanche, cela a déclenché une vague de grèves de la faim, dont certaines pour soutenir Oleg.

Oleg a été arrêté en 2014 et condamné en 2015 parce qu'il aurait eu le projet de commettre un attentat contre le pouvoir russe en Crimée occupée. Des preuves ont été apportées au procès ?

DD – Il leur fallait une organisation qui aurait pu être interdite sur le territoire russe, liée à l'Ukraine. Le principe étant de trouver ou créer une organisation, qu'on appelle organisation terroriste et on accuse des gens d'y appartenir pour pouvoir les arrêter. Un mouvement ukrainien, 'Secteur de droite', a été choisi pour tenir ce rôle. Il a été très actif pendant les évènements de Maïdan (en Ukraine). Les services spéciaux ont ensuite réussi à établir un lien entre eux et Sentsov. Il y avait eu un mouvement d'assistance aux citoyens ukrainiens qui ne voulaient pas vivre sous occupation russe. Oleg y était assez actif. Il organisait l'évacuation de citoyens ressortissants ukrainiens de la Crimée. Il était donc très connu. Beaucoup de gens venaient aux rassemblements organisés par Oleg. C'était facile ensuite de l'accuser de connaitre tous ceux qui étaient arrêtés pour avoir voulu acheter des explosifs, provoquer des incendies criminels d'institutions russes en Crimée.

Aucune preuve à l'appui ?

DD – Aucune, malgré la torture… Même pas des écoutes téléphoniques. Comme témoins, ils ont utilisé d'anciens prisonniers de droit commun disant avoir vu Oleg en contact avec les membres de la communauté criminelle et dans un endroit où l'on stockait des armes. Nous n'avions aucun moyen de vérifier la véracité de ces témoignages. C'étaient leurs paroles contre celle d'Oleg qui, lui, répétait n'avoir rien commis de mal et qu'il ne connaissait pas ces gens-là. L'un d'eux a d'ailleurs dit pendant son procès qu'il avait été torturé. Le deuxième a gardé le silence. Et le procès a été clos.

Il reste cette empreinte tout de même ?

DD – Ils n'ont trouvé comme stock d'armement que quelques cartouches et chargeurs et un pistolet avec une empreinte digitale d'Oleg. Oleg nous a expliqué comment elle est arrivée là : lorsqu'il a été arrêté, il a été menotté mains dans le dos. Et, au poste, on lui a fait toucher un certain nombre d'objets pour y laisser des empreintes.

Vous avez saisi la Cour européenne des droits de l'Homme (1). Où en est le dossier ?

DD – Nous recherchons la révision du procès. La procédure est entamée depuis trois ans. J'estime que nous avons prouvé, en première instance, qu'Oleg est innocent. On nous a dit que ce dossier est aujourd'hui prioritaire. D'après les avocats spécialisés en justice européenne, une décision devrait être rendue dans le courant de cette année (2019).

(Emmanuelle Stroesser)

Entretien réalisé en face à face, dans les locaux du Parlement européen, à la mi-décembre

(1) La Cour est intervenue en juillet 2018 pour demander (par une mesure provisoire) à la Russie d'apporter des soins à Oleg Sentsov, en conseillant à ce dernier de stopper sa grève de la faim, dans l'attente d'un jugement sur le fond. (communiqué).

NB. L'examen de la requête Sentsov c. Russie (requête n° 48881/14) a récemment été ajourné dans l'attente de l'arrêt de la Grande Chambre dans l'affaire interétatique Ukraine c. Russie (concernant l'est de l'Ukraine) (n° 8019/16) à laquelle est liée. (voir le communiqué de la Cour du 17 décembre 2018).

Trente ans de prix Sakharov

Le prix Sakharov, décerné chaque année en décembre par le Parlement européen, a été créé en 1988. « *Parce que la promotion et la défense des droits de l'Homme sont au coeur de l'approche multilatérale de l'Union européenne* » rappelle Heidi Hautala, eurodéputée finlandaise (Verts/EFA). Il fêtait cette année son 30e anniversaire. Lors de la cérémonie de remise, au Parlement le 12 décembre, les deux autres finalistes étaient présents (lire Prix Sakharov, les trois nominés sont…)

14 – Livres & Publications

15 – Société

Sciences

Voici ce qui va se passer dans l'espace en 2019

https://www.ouest-france.fr/ L'édition du soir Astronomie jeudi 3 janvier 2019

Alunissages, touristes de l'espace, nouveaux vaisseaux pour transporter les astronautes… Plusieurs événements importants dans le domaine spatial sont attendus en 2019. La voûte céleste nous réserve également de beaux spectacles !

C'est une première. La Chine a réussi le premier alunissage d'un engin spatial sur la face cachée de la Lune. Ce jeudi 3 janvier, son module d'exploration Chang'e-4 a été déposé sur le sol du satellite naturel de la Terre, selon les médias chinois. Cette face cachée lunaire est montagneuse et parsemée de cratères. L'opération était délicate.

Cet événement est le premier d'une longue série. 2019 s'annonce riche en projets et avancées technologiques dans le domaine spatial. Quant à la voûte céleste, elle réserve également de beaux spectacles aux Terriens que nous sommes...

Dans la nuit du 3 au 4 janvier

Comme chaque année à la même période, la Terre traverse l'essaim de météorites des Quadrantides. Il atteindra son apogée dans la nuit du 3 au 4 janvier. Si le ciel est bien dégagé, des étoiles filantes – une centaine par heure – perceront le ciel.

7 janvier

Voilà à quoi ressemble Crew Dragon. (Photo : NASA / SpaceX / Wikimédia Commons)

SpaceX, l'entreprise américaine spécialisée dans l'astronautique d'Elon Musk, devrait lancer en orbite son nouveau vaisseau, le *Crew Dragon*, depuis le Centre spatial Kennedy (Floride, États-Unis). Conçue pour la Nasa, cette capsule a pour objectif, à terme, d'emmener les astronautes vers la Station spatiale internationale (ISS).

Pour ce premier voyage test, le véhicule sera vide. Si tout se passe bien, des astronautes monteront à bord dès le troisième vol test prévu plus tard dans l'année. Les heureux élus ont déjà été sélectionnés : ce sont deux habitués des vols spatiaux, les Américains Bob Behnken et Doug Hurley.

Dans la nuit du 20 au 21 janvier

Une éclipse de Lune le 16 août 2008. (Photo : Thomas Bresson / Wikimédia Commons)

La pleine Lune va traverser l'ombre de la Terre, offrant ainsi une éclipse totale de Lune. Ce phénomène sera notamment visible depuis la France.

12 février

Représentation de la sonde Juno près de Jupiter. (Photo : NASAJPL / Wikimédia Commons)

Depuis le 4 juillet 2016, la sonde Juno étudie Jupiter. Tous les 53 jours, elle se rapproche de la planète et revient notamment avec de magnifiques photos. Cette opération de rapprochement est appelée « Perijove ». Cette année, la première manœuvre de ce genre est prévue pour le 12 février. Les suivantes auront lieu le 6 avril, le 29 mai, le 21 juillet, le 12 septembre, le 3 novembre et le 26 décembre.

D'ici février

La start-up américaine OneWeb, basée en Virginie, a pour ambition de créer un réseau internet accessible partout sur Terre en mettant en orbite des micro-satellites. Le programme est soutenu par Airbus. Si tout se déroule comme prévu, les premiers satellites devraient être envoyés dans l'espace d'ici le 19 février grâce au véhicule spatial russe *Soyouz*.

Début 2019

SpaceIL, une association israélienne, a développé un atterrisseur lunaire de 590 kg dans le cadre du concours international Google Lunar X Prize. Désormais, elle souhaite l'envoyer dans l'espace pour le poser sur la Lune d'ici mars 2019. Si cette mission est un succès, ce sera la première fois qu'une organisation privée envoie un engin spatial sur notre satellite naturel.

2 juillet

Une éclipse totale du Soleil sera visible au Chili et en Argentine, vingt ans après celle que l'on a pu observer en France.

Courant 2019

Le CST-100 Starliner de Boeing. (Photo : Boeing / Wikimédia)

SpaceX n'est pas la seule entreprise à travailler avec la Nasa. Boeing se prépare également à lancer un vaisseau qui permettrait d'emmener les astronautes dans l'espace. Le constructeur aéronautique américain devrait effectuer le premier lancement de son *CST-100 Starliner* cette année. Il n'y aura pas d'équipage lors de ces premiers tests. Si tout se déroule comme prévu, ce

sont les astronautes Eric Boe, Chris Ferguson et Nicole Mann qui devraient rejoindre l'ISS à bord de ce vaisseau.

Courant 2019

L'agence spatiale indienne, l'ISRO (Indian Space Research Organisation), repousse sans cesse la mise en orbite de sa sonde spatiale *Chandrayaan-2*. Mais elle espère que cette année sera la bonne. La sonde comprend un atterrisseur qui doit se poser à la surface de la Lune et qui pourrait transporter un rover capable d'explorer la planète satellite de la Terre.

Courant 2019

Blue Origin, l'entreprise de Jeff Bezos, dont l'objectif est d'abaisser le coût de l'accès à l'espace, vendra ses premiers tickets pour voyager à bord de son *New Shephard*. Cette fusée réutilisable promet d'emmener des touristes dans l'espace. Le patron d'Amazon n'a pas encore révélé le prix du billet.

Océan Pacifique

Une bombe climatique à retardement se cacherait dans le Pacifique

Actualité Sciences & Environnement http://www.lefigaro.fr/ Par Vincent Bordenave Mis à jour le 04/01/2019 à 18:09 Publié le 04/01/2019 à 17:26

Les océans captent une partie de la chaleur terrestre et limitent ainsi l'augmentation des températures. Wikimedia Commons/Etotheraf

L'océan Pacifique garderait les traces de la petite ère glaciaire qui a touché notre planète il y a plus de 600 ans. Une poche d'eau froide contribuerait ainsi à «climatiser» la Terre. Et sa disparition pourrait s'avérer catastrophique.

L'océan Pacifique garderait caché bien précieusement au fond de ses entrailles une poche d'eau froide vieille de plus de 600 ans. C'est en substance la conclusion des travaux de deux chercheurs américains publiés ce jeudi dans *Science* . Geoffrey Gebbie (Institut océanographique de Woods Hole, Massachusetts, États-Unis) et Peter Huybers (Université d'Harvard, Massachusetts, États-Unis) ont compilé des mesures modernes et historiques de circulation océanique pour détecter et quantifier l'influence du refroidissement de la période glaciaire sur les profondeurs intérieures du Pacifique.

Il y a mille ans, l'hémisphère nord de notre planète connaissait une période de réchauffement climatique appelé «optimum climatique médiéval». Cette embellie climatique (bien loin d'atteindre les niveaux que nous connaissons malheureusement aujourd'hui) a été suivie par un refroidissement global, la petite ère glaciaire. Une période qui démarre au XIIIe siècle et notamment caractérisée par une avancée des icebergs dans l'océan. La cause de ce net refroidissement est encore discutée, mais l'hypothèse la plus probable est celle d'une activité volcanique en Indonésie.

Ce que les chercheurs démontrent aujourd'hui, c'est que cette vague de froid qui a touché le globe à l'époque n'aurait toujours pas fini d'être évacuée par l'océan Pacifique. Le froid peut rester très longtemps piégé dans les profondeurs où elle agit alors sur la température globale du globe en absorbant la chaleur. «Cette poche de froid n'est plus présente dans l'Atlantique», précise Françoise Gaill, coordinatrice de la plateforme Climat Océan, conseillère scientifique CNRS. Le grand courant océanique de l'Atlantique nord, le gulf stream, qui transporte la chaleur de

l'atmosphère dans les profondeurs, a «épuisé» bien plus rapidement cette réserve que le Pacifique.

Un réservoir qui se tarit

«Ces travaux offrent un éclairage nouveau sur ce qui demeure un vrai mystère pour nous: pourquoi l'océan est-il encore un puits de chaleur?», commente Françoise Gaill. Cette réserve de froid du Pacifique a sans doute permis de continuer à limiter les effets du réchauffement ces dernières années. «On ne peut que s'interroger: où en serions-nous aujourd'hui si la petite ère glaciaire n'avait pas eu lieu il y a 600 ans?», constate la chercheuse. Plus inquiétant, cette réserve va finir par se tarir. Quelles seront alors les conséquences pour le climat? «C'est une variable qu'il faut prendre en compte», ajoute Françoise Gaill. «Malheureusement, rien ne pousse à l'optimisme. Le réchauffement du Pacifique pourrait avoir des conséquences dramatiques.»

«Nous ne sommes pas en mesure de dire si l'impact de ce refroidissement du Pacifique peut avoir des conséquences sur les prévisions du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur les changements climatiques)», analyse Geoffrey Gebbie. «Mais l'influence de l'optimum climatique médiéval et de la petite ère glaciaire est de moins en moins important, comparé aux effets anthropiques. Je pense donc que les conclusions fondamentales du dernier rapport du GIEC, en octobre, ne devraient pas en être modifiées.»

Insolite

Au Pérou, il existe une mystérieuse rivière dont l'eau bouillonne sans raison apparente

A La Une L' Essentiel https://www.sudouest.fr/ Publié le 27/12/2018 à 8h19. Mis à jour le 01/01/2019 par **Alexandra Tauziac**.

Andrés Ruzo a fini par trouver la rivière en ébullition des légendes de son enfance. Devlin Gandy

Cachée au milieu de la jungle amazonienne, au Pérou, il existe une rivière dont l'eau est en quasi-ébullition. Pourtant, elle est à 700 kilomètres du volcan le plus proche.

L'histoire commence par une légende. Celle d'une **mystérieuse rivière à l'eau bouillonnante cachée au cœur de la forêt amazonienne**. Cette histoire, Andrés Ruzo, jeune géophysicien péruvien, en a entendu parler par son grand-père lorsqu'il était un petit garçon.

12 ans plus tard, tandis qu'il s'attelait à cartographier les sources d'énergie géothermique du Pérou dans le cadre de sa thèse, le jeune homme s'est souvenu de la mystérieuse rivière de son enfance. "J'ai demandé à plusieurs experts s'ils pensaient qu'une telle rivière pouvait exister", raconte-t-il à National Geographic. "La plupart ont répondu que ce n'était qu'une légende. L'un d'entre eux m'a même dit d'arrêter de poser des questions stupides".

De la légende à la réalité

Car s'il existe bien des rivières dont l'eau est en ébullition, comme le rappelle lui-même le géophysicien, "elles sont en général associées à un volcan. Or il n'y a pas de volcan en Amazonie, ni dans la plupart du Pérou. On ne s'attend donc pas à y trouver une rivière en ébullition". Et pourtant…

En 2011, Andrés Ruzo a fini par la trouver. Il a même raconté son expédition un livre : "The Boiling River : adventure and discovery in the Amazon".

Son aventure commence lors d'un repas de famille lorsque sa tante lui affirme que cette rivière en ébullition existe bel et bien et qu'elle s'est baignée dedans. Histoire que confirme son oncle. Selon lui, il est possible de s'y baigner lorsque de fortes pluies viennent de s'abattre et ce légendaire cours d'eau est protégé par un puissant chaman. "Et voilà comment je me suis retrouvé à parcourir la jungle, guidé par ma tante, **à plus de 700 kilomètres du centre volcanique le plus proche**", raconte-t-il.

"Et puis j'ai entendu quelque chose. Un faible bruit de vague, qui devenait de plus en plus fort à mesure que nous approchions. Il rappelait celui des vagues de l'océan qui s'écrasent en permanence. Une fois plus près, j'ai pu voir la fumée, la vapeur à travers les arbres"

theboilingriver

76 J'aime

- **theboilingriver**

  The #BoilingRiver's ancient name is "Shanay-timpishka," which roughly translates to "Boiled with the Heat of the Sun." From the time of the ancient ancestors of present-day Amazonians, the history of human interaction with the Boiling River is fraught with fear, awe, mysticism, and politics. Click on the link in our bio and head over to the "What We Know" tab to read more about the site's history. 📷: @devlin_gandy

La rivière n'est donc pas une légende. Située dans le Mayantuyacu, une zone au cœur de la jungle amazonienne, coté péruvien, elle abrite deux communautés chamaniques qui l'ont toujours connue ainsi et utilisent son eau brûlante au quotidien. Son nom traditionnel est "Shanay-timpishka", ce qui signifie "**bouillie à la chaleur du Soleil**". Preuve qu'Andrés Ruzo n'est pas le seul à s'être demandé pourquoi l'eau y est en ébullition, ou presque.

theboilingriver

99 J'aime

- **theboilingriver**

  📷: Sofia Ruzo //#Repost @huffpostscience ・・・A shaman stands at the edge of a boiling river hidden deep in the Amazon. The river flows hot -- between 120 and 196 degrees Fahrenheit -- for almost 4 miles and is about as wide as a two-lane road. Learn more here: @theboilingriver

- **divifilio**

  @rog71286 @tablet_ka let's go in Peru

- **pceezs**

Is there a way to buy a print of this photo? So beautiful!

Aussi fascinante que dangereuse

Car selon les mesures prises par le géophysicien et son équipe, **la température moyenne de l'eau est de 86°C**. "Il ne s'agit pas tout à fait d'eau bouillante à 100°C, mais c'est assez près". Plus étonnant encore, cette rivière commence par un courant froid.

"Elle commence froide, puis se réchauffe, refroidit, se réchauffe, refroidit, se réchauffe encore, puis décroît jusqu'au moment où elle entre en collision avec une autre rivière, froide. La température oscille entre 27 et 94 degrés au point le plus chaud"

Mais ce qui a le plus surpris les scientifiques, c'est l'échelle du lieu. La rivière s'écoule sur 9 kilomètres, dont 6,24 kilomètres en quasi-ébullition. Sur la majorité de son cours, "elle est plus large qu'une route à deux voies". Elle peut atteindre une profondeur de cinq mètres et on y trouve même une chute d'eau (chaude) de six mètres de haut.

theboilingriver

90 J'aime

- **theboilingriver**

  📷: @devlin_gandy | What makes the Boiling River so special? The short answer: it's huge, hot, and non-volcanic. #theboilingriver is an anomalously large thermal river that flows hot for almost 4 miles (over 6 kilometers), is generally about as wide as a two-lane road, but can get up to 80 feet (around 25 meters) wide at its widest point, and can get to 16 feet (about 5 meters) deep at its deepest point. Despite the tremendous amount of hot water, it is non-volcanic. In fact the nearest active volcanic center is over 430 miles (over 700 kilometers) away! To find out more about this amazing site, click the link in our bio. #theboilingriverproject

Mais cette rivière n'est pas seulement incroyable. Elle est aussi dangereuse. Selon des études, il faut 8 minutes pour que de l'eau à 50°C cause une brûlure au troisième degré à un adulte et une seule minute pour un enfant. **Si l'eau est à 60°C, elle peut brûler un adulte au troisième degré en 7 secondes** et un enfant en 3 secondes. Alors de l'eau à 86°C… "J'ai vu toutes sortes de petits mammifères, reptiles ou batraciens tomber dans cette eau et mourir", raconte Andrés Ruzo, qui s'est lui-même fait une petite frayeur.

"J'étais coincé sur un rocher de la taille d'une feuille de papier, en sandales et maillot de bain, entre une rivière à 80°C et une source chaude qui paraissait à deux doigts de bouillir. Une pluie diluvienne comme il n'y en a qu'en Amazonie s'est mise à tomber. Impossible de voir quoi que ce soit. La différence de température rendait tout blanc. J'étais dans un véritable brouillard. Si je tombais, je risquais des brûlures au troisième degré. Puis, au bout d'un quart d'heure, la pluie s'est arrêtée et la nuée blanche s'est dissipée"

theboilingriver

64 J’aime

- **theboilingriver**

  #Repost @natgeoadventure ▪ ▪ ▪ Photo @devlin_gandy // Legend tells of a mythic boiling river deep in the heart of the Peruvian Amazon. From first-hand experience, I can tell you it isn't a legend. Here, @andresruzo explores the #BoilingRiver by moonlight. At almost 190° F, even on a 85° night, steam billows from the river into the surrounding jungle.

- **moodyabdulf**

  @s_irfan

D’où vient cette chaleur ?

Une mésaventure qui n’a pas empêché Andrés Ruzo de retourner à la rivière tous les ans depuis 2011 pour comprendre pourquoi l’eau y est si chaude. "Comme nous avons du sang chaud dans nos veines et nos artères, la Terre a de l’eau chaude dans ses fissures et anfractuosités", explique-t-il.

"Là ou ces artères terrestres atteignent la surface, nous observons des phénomènes géothermiques : fumerolles, sources chaudes, et dans notre cas, la rivière bouillonnante"

Toute la question est de savoir pourquoi l’eau de cette rivière est aussi chaude que "celle que l’on peut trouver sur des volcans, voire des super-volcans comme celui de Yellowstone", alors qu’il n’y a pas de volcan à proximité. D’autant que l’eau y est claire avec "un goût agréable", ce qui est inhabituel, les sources chaudes étant en général chargées en soufre.

Selon les études géophysiques et géochimiques menées sur place, la rivière "Shanay-timpishka" "semble être le résultat d’un grand système hydrothermal." "Plus vous allez profondément dans la terre, plus il fait chaud. Nous appelons cela le gradient géothermique", détaille le géophysicien. "Il pourrait s’agir ici d’eaux venant de sources aussi lointaines que les glaciers des Andes. Celles-ci s’infiltreraient ensuite dans la terre, puis, **réchauffée par l’effet du gradient géothermique**, en ressortiraient en créant cette rivière bouillonnante."

Par endroits, la rivière bouillonne littéralement. Crédit photo : Devlin Gandy

Un début d’explication qui ne rend pas la rivière moins unique pour autant. "Je suis toujours incapable de trouver un système géothermique de cette importance sans système volcanique", affirme Andrés Ruzo. Sa seule crainte : que cette rivière, menacée par l’exploitation de la forêt alentour, disparaisse. Il a donc créé un site pour aider à protéger "ce sanctuaire" aussi "dangereux", que "merveilleux".

16 – Vie de l’UOROI